

INSTITUT
KURDE
DE PARIS

Bulletin de liaison et d'information

N° 9

NOVEMBRE-DÉCEMBRE 1984

Ce bulletin paraît en français, allemand, anglais, kurde, italien, espagnol et turc.

Prix au numéro : France: 25 FF — Etranger : 30 FF
Abonnement annuel (6 numéros) France : 120 F — Etranger : 150 FF

Périodique bimestriel
Directeur de la publication : Mohamad HASSAN

Numéro de la Commission Paritaire : 659 15 A.S.
ISBN 0761 1285

INSTITUT KURDE, 106, rue La Fayette - 75010 PARIS
Tél. : 01- 48 24 64 64 - Fax : 01- 48 24 64 66
www.fikp.org
E-mail: bulletin@fikp.org

ETRE LIBRE

*Vivre, c'est beau quand on est libre,
Tous, hommes et femmes... pas seulement toi et moi,
Libre de dire son mot,
De vagabonder à travers terres et mers,
Libre de boire et de manger, de travailler et de jouer,
Libre de choisir son chemin.*

*Je ne trouve pas de mots ; je ne sais qui blâmer...
Combien de temps encore vivrons-nous enchaînés,
Dans l'obscurité, dans la honte ?
C'est assez.*

*Finissons-en avec l'ignorance, allons vers la lumière !
L'épée à la main, libérons-nous des monstres,
Et retrouvons la fierté d'un nom
Si cher, si sacré pour nous tous.*

Cegerxwîn
(1903-1984)

- SOMMAIRE :
- LA MORT DU GRAND POETE KURDE,
CEGERXWÎN
 - LE CONGRES DE LA F.I.D.H., DEDIE
A MEHDI ZANA, MAIRE DE DIYARBAKIR
 - MEURTRE D'UN OUVRIER KURDE, REFUGIE
POLITIQUE EN FRANCE, KEMAL OZGUN
 - A SIGNALER
 - EN BREF : LA REVUE DE PRESSE
D'OCTOBRE ET NOVEMBRE
 - LISTE DES PUBLICATIONS EN VENTE
A L'INSTITUT.

LA MORT DE CEGERXWIN

*Le poète kurde le plus célèbre du Kurdistan du Nord,
Cegerxwîn, vient de mourir à Stockholm, à l'âge de
82 ans.*

*Né en 1903, dans un village de la région de Mardin, au
sud-est de la Turquie, il perdit ses parents très jeune
et fut élevé dans la famille de sa soeur, où il travaillait*

comme berger. Très vite, il sut qu'il voulait faire autre chose, et obtint d'aller à l'école coranique, où il fit ses études pour devenir mollah.

Un voyage à travers le Kurdistan, à la fin de ses études, lui permit de découvrir, de ses propres yeux, la misère, la détresse des paysans kurdes. Alors, il "rejette le manteau, le turban, coupe sa barbe et s'engage dans la bataille nationale et patriotique". Il change son nom, Şêxmûs Hesen en Cegerxwîn (le coeur meurtri) et décide d'utiliser sa plume comme arme pour combattre en faveur des droits de son peuple.

A partir de 1932, ses poèmes sont publiés dans les revues HAWAR et RONAHI, éditées par Celadet Bedir Khan. Cela lui vaut d'être poursuivi. Pour échapper à la prison en Turquie, il s'installe en Syrie. Son premier recueil de poèmes paraît à Damas, en 1945. Un second est publié en 1954. Entre temps, son action politique en faveur du peuple kurde lui a valu d'être arrêté à plusieurs reprises et torturé.

En 1980, il s'exile en Suède où il ne cessera d'écrire, jusqu'à son dernier jour.

Membre fondateur de l'Institut Kurde, il avait tenu, malgré son âge, à venir, en février 1983, participer à Paris à la fête d'inauguration de l'Institut, où il prononça un discours-testament.

Venus de plusieurs pays d'Europe, des militants kurdes, et parmi eux le Président de l'Institut Kurde, sont venus assister à la cérémonie funèbre en Suède, et lui rendre un dernier hommage. Ensuite, selon son désir, son corps a été envoyé en Syrie où, avec la permission des autorités, il a été inhumé dans le jardin de sa maison, devant une foule de plusieurs dizaines de milliers de personnes.

L'OEUVRE DE CEGERXWIN

Treize ans après la publication de ses premiers poèmes dans "Hawar" et "Ronahî", "Dîwana Cegerxwîn" (Poésies de Cegerxwîn) paraît à Damas, en 1945. C'est ensuite "Sewra Azadî" (La Révolution de la Liberté), à Damas également, en 1954. Dans ces deux premiers volumes, composés de 290 poèmes, le poète expose l'essentiel de son message, à la fois patriotique, social, idéologique.

Il publiera encore cinq recueils de poèmes : "Kîme ez ?" (Qui suis-je ?), en 1973 ; "Ronak" (La clarté), en 1980 ; "Zend Avîsta", en 1981 ; "Şefaq" (L'aube), en 1982 et "Hêvî" (L'espoir) en 1983.

Cegerxwîn a également publié des nouvelles en prose : "Cim û Gulperî", Damas 1946 et "Serpêhatiya Reşiwê Darî" (Les aventures de Reşo Darî), Damas 1958.

A Damas encore, Cegerxwîn aurait publié en 1957 un recueil de proverbes "Gotinê pêşiya".

Après la proclamation de la république à Bagdad, Cegerxwîn s'est rendu en Irak, où il a enseigné le kurde à l'Université de Bagdad. C'est là qu'il a publié une Grammaire "Awa û destûra zimanê kurdî", en 1961, puis les deux premiers volumes de son dictionnaire, demeuré inachevé, "Ferhenga kurdî Cegerxwîn" en 1962.

Une quinzaine d'ouvrages restent à publier.

UN CONGRES DEDIE A MEHDI ZANA

Le Congrès bisannuel de la Fédération Internationale des Droits de l'Homme, qui s'est tenu à Paris du 17 au 18 novembre 1984 au siège de l'UNESCO, a été dédié à Mehdi Zana, le maire kurde de Diyarbakir actuellement détenu dans la prison militaire de cette ville.

A côté des délégations venues d'une vingtaine de pays du monde, au nom du gouvernement français, M. Claude Cheysson, Ministre des Relations Extérieures, et M. Robert Badinter, Garde des Sceaux, ont prononcé une allocution.

Dans son discours d'inauguration, le Président de la Fédération, Michel Blum, a dit, notamment :

"...Que ce Congrès soit aussi le symbole d'une protestation solennelle contre le sort qui est fait à un militant des droits de l'homme : Mehdi Zana, Maire de Diyarbakir. J'ai reçu, il y a quelques années dans mon bureau, un homme solide, ardent, qui venait en France pour équiper sa ville en moyens de transports en commun. Quelques mois plus tard, il était arrêté, accusé d'avoir eu des contacts avec un groupe qui avait assassiné un policier, et un procès inique, sans preuves, s'est déroulé devant une délégation de la FIDH... Aujourd'hui, il est condamné à 24 ans de prison. Son seul crime est d'avoir voulu croire à la pérennité du peuple kurde et d'en avoir refusé l'ethnocide. Alors, je vous le demande, cette victime est-elle de l'Est, de l'Ouest, du Nord ou du Sud ? Qu'importe. Il est tout simplement un homme martyrisé pour ses convictions..."

LA MORT DE KEMAL OZGÜL

Dignité et justice : c'est ce que réclamait Kemal Ozgöl quand il a été tué.

Il travaillait à l'entreprise de construction Pirault et Fils, à Epône. Dans des conditions comme on n'imagine pas que cela puisse encore exister en France. Absence de sécurité et d'hygiène, paye irrégulière. Et même, depuis 5 mois, plus de paye du tout pour la majorité des ouvriers. Et cela malgré les interventions de l'Inspection du Travail, la médiation de la Sous-Préfecture.

Kemal Ozgöl, kurde, était réfugié politique, après avoir fui la répression en Turquie. Il n'avait pas le choix, il lui fallait travailler pour envoyer de l'argent à sa famille, restée au Kurdistan et démunie de tout, et pour se marier.

Mais trop c'est trop. Il est allé avec ses camarades réclamer son salaire, déterminé à faire avec eux une grève de la faim pour l'obtenir. Le patron les attendait, avec un vigile armé. Celui-ci a tiré : un mort, Ozgöl, et un blessé grave.

La mort de ce militant kurde a soulevé beaucoup d'émotion en France, dans tous les milieux. Le Président Mitterrand a tenu à venir s'incliner devant son cercueil, avant le rapatriement du corps en Turquie.

Malgré d'innombrables tracasseries de la police turque : immobilisation du cercueil à l'aéroport pendant 24 heures, injures adressées à l'assistance, interrogatoire prolongé de membres de sa famille et des observateurs étrangers, le corps d'Ozgöl a été enterré chez lui, près de Malatya, dans le Kurdistan de Turquie. Sous la menace des mitrailletes d'une vingtaine de miliciens en treillis, qui encerclaient le cimetière. Comme si Kemal Ozgöl, mort, était encore dangereux.

A SIGNALER

Sur le thème LE FOLKLORE KURDE ET SON ETUDE EN UNION SOVIETIQUE, le Dr. Maruf Xaznedar, professeur de littérature classique kurde à l'Université de Bagdad, de 1966 à 1982 et depuis à l'Université d'Annaba, en Algérie, a donné une conférence à l'Institut Kurde de Paris, le 2 septembre 1984.

Il a tout d'abord parlé des régions où vivent les Kurdes. Puis il a abordé leur folklore et présenté, en les commentant, tous les travaux se rapportant à ce thème réalisés par des chercheurs kurdes depuis le XIXe siècle jusqu'à nos jours.

Le 23 octobre, à Dijon, lors d'une soirée consacrée au cinéma kurde, deux films relatant la résistance kurde contre les forces de Khomeiny en Iran ont été projetés.

25/10 - France-Culture. L'émission "Divergences" a été consacrée à une évocation de Yilmaz Güney, avec la participation de Temo.

27/10 - Dans le cadre du Festival de l'Immigration, un hommage a été rendu à Y. Güney, avec la projection de trois de ses films : "L'Inquiétude", "L'ennemi", "Le troupeau", au Splendid, à Fives-Lille.

17/11 - Concert de Temo, retransmis par France-Musique.

30/11 - Au Cercle Culturel de Cormeilles en Paris, projection de "Le Mur", dernier film de Güney, et débat sur la situation des Kurdes en Turquie.

EN BREF : LA REVUE
DE PRESSE D'OCTOBRE
ET NOVEMBRE

Y. GUNEY. Après sa mort, un hommage unanime au grand cinéaste. (Antoinette, Liberté, Africasia, Mutu., Passion - octobre 84.)

CINEMA KURDE A DIJON. Projection de deux films de Taifoun Bathai, sur la lutte des Kurdes d'Iran. (Les dépêches de Dijon, 20 et 23/10/84).

UN "OTAGE" de retour du Kurdistan raconte son expérience (La Dépêche du Midi, 24/10/84).

TEMO à France-Musique (Télérama, novembre 84).

RESOLUTION sur l'identité culturelle de la diaspora kurde en Europe occidentale (IXe Congrès de l'Association Internationale pour la Défense des Langues et Cultures menacées, Milan, 27 au 29 juillet 84).

EMBUSCADE, au Kurdistan de Turquie. Lors de la visite du général Evrem dans la ville de Semdinli les maquisards kurdes ont tué 3 soldats, au cours d'une embuscade. Le 9 octobre, à nouveau, 8 militaires tués et 2 blessés dans un accrochage. Une opération de ratissage est lancée par le gouvernement. (L'Humanité 4/10, Le Monde 5/10, 8/10 et 12/10, La Feuille d'Avis de Lausanne 13/10).

REPORTAGE AU SIEGE DU PDK d'Iran et du Komala. Un entretien avec Massoud Barzani (Le Monde 14/10).

LANCEMENT DE L'OPERATION-SOLEIL au Kurdistan de Turquie : ratissage opéré par l'armée turque dans les villages situés sur la frontière irako-turque. Accord entre Ankara et Bagdad pour que les forces turques pénètrent en Irak (Libération 17/10 et 20/10, l'Est-Républicain, le Matin, Le Journal Rhône-Alpes, le Quotidien, Alsace, le Progrès, le Journal de Genève, l'Humanité 18/10, La Croix, le Monde, le Soir, le Quotidien 19/10, Révolution 26/10).

MANIFESTATION kurde devant le Consulat de Turquie à Strasbourg (Dernières nouvelles d'Alsace 25/10).

CONTRE LES KURDES la Turquie recherche l'aide de l'Iran, en vain (Financial Times 23/10, Le Monde 26/10).

3 SOLDATS TURCS tués lors d'un accrochage avec les guerilleros kurdes (International Herald Tribune 26/10)

LA RESISTANCE du Kurdistan turc (Info-Turk, octobre 84).

AVERTISSEMENT TURC à Masoud Barzani de ne pas soutenir les guerilleros kurdes de Turquie (Hurriyet 18/10).

L'IRAN S'OPPOSE A LA COOPERATION réclamée par la Turquie contre les Kurdes (Milliyet 21/10, Hürriyet 21/10).

L'IRAK REVELE UNILATERALEMENT l'accord turco/irakien sur la protection des frontières (Milliyet 26/10).

LE BUNDESTAG va débattre de la situation dans les provinces orientales de la Turquie.

INSOLENCE FRANCAISE : une minute de silence au Sénat pour le "terroriste" Aslan. (Milliyet 27/10).

DOSSIER : "Les Kurdes, une nation sans état victime d'un ethnocide" (Droit de vivre, octobre 84).

LE MALHEUR D'ETRE KURDE. Accord turco-irakien contre les Kurdes (Semaine de l'Ile de France, 2/11/84).

RATISSAGE au Kurdistan de Turquie (L'Humanité 19/11).

LA CONDAMNATION D'HIDIR ASLAN. Le Président turc a ratifié la condamnation à mort d'Hidir Aslan, militant kurde de DEV YOL, ainsi que celle d'Ilyas Has, qui a été exécuté, lui, le 7/10. Une délégation du PCF s'est rendue en Turquie pour demander au Premier Ministre la vie sauve pour Aslan (L'Humanité 13 et 15/10).

EXECUTION d'Hidir Aslan, le 25/10, malgré de nombreuses interventions en sa faveur. Le Sénat français observe une minute de silence "en témoignage d'indignation".

Le jour de son exécution, la peine de mort est requise contre 12 militants "séparatistes" kurdes. (L'Humanité, le Matin, Libération 26/10).

APPEL A UNE MANIFESTATION le 27/10, à Paris, de la Gare St Lazare au Consulat de Turquie, par 14 organisations de travailleurs turcs et kurdes (L'Humanité 27/10).

ARRESTATION de 35 militants d'extrême gauche à Istanbul (L'Humanité 29/10).

UNE GARDE DEMOCRATIQUE a été montée, à l'appel de 35 intellectuels français, devant l'Ambassade de Turquie à Paris, le 6.11.84. Des milliers de personnes se sont joints à ce mouvement, avec Aydin ASLAN, frère du militant pendu par la junte turque. Une délégation du PCF ainsi que plusieurs délégations syndicales étaient présentes (L'Humanité 7 et 8/11).

MEURTRE Un ouvrier kurde, 21 ans, réfugié politique en France, Kemal Ozgül, est assassiné par un vigile de l'entreprise Pirault, où il travaillait, parce qu'avec ses camarades syndiqués il venait réclamer le salaire qu'on ne leur avait pas versé depuis 5 mois. (La Vie Ouvrière, 19/11).

LA CGT APPELLE A UN ARRET DE TRAVAIL d'un quart d'heure, avec rassemblement et minute de silence, à la mémoire d'Ozgül. (L'Humanité 14/11).

LES FUNERAILLES DE KEMAL OZGUL, dans son village natal, au Kurdistan de Turquie. La cérémonie, à laquelle assistait près d'un millier de personnes, s'est déroulée sous la menace des mitraillettes de l'armée turque. Une délégation de la Ligue des Droits de l'Homme et de l'Association des Juristes Démocrates assistait aux obsèques, à la demande de la CGT (L'Humanité 22, 23 et 28/11, Le Monde 2/12, la Vie Ouvrière 26/11).

GAFFE ? Dans un discours à l'Assemblée Nationale, Claude Cheysson, Ministre français des Relations Extérieures, a indiqué que Kemal Ozgül avait été enterré au Kurdistan. Ankara a violemment réagi. (Le Havre Presse 26/11, Le Nouveau Journal 27/11, Les Echos 27/11, Tercüman 26/11, Milliyet, Hurriyet 26/11).

APPEL KURDE pour aider les réfugiés de la guerre Irak/Iran
(Aftenposten 27/10).

LA SITUATION ACTUELLE DES KURDES, article d'information (Universitas Nyheter, nov. 84).

OFFENSIVE KURDE en Irak ? (Aftenposten 12/11).

INTERVIEW DE GHASSEMLOU (De Nieuwe 15/11/84).

I FIGLI DEL FEROCO SALADINO, reportage en Iran (Corriere della Sera, 27/11/84).

UN AVOCAT KURDE TORTURE dans les prisons turques. Sa vie est en danger (The Times, 27/11).

LA TORTURE EN TURQUIE. 4 Kurdes arrêtés à Diyarbakir sont en danger. (Amnesty International 30/11).

CONGRES de la FIDH. Intitulé "Congrès Mehdi Zana", en hommage à l'ancien maire de Diyarbakir condamné à 24 ans de prison (AFP 17/11, Le Monde 20/11, La Lettre de la FIDH 23/11/84).

PUBLICATIONS EN VENTE

L'Institut Kurde diffuse des livres, disques, cassettes et cartes postales. Vous en trouverez la liste ci-dessous. Pour vous les procurer, envoyez le bon de commande ci-joint, avec votre règlement, par chèque, CCP ou mandat. Aucun envoi ne sera fait contre remboursement.

LIVRES	LES KURDES, de Basile Nikitine	128 F	
	LES KURDES ET LE KURDISTAN, ouvrage collectif, Maspéro	35 F	
	KURDISTAN UND DIE KURDEN, ouvrage collectif, en allemand	40 F	
	LE KURDISTAN IRAKIEN, ENTITE NATIONALE, de I.S.Vanly	90 F	
	MA VIE DE KURDE, de N. Zaza	70 F	
	LES CHAMPS DE YUREGHIR, de Y. Güney	85 F	
	LETTRE A L'UNESCO, de I. Beşikçi	20 F	
	SAVUNMA; de I. Beşikçi, en turc	60 F	
	ŞIVAN'IN SEVDASI, de M. Baksî, en turc	30 F	
	DIYARBAKIR'DA İŞKENCE, de Ş. Kaya, en turc	30 F	
	LE KURDISTAN D'IRAN, d'Aide Médicale Internationale	85 F	
	LES KURDES AUJOURD'HUI, de C. More	110 F	
	MOUVEMENT NATIONAL KURDE, de C. Kutschera	150 F	
	ANTHOLOGIE DE LA POESIE POPULAIRE KURDE, de G. Chaliand	35 F	
	MEMOIRE DU KURDISTAN, de J. Blau	60 F	
	GRAMMAIRE KURDE, de Bedir Khan et R. Lescot	125 F	
	MANUEL DE KURDE SORANI, de J. Blau	80 F	
	DISQUES	KURDISH MUSIC 1, UNESCO	80 F
		KOMA ZOZAN, Chants et Musique du Kurdistan	55 F
		TEMO, Barde du Kurdistan	70 F
ŞERIN & R.F.A.S. band		70 F	
LE MUR, la musique du film		55 F	
YOL, la musique du film		55 F	
CASSETTES	ŞIVAN PERWER N°1 à 7	35 F	
	ŞIVAN PERWER N°8 et 9	40 F	
	GULISTAN N°2 et 3	35 F	
	MELIKE DEMIRAG N°1 à 4	35 F	
	BARAN N°2	35 F	
	FEQIYE TEYRA N°2 à 4	35 F	
	MEHMET KOÇ N°12	35 F	
	JI BO ZAROKEN KURDISTAN N°1	35 F	
	ARIF & HESEN CIZREWI	éditée par l'Institut	35 F
	LA VOIX DES FEMMES KURDES	"	35 F
	ARAME TIGRAN	"	35 F
	MUSIQUE INSTRUMENTALE KURDE	"	35 F
	MUSIQUE POPULAIRE DU KURDISTAN N°1 à 3	"	35 F
	CIWAN N°3	"	35 F
	Cartes postales couleur (2F), noir et blanc (1F)		
Affiches de l'Exposition & de l'inauguration		20 F	
Affiches de la fête de Newroz 1984		10 F	
Hêvî N° 1 et 2		40 F	
Studia Kurdica N° 1		40 F	
Mizgîn N° 1 et 2		15 F	
Bulletin de l'Institut (numéros précédents)		20 F	

LIVRES ET PERIODIQUES EN LANGUE KURDE

POESIE	Cegerxwîn : RONAK	35 F
	ZEND-AVISTA	35 F
	SEFAK	35 F
	HÊVÎ	35 F
LIVRES D'ENFANTS	F. Cewerî : DÊ ŞÊRÎNE	25 F
	Bozarslan : MEYRO	35 F
	MIR ZORO	35 F
	GURE BILURVAN	35 F
	SERKETINA MIŞKAN	35 F
	M. Baksi : KEÇA KURD ZOZAN	35 F
	ZAROKÊN IHSAN	35 F
	A. Lindgren, I. Wikland : BELÊ LOTTA KARE BAJO	35 F
	G. Bergstrom : MA TU TIRSONEK Î ALFONS OBERG	35 F
	L. Ferick, J. Carlbrand : MA GAKŪVÎ KŪÇIKAN DIXWIN	35 F
	KINO DIGOT ALIKARÎ BIKIM	35 F
	ALFONSÊ ŞÎT	35 F
	ALFONS Ū CINAWIR	25 F
	KINO DIGOT LI WÊ DERÊ BINÊRE	35 F
	A. Lindgren : KEÇA ŞERUT LOTTA	25 F
	S. Behrengî : MASIYÊ REŞ Ê PIÇŪK	15 F
PERIODIQUES	HÊLÎN (n° 1 à 11) (pour enfants)	6 F
	HÊVÎ (n° 1 à 13) "	6 F
	KULÎLK (n° 1 à 13) "	10 F
	ROJA NŪ (revue artistique et culturelle) (n° 1 à 7)	12 F
	BERBANG "	10 F
	TEKOŞER "	10 F
ROMAN	EREB ŞEMO : Dim Dim	30 F
	M. BAKSI : Hêlîn	25 F
	BIRINDAR : Xanê	15 F
	Soro	30 F

BON DE COMMANDE

Je désire recevoir les publications suivantes :

..... Nombre x F = FF
 Nombre x F = FF
 Nombre x F = FF
 Nombre x F = FF
 Nombre x F = FF

Je joins un chèque de F, représentant le montant de ma commande.

NOM :

ADRESSE :

Yilmaz Güney: de la prison à la mort.

Poète, romancier, scénariste, cinéaste, Yilmaz Güney était surtout l'acteur le plus populaire de Turquie. Mais Güney était aussi communiste. Le scénariste du « Troupeau », l'histoire d'une famille de bergers d'Anatolie, était lui-même fils de paysans kurdes « sans terre ». Très bon, Güney fut remarqué à l'université d'Istanbul par le cinéma.

A à peine plus de 20 ans, son image était aussi publique que celle de Kemal Atatürk. Mais le fait d'être riche et célèbre ne l'empêcha pas d'épouser la cause de sa minorité ethnique, Les Kurdes, divisés en cinq

France où il connut la consécration avec la Palme d'Or à Cannes 82 pour « une authentique lettre de prison » qui restera son chef d'œuvre: « Yol ».

A ce moment, cet homme vieillit avant l'âge (il a 45 ans), les cheveux blanchis, le regard fixe, a laissé éclater son désir de vivre et de lutter. Je n'oublierai jamais Güney devant une assemblée en smoking recevant sa Palme en levant le poing.

Son dernier film, « Le Mur », tourné en France, est le résultat d'un compromis, celui d'un exilé qui veut continuer de montrer la réalité cruelle de son



pays: la Turquie, l'Iran, l'Irak, la Syrie et l'Union Soviétique. Il est incarcéré pour la première fois en 1961 et pendant vingt ans est plus souvent en prison qu'en liberté.

Après « Inquiétude » en 1974, il est arrêté et emprisonné pour avoir « tué un magistrat au cours d'une rixe ». En 1977, les Italiens ont organisé à San Remo une première rétrospective de l'œuvre de Güney, mais ce n'est qu'en 1979 que l'attention fut attirée sur lui lorsque « Le Troupeau », qu'il a écrit et « dirigé » de prison, obtint le Léopard d'Or à Locarno. Ce n'est que fin 1981 qu'il peut s'évader (il était condamné à plus d'un siècle de détention) et venir en

pays (la révolte des enfants du Quartier 4 de la prison d'Ankara en 1976) hors de ses frontières.

Mais le cinéma demande plus de distance et d'imaginaire pour être réussi. Un document sur le tournage, « Autour du Mur » analyse bien où sont les contradictions du cinéaste qui continue sa lutte dans un contexte où les motivations des hommes ne sont pas de même ordre. « J'ai plein d'idées, de sujets et de projets » disait alors Güney, « et je dois travailler très vite ». Sa mort, à 47 ans, dans un hôpital parisien, dans la solitude d'une longue maladie, nous apparaît d'autant plus injuste et révoltante.

LA VOIX DU NORD 24.OCT. 1984

Travail et culture et l'Association franco-turque organisent un hommage à Yilmaz Güney

L'œuvre de Yilmaz Güney, cinéaste turc engagé, mort d'un cancer à l'âge de 47 ans, au mois de septembre dernier à Paris se confond avec sa vie de militant. Fils de paysans kurdes, il incarnait la liberté, dénonçant les injustices, payant de sa personne dans la lutte pour la défense des droits de l'homme, attentif à toutes les formes d'oppression et d'asservissement. En Turquie, il fut détenu pour ses idées et connut vingt-cinq prisons entre 1961 et 1981. A partir de 1974, il écrivit ses films de sa cellule et les fit réaliser à l'extérieur.

C'est à cet artiste révolté et généreux que l'Association franco-turque et Travail et culture veulent rendre hommage en organisant pour le festival de l'immigration, le 27 octobre, de 17 h à 2 h, au cinéma Splendid, une nuit du cinéma

où seront présentées les principaux films de Güney.

En plus de « Yol » (palme d'or à Cannes), le film le plus célèbre en France du réalisateur turc, on pourra voir ou revoir « Le troupeau », un récit où est décrite la vie des paysans d'Anatolie, et deux films jusque-là inédits en France: « L'ennemi » et « L'inquiétude », l'histoire d'un cueilleur de coton accablé de misère et le dernier film mis en scène par Güney et terminé par son assistant Serif Gönen.

Au programme

- 11 h : « Le troupeau ».
- 19 h 30 : groupe musical turc.
- 21 h : « L'inquiétude ».
- 23 h : débat animé par Josette Sagot, du COLIOP, Louissette Farigneaux, professeur de filmologie à Lille III.
- 24 h : « L'ennemi ».

EST RÉPUBLICAIN 10.OCT. 1984

YILMAZ GÜNEY,

le cinéaste turc qui vient de mourir d'un cancer sera évoqué sur France-Culture le 25 octobre, dans la première émission publique de la série « Divergences ». Au programme: musique traditionnelle kurde et poèmes de Nazim Hikmet. Interprètes: la chanteuse turque Toulai et le barde kurde Temo.

PARISIEN LIBÉRÉ 30.OCT. 1984

Cormeilles-en-Parisis**Au ciné-club****L'enfance emprisonnée**

La prochaine « Toile du vendredi soir » à Cormeilles-en-Parisis aura lieu le 30 novembre. L'enfance encore, mais l'enfance emprisonnée filmée par le grand cinéaste kurde Yilmaz Güney, décédé à Paris le 9 septembre dernier.

Ce film sur les prisons turques a été tourné en France,

Güney étant contraint à l'exil (ce film est interdit aux moins de treize ans).

A propos du peuple kurde, le cercle culturel signale la parution, en novembre, d'un livre de Christiane More: « les Kurdes aujourd'hui » (éditions l'Harmattan). Un long article

est paru dans « Le Monde » (14-15 octobre): « les Kurdes rebelles sans frontières ».

« Avec le film de Güney, nous pourrions aborder une fois encore un sujet d'actualité, précise le cercle, en ajoutant: « Cela justifie notre rôle culturel pour une meilleure connaissance des peuples. »

EVASION OCTOBRE 1984

Le programme des galeries

- Galerie Auriel, 54 rue Pharaon. Tél. 52.91.21.
- Octobre: Remzi, peintre d'origine kurde.

LIBERTE

19. 10. 1984

CULTURE

FESTIVAL DE L'IMMIGRATION

Hommage au cinéaste Yilmaz Guney

Deux inédits seront présentés le 27 octobre
au Splendid à Lille - Fives

Yilmaz Guney, cinéaste turc, réalisateur de «Yol» (Palme d'Or à Cannes), devait décéder le 9 septembre, en exil à Paris. Cet exil, tout comme la situation actuelle de son pays, la Turquie, lui pesaient. Ce réalisateur, infatigable, a commencé sa carrière comme acteur, étant à l'époque l'équivalent turc d'un Belmondo ou d'un Depardieu. Puis il a rompu provisoirement avec la gloire, pour devenir peu à peu cinaste, dans des conditions de plus en plus difficiles.

En effet, parallèlement à sa prise de conscience, la Turquie traversera une période d'obscurantisme, qui n'est pas finie, loin de là !

Samedi 27 octobre, sera présenté un de ses premiers films, «L'inquiétude», moyen métrage réalisé par Guney lui-même, en Turquie ; peu après le tournage, il ira croupir dans une prison et continuera à réaliser des films en faisant sortir de sa cellule le scénario et les consignes pour la direction des acteurs.

Pour tourner ce film, deux scénarios ont été écrits : l'un pour la commission de censure, l'autre pour le tournage lui-même.

Vous aurez aussi l'occasion de voir un autre film inédit de Guney, «L'Ennemi». Il s'agit là d'une critique des traditions féodales qui gouvernent la vie en Turquie, à travers le personnage d'un empoisonneur de chiens, petit travail d'«utilité collective» si courant dans ces pays appelés «en voie de développement».

«Le Troupeau», mieux connu actuellement, et primé au Festival de Berlin de 1979, sera également projeté. Ce film décrit la vie d'une famille nomade en Anatolie, province de hauts plateaux située au cœur de l'Asie - Mineure, lieu où cohabitent difficilement les Arméniens, les Turques et les Kurdes.

Est en tournant «le Mur» que Guney a été, à juste titre, contesté.



Scène du film «L'inquiétude».

Une équipe vidéo a réalisé un film, «Autour du Mur», qui dépeint les conditions de tournage imposées par le cinéaste aux acteurs et à l'équipe technique.

Yilmaz Guney apparaît alors comme une personne volontairement violente, justifiant cette direction d'artistes et de techniciens par l'urgence de présenter la prison turque telle qu'elle est, c'est-à-dire inhumaine.

Yilmaz Guney n'a jamais, ensuite, contesté l'authenticité du document, ni son montage, qui montre les contradictions de ce cinéaste intraitable et perfectionniste

L'Association franco-turque, le CO.LI.OP. et «Travail et Culture» annoncent également un débat avec les critiques suivants : Miche Siman, de la revue «Positif», Mouloud Minoun, de l'émission «Mosaïque», et Jacques Shalom, directeur de «Guney Production». La soirée se déroulera au «Splendid», à Lille - Fives.

«Le Troupeau» sera présenté de 17 heures à 19 h 30 ; puis à 21 heures, «L'inquiétude» ; à 23 heures, le débat ; et à 24 heures, «L'Ennemi». Le prix d'entrée pour toute la soirée est de 30 francs. Il y aura possibilité de se restaurer sur place. ■

CINEMA

Yılmaz Güney: Artist and Resistance Symbol

One of Turkey's best known and certainly most courageous film-makers died in exile in Paris on September 9. His films, however, remain as a testament to the man and his work.

By Sam Corbin

Thousands of Turks and Kurds in exile marched through the streets of Paris on Thursday, September 13, on their way to the Père Lachaise cemetery for the burial of their comrade, the film-maker Yılmaz Güney, who died of cancer at the age of 47.

Güney's films showed the world the reality of a Turkey where the struggle between the common people of the countryside and the powers-that-be is complicated and reinforced by the hold of feudal customs and the economic grip of Western imperialism. He is best known outside his own country for films directed—amazingly—from a prison cell in Turkey, such as "The Herd," or "The Way," among others. From his Paris exile shortly before his death, he made the harshest and cruellest of all his films, "The Wall," about torture in a children's prison.

On the morning of the funeral, hundreds of people gathered at the Kurdish Institute in Paris—which Güney, himself a Kurd, had helped found and consistently supported—to pay their respects to the artist. Among the mourners was Jack Lang, French Minister of Culture, who knew Güney personally and made it possible for him to direct "The Wall" in a suburb of Paris. By the afternoon, the tomb where Güney had been laid to rest at Père Lachaise was surrounded by wreaths from those whose hopes and struggles he had depicted during his life.

All the organizations, without exception, of the heterogeneous Turkish left were represented. So were the Kurds of Turkey and Iran, the "Communists of Greece," the Armenian War Veterans of France, the Armenian Cultural Association, the French

Güney's wife and friends standing at his tomb in Paris.



Rosette Corvill

Clothing Worker's Union (CFDT) and various unions of the French film industry. Also present was Danielle Mitterrand, wife of the French president.

The principal funeral oration—a moving farewell—was delivered from a wheelchair by a Turkish law professor, Server Tanilli, who was shot by a fascist in Istanbul in 1979 and is paralyzed from the waist down as a result of his wound. This hero of the democratic resistance in Turkey now teaches constitutional law at Strasbourg University.

Born of poor Kurdish peasants in the southwestern "cotton country" of Turkey, Güney was—and remained to the end—emotionally close to the people from whom he sprang and whose cause he championed in his life and work. As a child, he walked three hours to the nearest school every day in order to acquire the indispensable rudiments of a formal education.



Rosette Corvill

In his early manhood, he found himself involved unexpectedly in the world of cinema when he was employed by a film distribution firm to take films from village to village for showing to local audiences. For Güney, it was an exciting and instructive experience, giving him an opportunity to see a great number and variety of films and also to study audience reactions. At the same time, he learned something about the business end of cinema.

Güney's real chance came in 1958 when he was only twenty years old. It was at a moment when he was unemployed and penniless, having lost his job as a consequence of an indictment for his first writing venture, a short story published in an Istanbul magazine. He was officially accused of "spreading Communist propaganda" because of a passage where a peasant girl innocently exclaimed: "If all the people were equal, the world would be a paradise!"

Working Behind Bars

In a spirit of solidarity with a young artist in trouble, the novelist Yashar Kemal and the director Atif Yilman hired Güney as assistant script writer and second assistant to the director on a film they were making, entitled "Children of the Fatherland," about the Turkish independence war of 1919-1923. When one of the actors failed to come to work one day, Güney replaced him in the minor role of a young resistance fighter against the invasion forces. It was the beginning of a career.

In an interview¹ last year, he explained: "I didn't think of myself as a possible star in those days. After all, I don't have the looks for it. So I was surprised when I was chosen for the principal role as a hunter in a second film, 'The Red Deer.' 'You're just the man we need for this part,' the director told me. 'You look like a typical young peasant. And besides, you are lithe and strong, you can ride a horse, climb a tree, handle a gun, lay a trap. You are the ideal hunter.'"

Güney's work for the cinema, however, was soon to be interrupted by the authorities. In 1961, he was sentenced to prison for his 1958 story. "In prison," he explained, "I had plenty of time to think about my future. My real ambition was to be a director, and to become one of the best in the world. But I knew realistically that, after my condemnation, it would not be possible for me to be a director, except on one condition: I had first to become the most popular actor in the country. In that way, I could reach my goal through a roundabout path."

After his release from prison in 1961, Güney actually did succeed in becoming Turkey's most popular actor. He played leading roles in film after film, most of them of



A scene from "Yol", one of the films written in prison.

the "adventure" type. Paradoxically, it was only later—when he found himself behind bars again—that he finally did become a director, making hard-hitting films of social criticism. In 1972, Güney was sent to prison a second time—on the accusation of "sheltering revolutionaries." He was released in 1974 under a general amnesty proclaimed by the short-lived social-democratic government of Prime Minister Ecevit.

Three months later, Güney was arrested following a provocation in a café that resulted in a fight—and the death of a fascist judge. Accused of murder and found guilty in a frame-up trial—his guilt was never actually demonstrated—he was sentenced to 24 years' imprisonment. Nonetheless, Güney's extraordinary popularity as an actor allowed him the possibility of continuing work inside prison, where even the guards respected him and left him free to function. Under these unusual conditions, he wrote the

scenarios for "The Herd," "Yol" and many other films. In his cell, he was also able to receive visits from members of the film crew, giving them instructions and encouragement.

After the military coup of September 1980, it became impossible for Güney to continue his work in this way. So, in October 1981, he took advantage of a brief period of temporary release to slip out of the country, finding exile first in Switzerland and then in France, where his wife and two children, a daughter of 18 and a son of 11, had preceded him. In the summer of 1982, he was present at the Cannes Film Festival for the conferring of the top Golden Palm Award on "Yol," which shared the prize with Costa-Gavras's "Missing."

For thousands of his countrymen and many others around the world, Güney became a symbol not only of resistance to tyranny, but also of the unity of art and political commitment. ▲▲▲

¹ *Afrique-Asie*, No. 297, 6-19 Juin 1983.

vie culturelle

OCTOBER 1984

LA MUTU

LE PONT DES ARTS

SALUT YILMAZ GUNEY

En 1982, son nom fut sur toutes les lèvres : Yilmaz Guney, palme d'or au festival de Cannes pour son film *Yol*. Aussi troublant que les images de ses films, Guney fut d'abord un acteur populaire en Turquie après avoir passé sept ans en prison alors qu'il était étudiant. La prison, il la retrouvera à la suite d'une provocation policière (on l'accuse du meurtre d'un juge). C'est de sa cellule que Guney dirigera *le Troupeau* tourné par Zeri Otken et *Yol* tourné par Goren. C'était sa façon à lui de faire éclater les barreaux du bagne, de miner les bases de la dictature. Ses films sont en Europe la seule image de la Turquie. Comme le pays, ils sont rudes, brutaux, envoûtants, emplis de poésie, superbes.

Après son évasion, il s'établit en France et tourne *le Mur*. En Turquie, son nom est interdit de cité, il est déchu de sa nationalité puis proscrit. Yilmaz Guney vient de mourir des suites d'une longue maladie. Il fut témoin et acteur du combat pour la liberté. Ses œuvres circulent clandestinement dans son pays malgré la répression... Salut Yilmaz Guney.

1968 Premier film important comme metteur en scène : *La fiancée de la terre*.

1969-1974 Réalisé successivement : *Les loups affamés*, *Un homme laid*, *l'espoir*, *Les fugitifs*, *Les malfaiteurs*, *Demain c'est le dernier jour*, *Les Désespérés*, *La douleur*, *élogie*, *Le parain*, *Le copain*

1974 Fait réaliser, de prison, *Le troupeau*, *L'ennemi*, *Yol*.

1982 *Yol*, palme d'or à Cannes.

1981 S'enfuit de Turquie, vient en France

1983. Déchu de sa citoyenneté turque. Réalise *Le mur*.

1984 Mort à Paris.

TOILES

Réfugiés du Kurdistan

Quand les frontières tranchent dans le vif

« A quoi servent les traités ? » se demandent les Kurdes. Celui, signé à Sévres en 1920, reconnaissait leur droit de fonder un état. Aujourd'hui, ils sont environ 20 millions, répartis en Turquie, Iran, Irak, Syrie et U.R.S.S. Les frontières ont tranché dans le vif.

En France, vivent environ 25 000 réfugiés d'origine kurde, dont environ 3 000 en Côte-d'Or. Leurs représentants ont tenu hier une conférence de presse, en présence des responsables de l'Action des Chrétiens pour l'abolition de la torture (A.C.A.T.) et du centre d'Information et animation Tiers Monde.

Actuellement, le parti démocratique pour le Kurdistan iranien mène la lutte armée contre le

régime de Khomeïni. Et la Turquie vient de se mettre d'accord avec les autorités iraniennes et irakiennes pour poursuivre les Kurdes sur leurs propres territoires.

Alors, les Kurdes comptent beaucoup sur les partis progressistes et les associations humanitaires pour se faire entendre. « Nous ne sommes pas des séparatistes, disent-ils. Ce sont les états qui nous ont divisés ».

Pour les membres du P.D.K.I., l'autonomie du peuple kurde dit forcément passer par le rétablissement de la démocratie en Iran.

« Une fois notre autonomie obtenue, disent-ils, nous étudierons ce que nous pouvons faire pour nos compatriotes des pays voisins ».

Cinéma kurde à Dijon

En Iran, si les militaires tiennent les villes de Jurdistan, les campagnes sont occupées par les résistants. La vie s'organise, le ravitaillement se fait bien. « En cinq années de blocus, disent-ils, nous avons trouvé des solutions à beaucoup de problèmes ».

En particulier, une section artistique du P.D.K.I. a produit deux films, réalisés par Taifour Ba-thai. « De hautes montagnes » et « A la lumière des bougies » seront présentés ce soir, à 20 h 30, à l'amphithéâtre Roupnel. Cette soirée sera organisée par le comité d'Europe de Solidarité avec les universitaires de Turquie. L'entrée sera gratuite.

Jean-Claude BONNOT ■

LA DEPECHE DU MIDI
24. 10. 1984

SALIES-DU-SALAT

Il revient du Kurdistan

Vendredi soir, à Salies-du-Salat, salle Pasteur, nous pourrons aller évoquer en compagnie d'Yves Moy, la longue période qu'il a passée dans le Kurdistan, détenu par des maquisards opposants au régime irakien. Une série de diapositives nous montrera divers aspects de ce pays isolé, véritable camp retranché naturel de par les montagnes qui le composent où tout un peuple se bat farouchement pour sauvegarder son identité.

Cette soirée se veut autre chose qu'une simple présentation d'une contrée exotique. Pendant cette longue période de séparation et d'inquiétude pour les familles, nombreux sont ceux qui les ont aidées de diverses manières, en prenant des nouvelles pour les plus proches, et aussi en proposant des aides, en suggérant des médiations pos-

sibles. Une campagne de soutien et de pétitions a eu un grand retentissement dans tous les environs. Gageons que bon nombre des spectateurs de cette soirée se souviendront de s'être sentis eux-mêmes concernés par cette épreuve...

Beaucoup de gens ont une idée très imprécise de ce qui se passe au Moyen-Orient : Tout le monde connaît par exemple l'existence d'une guerre entre Irak et Iran, sans forcément mesurer la portée de ce conflit dans les régions avoisinantes ou arriver à démêler l'écheveau des influences internationales dans cette zone du Golfe où toutes les grandes puissances s'affrontent aussi entre elles, pour des objectifs politiques ou économiques.

Ce monde du Moyen-Orient actuel c'est aussi le nôtre : il n'est que de penser à l'ori-



● Un « Peshmerga », maquisard kurde du nord de l'Irak.

gine d'une partie du pétrole que nous brûlons quotidiennement pour s'en convaincre ! Espérons que nombreuses seront les personnes intéressées par cette soirée de projection et de discussion, vendredi 26 octobre, à 21 heures, salle Pasteur.

AMPHITHEATRE ROUPNEL

Un peuple opprimé : les Kurdes

Le combat pour la liberté



Dans le monde entier, des hommes luttent pour la liberté ; certains, au risque de leur vie, nous rapportent des images des peuples opprimés.

Samedi soir, à l'amphithéâtre Roupnel, Thaïfour Bathai, réalisateur kurde, responsable de la section du cinéma du parti démocratique du Kurdistan d'Iran, présentait devant quelques 200 personnes, ses deux films sur la lutte des Kurdes d'Iran intitulés : « De hautes montagnes », et « A la lumière des bougies ».

« DE HAUTES MONTAGNES »

Le premier film retrace le combat des Kurdes d'Iran dans les montagnes contre les partisans du régime Khomeyni qui pratique une politique de terreur et de massacre à leur égard.

Après le bombardement des villes de Sanadaj, Paveh, Saqez, Naghadeh, Mahabad, les Pestimargas (les combattants pour la liberté kurde) décident de se retirer dans les montagnes.

Ce film dépeint le début de la guerre au Kurdistan, les manifestations et le bombardement des villes, le retrait dans les villages, l'affrontement armé entre les Pestimargas et les troupes du gouvernement. C'est l'histoire de la résistance kurde.

« A LA LUMIERE DES BOUGIES »

Cinq ans ont passé depuis que le régime de la République islamique a imposé un blocus économique en Kurdistan. Pour survivre, les Kurdes ont eu recours aux méthodes traditionnelles de production et ont fabriqué leurs propres outils de production. Les masses laborieuses kurdes sont le moteur de cet effort. Paradoxalement, la matière première qui marque le plus au Kurdistan est le pétrole.

Pour venir à bout de ce handicap, on utilise le bois de chauffage et le fumier animal, lorsque les ennemis de l'humanité répandent la mort. La vie doit être

défendue !

LES SOUHAITS DU P.D.K.I. ET DU C.E.S.U.T.

Le parti démocratique du Kurdistan d'Iran et le comité d'Europe de solidarité avec les universitaires de Turquie demandent à toutes les organisations qui combattent pour la liberté et à toutes les personnalités qui agissent en faveur du respect des droits de l'homme, de protester contre les crimes de Khomeyni, de soutenir par tous les moyens le peuple kurde, en lui procurant **des médicaments, des vêtements, de l'argent.**

Ils demandent également l'envoi d'une commission d'enquête au Kurdistan afin de rendre compte de la politique de générosité qui y est pratiquée pour le régime de Khomeyni et lancent un appel aux gouvernements pour qu'ils refusent de vendre des armes et des munitions au gouvernement actuel de Téhéran.

PASSION

nov. 1984

Yilmaz Güney, Turkish Humanist

Some five thousand Turks and Kurds from all over Europe — accompanied by their Parisian friends — marched silently through the streets of the capital on September 12 to the Père Lachaise cemetery to pay a last homage and farewell to their compatriot, Yilmaz Güney, the world-renowned movie-maker who died of cancer in his Paris exile at the age of 47.

Güney was best known for his hard-hitting films about peasant life and struggles — including *The Herd* and *The Way (Yol)*. The latter was crowned with the Palme d'Or at the 1982 Cannes Festival. Güney's last film — *The Wall*, made in a suburb of Paris a year and a half ago — was also his most excruciating. It deals with the cruel reality of torture in a children's prison.

Güney, the quintessence of the "committed artist," never concealed, in his films or his life, his views and ideals, his vision of a genuinely socialist and inde-

pendent Turkey. For this very reason, he frequently found himself behind bars.

Güney was imprisoned for the first time in 1961 on the stereotyped but deadly charge of spreading "communist propaganda" — punishment for the political implications of his first published short story. In 1972, he was sentenced again — this time for "giving shelter to revolutionaries." Released in 1974 as a result of a general amnesty proclaimed by a more liberal (but short-lived) government, he was arrested three months later and sentenced to 24 years imprisonment — on the unproven accusation of killing a judge in a tavern brawl.

Born of poor Kurdish peasants in the south of Turkey, Güney skillfully depicted in his films the patriarchal prejudices and frustrated aspirations of the common people of the countryside, the tyranny of poverty and the despotism of an omnipresent police state.

During the Sixties, Güney became Tur-

key's most popular actor, playing in one adventure-type film after another. Paradoxically, it was not until his years of imprisonment in the Seventies that he became a director, writing scenarios for serious films of social criticism and giving detailed instructions to the members of a movie team who came constantly to visit him in his cell. *The Herd* was made entirely under such circumstances, and *Yol* was started in this way — but was completed in Switzerland after Güney escaped from prison and managed to slip out of the country in October 1981.

In exile, Güney never ceased to be preoccupied with the problems of Turkey. It was typical of the man that in an interview with this reporter a year ago insisted on talking at length about the political oppression raging in Turkey before discussing himself and his work. While in France, he issued appeal after appeal to public opinion concerning the denial of human rights by the Ankara regime.

Schofield Coryell ■

Télérama

nov. 1984

Temo, musicien kurde. Le Kurdistan est le berceau de l'une des plus anciennes civilisations du monde, qui remonte à l'empire des Mèdes (VII^e s. avant J.-C.). Peuplé aujourd'hui de vingt millions d'êtres humains, il est aussi le lieu des plus gros gisements pétrolières du Moyen-Orient... Ne cherchez pas sur votre atlas : le Kurdistan n'existe pas ! Les trois cent mille habitants de la petite île de Malte, eux, jouissent d'un siège à l'Onu, mais les millions de Kurdes, on ne connaît pas ! On leur interdit de parler leur langue, on leur interdit de chanter ou de danser, on les écrase, on les massacre, au nez et à la barbe de l'humanité. Comme les peaux-rouges, comme les aborigènes d'Australie, comme les Cambodgiens...

Partagés entre l'Irak, l'Iran, la Syrie et la Turquie, les kurdes défendent leur identité avec le fusil. Ceux qui sont exilés se défendent aussi, quelquefois avec le chant et la poésie, témoin Ezzadin Temo, le barde kurde bien connu chez nous par ses concerts et ses disques. Comment peut-on résister à tant de chaleur dans le chant et à cet ensorcellement de la danse ? Alain Swietlik

France Musique 19 h 5

**Résolution sur l'identité culturelle
de la diaspora kurde en Europe occidentale**

Texte

Le Xème Congrès de l'Association Internationale pour la Défense des Langues et Cultures Menacées (AIDLCM), réuni à Milan, Italie, du 27 au 29 Juillet 1984 :

- Constatant que la politique d'oppression nationale, d'acculturation et d'exploitation économique pratiquée à l'encontre du peuple kurde, dans les différentes parties du Kurdistan, Pays partagé entre les Etats de Turquie, d'Iran, d'Irak et de Syrie, a abouti ~~à~~ développement d'une diaspora kurde en Europe occidentale;
- Attendu que cette diaspora, qui va en augmentant en nombre, compte déjà quelque 650.000 personnes en Europe occidentale, venues des différentes parties du Kurdistan, dont environ 600.000 travailleurs originaires du Kurdistan de Turquie, immigrés le plus souvent avec femmes et enfants, ainsi que des centaines d'intellectuels (écrivains, poètes, linguistes, historiens, cinéastes, artistes - peintres, musiciens, membres de professions libérales) et quelques milliers d'étudiants ;
- Attendu que la diaspora en question se répartit actuellement comme il suit entre les principaux Pays d'accueil (chiffres arrondis) :
 - a) 480.000 en République Fédérale Allemande
 - b) 40.000 en Hollande
 - c) 35.000 en France
 - d) 23.000 en Autriche
 - e) 19.000 en Belgique
 - f) 12.000 en Suisse
 - g) 11.000 dans les Pays Scandinaves ;
- Attendu que, sauf rares et timides exceptions, cette importante communauté, qui cherche en Europe les moyens et les libertés qui lui permettraient de sauvegarder sa culture nationale, de rester kurde, n'est malheureusement pas encore reconnue par les autorités des divers pays d'accueil comme une communauté nationale et culturelle propre, au même titre que les communautés émigrées d'autres Pays, mais classée d'après les papiers de légitimation des Etats oppresseurs dont elle est originaire (Turquie, Iran, Irak, Syrie);
- Considérant que la culture kurde, menacée au Kurdistan même, constitue une partie intégrante et originale du patrimoine culturel de l'humanité et qu'à ce titre, elle est digne de respect et de protection comme toute autre;

- Vu la Convention européenne des droits de l'Homme ;
- Vu la Déclaration sur la race et les préjugés raciaux adoptée par l'UNESCO le 22 Novembre 1978 ;
- Invite tous les gouvernements européens concernés, notamment ceux des Pays d'accueil mentionnés ci-dessus, à :
 - a) ^à Reconnaître l'identité culturelle propre de leur communauté kurde, abstraction faite des Etats dont elle a fui l'oppression, et à ne plus l'englober dans la communauté turque, iranienne, irakienne ou syrienne ; à l'émigration ;
 - b) ^à Lui fournir les moyens légaux et financiers propres à sauvegarder et à faire développer sa culture ;
 - c) ^à Mettre à sa disposition des classes pour l'enseignement du kurde aux enfants de cette communauté et pour l'alphabetisation en cette langue de ceux de ses membres adultes, hommes et femmes, ayant été privés d'un tel enseignement dans leurs Pays d'origine ;
- Exprime sa vive satisfaction :
 - a) Au Gouvernement français pour avoir permis et facilité l'ouverture de l'Institut Kurde, à Paris, en février 1983 ;
 - b) Au Gouvernement de la R.F.A. pour avoir permis et facilité l'ouverture d'une Section allemande de l'Institut Kurde, à Bonn, à fin 1983 ;
 - c) Au Gouvernement Suédois pour avoir décidé le 29 Mai 1984 de créer, dès l'automne 1984, une section kurde à l'Ecole Normale Supérieure, à Stockholm, pour la formation d'enseignants kurdes ;
- Prie instamment les autorités compétentes
 - du Conseil de l'Europe et
 - de la Communauté européenne ,
 de prendre toutes autres mesures utiles pour la reconnaissance de l'identité culturelle propre de la diaspora kurde en Europe occidentale et de la sauvegarde de sa culture nationale.

Le Conseil exécutif de l' AIDLCH est chargé de communiquer la résolution qui précède au Conseil de l'Europe, à la Communauté européenne , à l'UNESCO, et aux gouvernements européens concernés.

28/7/84

4. 10. 1984

TURQUIE

Embuscade au Kurdistan

Une unité de l'armée turque spécialement chargée de la sécurité du président Evren lors de la visite de ce dernier à Semdinli (province d'Hakkari), près des frontières avec l'Iran et l'Irak, a été attaquée par des partisans kurdes. Trois soldats ont été tués.

L'unité militaire a été prise pour cible de nuit alors qu'elle regagnait sa base de Yuksekova (quarante kilomètres au nord de Semdinli) sur le même trajet que le général Evren avait emprunté quelques heures au-

paravant. La province kurde d'Hakkari est ratisée depuis le 15 août dernier par l'armée qui essaie d'obtenir la reddition des combattants du Parti des travailleurs kurdes (PKK). Les militaires ont affirmé avoir arrêté dans cette région 272 personnes depuis cette date.

En France, l'Union régionale CGT d'Ile-de-France (URIF) appelle les travailleurs à participer samedi à la manifestation des organisations de travailleurs de Turquie et du Kurdistan devant le consulat de Turquie, 184, boulevard Malesherbes (Paris). Le cortège partira de la gare Saint-Lazare, à 11 heures.

5. 10. 1984

Turquie

- **DES KURDES TUENT DES GARDES DU PRÉSIDENT.** — M. Icenan Evren, le président turc, a déclaré mercredi 3 octobre que des rebelles kurdes avaient attaqué une unité de l'armée et tué deux militaires peu après sa visite à Semdinli, près de la frontière avec l'Iran et l'Irak. Des informations de bonne source à Ankara font état de trois soldats tués par des Kurdes parmi l'unité chargée de la sécurité du président lors de sa visite à Semdinli, dans la province d'Hakkari. L'unité a été attaquée dans la nuit alors qu'elle regagnait sa base de Yuksekova (40 km au nord de Semdinli) sur un trajet emprunté quelques heures auparavant par le président. — (AFP.)

8. 10. 1984

EN VISITE EN ANATOLIE

Le président turc assure que les « criminels » kurdes seront vaincus dans le respect des règles démocratiques

cette région, et donc de nuire à l'image du régime d'Ankara à l'étranger.

Les opérations de l'armée turque, a en outre précisé le général, sont menées à l'intérieur du territoire national, y compris le long de la frontière par où passent souvent des groupes de maquisards, mais nullement au Kurdistan irakien ou irakien.

Mais, a insisté M. Evren, l'Etat turc « peut venir à bout des criminels en restant dans le cadre démocratique ». Cette remarque a reçu un écho très favorable dans la presse, plusieurs éditoriaux exprimant le vœu que la démocratie « ne soit pas sacrifiée à la sécurité ».

Entre-temps, un nouveau défi des maquisards, lancé dans la nuit de mardi à mercredi à Semdinli (district précisément visité par le président dans la journée), a fait remonter sensiblement la tension : un véhicule de patrouille de gendarmerie est tombé dans un guet-apens. Un capitaine, un sous-officier et un soldat ont été tués (Le Monde du 5 octobre).

Le général Evren, dans son discours du lendemain, a demandé à la foule venue l'écouter dans la ville de Mus : « Peut-on pardonner à ces traîtres ? Vous accepteriez qu'ils ne soient pas pendus s'ils sont appréhendés, jugés et condamnés à la peine capitale ? — Non », lui a répondu une foule

survoltée. Le président entendait montrer ainsi qu'il reste résolument hostile à toute loi d'amnistie qui engloberait aussi les condamnés politiques.

Le général s'est à nouveau félicité du comportement loyaliste des habitants d'origine kurde du Sud-Est, qui refusent, dans l'ensemble, d'aider les maquisards, et coopèrent souvent avec les forces de l'ordre. Il a même donné l'exemple d'un village dont, a-t-il dit, les habitants se sont récemment battus au corps à corps avec un groupe armé de séparatistes kurdes qui leur demandaient des vivres et du bétail.

Quelque huit cent mille armes à feu de tout calibre ont été soit confisquées, soit remises aux autorités depuis l'intervention militaire de septembre 1980. Les paysans anatoliens, qui traditionnellement possèdent de telles armes, et qui ont dû eux aussi les abandonner, se sentent désormais moins protégés, surtout lorsqu'ils habitent des petits hameaux isolés.

Le général Evren a donc laissé entendre que dans certains « endroits névralgiques » susceptibles d'être la cible de maquisards, il y aurait une distribution d'armes à feu à quelques civils, pour que les habitants puissent assurer leur défense contre les « bandits ».

ARTUN UNSAL.

Le bilan des opérations de ratisage

(De notre correspondant.)

Ankara. — Avec la dernière attaque de Semdinli, le nombre des victimes des maquisards kurdes, parmi les forces de l'ordre, depuis le 15 août dernier, s'élève à six, dont deux soldats tués au cours d'un accrochage le 30 août. Selon le dernier bilan officiel établi par le commandement de l'état de siège de l'Anatolie du Sud-Est, durant les opérations de ratisage, les forces de l'ordre ont capturé douze maquisards (et deux autres ont été tués lors des accrochages). Trente-deux personnes, qui auraient aidé ou hébergé chez elles les maquisards recherchés, ont également été appréhendées. Les autorités militaires cherchent encore quatre-vingt-quatre autres suspects, dont la plupart auraient déjà regagné leur base de repli dans les Etats voisins.

D'autre part, les autorités indiquent que soixante-trois hors-la-loi, auteurs de délits de droit commun, qui se cachaient depuis des années dans la montagne, ont été arrêtés. D'après le communiqué officiel, trente-cinq pistolets, cent vingt-quatre fusils et deux cent quatre-vingt-treize fusils de chasse ont été saisis durant ces opérations de ratisage. — A. U.

De notre correspondant

Ankara. — Le général Evren a achevé, vendredi 5 octobre, un voyage de cinq jours en Anatolie, au cours duquel il s'est efforcé de convaincre ses auditeurs que le gouvernement turc ne resterait pas passif devant la recrudescence des activités des séparatistes kurdes, en particulier ceux du PKK (Parti ouvrier kurde), et ne laisserait pas, selon sa formule, « la population à la merci de bandes d'aventuriers armés ».

Le président turc a, d'autre part, insisté en se rendant dans les villages éprouvés par les récents tremblements de terre, ainsi qu'en ouvrant l'année universitaire à Van, sur le fait que l'Etat accordait désormais une importance primordiale au développement des régions les plus arriérées du pays.

Les opérations de ratisage déclenchées le lendemain de l'attaque des maquisards kurdes, le 15 août dernier, se poursuivent dans le Sud-Est anatolien. Le général Evren y a fait allusion en dénonçant les « défis ridicules » de ces « groupuscules » séparatistes, lancés à la fois « par provocation, de la part des milieux étrangers qui les nourrissent », et pour « prouver qu'ils meurent debout ». Ces actions, a-t-il ajouté, ont également pour but de retarder la levée de l'état de siège dans

12. 10. 1984

Turquie

Huit soldats ont été tués dans une attaque de maquisards kurdes

De notre correspondant

Ankara. — Les infiltrations et les opérations de harcèlement des maquisards kurdes séparatistes contre les forces de l'ordre continuent dans les zones frontalières du Sud-Est anatolien. Une semaine à peine après l'attaque de Semdinli, près de la frontière irakienne, un deuxième véhicule de patrouille de gendarmerie est tombé dans une embuscade le mardi 9 octobre aux environs de Cukurca, dans le même département d'Hakkari. Huit soldats ont été tués et deux autres blessés. Le nombre des victimes parmi les forces de l'ordre depuis les attaques surprises du 15 août dernier est désormais de quatorze.

En mai 1983, dans le même district de Cukurca, les maquisards séparatistes infiltrés par la frontière irakienne avaient tué plusieurs gardes frontière turcs. Cette action avait provoqué une « opération militaire limitée » turque sur le territoire irakien avec l'approbation des autorités de Bagdad. Il s'agissait de nettoyer une poche de maquisards qui avaient d'ailleurs plié bagages bien avant l'arrivée des troupes.

Le nouveau défi des maquisards intervient au lendemain des visites du président Evren et du premier ministre Ozal dans la région. Les opérations de ratissage continuent dans le Sud-Est anatolien, où les montagnes, d'accès très difficile, rendent perméables les frontières avec l'Irak et l'Irak. Selon les autorités turques, un triangle se trouvant à près de 15 kilomètres du territoire turc est devenu le « lieu de rassemblement des criminels internationaux » de Turquie, de Syrie, d'Irak et d'Irak et même les militants de l'organisation terroriste arménienne ASALAY seraient également actifs. Il semble que ni Bagdad ni Téhéran ne puissent exercer un quelconque contrôle sur cette zone.

Si les autorités se disent assurées de la loyauté de la population, il leur faut aussi démontrer que l'Etat est capable de maintenir l'ordre. C'est pourquoi l'armée ne saurait rester inactive face aux attaques des maquisards. Quelque trois à quatre cents militants armés du parti ouvrier kurde (PKK), ayant fui la Turquie au lendemain de l'interven-

tion militaire du 12 septembre 1980, jouiraient à présent du soutien des maquisards kurdes de Barzani, actifs dans cette région. Selon le commandant de la gendarmerie du département de Van, tant qu'on n'entreprendra pas une « opération punitive » contre les protecteurs des maquisards séparatistes ayant élu domicile à quelques kilomètres des frontières turques, les infiltrations continueront.

Le premier ministre, M. Ozal, a, toutefois, le 10 octobre, énergiquement démenti les rumeurs selon lesquelles l'aviation turque aurait bombardé la région où les Peshmergas de Barzani seraient concentrés, à quelques kilomètres au sud de la frontière turco-irakienne.

ARTUN UNSAL.

13. 10. 1984

TURQUIE

Ankara va réagir avec vigueur aux coups de main kurdes

■ En huit jours, trois guet-apens ont été tendus aux véhicules de patrouilles de la gendarmerie turque qui circulaient dans des endroits déserts. Bilan: douze victimes, dont deux officiers et un sous-officier et ce aux environs des districts frontaliers du Sud-Est anatolien de Semdinli, Cukurca, Beytussebab. Il s'agit de la région qui fut le théâtre des opérations de ratissages de l'armée, suite aux attaques surprises contre les petits postes de gendarmerie d'Eruh et de Semdinli, le 15 août dernier.

ANKARA: ARTUN UNSAL

C'est là un nouveau défi des maquisards kurdes séparatistes au gouvernement d'Ankara. Evidemment, dans cette région montagneuse à l'accès très difficile, où passent les frontières turco-irakiennes et turco-iraniennes, les infiltrations des maquisards sont relativement aisées. D'autant plus que les bases des séparatistes armés se trouveraient à une dizaine de kilomètres à peine du territoire turc, que ni les autorités de Téhéran, ni celles de Bagdad, en guerre, ne semblent contrôler. Du coup ce « no man's land » sert de lieu de rassemblement et de base de repli pour des maquisards kurdes, qui fuient la Turquie au lendemain de l'intervention militaire du 12 septembre 1980.

Selon les estimations des autorités turques, les effectifs des groupes armés du PKK (Parti ouvrier kurde) ne dépasseraient pas quelque quatre cents « aventuriers ». Aux yeux d'Ankara, ils bénéficient du soutien de leurs « frères » peshmergas d'Irak, et de « certaines puissances étrangères généreuses ». Ces opérations coup-de-poing feraient donc partie

d'un vaste complot ayant pour objectif principal la « destabilisation » de la Turquie.

Le président de la République, le général Evren, et le premier ministre, M. Ozal, ont récemment visité les districts les plus névralgiques. Ils se sont félicités de la « loyauté des habitants à l'égard de la république ». Déclarant que « l'Etat ne reculera pas devant une poignée de bandits », les dirigeants d'Ankara veulent surtout souligner que les paysans habitant les hameaux dispersés dans une zone montagneuse ne seront pas abandonnés à la merci des troupes subversives ».

Tandis que les unités militaires sont expédiées sur place pour renforcer les forces de l'ordre locales, numériquement très insuffisantes et, surtout handicapées par les conditions d'accès, fort difficiles, de ces localités perchées en pleine montagne. Ni le gouvernement, ni l'armée turque, forte de cinq cent mille hommes ne sauraient demeurer insensibles devant cette soudaine recrudescence terroriste.

Nouvelle stratégie: des soldats et des investissements

Les dirigeants turcs préparent à présent une « nouvelle stratégie »: on veillera, non seulement à la sécurité des citoyens avec des moyens appropriés, mais à rendre ces régions plus prospères, grâce à de nouveaux investissements de développement industriel et socio-culturel. Pour les autorités turques, ces maquisards séparatistes, auteurs des attaques-surprises, « ne pourront sauter que trois fois », comme le dit le diction turc et « seront anéantis comme la sauterelle ».

Le

Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : André Laurens

Dimanche 14-Lundi 15 octobre 1984

Les Kurdes rebelles sans frontières

Il y a quelques jours, huit soldats turcs étaient tués par des guérilleros kurdes. Dans les Etats où il vit disloqué, le peuple sans frontières oscille entre l'insurrection et le compromis. La guerre entre l'Iran et l'Irak, aggravant sa tragédie, lui a donné aussi de nouvelles marges de manœuvre. Encore faut-il, en s'appuyant sur l'un des adversaires contre l'autre, ne pas passer pour un valet. Comment rester indépendant dans la dépendance ?

Avec les « peshmergas » en lutte contre l'imam Khomeiny

Correspondance

Erbil. — Khalis, palmeraie la plus septentrionale de l'Irak, est l'étape obligatoire du voyageur qui, de Bagdad, se dirige vers le Kurdistan. Le ciel est d'un bleu teinté de sable. Au loin le djebel Hamrin, trait d'union entre le ciel et la plaine, semble un mirage. Quelques taches brunes parsement le décor : buissons épineux ou animaux ? Mais voilà qu'apparaissent quelques maisons, simples aspérités de poussière sur le sol.

Puis les montagnes se font plus réelles, les maisons plus proches. La magie de ces lieux, déserts à midi, rejoint un peu celle que dégage Bagdad vue du ciel. Les pylônes eux-mêmes semblent être là depuis toujours. Tout est naturel ici : l'Irak n'est-il pas le pays des contrastes ?

Nous arrivons à Erbil, centre administratif de la région autonome kurde, qui célèbre sous les portraits de Saddam Hussein la « journée d'Erbil », jour anniversaire de la décision du Président de la République d'Irak : il y a un an, il a déclaré que, la guerre du Golfe terminée, la ville deviendrait la « capitale d'été » de

l'Irak. Il recevait alors des habitants venus à Bagdad apporter leur contribution financière à la guerre sous forme d'or, de bijoux ou d'argent. Ainsi était affirmée à nouveau, et avec éclat, la dualité de la nation irakienne : deux peuples (arabe et kurde), une nation.

Pendant ce temps, M. Ghassemilou, secrétaire général du Parti démocratique du Kurdistan d'Iran (PDKI) rendait visite, à 30 kilomètres au nord de Solymaniéh, à M. Jalal Talabani, chef de l'Union patriotique du Kurdistan d'Irak (UPK), principale composante, il y a quelques mois encore, de l'opposition kurde au gouvernement de Bagdad.

Que de chemin parcouru en dix ans ! Le 11 mars 1974, une grande majorité de Kurdes refusaient la loi d'autonomie proposée par Bagdad. Dirigés par Mustapha Barzani, le vieux chef charismatique du Parti démocratique du Kurdistan d'Irak (PDK-Irak) et aidés par l'Iran du chah, il se battaient contre le gouvernement irakien. Pour le chah d'Iran, l'aide accordée aux Kurdes d'Irak n'était qu'une carte à jouer dans le différend frontalier du Chatt el Arab, qui l'opposait à son voisin, la rébellion kurde affaiblissant l'Irak. Aussi lorsqu'à la confé-

rence de l'OUPEP à Alger, le 6 mars 1975, l'Irak renonça à toute revendication territoriale, l'Iran supprima toute aide à Barzani. Ce fut l'effondrement du mouvement national kurde.

Aujourd'hui, la loi d'autonomie est mise en œuvre au Kurdistan d'Irak. Le PDK-Irak s'est divisé en plusieurs organisations. L'une d'elles, le PDK progouvernemental, est dirigé par un ancien compagnon de Barzani : M. Hachem Aqravi, qui participe au gouvernement actuel. Ce qui reste du PDK est dirigé par les fils de Mustapha Barzani (mort en 1979), qui, depuis leur collaboration avec la République islamique d'Iran, ont perdu l'audience de beaucoup d'opposants kurdes. Jalal Talabani, ancien « jeune loup » du PDK-Irak, souvent en conflit avec Barzani, est depuis 1975, le chef de l'UPK, la plus importante organisation kurde d'Irak. Les Kurdes d'Iran quant à eux, sous la direction de deux organisations politiques, le PDKI, dirigé par M. Ghassembou, et le Komala, organisation du Kurdistan du Parti communiste d'Iran (1), aidés par le gouvernement de Bagdad, sont, depuis l'été 1979, en guerre déclarée contre le gouvernement de la République

islamique.

La région de Solymaniéh, chef-lieu de l'une des trois provinces de la région autonome et fief de Talabani, vit dans l'attente de l'annonce officielle de la signature de l'accord sur la révision de la loi d'autonomie (lire ci-contre). La capitale de l'ancienne principauté Baban, bâtie aux pieds d'un amphithéâtre prestigieux, reste le centre intellectuel, toujours frondeur, de tout le Kurdistan, bien que l'Université kurde ait été transférée à Erbil. Bon nombre d'universitaires y sont nés, de nombreuses personnalités kurdes, hauts fonctionnaires du gouvernement actuel, en sont originaires, souvent fils de grandes familles et, parfois, descendants de héros.

Depuis deux ans, il n'y a plus d'otages étrangers chez M. Talabani. Le rapprochement avec M. Ghassemilou, qui condamne absolument ce genre d'activité, y est peut-être pour quelque chose. Plus au nord, à la frontière turque, le PDK-Irak des fils Barzani vient de relâcher trois Français détenus depuis six mois parce que « coupables » de travailler en Irak. Le PDK détient encore quelques étrangers et a exprimé publiquement sa volonté de continuer à en capturer pour démontrer la

« faiblesse » du gouvernement irakien. Mais quel pays au monde pourrait empêcher un enlèvement ? Nous n'irons pas dans leur quartier général au nord de Duhok, chef-lieu de la province kurde du même nom, car nous venons de Bagdad : ces irréductibles de l'opposition ne l'admettent pas, se méfiant de tout et de tous. Les Irakiens eux-mêmes : Arabes, Turcomans, mais aussi Kurdes, craignent de s'aventurer hors des grandes routes du Nord.

Malgré son alliance avec d'autres formations kurdes de moindre importance (Pasok, Parti socialiste du Kurdistan d'Irak) et avec le Parti communiste irakien, dont on parle de moins en moins (2), le PDK-Irak perd de son influence. Dans la région d'Erbil, par exemple, où il était bien implanté, d'anciens sympathisants de Barzani, qui voyaient en son rival Talabani un « mercenaire du régime », ont, ces derniers mois, changé d'avis. Les fils Barzani, tenus jusqu'à présent pour de vrais nationalistes kurdes, se sont, en effet, déconsidérés par leur alliance avec l'Irak en guerre à la fois contre l'Irak et contre ses propres Kurdes.

Ces derniers ne peuvent admettre une telle alliance, alors que, chez eux, ils n'ont aucun droit, ni politique ni même culturel et résistent aux bombardements, au blocus économique, à la destruction de villages entiers par le régime islamique.

Pour aller de Soleymaniéh à la frontière iranienne, on laisse sur la droite Chwarta, gros bourg sur le flanc de la montagne avant la frontière. Le dernier poste de l'armée irakienne franchi, on pénètre dans une sorte de far-west kurde. Le paysage se dénude, les sources et les villages s'espacent. Après le premier poste de contrôle de l'UPK, maîtresse des lieux, voici la « zone libérée » où, avec la bénédiction de Bagdad, se sont réfugiés, après les attaques iraniennes de l'automne 1983, les bureaux politiques des oppositions armées au régime de Khomeiny.

Les « jeunes gens du Komala »

Chaque organisation a construit son quartier général, maisons en dur pour les plus importantes suivant la technique locale, murs en pierres maçonnés au torchis, poteaux et poutres de peupliers mal équarris, toitures de terre..., villages de toile pour les autres. Ces cantonnements côtoient les rares villages existants, dont les maisons à moitié enfoncées dans le flanc de la montagne transforment celle-ci en un gigantesque escalier. Ici et là s'étale un marché de contrebande où Adidas *made in Iran*, samovars, cigarettes irakiennes et Kalachnikov se mêlent aux caisses de Pepsi Cola et aux pains de glace.

Ici ont été réinstallés émetteurs radio, hôpitaux de campagne, camps d'entraînement, écoles primaires et

même des prisons. A notre passage, le responsable d'une des prisons du Komala exhibe le chef de la police de Sardasht capturé quelques jours plus tôt et bien traité, comme tous les prisonniers logés à la même enseigne que les maquisards. Aux questions que nous lui posons sur le conflit Iran-Irak, sur la situation des Kurdes de la région frontalière de sa ville, dont l'évacuation vient d'être ordonnée par l'imam Khomeiny, il ne veut que répondre : « Cette guerre est la guerre des impérialistes. » Un ancien officier de l'armée du chah, instructeur dans un des camps d'entraînement à deux pas de la prison, tient absolument à nous donner son nom : Shamshehdin Aryanejât. Il est « fier de mettre ses compétences » au service des communistes du Komala.

Les militants du Komala entendent démontrer qu'ils sont, au Kurdistan, une force avec laquelle il faut compter. Les médias occidentaux les ignorent souvent, faisant beaucoup de cas du PDKI, dont le secrétaire général est une personnalité politique connue, en Iran et à l'étranger, surtout dans les milieux intellectuels de gauche. Fin diplomate, poète à ses heures, convaincant et séduisant, M. Ghassemloou dénigre ces alliés, traitant d'utopistes sans importance, les « jeunes gens » qui dirigent le Komala et le Parti communiste d'Irak, sur un ton toujours teinté d'humour.

Etrange Kurdistan d'Irak, où deux mouvements armés se disputent la sympathie de la population. Le PDKI fait venir de l'étranger des médecins volontaires et organise des campagnes de vaccinations, où les préoccupations clientélistes ne sont pas tout à fait absentes. Le Komala

a pour lui le dynamisme de ses militants, leur générosité, leur haine du compromis. Son idéologie résolument révolutionnaire et égalitaire attire de nombreux jeunes dans ses rangs, dont une forte proportion de jeunes filles.

Il y a quelquefois des accrochages entre *peshmergas* des deux bords, mais la coopération tend à devenir la règle. « Maintenant, nous dit M. Ghassemloou, nous collaborons partout où il y a une situation militaire dangereuse. Au cours des derniers combats, à plusieurs reprises, les *peshmergas* de notre parti ont lutté aux côtés de ceux du Komala. Je pense que cette coopération va se développer. »

Avec une dizaine de *peshmergas*, nous nous rendons dans la région d'Alan dans le district de Sardasht, au pied de la base du mont Nori, qui compterait cinq cents à six cents soldats iraniens. Nous passons le poste de contrôle du Komala, où les contrebandiers acquittent des « droits de douane » contre un très officiel reçu. C'est là une des principales ressources des organisations politiques, qui se partagent les lieux de passage entre l'Irak et l'Iran. Le canon tonne au loin. Les villages que nous traversons ont été, quelques jours plus tôt, pilonnés au canon et au mortier par l'armée iranienne. Ils sont plus riches que ceux que nous avons laissés sur l'autre versant, entourés de jardins et de somptueux vergers. Les habitants aident les *peshmergas* en leur offrant, qui un toit pour la nuit, qui un repas.

Après la révolution iranienne, alors que les nationalistes contrôlaient tout le Kurdistan, des conseils villageois ont été élus pour gérer les affaires municipales. Depuis que

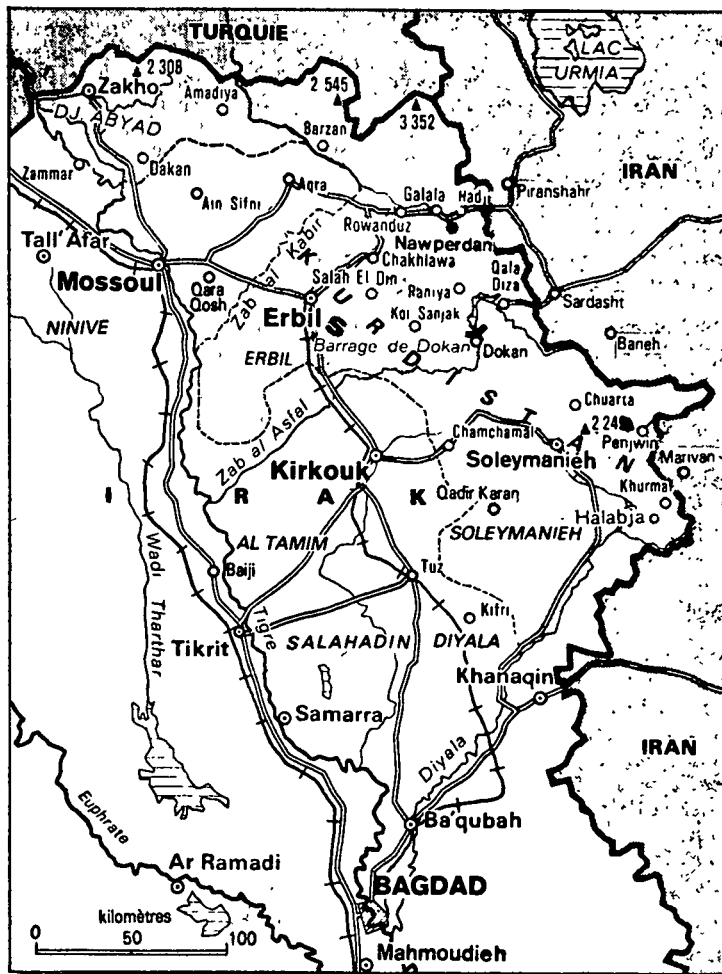
l'armée et les pasdarans occupent le pays (tout au moins les routes et les villes), ces conseils devenus clandestins, continuent de fonctionner.

L'alternative du PDKI

Indépendamment de cette infrastructure municipale, les partis politiques ont institué des comités dans chaque district, chargés d'instruire la population non seulement en matière politique et militaire, mais aussi dans le domaine de la vie courante : éducation, hygiène. Des réunions politiques sont organisées dans les villages à chaque passage d'un membre du comité. Parwin, jeune étudiante de vingt-deux ans, a adhéré au Komala comme on entre dans les ordres, au lendemain de la révolution islamique. Membre du comité d'Alan, elle sait qui pourra nous accueillir dans le village où nous arrivons, après cinq heures de marche. Son Kalachnikov déposé, débarrassée de sa lourde cartouchière, elle aide la mère de famille à préparer le repas. Puis elle organise une réunion, thème : comment peut-on s'opposer à la décision du régime islamique, prise le 14 août, de faire évacuer soixante-six villages de la région de Sardasht ? Le commandant Amassur, membre du comité central du Parti communiste d'Irak, explique : « C'est un signe de faiblesse du régime qui, ne pouvant contrôler les mouvements des *peshmergas*, s'en prend à la population des villages où ils trouvent de l'aide. » Cheikh Ezzedine, dans son camp de toile proche de celui du Komala, s'exclame : « Au nom de Dieu, faites savoir au monde que le gouvernement iranien veut faire évacuer des zones habitées par des Kurdes pour établir son pouvoir, qu'il harcèle le peuple kurde pour le séparer de ses *peshmergas*. Khomeiny est en train de détruire toute vie dans les régions d'Alan et de Seusni. Faites savoir qu'il y a dans ce pays un peuple qui souffre de l'injustice et qui résiste pour obtenir le droit à l'autodétermination. »

Cheikh Ezzedine nous avoue son pessimisme quant à l'avenir de l'Irak, malgré sa foi dans les mouvements révolutionnaires, en particulier dans le Komala.

M. Ghassemloou, rencontré dans son nouveau fief, à trois heures de marche du quartier général du Komala, juge la situation économique de l'Irak « catastrophique, car la production industrielle stagne, la production agricole baisse, le chômage s'accroît, les produits de première nécessité sont rationnés, et l'inflation est galopante ». Et d'ajouter : « Si les exportations pétrolières sont bloquées, l'Irak sera étouffé ». Sur les plans politique et militaire, le secrétaire général du PDKI estime que le régime de Téhéran est dans une impasse : « la République islamique n'est pas capable d'attaquer l'Irak sur le front sud et ses deux derniers attaques sur le front nord dans les régions de Sardasht et de



Mahabad (contre l'Irak et les Kurdes d'Iran) ont été un échec total. L'armée iranienne se désagrège. Des dizaines d'officiers désertent et rejoignent les rangs du PDKI, ou passent en Irak, car ils ne veulent pas défendre le pouvoir des mollahs. Ce n'est pas parce que le régime de Khomeiny est fort qu'il dure, c'est parce qu'il n'y a pas de forces de remplacement. » Ce langage est à peu près le même que celui que nous avons tenu quelques jours plus tôt M. Ibrahim Alizadeh, c'est celui de tous les opposants iraniens. Cependant, à la différence du Komala et des Fedayine Khalq-minorité (autre groupe marxiste-léniniste présent au Kurdistan), le PDKI pense que le conseil national de la Résistance (3) est la seule alternative démocratique au régime de Khomeiny. Les Moudjahidine Khalq (du peuple), musulmans chiites « progressistes », sont, avec le PDKI, la principale composante du CNR que M. Bani Sadr a quitté en avril 1984. Cette association est violemment reprochée à leur allié par le Komala et les Fedayine. Le PDKI n'en a cure, estimant que les Moudjahidine sont la seule force politique crédible en Iran, et qui plus est, la première organisation iranienne à accepter un programme d'autonomie pour tous les peuples d'Iran.

« Du même côté de la barricade »

Tous ces mouvements iraniens se retrouvent aujourd'hui alliés à l'Irak, premier et seul pays à avoir créé une région autonome au Kurdistan. Cette région autonome serait-elle devenue le lieu de convergence des autonomistes kurdes (tout au moins ceux d'Irak et d'Iran) ou est-elle le théâtre, à dix ans d'intervalle, d'une répétition de l'histoire, comme le pensent certains observateurs étrangers qui soupçonnent

M. Ghassemlou d'être le Barzani (des années 74-75) des Kurdes d'Iran ? Le secrétaire général du PDKI s'en défend avec véhémence, lui qui écrivait en 1977 : « La triste fin du mouvement dirigé par Barzani montre qu'il est dangereux, sinon tragique, de faire du machiavélisme le credo de la lutte politique et de sacrifier les principes mêmes de la libération nationale à des avantages tactiques éphémères (4). »

Alors que les bureaux politiques des grands partis de l'opposition iranienne : PDKI, Komala, mais aussi Moudjahidine Khalq, Fedayine Khalq-minorité sont retranchés à la frontière irano-irakienne et que les *pehmergas* utilisent exclusivement l'Irak comme voie de passage vers l'étranger, M. Ghassemlou ne se considère pas comme l'otage du gouvernement de Bagdad : « Si vous regardez une carte du Kurdistan, vous comprenez que nous sommes géopolitiquement encerclés. Géographiquement, parce que nous n'avons pas d'accès à la mer. Politiquement, parce que les pays environnants n'ont guère d'amitié pour les Kurdes (et c'est le moins qu'on puisse dire pour la République turque). Si un Etat nous permet d'avoir sans condition préalable un passage vers l'étranger, nous acceptons une telle coopération. C'est ce qui se passe avec le gouvernement irakien. Nous - Kurdes et gouvernement irakien - sommes en guerre contre le régime de Khomeiny. Nous nous trouvons du même côté de la barricade, mais nous ne combattons pas le régime de Khomeiny pour le compte du gouvernement irakien : notre combat a commencé bien avant la guerre irano-irakienne. Néanmoins, notre lutte constitue une aide pour le gouvernement irakien. Il y a donc coopération de fait que nous estimons légitime, puisque le mouvement de libération du peuple kurde en

Iran s'en trouve favorisé. Nous ne ferons jamais ce qu'a fait Mustafa Barzani à plusieurs reprises, et ce que font à présent ses fils Massoud et Idriss, une alliance avec un gouvernement étranger, qui nuirait au peuple kurde. Ainsi, notre alliance avec l'Irak n'est pas tournée contre les Kurdes d'Irak. » Les dirigeants du Komala, moins soupçonnés de dépendre de Bagdad, font la même analyse.

« Notre espoir est en Irak »

Les autorités irakiennes, quant à elles, affirment aider les Kurdes d'Iran parce que leur lutte, qui a pour but la reconnaissance par l'Irak des droits que l'Irak a reconnus à ses Kurdes, est légitime. M. Hachem Aqrabi, ministre d'Etat, secrétaire général du PDK progouvernemental, nous dit : « Nous avons obtenu ce pourquoi nous nous battons : l'autonomie, et nous souhaitons que les Kurdes d'Iran et de Turquie aient les mêmes droits que nous. Il est vrai que, pour le moment, les grands projets sont décidés à Bagdad, mais, dans l'avenir, la région autonome aura de plus en plus de pouvoir. Il n'en reste pas moins que la mise en valeur d'un fleuve dépasse le cadre étroit d'une région. Notre expérience est originale. Pour la première fois, il y a un espoir pour les Kurdes, et c'est en Irak. Avec le stylo et l'éducation, nous nous développons, et c'est là notre victoire. »

L'Irak de 1984 n'est pas l'Iran de 1975. La région autonome, telle qu'elle est, existe bel et bien, et les responsables kurdes d'Erbil, Soleymanieh, Duhok ou Bagdad ne sont pas des fantoches. Ils sont là en tant que Kurdes. Et leurs frères d'Iran ne craignent pas qu'un accord Iran-Irak se fasse sur leur dos, car ils comptent d'abord sur leurs propres forces. L'appui qu'ils trouvent en Irak

reste marginal, les *pehmergas* utilisent surtout des armes individuelles disponibles sur le vaste « marché du Kalachnikov » du Moyen-Orient. De plus, s'ils ont l'appui de l'Irak, ils ont aussi celui de la principale organisation kurde d'Irak qui est en train de négocier avec Bagdad. L'association bipolaire traditionnelle d'un mouvement kurde avec le gouvernement central du pays voisin est remplacée par celle d'un gouvernement central (Irak) et du mouvement kurde du pays voisin dans sa grande majorité (PDKI, Komala), allié à un des mouvements kurdes d'Irak (UPK). Ainsi, un renversement brutal d'alliances, comparable à l'accord d'Alger de mars 1975, ne conduirait pas le mouvement nationaliste kurde d'Iran à la catastrophe. En ce sens, l'optimisme des dirigeants kurdes d'Iran n'est sans doute pas injustifié.

CHRISTIANE MORE.

(Auteur de *Les Kurdes aujourd'hui*.)

Mouvement national et partis politiques.
Ed. L'Harmattan, Paris.
A paraître en novembre.)

(1) Le Parti communiste d'Iran a été créé en septembre 1983 par le regroupement de plusieurs organisations marxistes-léninistes, en opposition au Toudeh prosoviétique. Il est dirigé par un des fondateurs du Komala en 1969 : M. Abdullah Mohtadeh, Kurde originaire de Bokan.

(2) Le Parti communiste irakien, qui fut un parti puissant et bien organisé, a du mal à assumer ses contradictions : parti prosoviétique, il lutte militairement contre un gouvernement soutenu par l'Union soviétique.

(3) Le CNR a été créé en octobre 1981 à l'initiative de M. Massoud Radjavi, chef des Moudjahidine du peuple et de M. Bani Sadr, ancien président de la République d'Iran en exil, pour constituer, à la chute de Khomeiny, un gouvernement provisoire de la République d'Iran et organiser des élections. Le PDK y a adhéré le 27 octobre 1981.

(4) Dans *Les Kurdes et le Kurdistan* (Petite collection Maspero).

Un entretien avec M. Massoud Barzani

L'adversaire irréductible de Bagdad

M. Massoud Barzani, chef du Parti démocratique du Kurdistan, assume avec son frère Idriss le lourd héritage de la succession de son père, le général Barzani, le prestigieux et charismatique dirigeant du Kurdistan irakien décédé en 1979.

Souvent accusé par ses détracteurs de s'être inféodé au régime de Khomeiny, M. Massoud Barzani affirme que son alliance avec Téhéran est conjoncturelle et a pour objectif le renversement du régime de Saddam Hussein qui représente à ses yeux le principal adversaire du mouvement kurde en Irak.

C'est d'ailleurs son opposition irréductible aux négociations qui se déroulent depuis près d'un an entre Bagdad et

son rival de toujours, M. Jalal Talabani, qui, pour sa part, a choisi de composer avec le régime baasiste, qui a empêché jusqu'à présent ces entretiens d'aboutir.

Quelque part au Proche-Orient. L'homme est jeune, la stature solide, les traits réguliers. Refusant l'enregistrement de ses propos, il parle plus d'une heure durant, en arabe, et parfois dans un anglais lent et précis. D'abord réservé, presque conventionnel, il affirme ensuite ses convictions clairement, et sans fioritures.

M. Massoud Barzani, un des trois fils du héros de la résistance kurde (PDK) et fédérateur de l'opposition irakienne. A moins de quarante ans, il assume un lourd héritage, à la fois chef charismatique, descendant d'une grande famille kurde qui suscite un vif attachement populaire, et

responsable, selon lui, du principal parti politique kurde d'Irak. Rismatique, descendant d'une grande famille kurde qui suscite un vif attachement populaire, et responsable, selon lui, du principal parti politique kurde d'Irak. M. Massoud Barzani tient à rappeler que, déjà à l'époque de son père Mustafa, les décisions du PDK étaient prises collectivement, en particulier par le bureau politique. C'est donc lui qui est principalement responsable de la lutte, de ses succès passés, de ses erreurs aussi : les choix de 1972 (accepter l'aide militaire du chah) et de 1975 (faire retraite vers l'Iran après l'accord d'Alger), en particulier. Cet héritage est « douloureux et complexe », et la situation actuelle est encore compliquée par les développements de la guerre irako-iranienne et les ingérences étrangères croissantes

dans la région.

Aujourd'hui, les Kurdes tirent les leçons du passé : ils comptent d'abord et surtout sur eux-mêmes et se défient « des pièges et des complots impérialistes ». Evoquant l'enlèvement par son parti de trois experts français au Kurdistan en décembre dernier, M. Massoud Barzani condamne l'attitude de la France, « qui cherche à consolider le régime de Saddam (Hussein) » en contradiction avec les idéaux démocratiques et socialistes, pour sauvegarder ses intérêts économiques. Il lui reproche en parti-

culier d'avoir pris langue avec M. Jalal Talabani, chef du mouvement rival qu'est l'Union patriotique kurde (UPK) par le truchement d'un « aventurier ambitieux », le chef du PDK ira-

nien, M. Ghassemlou. En acceptant de composer avec Saddam Hussein sur la base du régime d'autonomie décrété en 1974, M. Talabani est « entré au service de la dictature ». De ce fait, estime M. Massoud Barzani, il a cessé d'être représentatif du mouvement kurde dont les masses « rejettent unanimement les propositions du régime » et en cherchant un compromis pour des motifs d'intérêt personnel M. Talabani contribue à « attiser la répression » contre le mouvement kurde d'Irak.

Les ambitions turques

M. Massoud Barzani ajoute que celle-ci se poursuit au Kur-

distan et que Bagdad a autorisé, sinon réclamé, une intervention militaire turque sur son propre territoire, contre ses propres citoyens : par l'accord d'Ankara en 1980, la bande frontalière dans laquelle les troupes turques sont fondées à intervenir a été portée de 17 à près de 40 kilomètres de profondeur. Il affirme que, dans l'immédiat, les opérations turques comme celle de mai-juin 1983 visent essentiellement le PDK de M. Barzani, qui contrôle les zones de montagne. A plus long terme, selon lui, elles menacent l'intégrité territoriale irakienne puisque la Turquie « n'a jamais abandonné ses ambitions à l'égard de la willayet (province) de Mossoul ».

En revanche, M. Massoud Barzani souligne avec force la

nécessité pour le mouvement kurde de développer la coopération avec « les mouvements arabes progressistes » dans la région, ceux d'Irak en priorité, mais également en Syrie, bastion de la résistance arabe. Car « la lutte du PDK s'inscrit dans le cadre de la patrie irakienne dont la majeure partie des habitants appartient à la nation arabe ».

Et la coopération avec l'Iran de Khomeiny ? M. Massoud Barzani n'esquive pas la question. Il critique d'abord les choix du PDKI de M. Ghassemlou qui a recours au soutien de Bagdad

plan intérieur irakien, il se dégagerait une solution démocratique au problème du gouvernement et aux problèmes régionaux. Toug « est affaire de confiance », or « jamais plus les Kurdes d'Irak n'accorderont leur confiance à Saddam Hussein ».

M. Massoud Barzani affirme que ce rejet d'un « régime corrompu et dictatorial » est le point de convergence de toutes les oppositions en Irak. Il ne s'agit pas seulement d'un accord de principe, dit-il, mais d'une lutte commune : d'abord, avec les autres partis membres du

L'Irak à l'heure du compromis

Un accord sur la révision de la loi d'autonomie du 11 mars 1974 serait sur le point d'être signé entre le gouvernement de Bagdad et l'Union patriotique du Kurdistan d'Irak de M. Jalal Talabani. En décembre dernier, un cessez-le-feu avait été conclu entre les forces de M. Talabani et le pouvoir sur la base de six propositions de l'UPK. Ces propositions ont toutefois posé deux problèmes importants. Le premier est celui de l'appartenance de Kirkouk à la région autonome, le gouvernement ayant déclaré à plusieurs reprises que cette ville ne serait jamais kurde car elle est « par essence irakienne ». Le président Saddam Hussein aurait utilisé cette formule : « Ne dites pas que Kirkouk est kurde, nous ne dirons pas qu'elle n'est pas kurde. »

M. Talabani étant resté sur ses positions, cette affaire aurait pu faire échouer les négociations comme ce fut le cas il y a dix ans avec Mustapha Barzani. Or, bien que ce ne soit pas encore officiel, un compromis aurait été trouvé : Kirkouk deviendrait « la ville de la fraternité », formule élégante s'il en est.

Le deuxième problème concerne la sécurité dans la région autonome. L'UPK, comme tous les opposants kurdes, voue une haine farouche aux forces kurdes progouvernementales officiellement appelées jusqu'en 1970 « les Cavaliers de Saladin ». Les opposants les qualifient de *jash* (mercenaires, collaborateurs, littéralement ânon) et les combattent. On dit même qu'elles auraient assassiné un des frères de Talabani pour venger leurs morts dans un accrochage. L'UPK demandait leur dissolution pure et simple, et Bagdad serait maintenant prêt à accepter.

Jusqu'ici, la lutte armée n'a pas repris, et bon nombre de Kurdes dans l'opposition active ou silencieuse souhaitent qu'on parvienne enfin à un résultat durable. La population

est optimiste : tout le monde devrait sortir gagnant de l'accord. L'Irak en guerre contre l'Iran verrait le front nord renforcé par les *peshmargas* (« ceux qui vont au devant de la mort ») de l'UPK, alliés du PDKI et du Komala. M. Jalal Talabani, malgré des concessions de taille, renforcerait son prestige auprès de nombreux Kurdes et aussi d'Irakiens qui interprètent son refus de prendre les armes contre l'Irak comme une preuve de patriotisme et de loyauté. Enfin, le sud et l'est du Kurdistan devraient démarrer de grands travaux (routes, barrages...) que l'insécurité rendait irréalisables.

Le gouvernement souhaiterait, aux termes de l'accord, que l'UPK rejoigne le Front national progressiste (1), et l'on estime dans les milieux diplomatiques de Bagdad que les élections législatives ont été reportées de septembre à la fin octobre pour permettre à l'UPK d'y participer.

Cette évolution contraste avec la situation qui prévaut en Turquie, où les droits des Kurdes sont totalement niés. Leur nom même est interdit, et ils sont appelés officiellement Turcs des montagnes. Les difficultés de la lutte et même de la revendication politique ont poussé certains nationalistes kurdes à recourir au terrorisme.

Quant au Kurdistan iranien, il est en état de guerre avec le pouvoir central. Pour faciliter les contrôles et isoler les *peshmargas*, Téhéran a décidé le 14 août d'évacuer la population de soixante-six villages de la région de Sardasht avant l'hiver. Les mouvements de résistance se sont organisés pour faire front et alerter l'opinion publique mondiale.

(1) Le FNP, créé à l'initiative du parti Baas en 1974, comprenait ce parti, le Parti communiste irakien (qui en est sorti en 1979), le Parti démocratique du Kurdistan progouvernemental et d'autres petites formations kurdes.



Cavalier kurde. « Le tour du monde », 1862.

pour résister aux attaques du régime de Téhéran. Après la révolution de 1979, les Kurdes d'Irak se sont vu proposer un régime de décentralisation « que nous considérons comme particulièrement favorable ». Négligeant cette opportunité, ils ont eu recours, ajoute M. Massoud Barzani, à une surenchère « démagogique » ; alors qu'ils sont membres à part entière du peuple kurde, les choix actuels de leurs dirigeants sont donc contraires aux intérêts de ce peuple et « nous n'apprécions ni le style ni la tactique qui sont les leurs ». Cela dit, il faut comprendre le sens et les limites de la coopération du PDK avec l'Iran de Khomeiny et de l'aide qu'il en reçoit. « Ce qui est prioritaire, affirme M. Barzani, c'est la lutte anti-impérialiste dans laquelle nous sommes engagés les uns et les autres. », et qui se concrétise au plan régional dans le combat contre Saddam Hussein et sa dictature ; mais il importe, souligne-t-il, de distinguer entre les orientations politiques de Téhéran et ses actes, « dont nous ne sommes pas responsables ».

Les communistes « excellents alliés »

Il faut aussi tenir compte, ajoute le chef kurde, du fait qu'à court terme nulle issue ne se dessine au conflit entre l'Irak et l'Irak puisque Saddam refuse d'abandonner le pouvoir. Sans lui, la négociation redeviendrait immédiatement possible entre les deux Etats en guerre. Et au

Jwud, le Front patriotique national démocratique qui regroupe depuis 1980 neuf formations — de très inégale importance — autour du PDK et bénéficie d'un large soutien populaire, en particulier dans les régions kurdes du nord du pays. Les relations du PDK avec des organisations comme le Parti communiste et le Rassemblement démocratique, tous deux membres du *Jwud*, sont « excellentes ». A l'extérieur du Front, elles sont très bonnes également avec des groupes progressistes, en particulier avec les nassériens, bien que M. Massoud Barzani ne dissimule pas la persistance de « difficultés mineures » pour la définition et l'adoption d'une ligne stratégique unifiée « avec certaines formations ».

La lutte des Kurdes, conclut M. Barzani, se développe avant tout dans le cadre étatique irakien. C'est pourquoi le PDK n'hésite pas à collaborer et éventuellement à « coordonner la lutte » avec des organisations du sud du pays à base religieuse comme *Amal islâmi* et *al-Da'wa*. Certes, les positions des divers partis islamistes à l'égard de la lutte des Kurdes ne sont pas toujours satisfaisantes ni claires, bien qu'ils fassent mention de l'identité kurde dans leur plus récent programme. Mais l'histoire a démontré, conclut notre interlocuteur, que « tous ceux qui ont voulu ignorer la question kurde ont vu leur pouvoir se briser ».

Propos recueillis par
ÉLIZABETH PICARD.

Libération

17. 10. 1984

Représailles turques en pays kurde

L'armée turque, confrontée à nouveau depuis deux mois à la rébellion des séparatistes kurdes, multiplie les opérations de ratissage dans les villages du sud-est du pays.

Depuis deux mois, les séparatistes kurdes se sont lancés dans une véritable guérilla contre l'armée dans le sud-est de la Turquie. Cette rébellion, sans précédent depuis le coup d'Etat militaire de 1980, est partie de la frontière irakienne mais elle commence à s'étendre à toutes les provinces kurdes : samedi soir, les séparatistes ont lancé un raid près d'Erzurum, beaucoup plus au nord.

L'armée mène une brutale opération de ratissage, à l'aide de commandos aéroportés, appréhendant des villages entiers pour débusquer ceux qui auraient aidé les « terroristes ». Douze maquisards ont été capturés ainsi que 32 paysans accusés de les avoir hébergés.

Comme les raids se poursuivent malgré tout, Ankara envisage d'étendre son opération au territoire irakien.

L'an dernier, en mai, la Turquie avait déjà pourchassé les pechmèrgas chez son voisin irakien. Le ministre turc des Affaires étrangères, Vahit Halefoglu, s'est rendu à Bagdad au début de la semaine pour demander le soutien de Saddam Hussein.

Le « Kurdistan profond », lui, songe moins à la rébellion armée qu'à sa misère quotidienne. Quatre à cinq fois plus pauvres que les Turcs, ignorés jusqu'à présent par le pouvoir central, les paysans kurdes survivent dans un monde qui emprunte davantage à la loi de la jungle et à la féodalité qu'à l'Etat de droit.

Nusaybin (sud-est de la Turquie)

Une douzaine de maisons de torchis se serrent frileusement les unes contre les autres, comme pour se protéger du désert. Autour, la terre s'est faite caillou et le vent poussière. L'homme, ici, doit rêver d'eau et de verdure. A perte de vue, on n'aperçoit qu'un arbre, qui surplombe quelques pierres bien rangées : le cimetière. Quant à l'eau, le ruisseau le plus proche passe à proximité du village voisin, à une heure de

marche. Kunar, une cinquantaine d'habitants, est l'un des hameaux les plus déshérités du Kurdistan turc : pas d'électricité, pas d'eau, pas d'école ni même de radio. Tout juste quelques troupeaux de chèvres et de moutons qui partagent la misère humaine.

Kunar ne se trouve qu'à une dizaine de kilomètres en retrait de la route principale, l'axe Nusaybin-Irak, qui longe la frontière syrienne avant de plonger vers Bagdad. Du village, on suit même le lent défilé des poids

lourds comme de gros scarabées à l'horizon. Pourtant le village est totalement coupé du monde. Aucune route n'y mène. On l'atteint par une lande rocailleuse impraticable l'hiver, quand toute cette poussière devient boue. Les paysans n'ont pas vu de voiture depuis plusieurs mois.

BOUE ET POUSSIÈRE

A l'entrée du hameau, les femmes, tatouage bleu sur le front et foulard triangulaire rouge et noir noué haut sur la tête, à la kurde, remontent du puits avec de lourds bidons de plastique. L'eau de pluie, recueillie l'hiver, a pris en ce début d'automne une couleur brunâtre. C'est pourtant cette eau que l'on boit ici. Des travaux pour pomper celle du ruisseau voisin ont bien été entamés il y a trois ans, puis abandonnés. Personne ne sait pourquoi.

Les hommes sont réunis, comme chaque jour, chez le Mukhtar (chef du village), « assis à ne rien faire car il n'y a pas de travail ici ». Dans une maison qui ressemble à toutes les autres. La porte, un assemblage de bidons d'huile de moteur aplatis, donne sur un rez-de-chaussée basse-cour et réserve à grain. A l'étage, une grande pièce unique dépourvue de tout meuble. L'été, les familles couchent sur les toits en terrasses, dans ces sommiers surélevés aux barreaux bleus qui transforment le Kurdistan en un gigantesque dortoir en plein ciel. L'hiver, hommes et bêtes se tiennent chaud en bas dans des réduits tout noirs.

Une vieille qui traîne son bidon à tout petits pas s'arrête et crie : « Emmenez-moi en Allemagne, c'est trop dur de vivre ici. » Mais personne, en

fait, ne songe vraiment à partir. Les paysans de Kunar tiennent à leurs cavernes dans la montagne, qu'ils louent l'hiver à des nomades. Partir, de toute façon pour aller où ? A Kolika, le village voisin, la terre est tout aussi assoiffée. « Il n'y a rien ici. Pas assez d'eau pour irriguer, donc pas de travail, à part quelques ouvrages saisonniers et l'élevage », se plaignent les paysans. Pour eux, le gouvernement s'acharne à les maintenir dans la misère. « C'est parce que nous sommes kurdes. Regardez. Nous n'avons droit à rien : ni routes, ni électricité, ni canalisations. » Le village soutient-il les séparatistes ? « Nous sommes tous des Pechmèrgas (combattants séparatistes). Il n'y a aucune liberté ici pour les Kurdes. »

UN BIENFAITEUR UNIVERSEL

Mais, plus que celle d'une administration qu'ils ignorent autant qu'elle les méprise, les Kurdes subissent la loi féodale de leur Agha (maître) qui, pour être kurde lui aussi, n'en est pas moins un capitaliste averti. Quarante-vingt pour cent des paysans cultivent des terres dont ils ne sont pas propriétaires. A Kunar, comme à Kolika, tout, jusqu'aux mesures délabrées, appartient à l'Agha. Celui-ci « règne » aussi sur deux autres villages et sur l'ensemble des terres qui descendent jusqu'à la route. On ne construit rien sans son accord. Il l'interdit de peur de voir ses « ouailles » revendiquer un droit de propriété. Mais « Davut Agha », comme l'appellent respectueusement les paysans, sait se montrer généreux. Il pince les joues des petits et connaît chacun par son nom. Il fait profiter tout le monde de sa voiture. Il fait un cadeau lors des

mariages et prête l'argent de la dot, remboursable en services et corvées.

Outre ses terres, il possède des poids lourds qui exportent ses récoltes de lentilles et de coton ainsi qu'une pompe à essence et des camions-citernes. Il a réussi à faire élire son neveu à la mairie de Nusaybin, et ce grâce au vote « unanime » des paysans.

Cheveux gris, imposant dans un complet de drap ocre, l'Agha habite, dans le village de Kemina, la seule maison pourvue d'électricité, grâce à un générateur, et équipée d'un réfrigérateur au gaz. Le soir, les hommes viennent regarder télévision et vidéo chez lui. Il a aussi financé la construction d'une école, de la mosquée et du dispensaire, où un médecin vient faire des consultations deux fois par mois. C'est encore lui qui, comme en atteste un certificat encadré dans son salon, a versé une somme substantielle aux œuvres sociales de

l'armée pour s'assurer les bonnes grâces des militaires. Bref, de la sécurité à la terre qu'ils cultivent tant bien que mal, les paysans lui doivent tout. Difficile de se révolter contre un bienfaiteur aussi universel.

Pour les séparatistes, l'armée constitue une véritable force d'occupation. En ces temps d'attaque de postes de gendarmerie par les rebelles, la présence des militaires a encore été renforcée. Ils sont postés aux entrées et sorties de villes, contrôlent identités, paquets, véhicules et même autobus. L'autre grand symbole de la « colonisation » c'est l'éducation, qui interdit totalement l'usage de la langue kurde (la Turquie ne reconnaît pas les Kurdes). A Kemina, le préposé à la culture turque est un jeune homme de vingt-sept ans, nommé d'office pour deux ans dans le cadre d'un passage à l'Est imposé aux médecins et aux instituteurs. Blondinet, frère, on ne pouvait pas envoyer

quelqu'un d'aussi étranger à ces Kurdes sombres et flamboyants. La prime « Kurdistan » pour Ahmet, l'instituteur, ne se monte qu'à 7,50 F par mois pour un salaire de 1 000 F.

APRES L'ECOLE, L'OUBLI

Parachuté sur une terre aussi différente, Ahmet a commencé, pour se rassurer, par peindre sur toute la façade de l'école un grand portrait d'Ataturk, le fondateur de la République et père de l'idée honnie par les Kurdes qu'« est heureux celui qui peut se dire turc ». Deux ans après, l'instituteur hisse toujours le drapeau national avant la classe, devant deux rangées de petits tabliers noirs. Mais, sur le plan scolaire, la « colonisation » butte sur la misère et l'indifférence. « Les enfants viennent à l'école parce que c'est obligatoire. Sinon, ils s'en fichent. Ils n'auront jamais besoin de savoir le turc », se

désespère Ahmet. Après cinq ans, lorsqu'ils sont capables de lire et de parler le turc, l'école est finie et commence l'oubli. « Depuis l'ouverture de la classe, aucun enfant n'a poursuivi au-delà du primaire ». Bien que beaucoup de villages possèdent désormais une école, le taux d'analphabétisme s'élève encore, au Kurdistan, à plus de 70 %.

Ecrasés par la misère et l'ignorance, infantilisés par leur Agha, les paysans formulent généralement des revendications simples : la terre, l'eau, le travail. Le séparatisme, anéanti par l'armée, est devenu un combat d'exilé ou de clandestin. Mais, malgré l'armée, la répression et les interdits, la grande affirmation de l'identité kurde reste intacte, imperturbablement présente. Aussi irréductible et séculaire que le coucher de soleil sur la poussière de Nusaybin.

Corinne TAOR



18. 10. 1984

RATISSAGE

L'armée turque s'apprête «à casser du Kurde» en Irak

Empêtré dans sa guerre contre l'Iran, l'Irak vient de conclure un accord avec la Turquie pour que celle-ci détruise les « sanctuaires » kurdes sur son territoire. Le lancement de cette opération soleil est imminent.

« **O** pération Soleil » : une nouvelle fois, les Kurdes sont sur le point de passer un mauvais quart d'heure. Le long de la frontière irakienne, des troupes turques massées « en grand nombre » et s'apprêtent, avec l'accord des autorités de Bagdad, à franchir le Rubicon pour lancer une vaste action de « ratissage » dans la zone montagneuse du Sud-est de l'Anatolie où les peshmergas (combattants kurdes) appartenant au parti des travailleurs kurdes (PKK, principale organisation de Turquie) ont trouvé refuge auprès de leurs frères du parti démocratique du Kurdistan (PDK, implanté en Irak). Plusieurs actions auraient déjà été lancées, préluant à l'« Opération Soleil » proprement dite, qui paraissait imminente hier après-midi. Les autorités militaires turques maintiennent le secret sur leur offensive, sa durée ainsi que les forces engagées. Selon la presse turque, qui cite les services secrets de l'armée, l'action doit couvrir un territoire de 120 kms de long sur 15 kms de profondeur. Un porte-parole de Massoud Barazani, chef du PDK, a affirmé hier à l'AFP que son mouvement « se préparait à faire face ».

Hier après-midi, devant l'Assemblée nationale, le Premier ministre turc, Turgut Ozal, confirmait qu'un accord avait été conclu avec l'Irak pour une « action coordonnée » contre les rebelles kurdes. Il n'a donné aucune précision sur les modalités de cet accord, soulignant seulement que les rebelles ont, au cours de raids lancés depuis le 15 août dernier en Anatolie orientale, tué 18 membres des forces armées turques. Il a ajouté que 10 « terroristes » avaient été tués de deux autres blessés. Actifs depuis deux mois dans le Sud-est de la Turquie, les maquisards auraient, selon le Premier ministre, subi un entraînement militaire dans des camps palestiniens au Liban et en Syrie « aux côtés d'autres groupes terroristes dont l'ASALA (arménienne), les Brigades rouges (italiennes) et la Fraction armée rouge (ouest-allemande) ». Turgut Ozal a enfin déploré la poursuite de la guerre entre l'Iran et l'Irak qui interdit à ces deux pays d'exercer totalement leur « autorité » dans les régions frontalières à population kurde. Voici pourquoi Ankara a décidé, avec la bénédiction de Bagdad, de porter le fer dans le « sanctuaire » kurde en Irak.

Ce rebondissement du conflit souligne encore, s'il en était besoin, l'absence de solution à la « question kurde ». Dispersés dans cinq pays (la Turquie, l'Irak, l'Iran, la Syrie et l'URSS), les Kurdes sont un peuple de 20 millions d'âmes disposant d'une langue, d'une culture et de traditions plus que millénaires. Après l'échec de la « République du Kurdistan », fondée en 1946 en Iran par des Kurdes irakiens, la rébellion, conduite en Irak de 1950 à 1975 par le général Moustapha Barazani, a fini par être noyée dans le sang. Depuis, la dispersion des Kurdes, leur division et l'absence d'une assise territoriale indépendante les a empêchés de reprendre avec efficacité leur combat. Ceci, jusqu'à l'activation de la lutte en territoire turc, favorisée par la guerre Irak-Iran.

En mai 1983, les troupes d'Ankara avaient déjà pénétré en Irak pour une opération contre les indépendantistes kurdes réfugiés au-delà de la frontière. Aujourd'hui, et depuis plusieurs semaines, les chefs militaires turcs exigent à nouveau l'extension des opérations militaires en territoire irakien. Avec l'« Opération Soleil », c'est chose faite. Les camps du PDK d'Irak devraient constituer la prin-

cipale cible de l'offensive. Selon la presse turque, quelque 500 militants du PKK de Turquie ont trouvé refuge dans ces camps, qui abritent par ailleurs des milliers de peshmergas appartenant au PDK. En marge de l'accord avec Bagdad, les autorités turques auraient lancé un avertissement à ce dernier parti. Le PDK de Massoud Barazani aurait été menacé de destruction totale « s'il ne lâchait pas les séparatistes du PKK ». Si le PDK ne se soumettait pas, l'accord irako-turc serait à avantages réciproques : l'armée turque s'emploiera à « détruire » « ses » séparatistes, tout en frappant ceux de Bagdad.

Devant l'Assemblée nationale, le Premier ministre turc a ajouté qu'un accord semblable à celui signé avec l'Irak allait prochainement être conclu avec Téhéran les régions frontalières de l'Iran constituant un second lieu de refuge des rebelles kurdes opérant en Turquie. Pourtant, l'union sacrée de ceux qui ont un Etat contre ceux qui n'en ont pas semble peu probable. Les dirigeants iraniens avaient violemment critiqué l'offensive de mai 1983 lancée en Irak par les troupes turques, en la présentant comme une aide directe d'Ankara au

régime de Bagdad « incapable d'assurer lui-même le contrôle de cette zone ». De plus, le PDK d'Irak entretient des relations suivies avec la République islamique et bénéficie de son soutien matériel. Ainsi, la principale faiblesse du mouvement kurde — sa dispersion sur plusieurs pays — risque paradoxalement de représenter, au moment de l'« Opération Soleil », un avantage relatif.



20.10.1984

SOLDATESQUE

Kurdes: premières ombres sur « l'opération soleil »

Après l'accord obtenu auprès des Irakiens pour pousser jusque sur leur territoire des actions militaires contre les séparatistes kurdes, l'armée turque « ratisse » les villages-frontière.

Notre envoyée spéciale a pu assister à cette « opération soleil ».

Depuis la mi-octobre, l'armée turque a engagé une action d'envergure, baptisée « opération Soleil », contre l'agitation séparatiste kurde. Lundi dernier, le régime turc obtenait à Bagdad un accord des autorités irakiennes pour poursuivre ses opérations militaires jusque sur le territoire irakien. Les autorités turques caressaient l'espoir d'obtenir un arrangement identique avec l'Iran, Téhéran étant engagé dans une interminable guerre contre ses propres dissidents kurdes. Un tel accord semble désormais improbable. Le ministre iranien des Affaires étrangères a en effet sévèrement condamné hier l'accord turco-irakien, estimant qu'il « mettait en danger la sécurité de toute la région ». Un relatif soulagement pour les rebelles qui traversent, comme tous les paysans kurdes de Turquie, un rude automne dont témoigne sur place notre correspondante.

Hakkari (envoyée spéciale)

Lorsque les soldats sont arrivés à Isikli, après 3 heures de marche dans la montagne à la frontière avec l'Irak, ils ont été effarés.

« Comment pouvez-vous vivre ici ? »



Un soldat de l'armée turque en faction.

a reproché un capitaine comme si ces paysans kurdes en chalvar, casquette et sabots, étaient coupables de leur dénuement.

Dans ce village sans eau ni électricité, où l'on n'a jamais aperçu l'ombre d'une télévision, d'une radio ou d'un journal, les militaires ont cherché en vain des toilettes. Apprenant que les paysans utilisaient la rivière pour toute salle de bain, le capitaine scandalisé, a pris des mesures énergiques : « *Je vous donne 15 jours pour construire un endroit clos devant chaque maison. Si vous ne le faites pas, votre muktar (chef de village) sera puni.* »

Mais les « *mehmetcik* », comme les surnomme la presse turque avec une fierté attendrie, n'ont pas débarqué en force dans ce Far East du Kurdistan turc pour faire l'éducation sanitaire des villageois. Leur opération de chasse aux séparatistes marxistes léninistes du PKK (Parti des travailleurs kurdes) a pris l'allure d'une véritable guerre contre la population accusée de coopérer avec les « terroristes ».

Hakkari, capitale de la province frontalière avec l'Iran et l'Irak, prisonnière de pics rocaillieux et enneigés, s'est transformée en garnison. De 1 000 avant l'opération, les soldats sont maintenant 3 000, selon l'estimation d'un avocat, soit 1 pour 7 habitants. Ils sont partout, inévitables : dans les rues, pataugeant dans la boue, à la poste, expédiant, l'arme en bandoulière, une lettre à leur famille de l'« Ouest » (aucun des appelés envoyés ici n'est originaire de l'Est kurde), sur les routes contrôlant les véhicules ou encore parqués dans des camions rouges couverts d'enluminures réquisitionnés pour l'occasion comme transport de troupes.

Prise par le mauvais temps, l'armée précipite les opérations. A défaut d'une intervention d'envergure contre les séparatistes retranchés en Irak, les militaires ont entrepris un ratissage accéléré des villages, dans une zone

de 120 kilomètres le long de la frontière baptisée « opération soleil ».

Que Bagdad ait donné son accord pour une attaque turque des troupes du PKK et des peshmergas de Masoud Barzani en territoire irakien, personne ne s'en émeut vraiment à Hakkari. Recroquevillés sur leur haine des militaires turcs, les gens subsistent avec angoisse les incursions armées dans leurs villages et dans leur mode de vie.

« *Ils sont arrivés en hélicoptère et ils ont rassemblé les hommes dans un camp* », raconte un vieux, la tête enserrée dans un foulard noir et blanc. Son village, Kazan, à 30 kilomètres de Cukurca, la ville frontalière, est quasiment inaccessible. Il compte 43 familles. « *Ils nous ont alignés, les mains sur la tête comme des bandits, ils nous ont fouillés ainsi que nos maisons. Ils ont arrêté 10 hommes au hasard et les ont emmenés à Hakkari, ligotés dans un camion* », ajoute-t-il. Sur les dix, huit dont son fils étaient hier toujours en détention, 5 jours après le ratissage.

Pâle, les yeux légèrement tuméfiés, un ouvrier agricole de Isikli porte son effroi sur la figure. Libéré mercredi après 20 jours à la garnison militaire d'Hakkari, il n'ose pas retourner dans son village car, démuné des papiers d'identité comme la plupart des paysans, il craint une nouvelle arrestation. Il ne sait ni lire ni écrire, ne connaît pas sa date de naissance et ne parle qu'à peine le turc. Pardessus tout, il ne comprend pas pourquoi il a été arrêté. Tremblant, il raconte : « *D'abord, ils m'ont rasé les cheveux, puis ils m'ont jeté dans un cachot tout seul. De temps en temps, ils me donnaient un peu d'eau et un bout de pain. Pour les interrogatoires, ils me bandaient les yeux. Ils étaient deux, un interprète qui parlait en kurde et un autre qui me frappait avec sa matraque. Ils posaient toujours les mêmes questions :*

« qui sont les Apocular (surnom des militants du PKK) ? où se cachent-ils ? » A la fin, j'ai signé un papier et ils m'ont relâché. Je ne sais pas ce que j'ai signé, j'avais les yeux bandés. Comme je ne sais pas écrire, ils m'ont tenu la main. »

Selon le Premier ministre Turgut Ozal, 1 715 personnes ont été interpellées, depuis le début à la mi-août, des opérations « anti-terroristes » dans l'Est. 696 ont été relâchées alors que 692 ont été déférées devant les tribunaux de l'état de siège. 138 criminels de droit commun ou trafiquants capturés incidemment vont passer devant la justice civile. Les autres sont toujours sous interrogatoire.

Annonçant ces chiffres, M. Ozal a ajouté : « *Nous devons rester calmes, l'Etat ne doit pas utiliser les méthodes des terroristes.* » Une mise au point plus que nécessaire. Selon des témoignages, même des femmes ont été battues ou insultées lors du ratissage. Plusieurs paysans ne comprenant pas le turc aurait été tués la nuit sur des chemins par des soldats affolés les prenant pour des militants. Tuzluca, un village considéré comme rebelle où l'armée n'entrait pas avant les opérations, a été totalement déporté. Le simple fait de posséder des stocks de chaussures, de vêtements ou de nourriture vaut d'être considéré comme suspect de coopération avec les séparatistes. Or dans ces villages frontaliers reculés, les paysans pour survivre, se sont toujours livrés aux trafics de bétail ou de marchandises vers l'Iran ou vers l'Irak.

Pour faire cesser ces infiltrations et « affamer » les séparatistes qui se ravitaillaient dans les villages, les autorités militaires ont imposé un rationnement draconien. Alors que les paysans viennent habituellement à cette époque, chercher leur nourriture de base à Hakkari pour tout l'hiver, les quantités autorisées sont depuis

un mois sévèrement limitées. « *Avant tout achat en gros, il faut obtenir l'autorisation du commandement de l'état de siège qui établit les besoins des familles*, explique un avocat d'Hakkari. *Ensuite dans les magasins, il faut présenter cette permission ainsi qu'aux contrôles routiers.* »

Sur les 155 000 habitants de la province, 81 000 sont totalement illétrés. Il n'y a que 3 ans qu'on accède à Hakkari par une route asphaltée. « *Dans les villages*, raconte un médecin de Cukurca, *beaucoup n'ont même pas idée de ce que représente l'électricité. Par ignorance, ils souhaitent la construction d'une mosquée plutôt que l'électrification. Les gens restent totalement étrangers à l'Etat. Tout ce qu'ils connaissent d'Ankara, ce ne sont que ses soldats.* »

En ne s'attaquant qu'à l'armée, les Apocular parviennent à se faire passer pour des justiciers. Selon les chiffres officiels, ils ont tué jusqu'à présent 18 militaires. A Hakkari, personne n'ignore qu'ils ont également abattu 6 civils ces deux dernières semaines, des commerçants qui travaillaient pour le MIT (services de renseignement). Retrachés depuis 4 ans à la frontière, les militants avaient établi des relations de voisinage avec les paysans. Ils venaient s'approvisionner dans les villages prenant d'office la nourriture si on refusait de la leur donner. Les villageois qui connaissent la montagne aussi bien que les séparatistes, n'ignorent pas leurs caches. Aujourd'hui, ils ont l'impression de payer pour n'avoir pas combattu, eux qui sont désarmés face à des hommes armés, ou dénoncé les « terroristes ». Ils ne sont pas au bout de leurs frayeurs. La rumeur court que les Apocular viendront se venger de ceux qui les auront « vendus ».

Corinne TAOR

Turquie

L'armée pourrait effectuer une nouvelle opération contre les maquisards kurdes en territoire irakien

De notre correspondant

Ankara. — Le ministre turc des affaires étrangères, M. Hüfioğlu, et le chef d'Etat-major adjoint des armées, le général Öztörün, se sont rendus à Bagdad le dimanche 14 octobre pour s'entretenir avec leurs homologues irakiens des problèmes de sécurité à la frontière turco-irakienne. Les maquisards séparatistes kurdes, dont les bases de repli se trouvent en territoire irakien, ont multiplié ces dernières semaines les attaques en territoire turc.

Le ministre des affaires étrangères était porteur d'un message du chef de l'Etat, le général Evren, au président Saddam Hussein. Bien que la teneur de ce message n'ait pas été révélée, il est vraisemblable

qu'Ankara a demandé aux autorités irakiennes de mieux assurer le contrôle des régions nord-est de leur pays, et il n'est pas exclu que les responsables turcs sollicitent l'autorisation de rééditer le même type d'opération qu'en mai dernier, à savoir une incursion militaire en territoire irakien contre les bases de repli des maquisards.

La presse turque dans son ensemble voit dans les récents attentats des maquisards « la main de puissances étrangères », pour certains de la Syrie, pour d'autres de l'Union soviétique ou même des Etats-Unis.

Dans l'est du pays, les opérations de ratissage continuent. Le 12 octo-

bre, deux militants armés du PKK (parti ouvrier kurde) ont été tués lors d'un accrochage avec les forces de l'ordre dans le département des Adiyaman. Le lendemain, deux autres séparatistes, qui refusaient de se rendre, ont été tués à Erzurum. Le même jour, à Adana, un autre accrochage opposait les forces de l'ordre à deux maquisards, dont l'un a été tué.

M. Alp, chef du Parti populiste, la principale formation de l'opposition à l'Assemblée nationale, de retour d'un voyage dans le sud-est anatolien, estime que « les forces séparatistes entraînées à l'extérieur sont utilisées contre l'intégrité de la Turquie, conformément à un complot très vaste et bien programmé ». Mais il souligne qu'« on ne saurait venir à bout de cette agitation séparatiste — bien qu'elle soit somme toute, de faible envergure — uniquement par des mesures militaires ou policières, mais avec l'adjonction de mesures socio-économiques, afin de prouver aux habitants de la région que l'Etat ne les abandonne pas à leur sort ».

EST REPUBLICAIN 18. 10. 1984

ARTUN UNSAL.

Avec l'accord du gouvernement de Bagdad

L'armée turque en Irak à la chasse aux Kurdes

L'armée turque en butte depuis deux mois à des raids meurtriers de maquisards kurdes dans le sud-est de la Turquie s'apprête à étendre son opération contre l'insurrection indépendantiste au-delà des frontières nationales.

Sa pénétration en territoire irakien, pour laquelle Ankara a obtenu l'accord de Bagdad, semblait inminente hier soir, à Ankara. Les troupes turques, amassées en grand nombre le long de la frontière, auraient déjà effectué plusieurs actions ponctuelles en Irak où les séparatistes du parti des travailleurs kurdes (PKK, principale organisation séparatiste de Turquie) ont jusqu'à présent trouvé refuge dans les régions frontalières montagneuses.

Négociation avec Téhéran

Dans un discours prononcé hier après-midi, devant l'Assemblée nationale, à Ankara, M. Ozal a confirmé l'accord avec Bagdad pour une « action coordonnée » contre les « terroristes kurdes » sans toutefois préciser les modalités. Il a ajouté qu'un accord semblable allait être prochainement conclu avec Téhéran, les régions frontalières de l'Irak constituant un second lieu de refuge des rebelles kurdes opérant en Turquie.

En mai 1983, les troupes turques avaient déjà pénétré en Irak, dans une opération contre les indépendantistes kurdes réfugiés au-delà des frontières au lendemain du coup d'Etat de

septembre 1980. La nécessité d'une extension des opérations militaires était soulignée depuis plusieurs semaines par les chefs de l'armée turque confrontés au retour des rebelles kurdes après trois ans d'inactivité. Ils estiment, en effet, impossible de venir à bout des maquisards sans les pour-

suivre dans leurs bastions des régions frontalières en Iran et Irak, d'autant que la guerre que poursuivent ces deux pays leur interdit de faire régner l'ordre dans ces régions.

Cinq cents maquisards

Les camps du parti démocratique du Kurdistan (PDK d'Irak), dirigé par M. Massoud Barzani, devraient constituer la principale cible de « l'opération soleil » de l'armée turque en

Irak. Selon les informations obtenues par la presse turque auprès des services secrets de l'armée, quelque 500 militants du PKK, responsables des raids en Turquie qui ont fait dix-huit morts parmi les forces armées, ont trouvé refuge et soutien dans ces camps. Les autorités militaires turques maintiennent cependant le secret sur leurs opérations, leur durée prévue et les forces engagées. L'opération en Irak devrait couvrir un territoire de 120 kilomètres de longueur et de 15 kilomètres de profondeur.

Oubliés par l'histoire

Les Kurdes sont dispersés dans cinq pays : la Turquie, l'Irak, l'Iran, la Syrie et l'URSS.

Au croisement des trois grands courants culturels arabe, turc et persan, quelque vingt millions de Kurdes — dix millions en Turquie, six millions en Iran, trois millions en Irak, environ 800.000 en Syrie et 200.000 en URSS — vivent réfugiés dans les montagnes ou isolés dans les vallées sans pouvoir créer leur propre Etat.

Pourtant, la nation kurde existe avec sa langue, ses traditions, une culture plus que millénaire.

Après l'effondrement de l'empire ottoman, lors des traités de Versailles, puis de Sévres en 1919 et 1920, la Grande-Bretagne a été tentée par la création d'un « Etat tampon » kurde entre les trois grandes nations turque, persane et arabe. Mais l'Etat du Kurdistan n'a jamais vu le jour.

Dès lors, les Kurdes sont restés dispersés. Après l'échec de la « république du Kurdistan » fondée en 1946 en Iran par les Kurdes irakiens et qui devait servir de noyau à la future unité kurde, la rébellion, conduite en Irak de 1950 à 1975 par le général Mustapha Barzani, a fini par être écrasée dans le sang.



Vingt millions de Kurdes, mais l'Etat du Kurdistan n'a jamais vu le jour.

(CARPRESS)

LA TURQUIE VA « RATISSER » LES KURDES EN IRAK

Turgut Ozal, premier ministre turc, a annoncé qu'un accord avait été trouvé entre Ankara et Bagdad pour organiser une « action coordonnée » contre les insurgés kurdes sur le territoire irakien

ANKARA a obtenu l'accord de Bagdad pour une intervention des forces armées turques en territoire irakien, qualifiée d'« action coordonnée » contre les rebelles kurdes, a annoncé hier le premier ministre Turgut Ozal au Parlement. La presse turque du matin annonçait l'accord, précisant que l'armée turque pourrait pénétrer de quinze kilomètres en territoire irakien où elle effectuerait une opération de ratisage sur une longueur de 120 kilomètres. Décidé à la suite du voyage qu'a effectué dimanche dernier le ministre turc des Affaires étrangères à Bagdad, cet « accord » n'a pas dû être difficile à obtenir, étant donné la guerre du Golfe qui a contraint les autorités irakiennes à dégarnir leur frontière avec la Turquie, fief des combattants kurdes du PDK de Massoud Barzani.

L'offensive militaire turque en cours se doublerait d'une offensive diplomatique

A l'origine de cette opération de ratisage, les attaques de séparatistes kurdes dans le sud-est de la Turquie qui, officiellement, ont fait dix-huit morts parmi les forces armées depuis le 15 août dernier. Mais, selon d'autres sources, les pertes seraient beaucoup plus élevées. Selon Ankara, ces séparatistes — désignés, comme toujours, comme

« Turcs de la montagne » puisque le mot même de Kurde est banni du vocabulaire officiel — trouveraient refuge en Irak auprès des « tribus » Barzani. Le premier ministre n'a précisé hier ni la date ni l'étendue de la campagne turque en Irak, baptisée « opération soleil », mais des correspondants sur place faisaient état ces jours derniers de rassemblement de troupes turques à la frontière irakienne.

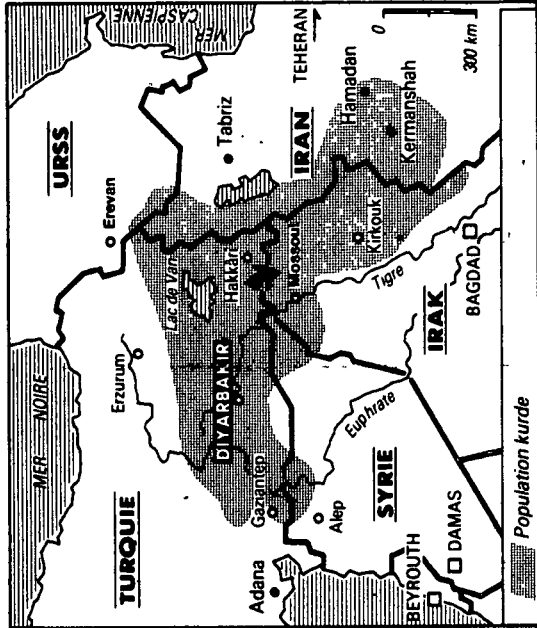
La différence est que, aujourd'hui, c'est déjà presque l'hiver et que les montagnes sont enneigées dans cette région, où sont établis les camps du PDK de Massoud Barzani, qui, selon les services secrets de l'armée turque, abriterait actuellement quelque cinq cents militants du PKK (Parti des travailleurs kurdes), objets de « l'opération soleil ». Pour atteindre leur objectif, les forces turques devront sans aucun doute pénétrer beaucoup plus avant en territoire irakien que les quinze kilomètres annoncés officiellement à Ankara.

L'opération militaire annoncée se déroule sur un fond politico-diplomatique d'une complexité quasi inextricable, dû aux rapports des pays concernés, mais aussi à la di-

vision du mouvement kurde. La Turquie n'a jamais renoncé à ses revendications territoriales sur les régions kurdes irakiennes et iraniennes et guette le moindre signe d'effondrement de l'un ou l'autre régime pour en prendre le contrôle, garantissant ainsi ce qu'elle regarde comme son périmètre de sécurité.

Quant aux belligérants de la guerre du Golfe, ils jouent l'affaiblissement de l'adversaire en soutenant chacun les Kurdes du voisin, ce qui complique encore l'imbroglio kurde. N'oublions pas non plus la Syrie qui, en tant que « grand frère » arabe, joue également son jeu dans la région.

Selon certaines sources, l'opération militaire turque en cours se doublerait d'ailleurs d'une offensive diplomatique, Ankara s'appuyant à exiger que Damas et Téhéran cessent leur soutien aux Kurdes irakiens.



Francis NALLIER-le Matin

LA DIASPORA KURDE

Quelque vingt millions de Kurdes, issus de l'émigration voici près de deux mille cinq cents ans de tribus semi-nomades indo-européennes venues de Russie, sont dispersés dans cinq pays. Ils sont dix millions en Turquie, six millions en Iran, trois millions en Irak, six cent mille en Syrie et deux cent mille en URSS.

le quotidien

de paris

18. 10. 1984

L'armée turque va «nettoyer» le Kurdistan irakien

Le Premier ministre turc, M. Turgut Ozal, a confirmé hier après-midi qu'un accord avait été conclu entre l'Irak et la Turquie pour une «action coordonnée» contre les combattants kurdes. Cette offensive, qui semble imminente si elle n'est pas déjà commencée, sera la deuxième de ce type menée par les Turcs en Irak.

● M. Ozal, qui prenait la parole devant l'Assemblée nationale turque, n'a donné aucune précision sur les modalités de cet accord, mais il a, en revanche, ajouté que son pays signerait prochainement un accord similaire avec l'Iran. Rappelons pour mémoire que le Kurdistan occupe les parties est de la Turquie, nord-ouest de l'Iran et nord-est de l'Irak et que les différents mouvements de libération kurdes luttent contre les régimes en place dans leurs Etats respectifs.

Selon la presse, l'accord prévoit que l'armée turque pourra pénétrer de 15 km en profondeur dans le territoire irakien et ce sur une largeur d'environ 120 km. Les préparatifs de cette «Opération soleil» seraient achevés et d'importantes forces sont déjà massées à la frontière turco-irakienne.

Cette opération de ratissage était dans l'air depuis la visite surprise dans la capitale irakienne dimanche dernier du ministre turc des Affaires étrangères, M. Vahit Halefoglu, accompagné du chef adjoint de l'état-major général, le général Necdet Ozturun. Le rapprochement avec les accrochages survenus au cours des dernières semaines au Kurdistan turc et qui ont fait dix-huit morts parmi les forces armées était d'autant plus tentant que trois soldats chargés de la protection personnelle du président Kenan Evren avaient été tués dans un de ces attentats. Les forces turques avaient déjà effec-

tué une opération similaire en mai de l'année dernière contre les «Peshmergas» qui se replient en Irak après avoir frappé en Turquie. Le PDK, Parti démocratique du Kurdistan d'Irak, offrirait ainsi l'hospitalité à quelque cinq cents militants du PKK, le Parti des travailleurs kurdes de Turquie.

Le principal dirigeant du PDK, M. Massoud Barzani, se prépare à repousser l'offensive turque, a fait savoir un porte-parole de son mouvement à Téhéran. Dans la capitale iranienne on doute d'ailleurs que le régime islamique accepte de s'associer à un accord du type de celui conclu entre la Turquie et l'Irak. Les dirigeants iraniens avaient violemment condamné l'intervention de mai dernier en la présentant comme une aide directe d'Ankara au régime de Bagdad. De plus, le PDK d'Irak, qui risque de ressortir affaibli de cet affrontement, entretient des relations suivies avec la République islamique et bénéficie de son soutien matériel.

20 millions de Kurdes

Au croisement des trois grands courants culturels arabe, turc et persan, quelque vingt millions de Kurdes — dix millions en Turquie, six millions en Iran, trois millions en Irak, environ six cent mille en Syrie et deux cent mille en URSS — vivent réfugiés dans les montagnes ou isolés dans les vallées sans pouvoir créer leur propre Etat. Après l'effondrement de l'empire ottoman, lors des traités de Versailles puis de Sèvres en 1919 et 1920, la Grande-Bretagne a été tentée par la création d'un «Etat tampon» kurde entre les trois grandes nations turque, persane et arabe. Mais l'Etat du Kurdistan n'a jamais vu le jour. Dès lors, les Kurdes sont restés dispersés. Après l'échec de la République du Kurdistan, fondée en 1946 en Iran par les Kurdes irakiens, et qui devait servir de noyau à la future unité kurde, la rébellion, conduite en Irak de 1950 à 1975 par le général Mustapha Barzani, a fini par être écrasée dans le sang.

Vers une offensive turque en Irak

Ce sont les militants séparatistes kurdes qui sont visés

UNE nouvelle et vaste opération des forces armées turques en territoire irakien contre les maquisards kurdes est imminente, estimaient les observateurs hier matin à Ankara. On indique en effet que la Turquie a obtenu de Bagdad l'accord pour que son armée pénètre en territoire irakien à la poursuite des militants séparatistes kurdes qui ont, au cours des deux derniers mois, tué 18 soldats dans les provinces du Sud-Est du pays.

Tout est prêt

Les préparatifs pour ce ratissage en territoire irakien, baptisé opération soleil, sont achevés, indique-t-on de bonne source. D'importantes forces ont été massées à la frontière avec l'Irak.

Par ailleurs, on indique de bonne source que se poursuivent des négociations entre Téhéran et Ankara sur une éventuelle pénétration de l'armée turque également en Iran dans les régions frontalières. L'accord avec Bagdad a été obtenu au cours de la visite surprise dans la capitale irakienne effectuée dimanche dernier par le ministre turc des Affaires étrangères, M. Vahit Halefoglu, en compagnie du chef adjoint de l'état-major général, le général Necdet Ozturun. Les forces turques avaient déjà effectué en mai 1983 une opération de ratissage en territoire irakien contre les rebelles kurdes avec l'accord de Bagdad. Selon la presse turque le nouvel accord prévoit la possibilité pour les forces turques de pénétrer de 15 kilomètres en profondeur dans le territoire irakien.

Dans les montagnes

L'opération soleil devrait se dérouler sur 120 kilomètres de longueur de la frontière turco-irakienne, dans des régions très montagneuses. Selon la presse turque les zones qui seront ratissées abritent des milliers de combattants kurdes (Peshmergas) du Parti Démocratique du Kurdistan (PDK d'Irak) dirigé par M. Massoud Barzani. Le PDK donnerait refuge à quelque 500 militants séparatistes du Parti des Travailleurs Kurdes (PKK, principale organisation de Turquie) res-

ponsable des attaques en Anatolie orientale.

Les chefs militaires turcs affirment depuis des semaines que l'intervention en Irak et en Iran constitue le seul moyen de venir à bout des rébellions kurdes qui ont toute liberté de circulation dans les régions frontalières de ces pays avec la Turquie. Mercredi le grand quotidien turc Hurriyet écrit : «Après l'accord de Bagdad, les forces armées vont poursuivre les hors-la-loi directement dans leurs quartiers généraux et les détruire à la source».

Les Kurdes, contre lesquels les gouvernements turc et irakien viennent de s'allier une nouvelle fois hier, sont dispersés dans cinq pays : la Turquie, l'Irak, l'Iran, la Syrie et l'U.R.S.S.

Au croisement des trois grands courants culturels arabe, turc et persan, quelque vingt millions de Kurdes — 10 millions en Turquie, 6 millions en Iran, 3 millions en Irak, environ 600 000 en Syrie et 200 000 en U.R.S.S. — vivent réfugiés dans les montagnes ou isolés dans les vallées sans pouvoir créer leur propre état.

Une langue, des traditions

Pourtant la nation kurde existe avec sa langue, ses traditions, une culture plus que millénaire. Peuple indo-européen semi-nomade venu de Russie méridionale, les Kurdes ont su conserver leur identité même après leur islamisation — ils sont en majorité sunnites — que ce soit au sein de l'Empire arabe ou sous la domination ottomane aux 16^e et 17^e siècles.

Après l'effondrement de l'Empire ottoman, lors des traités de Versailles puis de Sèvres en 1919 et 1920, la Grande-Bretagne a été tentée par la création d'un «Etat tampon» kurde entre les trois grandes nations turque, persane et arabe. Mais l'Etat du Kurdistan n'a jamais vu le jour.

Dès lors, les Kurdes sont restés dispersés. Après l'échec de la «République du Kurdistan» fondée en 1946 en Iran par les Kurdes irakiens, et qui devait servir de noyau à la future unité kurde, la rébellion, conduite en Irak de 1950 à 1975 par le général Mustapha Barzani, a fini par être écrasée dans le sang.

Accord entre Bagdad et Ankara contre les Kurdes

Les Turcs prêts à pénétrer en Irak

Une nouvelle et vaste opération des forces armées turques en territoire irakien contre les maquisards kurdes est imminente. En effet, la Turquie a obtenu de Bagdad l'accord pour que son armée pénètre en territoire irakien à la poursuite des militants séparatistes kurdes qui ont, au cours des deux derniers mois, tué 18 soldats dans les provinces du sud-est du pays.

Espoir, faux espoir, espoir ténu, espoir déçu. C'étaient les ingrédients de l'actualité internationale, telle qu'elle apparaissait hier. Espoir pour notre confrère Jacques Abouchar, détenu depuis 31 jours en Afghanistan, de sortir d'un isolement certain, sinon de recouvrer bientôt la liberté: le droit de visite lui a été accordé. Une bonne nouvelle qui, en France, donne lieu à une dérisoire escarmouche de communiqués; l'ambassade d'Afghanistan ayant déclaré que ce droit était accordé pour répondre à une demande de M. Georges Marchais, le Quai d'Orsay réplique aussitôt que la mesure lui avait été communiquée dès lundi «à la suite de ses demandes répétées». Faux espoir pour Andreï Sakharov. Non, M. Poliakov, vice-président du présidium du Soviet suprême de l'URSS, n'a pas dit que l'académicien pouvait émigrer à l'Ouest s'il le désirait, mais qu'il ne le désirait pas; il n'a rien dit de tel car l'émigration lui reste interdite, même s'il la désirait. Espoir ténu pour l'Allemagne fédérale de conserver une marge de manœuvre vis-à-vis de l'Est, après la visite du leader roumain Ceausescu, qui a bravé l'interdit de Moscou. Espoir déçu, enfin, pour les Kurdes qui, oubliés par l'histoire, ne le sont pas par les gouvernants dont ils voudraient s'affranchir. Aux termes d'un étrange accord, l'armée turque revient chasser le Kurde en Irak — et peut-être en Iran — pendant que les soldats de ces deux pays sont occupés par leur conflit commun...

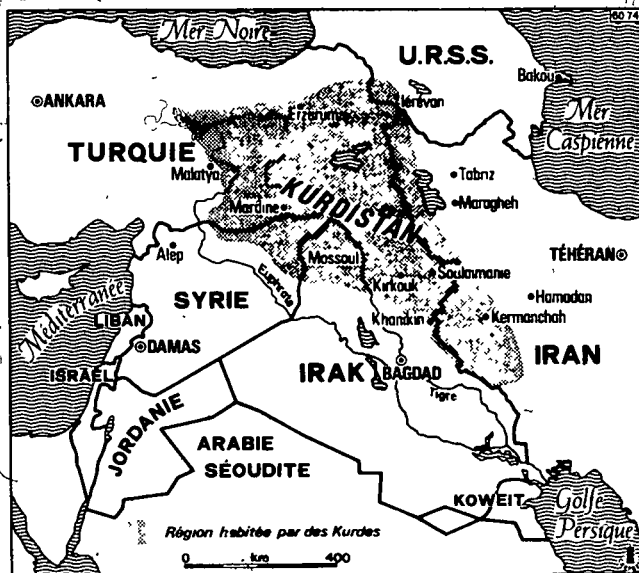
Les préparatifs pour ce ratissage en territoire irakien, baptisé Opération Soleil, étaient achevés hier. D'importantes forces ont été massées à la frontière avec l'Irak. Par ailleurs, on indique de bonne source que se poursuivent des négociations entre Téhéran et Ankara sur une éventuelle pénétration de l'armée turque également en Iran dans les régions frontalières. L'accord avec Bagdad a été obtenu au cours de la visite surprise dans la capitale irakienne effectuée dimanche dernier par le ministre turc des Affaires étrangères, M. Vahit Halefoglu

En mai 1983 déjà

Les forces turques avaient déjà effectué en mai 1983 une opération de ratissage en territoire irakien contre les rebelles kurdes avec l'accord de Bagdad. Le nouvel accord prévoit la possibilité pour les forces turques de pénétrer de 15 km en profondeur dans le territoire irakien. L'opération Soleil devrait se dérouler sur 120 km de longueur de la frontière turco-irakienne, dans des régions montagneuses. Selon la presse turque, les zones qui seront ratissées abritent des milliers de combattants kur-

des (Peshmergas) du Parti démocratique du Kurdistan (PKD d'Irak) dirigé par M. Massoud Barzani. Le PKD donnerait refuge à quelque 500 militants séparatistes du parti des travailleurs kurdes (PKK, principale organisation de Turquie) responsable des attaques en Anatolie orientale. Les chefs militaires turcs affirment depuis des semaines que l'intervention en Irak et en Iran constitue le seul moyen de venir à bout des rebelles kurdes, qui ont toute liberté de circulation dans les régions frontalières de ces pays avec la Turquie.

Au croisement des trois grands courants culturels arabe, turc et persan, quelque vingt millions de Kurdes — 10 millions en Turquie, 6 millions en Iran, 3 millions en Irak, environ 600.000 en Syrie et 200.000 en URSS — vivent réfugiés dans les montagnes ou isolés dans les vallées sans pouvoir créer leur propre Etat. Pourtant, la nation kurde existe avec sa langue, ses traditions, une culture plus que millénaire. Peuple indo-européen semi-nomade venu de Russie méridionale, les Kurdes ont su conserver leur



Les Kurdes: un peuple oublié par l'histoire

Les Kurdes, contre lesquels les gouvernements turc et irakien viennent de s'allier une nouvelle fois avec l'accord donné par Bagdad à une intervention de l'armée turque en Irak, sont dispersés dans cinq pays: la Turquie, l'Irak, l'Iran, la Syrie et l'URSS.

identité même après leur islamisation — ils sont en majorité sunnites —, que ce soit au sein de l'empire arabe ou sous la domination ottomane aux 16^e et 17^e siècle.

TURQUIE-IRAK-IRAN

Tous contre les Kurdes

La Turquie passe des accords avec l'Irak et l'Iran pour poursuivre les rebelles kurdes sur leurs territoires

L'armée turque en butte depuis deux mois à des raids meurtriers de maquisards kurdes dans le sud-est de la Turquie s'apprête à étendre son opération contre l'insurrection indépendantiste au-delà des frontières nationales.

Sa pénétration en territoire irakien, pour laquelle Ankara a obtenu l'accord de Bagdad, semblait imminente, hier soir, à Ankara. Les troupes kurdes, amassées en grand nombre le long de la frontière, auraient déjà effectué plusieurs actions ponctuelles en Irak où les séparatistes du parti des travailleurs kurdes (P.K.K., principale organisa-

tion séparatiste de Turquie) ont jusqu'à présent trouvé refuge dans les régions frontalières montagneuses.

Dans un discours prononcé hier après midi devant l'Assemblée nationale à Ankara, M. Ozal a confirmé l'accord avec Bagdad pour une « action coordonnée » contre les « terroristes kurdes » sans toutefois en préciser les modalités. Il a ajouté qu'un accord semblable allait être prochainement conclu avec Téhéran, les régions frontalières de l'Irak constituant un second lieu de refuge des rebelles kurdes opérant en Turquie. En mai 1983, les troupes turques

avaient déjà pénétré en Irak dans une opération contre les indépendantistes kurdes réfugiés au-delà des frontières au lendemain du coup d'Etat de septembre 1980.

La nécessité d'une extension des opérations militaires était soulignée depuis plusieurs semaines par les chefs de l'armée turque confrontés au retour des rebelles kurdes après trois ans d'inactivité.

Ils estiment, en effet, impossible de venir à bout des maquisards sans les poursuivre dans leurs bastions des régions frontalières en Irak et Iran, d'autant que la guerre que poursuivent

ces deux pays leur interdit de faire régner l'ordre dans ces régions.

Les camps du parti démocratique du Kurdistan (P.D.K. d'Irak), dirigé par M. Massoud Barzani, devraient constituer la principale cible de « l'opération Soleil » de l'armée turque en Irak. Selon les informations obtenues par la presse turque auprès des services secrets de l'armée, quelque 500 militants du P.K.K., responsables des raids en Turquie, ont fait dix-huit morts parmi les forces armées, ont trouvé refuge et soutien dans ces camps.

Les autorités militaires turques maintiennent cependant le secret sur leurs opérations, leur durée prévue et les forces engagées. Selon les informations de la presse turque, l'opération imminente en Irak devrait couvrir un territoire de 120 kilomètres de longueur et de 15 kilomètres de profondeur.

■ Un peuple oublié

Les Kurdes sont dispersés dans cinq pays : la Turquie, l'Irak, l'Iran, la Syrie et l'U.R.S.S.

Au croisement des trois grands courants culturels arabe, turc et persan, quelque vingt millions de Kurdes — 10 millions en Turquie, 6 millions en Iran, 3 millions en Irak, environ 600 000 en Syrie et 200 000 en U.R.S.S. — vivent réfugiés dans les montagnes ou isolés dans les vallées sans pouvoir créer leur propre Etat.

Pourtant, la nation kurde existe avec sa langue, ses traditions, une culture plus que millénaire. Peuple indo-européen semi-nomade venu de Russie méridionale, les Kurdes ont su conserver leur identité même après leur islamisation — ils sont en majorité sunnites —, que ce soit

au sein de l'empire arabe ou sous la domination ottomane aux 16^e et 17^e siècles.

Après l'effondrement de l'empire ottoman, lors des traités de Versailles puis de Sèvres en 1919 et 1920, la Grande-Bretagne a été tentée par la création d'un « Etat tampon » kurde entre les trois grandes nations turque, persane et arabe. Mais l'Etat du Kurdistan n'a jamais vu le jour.

Dès lors, les Kurdes sont restés dispersés. Après l'échec de la « République du Kurdistan » fondée en Iran par les Kurdes irakiens, et qui devait servir de noyau à la future unité kurde, la rébellion, conduite en Irak de 1950 à 1975 par le général Mustapha Barzani, a fini par être écrasée dans le sang.



KURDISTAN

Ankara pourra poursuivre les Kurdes en Irak

Selon la presse turque, l'opération aurait déjà commencé mercredi; un accord semblable pourrait être conclu avec l'Iran

Ankara, 17 (ATS/AFP). – Ankara a obtenu l'accord de Bagdad pour faire intervenir ses forces armées en territoire irakien contre les combattants kurdes, a indiqué mercredi la presse turque. Selon celle-ci, l'opération aurait été déclenchée mercredi déjà. L'accord entre Ankara et Bagdad a été confirmé mercredi après-midi devant l'Assemblée nationale par le premier ministre turc, M. Turgut Ozal.

M. Ozal n'a donné aucune précision sur les modalités de cet accord. Il s'est borné à indiquer qu'un accord avait été conclu entre l'Irak et la Turquie pour une «action coordonnée» contre les rebelles kurdes. Le premier ministre a ajouté qu'un accord semblable allait être conclu prochainement avec l'Iran.

L'accord prévoit, selon la presse, que l'armée turque peut pénétrer de 15 km en profondeur en territoire irakien. Selon la presse, des troupes turques ont déjà pénétré de 15 km le territoire irakien avec l'accord du Gouvernement de Bagdad, et ont capturé une quarantaine de rebelles kurdes. Un

soldat a été tué accidentellement au cours de l'opération, baptisée «Soleil», précisent les journaux. L'armée a franchi la frontière irakienne le long d'un front de 120 km, de la ville turque d'Uludere à l'ouest jusqu'à Semdinli à l'est, ajoutent-ils.

Dans cette région montagneuse et peu peuplée, où les rebelles kurdes peuvent facilement trouver refuge, huit soldats turcs avaient été tués la semaine dernière au cours d'une embuscade.

Les attaques de séparatistes kurdes dans le sud-est de la Turquie ont fait 18 morts parmi les forces armées depuis le 15 août dernier. Selon Ankara, ces militants séparatistes trouveraient refuge dans les camps du Parti démocratique du Kurdistan d'Irak dirigé par M. Massoud Barzani.

Un peuple oublié par l'histoire

Les Kurdes sont dispersés dans cinq pays: la Turquie, l'Irak, l'Iran, la Syrie et l'URSS.

Au croisement des trois grands courants culturels arabe, turc et persan, quelque vingt millions de Kurdes – 10 millions en Turquie, 6 millions en Iran, 3 millions en Irak, environ 600 000 en Syrie et 200 000 en URSS – vivent réfugiés dans les montagnes ou isolés dans les vallées sans pouvoir créer leur propre Etat.

Pourtant, la nation kurde existe avec sa langue, ses traditions, une culture plus que millénaire. Peuple indo-européen semi-nomade venu de Russie méridionale, les Kurdes ont su conserver leur identité même après leur islamisation – ils sont en majorité sunnites – que ce soit au sein de l'empire arabe ou sous la domination ottomane aux XVIe et XVIIe siècles.

Après l'effondrement de l'empire ottoman, lors des traités de Versailles puis de Sévres en 1919 et 1920, la Grande-Bretagne a été tentée par la création d'un «Etat tampon» kurde entre les trois grandes nations turque, persane et arabe, mais l'Etat du Kurdistan n'a jamais vu le jour.

Dès lors, les Kurdes sont restés dispersés. Après l'échec de la «République du Kurdistan» fondée en 1946 en Iran par les Kurdes irakiens, et qui devait servir de noyau à la future unité kurde, la rébellion, conduite en Irak de 1950 à 1975 par le général Mustapha Barzani, a fini par être écrasée dans le sang.



18. 10. 1984

Chasse aux Kurdes

Les forces turques pénètrent en Irak
après un accord entre Ankara et Bagdad

D'importantes forces armées turques ont pénétré, vraisemblablement mardi, en territoire irakien pour y pourchasser des militants kurdes de Turquie, selon la presse d'Ankara qui affirme dans ses éditions d'hier que « quarante rebelles ont été capturés ». Le premier ministre turc a confirmé, hier, devant l'Assemblée nationale, l'existence d'un accord entre les gouvernements de Turquie et d'Irak pour une « action coordonnée » des deux pays contre les « terroristes kurdes ».

Le premier ministre n'a pas précisé les modalités de l'accord, signé dimanche dernier à Bagdad, à l'issue d'entretiens entre le ministre turc des Affaires étrangères et le président irakien Saddam Hussein. Mais selon les révélations faites par la presse des opérations de ratissage à grande échelle ont déjà commencé à partir de la frontière entre les deux pays. D'importantes forces armées turques avanceraient en territoire irakien sur un front de 120 km jusqu'à 15 km de profondeur.

Le début de la grande offensive conjointe irako-turque contre les Kurdes n'a cependant pas été confirmée officiellement. Baptisée « Soleil », cette opération viserait les Kurdes de Turquie qui mènent la lutte armée contre le régime d'Ankara sous la conduite du PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan). Celui-ci a lancé, depuis le 15 juillet, plusieurs opérations dans le sud-est de la Turquie (officiellement appelée Anatolie, le mot Kurdistan étant banni du vocabulaire en Turquie). Dix-huit militaires turcs ont été tués, selon le bilan officiel publié à

Ankara, au cours des trois derniers mois. Le régime du général Evren accuse les combattants kurdes de trouver refuge en Irak.

L'opération de ratissage pourrait également viser les combattants du Parti démocratique du Kurdistan de Massoud Barzani qui contrôle une « zone libérée » dans le nord-ouest du Kurdistan irakien. Un porte-parole du PDK a déclaré, hier, à Téhéran que M. Barzani se préparait à faire face à une telle offensive.

En mai 1983 déjà, les forces armées turques avaient lancé une vaste opération de chasse aux Kurdes en Irak. Celle de cette année pourrait, selon le premier ministre turc, s'étendre au Kurdistan d'Iran, un accord en ce sens avec Téhéran était selon lui imminent.

Les Kurdes d'Iran mènent eux aussi une farouche lutte armée contre le régime de l'ayatollah Khomeiny et pour l'indépendance. Pour tenter de briser la rébellion. Téhéran a récemment décidé la déportation massive des habitants du Kurdistan d'Iran vers d'autres régions du pays.

19. 10. 1984

IRAK

Appels au retrait de l'armée turque

Après l'annonce, mercredi, d'une vaste offensive lancée par l'armée turque contre les combattants kurdes en territoire irakien — offensive combinée avec les autorités de Bagdad — le Parti démocratique du Kurdistan vient de lancer un appel signé de son président Massoud Barsani. « Les autorités turques, déclare-t-il, ont menacé les forces de notre parti des régions de Zakho et Amedia...

« Cette manœuvre vise à atténuer la pression exercée par notre parti et ses alliés du Front national démocratique sur le régime de Bagdad. Il s'agit d'une lutte armée contre le régime irakien dans le but de réaliser la démocratie en Irak et l'autonomie du Kurdistan. Nous appelons les organisa-

tions humanitaires et progressistes à protester contre cette campagne menée par le régime turco-irakien contre le mouvement patriotique kurde et à demander au gouvernement turc le retrait immédiat de ses forces et l'arrêt de son intervention dans le problème kurde. »

De son côté, le Parti communiste irakien, membre du Front national démocratique, condamne dans un communiqué, la violation de la frontière irakienne par les troupes turques et dénonce « la collusion du régime irakien et son consentement à la violation de la souveraineté nationale qui démontrent sa peur de la force accrue du mouvement patriotique. » Il lance un appel à la solidarité avec le peuple irakien.

ORGANE CENTRAL DU PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS

L'Humanité

Ratissage au Kurdistan

LA CHASSE AUX KURDES

APRÈS AVOIR CONCLU UN ACCORD AVEC L'IRAK,
LA TURQUIE POURRAIT S'ENTENDRE AVEC L'IRAN

Oopération soleil », c'est le nom donné par l'armée turque à sa vaste opération de ratissage au Kurdistan... Sans doute la redoutable armée d'Ankara veut-elle mettre à profit ces derniers jours d'automne pour triquer le séparatisme kurde au cœur des montagnes désertiques du sud-est de l'Anatolie. Avant que l'hiver ne transforme la poussière en boue, que la neige n'isole les villages pour des semaines entières.

On croyait le séparatisme kurde exsangue, ses combattants réduits à l'état de prisonniers ou d'exilés, au mieux de clandestins. Le voilà qui resurgit après quatre ans d'une inactivité à peu près totale. De façon spectaculaire, les irrédentistes du Parti des travailleurs kurdes (PKK) se sont manifestés le 15 août dernier en ouvrant le feu sur des forces de sécurité. Depuis, leurs raids se sont multipliés, faisant 15 morts parmi les forces armées, jusque dans une unité chargée de la protection du président Evren. Résultat, à l'aide de commandos hélicoptères, l'armée turque a systématiquement quadrillé cette région frontalière où elle était déjà massivement implantée. Une explication à cette recrudescence d'activité des « Pechmegas » : le refuge qu'ils trouvent en Irak et en Iran. D'où la visite surprise du ministre turc des Affaires étrangères, accompagné du chef adjoint de l'état-major général, à Bagdad.

Aux termes de l'accord conclu avec l'Irak, l'armée turque pourra pénétrer de 15 km en profondeur dans le territoire irakien sur une longueur de 120 km. En mai 1983, Saddam Hussein avait déjà donné son feu vert à Ankara pour le même type d'opération. Il y trouve son compte car le Parti démocratique du Kurdistan de Massoud

Barzani fait figure de principal visé. En perte de vitesse au Kurdistan irakien, du fait de sa collaboration avec la République islamique d'Iran (qui combat les Kurdes au Kurdistan iranien), il abriterait dans ses camps du nord-est de l'Irak quelque 500 militants du PKK. Par voie indirecte, sans doute un responsable kurde de la région autonome du nord-est de l'Irak, un avertissement aurait été transmis à Massoud Barzani pour qu'il expulse les combattants du PKK de ses camps.

En concluant cet accord avec la Turquie, Saddam Hussein porte un nouveau coup à cet opposant intérieur qui, contrairement à son rival de l'Union patriotique du Kurdistan, Jalal Talabani, refuse toute négociation avec le gouvernement de Bagdad sur un renforcement du statut d'autonomie du Kurdistan irakien. Un accord entre Talabani et Saddam Hussein serait d'ailleurs imminent.

Le premier ministre turc affirme qu'un arrangement similaire va être conclu entre Ankara et Téhéran pour les régions frontalières turco-iraniennes. Là aussi, le pouvoir central pourrait y trouver avantage, lui dont les Pasdaran ont commencé à évacuer la population de 66 villages kurdes pour mieux contrôler et isoler les « Pechmegas ». Pour ceux que la Turquie, plus que jamais kémaliste, continue à appeler officiellement les « Turcs des montagnes », le combat risque d'être cruellement inégal.

François D'ALANÇON

Turquie

Ankara veut s'attaquer aux rebelles kurdes en accord avec l'Irak et l'Iran

Va-t-on assister à la constitution d'un front commun des Etats contre les Kurdes de Turquie, d'Irak, d'Iran, voire de Syrie ? Ils sont vingt millions au total à vivre dans ces régions montagneuses aux confins de ces quatre pays, à partager la même langue et les mêmes traditions, à connaître partout des difficultés d'intégration ou la répression et à osciller entre la rébellion armée et le compromis. Le mercredi 17 octobre, M. Turgut Ozal, le premier ministre turc, a annoncé, devant l'Assemblée nationale à Ankara, que son gouvernement avait conclu avec Bagdad un accord pour une « action coordonnée » contre les rebelles kurdes. Il a ajouté qu'un accord semblable allait être prochainement conclu avec Téhéran.

Le premier ministre a précisé que dix-huit soldats turcs et dix « terroristes » étaient morts au cours de raids lancés en Anatolie orientale par les rebelles depuis le 15 août. Il a déploré que la guerre entre l'Irak et l'Irak interdise à ces deux pays d'imposer leur autorité dans les régions frontalières avec la Turquie et affirmé que certains maquisards actifs en Turquie étaient également entraînés dans des camps palestiniens au Liban et en Syrie, « au côté d'autres groupes terroristes dont l'ASALA » (Armée arménienne de libération de l'Arménie).

M. Ozal n'a donné aucune précision sur le type d'opérations qui pourraient être menées. Mais l'accord conclu avec le gouvernement de Bagdad lors de la visite en Irak du ministre des affaires étrangères turc, dimanche dernier, comporte, selon des sources informées, l'autorisation pour l'armée turque de pénétrer en territoire irakien pour y poursuivre les maquisards. Des accords du même type avaient déjà été conclus entre les deux pays en 1978 et en 1980, et, en mai dernier, l'armée turque a déjà effectué une incursion en territoire irakien.

Selon des informations non confirmées officiellement, les troupes turques, massées le long de la frontière, auraient déjà effectué plusieurs actions ponctuelles en Irak ces jours derniers. La presse turque affirme pour sa part que la principale cible

de l'opération turque en Irak serait le Parti démocratique du Kurdistan (PDK d'Irak), dirigé par M. Massoud Barzani, qui accueille dans ses camps les Kurdes de Turquie. Le PDK, allié au régime de Téhéran, constitue la principale opposition au régime du président Saddam Hussein. Un de ses porte-parole à Téhéran a déclaré mercredi que les forces de M. Massoud Barzani (le fils du général Mustapha Barzani, qui a conduit la rébellion de 1950 à 1975) se préparaient à faire face à une nouvelle opération de ratissage de l'armée turque.

Reste l'affirmation de M. Ozal selon laquelle un accord est sur le point d'être conclu avec l'Iran. De la même manière que l'Iran soutient les forces kurdes irakiennes de M. Massoud Barzani, l'Irak a soutenu jusqu'ici le mouvement kurde iranien de M. Ghassemlou. Les deux Etats en guerre auraient-ils consenti à poser globalement le problème de la rébellion kurde en laissant à la Turquie le soin de le « régler » militairement ?

L'annonce d'une imminente opération militaire turque a d'autre part coïncidé avec la rupture des négociations qui étaient en cours entre le gouvernement de Bagdad et le deuxième groupe de rebelles kurdes en Irak, l'Union patriotique du Kurdistan (PUK), dirigée par M. Jalal Talabani. Partisan d'un compromis avec le régime du président Saddam Hussein, H. Jalal Talabani avait déclaré il y a dix mois un cessez-le-feu et tentait d'obtenir une plus grande autonomie pour la région du Kurdistan irakien (*le Monde* des 14 et 15 octobre). Un porte-parole de l'UPK a déclaré mercredi que les négociations étaient rompues et que l'on entrait à nouveau dans une période d'hostilités. Les pourparlers ont-ils semblé-t-il échappés à la volonté de M. Jalal Talabani d'inclure la ville de Kirkouk dans la région autonome et d'avoir le contrôle des forces de sécurité dans la région. Cette rupture est un échec important pour le gouvernement irakien, qui était sur le point de diviser très profondément le mouvement kurde. — (AFP, UPI.)

Les Turcs autorisés à pénétrer en Irak (et en Iran ?) pour chasser les Kurdes

Des unités importantes de l'armée ont intensifié leurs opérations contre les « terroristes » ou « bandits » kurdes dans le sud-est de la Turquie, sans encore franchir la frontière avec l'Irak. La cible des forces turques est le Parti des travailleurs kurdes (P.K.K.), séparatiste, qui, ces derniers mois, a multiplié les actions de guérilla. Un accord conclu dimanche entre Ankara et Bagdad permet aux militaires turcs de pénétrer en Irak pour y « nettoyer » la région frontalière où les « peshmergas » (combattants) du P.K.K. ont des bases de repli. Un accord similaire est en négociation entre la Turquie et l'Iran.

S'il s'agit pour Ankara de mettre un terme à l'activité de « ses terroristes », l'accord irako-turc a d'autres conséquences, comme pourrait en avoir l'agrément des Iraniens, pour une action conjointe.

La zone frontalière irakienne où pourrait se dérouler la vaste opération de l'armée turque est une région montagneuse, difficile d'accès en dehors des rares grands axes, bref, le terrain favori des « peshmergas ». De plus, elle est aussi le repaire du parti démocrate kurde (P.D.K.) d'Irak, animé pendant des décennies par Mahmoud Barzani (mort en 1979) et dirigé aujourd'hui par un de ses trois fils, Massoud.

Au fil des retournements de l'Histoire, le P.D.K. a été successivement allié à l'U.R.S.S., au Shah d'Iran (avec la complicité de Kissinger, de la C.I.A. et du Mossad israélien) et l'est aujourd'hui au régime khomeyniste. Comme il est à la fois l'adversaire déclaré de Bagdad — il coopère même avec des organisations chiites clandestines comme « Al Daoua » — et qu'il est accusé par Ankara d'ouvrir ses bases aux séparatistes turcs, il risque d'être pris en tenaille si « l'opération

soleil » se déroule comme prévu. Reste à savoir si les Irakiens ont autorisé les Turcs à pénétrer de plus de 5 kilomètres à l'intérieur de leur territoire, si l'armée irakienne mènera une action conjointe et si le mauvais temps ne va pas jouer en faveur de la guérilla.

Les bonnes raisons de Saddam Hussein

Plusieurs raisons ont amené le président irakien Saddam Hussein à autoriser les forces turques à franchir la frontière de son pays. Privé par la guerre avec l'Iran de plusieurs de ses débouchés, il entend rester dans les meilleurs termes avec son voisin du Nord qui facilite l'exportation de son pétrole et l'acheminement de son ravitaillement. Sur le plan interne, la guerre, la mobilisation de l'armée aux frontières, a également favorisé un réveil de l'opposition kurde auquel l'accord

d'Alger de mars 1975, entre le Shah d'Iran et Saddam Hussein, avait porté un coup mortel. Mais seul aujourd'hui, le P.D.K. barzaniste continue de combattre le régime irakien les armes à la main.

Une très nette évolution s'est en effet produite en Irak. L'autonomie de la région nord — dans aucun autre pays les Kurdes n'ont leur université, leurs écoles, leurs journaux, etc. — est devenue une réalité. Le P.D.K. barzaniste a été fortement discrédité par ses « alliances contre-nature » passées qui ont conduit la rébellion à sa perte et par celle qui l'amène aujourd'hui à livrer à Téhéran des combattants kurdes iraniens. Le P.D.K. pro-gouvernemental a pris plus de consistance avec le ralliement d'opposants et le principal mouvement d'opposition, l'Union patriotique kurde de Jalal Talabani, négocie depuis plusieurs mois avec le gouvernement de Bagdad un accord qui permettrait son ralliement, le président Saddam Hussein faisant lui aussi des concessions.

Si les troupes turques pénètrent également en Iran, l'imbroglio kurde aura pour conséquence non plus de prendre en tenaille une guérilla pro-iranienne comme en Irak, mais anti-khomeyniste. La lutte pour l'autonomie y est en effet menée par le Komala (communistes kurdes) et le Parti démocratique (P.D.K.) iranien de M. Ghassemlou, lequel est dans les meilleurs termes avec Bagdad et l'U.P.K. de Talabani.

Si, pour Ankara, l'objectif de « l'opération soleil » est clair puisqu'il ne peut y avoir de nationalisme kurde ou même de velléité d'autonomie — il n'y a pas de Kurdes mais des « Turcs des montagnes » — le résultat pourrait devenir beaucoup plus ambigu pour Bagdad et Téhéran dans la mesure où les deux ennemis pourraient voir leurs amis victimes de cette entreprise.



Keffieh roulé en turban, pantalon bouffant, large ceinture, la tenue traditionnelle des Kurdes.

MICHEL DUBUISSON.

le
quotidien
de paris

19. 10. 1984

Turquie : arrestations massives au Kurdistan

L'armée turque a procédé à de nombreuses arrestations dans le sud-est du pays d'où elle s'apprête à mener une opération de ratissage au Kurdistan irakien. Les forces armées dont les effectifs ont été considérablement renforcés dans cette région ont déjà procédé à plusieurs incursions en territoire irakien mais l'attaque proprement dite ne devrait être menée que dans les jours qui viennent avec la bénédiction de Bagdad.

L'offensive qui doit être lancée sur les 120 km de frontière commune risque cependant d'être compliquée par les récentes chutes de neige qui ont rendu difficile l'accès aux montagnes du Kurdistan.

DERNIERES NOUVELLES D'ALSACE

25. 10. 1984

Manifestation kurde devant le consulat de Turquie



Une vingtaine de Kurdes s'étaient rassemblés hier matin devant le consulat de Turquie rue Lamey à Strasbourg. Ils entendaient manifester contre l'oppression du peuple kurde. En fin de matinée, le consul turc a deman-

dé aux autorités françaises de faire évacuer les manifestants. Les forces de l'ordre sont intervenues rapidement et ont, sans brutalité, mais fermement dégagé l'entrée du consulat et dispersé les manifestants. (Photo DN)

FINANCIAL TIMES

23.10.1984

Turkey tries to enlist Iran against Kurd rebels

by David Barchard in Ankara

ANKARA's relations with Iran, normally cordial and businesslike, have been strained by Tehran's apparent reluctance to co-operate with Turkey and Iraq in a crackdown on Kurdish rebels in the mountainous region where the three countries meet.

Turkey admits 18 soldiers have died in clashes since mid-August, though some officials say privately that the figure is nearly twice that.

Mr Ali Tanriyar, Turkey's Foreign Minister, and General Necdet Orztorun, the deputy Chief of General Staff, were yesterday in Tehran to try to soften Iran's opposition to cross-border operations.

One factor in the recent fighting seems to have been the displacement of large numbers of Kurdish tribesmen from Iran into areas south of Van in eastern Turkey during the summer.

Prime Minister Turgut Ozal last week indicated that

Turkey might be ready, if Baghdad agreed, to launch operations into Iraqi territory where large numbers of fugitive Kurdish rebels are believed to be based. Officials here still disclaim the suggestion that Turkey has made any significant incursion into Iran of the sort seen in May last year.

However, it looks as if large-scale helicopter operations in Turkey have forced most of the Kurdish guerrilla groups to flee into Iran or Iraq, and that Turkish policy is concentrating on long-term solutions to avoid future flare-ups.

All the country's political leaders have now paid visits to the south-east, and the area's social and economic backwardness is being stressed in Press reports.

The underlying problem, however, remains the virtual impossibility of sealing off the mountainous frontier. There is talk of shifting at least some border villages to more secure areas. At present it still appears possible for local Kurdish groups to cross virtually at will.

With nearly 8m Kurdish-speakers in its 47m population, Turkey has always been worried about the growth of Kurdish separatist movements.

The 1982 constitution and subsequent legislation strongly discourages public use of the language and emphasises the

need for assimilation.

Recent guerrilla attacks seem to have been inspired by two of the six main separatist factions — supporters of the sons of the late Mullah Mustafa Barzani and the Kurdistan Democratic Party, and the PKK or Workers' Party of Kurdistan, a Marxist group established in Turkey in the 1970s.

Mr Ozal inaugurated one of Turkey's principal energy projects at the weekend when the first unit of the lignite-fuelled Afsin Elbistan power station went into operation.

The plant, which has four units with a total capacity of 1360 mW, has been under construction for seven years, with support from the World Bank, the European Investment Bank, and the Saudi Development Fund, as well as financial backing from West Germany, France, Italy, the U.S. and Japan.

The Prime Minister said the total cost of the project would be around \$1.3bn.

A consortium of the Istanbul-based construction group, Enka, and BBC (Brown Boveri) has been awarded a \$103m contract to build a liquid petroleum gas-powered electricity station at Hamitabad in Thrace, the site of Turkey's largest natural gas fields.

Herald Tribune

Published With The New York Times and The Washington Post

26. 10. 1984

Kurds Said to Kill 3 Turkish Soldiers

ANKARA (AP) — Kurdish guerrillas shot and killed three Turkish soldiers near the town of Sirkak north of the Iraqi border, local authorities reported Thursday.

The martial law command here said three soldiers were killed by terrorists in a clash Wednesday night. It did not identify who had killed the soldiers or give the locality of the incident. The announcement said one of the assailants was also killed.

Turkish military units have been on a crackdown in southeast Turkey near the Iranian and Iraqi borders since separatist Kurdish groups started hit-and-run attacks against military units in August, according to government officials. Since then, 20 Turkish military personnel and 11 guerrillas have been slain, officials said. About 700 suspects have been arrested.

REVOLUTION

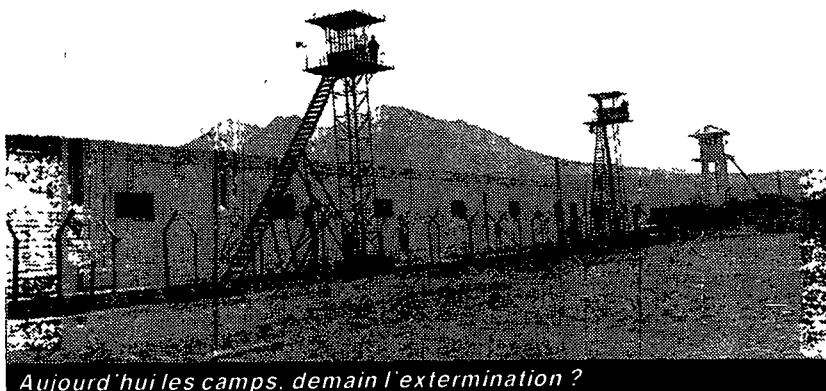
26.10.1984

Pour la deuxième fois, l'armée turque « envahit » le territoire de l'Irak voisin ; avec l'accord (la complicité, pourrait-on dire) du gouvernement de Bagdad.

KURDES

LE GENOCIDE MENACE

Jacques Varin



Aujourd'hui les camps. demain l'extermination ?

Nunn-Sipapress

LA Turquie et l'Irak — au-delà d'options parfois différentes en matière sociale, voire de politique étrangère — se sont découverts un ennemi commun : le peuple kurde. Ainsi l'« opération Soleil » — c'est son nom de code — qui conduit les forces armées d'Ankara au Kurdistan irakien a été négociée au début octobre avec les dirigeants de l'Irak, lors d'un voyage à Bagdad du ministre turc des Affaires étrangères, qu'accompagnait le chef d'état-major adjoint de l'armée turque.

Officiellement, cette opération est présentée comme un droit de suite afin de pourchasser les militants du Parti des travailleurs kurdes (de Turquie), le

PKK, qu'Ankara accuse de tous les maux : terrorisme, séparatisme, etc. En fait, le régime turc, qui a toujours nié l'existence sur son sol d'une minorité nationale kurde de 7 à 10 millions de personnes — allant même jusqu'à les qualifier, dans les discours ou écrits officiels, de « *Turcs montagnards* » — tente d'en finir avec les aspirations nationales de cette minorité, qui voit par ailleurs tous ses droits les plus élémentaires bafoués. Ainsi, par exemple, l'emploi de la langue kurde est interdit dans tout l'ouest de la Turquie : elle n'est évidemment pas même enseignée. Et la simple mention du mot kurde dans un article de presse peut conduire son auteur en

prison.

Aujourd'hui, il semble que les autorités d'Ankara aient décidé de terroriser l'ensemble de la population kurde, amorçant une politique de génocide non plus seulement culturel mais aussi physique. Dans le moindre village, les militaires d'Ankara surgissent, même la nuit, et rassemblent les villageois sur la place, les mains sur la tête. Les hommes sont bastonnés et des centaines d'entre eux ont déjà été arrêtés.

Pire, le régime turc favorise la création, dans toute la région, de milices civiles armées, soigneusement incontrôlées, qui — regroupant les adhérents et les sympathisants des partis fascistes turcs « dissous » — vont jusqu'à l'assassinat brutal des membres et sympathisants du PKK, ou supposés tels. Car la répression atteint l'ensemble de la population.

Les cibles affichées par les militaires d'Ankara en territoire irakien sont les camps et bases du Parti démocratique du Kurdistan irakien (PDKI), qui abriterait des réfugiés kurdes de Turquie. On comprend, dans ces conditions, que le gouvernement de Bagdad, qui lui aussi nie les droits nationaux du peuple kurde en Irak et qui n'a pas hésité à employer contre lui de mêmes méthodes de terreur, soit complice des dirigeants turcs. D'autant plus que son armée est entièrement mobilisée sur le front irakien.

Le gouvernement turc ne désespère pas d'obtenir un droit de suite analogue en Iran, où les Kurdes (près de 5 millions) se voient privés de leurs droits nationaux et soumis à la répression. Il semble toutefois que ce soit plus difficile à réaliser. C'est que des contradictions existent — heureusement — entre les différents bourreaux du peuple kurde. Et, en Turquie même, l'ampleur de la répression commence à soulever de nombreuses protestations. Et, fait significatif, la radio officielle turque se voit paradoxalement obligée aujourd'hui d'employer le mot abhorré : « Kurdes ».

Le génocide du peuple kurde menace. Il faut l'arrêter. **□**

St. Marnieu

Vendredi 26 octobre 1984

Dimanche 28-Lundi 29 octobre 1984

Ankara n'a pu obtenir la collaboration de Téhéran dans la lutte contre les rebelles kurdes

De notre correspondant

Ankara. — Le ministre de l'intérieur, M. Tanriyar, et le chef d'état-major adjoint des armées, le général Ozturun, se sont entretenus en début de semaine à Téhéran avec leurs homologues iraniens sur la question de la « sécurité frontalière ». De retour à Ankara, M. Tanriyar a qualifié ces entretiens d'« utiles », mais la presse turque est unanime à souligner que le désaccord persiste entre les deux capitales. Les émissaires d'Ankara n'ont pas obtenu de promesse de collaboration de la part des Iraniens en vue d'une action coordonnée pour empêcher les infiltrations des Kurdes armés en Turquie. Ils n'ont pas réussi non plus à convaincre les autorités de Téhéran que l'accord conclu il y a une semaine avec le gouvernement irakien (qui autorise l'armée turque à pénétrer en Irak pour des opérations de ratissage contre les maquisards kurdes) n'a pas pour objet d'apporter un soutien au régime du président Saddam Hussein (1).

Les dirigeants iraniens avaient d'ailleurs donné le ton avant même l'arrivée de la délégation turque dans leur capitale. Le président de l'Assemblée iranienne, M. Rafsandjani, avait condamné ouvertement les ratissages de l'armée turque en territoire irakien, tandis qu'un porte-parole du ministère irakien des affaires étrangères accusait Ankara de mettre en péril la sécurité dans la région.

Alors que la délégation turque était déjà à Téhéran, le premier ministre iranien, M. Moussaoui, déclarait au cours d'une réunion de son cabinet qu'il n'était pas question d'un accord avec Ankara et que l'Iran était en mesure d'assurer lui-même la sécurité de ses zones frontalières.

Le volume des échanges commerciaux entre la Turquie et l'Iran va croissant et atteint plus de 2 milliards de dollars pour 1984. Les Turcs entretiennent avec Téhéran de bonnes relations et ils ont toujours observé une stricte neutralité dans la guerre irako-iranienne. Ils ont très mal accueilli les déclarations d'un député iranien selon lesquelles les Turcs visent à « intimider le peuple kurde » ; c'en était évidemment trop.

Au ministère turc des affaires étrangères, on précise que la délégation n'était pas allée à Téhéran pour conclure un accord en vue d'opérations communes avec les Iraniens, mais simplement pour leur expliquer les objectifs des opérations entreprises dans le Sud-Est anatolien. On leur demandait encore de renforcer le contrôle de leur zone frontalière avec la Turquie, car il est clairement établi, selon Ankara, que les auteurs de certains attentats mortels survenus à Semdili, dans le département d'Hakkari, s'étaient infiltrés par la frontière turco-iranienne. On demandait enfin « si possible » aux Iraniens d'extraire des terroristes réfugiés dans leur pays.

Mais comment les convaincre ? Comme un éditorialiste turc le rappelait cette semaine, la Turquie avait, dès le lendemain de l'arrivée au pouvoir de l'imam Khomeiny, pris des mesures appropriées dans ses zones frontalières avec l'Iran pour empêcher que les officiers iraniens réfugiés en Turquie et restés fidèles au chah n'organisent des mouvements de résistance à partir du sol turc. On rappelle aussi qu'Ankara s'est toujours abstenu de prendre parti sur la situation des minorités en Iran, où se trouvent une dizaine de millions d'Azerbaïdjanais de souche et de langue turques.

Il existe des moyens indirects de pression : une très grande partie des importations iraniennes transitent par l'Anatolie et sont souvent acheminées par camions turcs. On peut d'ailleurs dire la même chose pour l'Irak, d'autant que l'oléoduc Kirkouk-Yumurtalik constitue à présent l'unique source de devises pour Bagdad.

Cependant, on n'en est pas là, et il n'est question pour l'instant que de « dissiper les malentendus » par la voie diplomatique.

ARTUN UNSAL.

(1) A Bagdad, on indique de source officielle que l'accord conclu entre l'Irak et la Turquie donne l'« autorisation réciproque » aux armées des deux pays de « pénétrer, en cas d'extrême urgence, de 5 kilomètres en profondeur » dans le territoire de l'autre « à la poursuite de saboteurs, pour une durée limitée de trois jours ». — (AFP.)

La Turquie en proie à ses démons

Le « retour à la démocratie », dont les élections du 6 novembre 1983 devaient marquer la première étape après plus de trois années de régime purement militaire, paraît aujourd'hui bien compromis en Turquie.

Comme il était prévu, M. Turgut Ozal, le premier ministre issu de la consultation, n'est parvenu à prendre aucune initiative en matière de sécurité et de droit de l'homme : c'est là le domaine réservé des forces armées. Celles-ci s'en occupent à leur façon habituelle, qui est fort expéditive : ratissage des villages kurdes situés à la frontière de l'Irak (et même au-delà, avec l'accord de Bagdad), en vue de liquider les rebelles séparatistes ; et reprise après seize mois de répit des exécutions d'opposants politiques extrémistes : les deux dernières victimes ont été respectivement Ilyas Has, pendu le 7 octobre à Izmir, et Hidir Aslan, le jeudi 25 à Burdur, et cela malgré les démarches diverses — celles du PCF notamment — pour sauver ce militant d'extrême gauche condamné pour « tentative de changement par la violence de l'ordre constitutionnel ».

A M. Turgut Ozal revenait d'assainir, selon les recettes les mieux éprouvées de l'hyperlibéralisme, une économie nationale en plein marasme. Comme il est ordinaire, les premiers résultats ont été spectaculaires (en particulier un redressement de la balance commerciale) au prix, comme il est non moins ordinaire, d'une aggravation des conditions de vie des couches populaires et des classes moyennes (le chômage atteint environ 20% de la population active).

Mais comme tous les libéraux du tiers-monde (et parfois d'ailleurs...), le chef du gouvernement d'Ankara retrouve à chaque pas certaines pesanteurs : appareil d'Etat, bureaucratie, corruption. Il pourrait en faire rapidement les frais : sa permanence

au pouvoir apparaît, en effet, désormais menacée. M. Ozal fait aujourd'hui face à une crise majeure, rendue manifeste par la démission, le 25 octobre, de son beau-frère, le ministre de l'intérieur M. Ali Tanriyar, et le limogeage consécutif du ministre des finances et des douanes, M. Vural Arikan. Ce déchirement du tissu gouvernemental a pour origine la découverte, en juillet dernier, d'un trafic d'or et de devises impliquant des fonctionnaires et des policiers — événement banal en Turquie. Pour d'obscures raisons, l'affaire a divisé l'équipe en place. Le ministre des finances a accusé son collègue de l'intérieur de « pratiques anticonstitutionnelles » (des douaniers auraient été torturés par des policiers).

En fait, il semble que M. Vural Arikan, qui jouit d'une certaine popularité, joue la déstabilisation de M. Ozal, afin de lui succéder à la tête d'une nouvelle coalition formée de dissidents du parti Anavatan (la Mère-Patrie) de l'actuel premier ministre et de la Démocratie nationaliste, significativement dénommée en Turquie « le parti des généraux ». Les forces armées ne se sont jamais vraiment accommodées de la victoire de M. Ozal, en 1983, et le président Evren ne serait sans doute pas désolé de travailler avec un premier ministre plus malléable. En toute hypothèse, l'Anavatan est aujourd'hui tiraillé entre des courants contradictoires, parmi lesquels les fondamentalistes musulmans ne sont pas les moins actifs.

Le problème kurde, le poids énorme de l'Etat, une conception sommaire des droits de l'homme : autant de problèmes quasiment insolubles pour une Turquie qui a, décidément, beaucoup de difficultés à démontrer sa qualité d'Etat européen à part entière, ce à quoi, pourtant, elle tient énormément.

L'opération de ratissage déclenchée par les troupes turques en riposte aux attaques des combattants kurdes (Voir *Info-Türk* du Septembre 1984), a pris une nouvelle tournure avec l'accord de Bagdad pour une intervention des forces armées turques en territoire irakien.

Les préparatifs pour cette opération en territoire irakien contre les "peshmerge" kurdes, baptisée "Opération Soleil", étaient déjà achevés avant la conclusion de cet accord et d'importantes forces turques avaient été massées à la frontière de l'Irak.

Cet accord a été obtenu au cours de la visite surprise dans la capitale irakienne effectuée le 14 octobre par le ministre turc des Affaires étrangères, M. Vahit Halefoglu, en compagnie du chef adjoint de l'état-major général, le général Necdet Ozturun.

Déjà en mai 1983 la Turquie avait effectué une opération de "ratissage" en territoire irakien contre les "rebelles" kurdes avec l'accord de Bagdad. Il semble que malgré les cris triomphalistes des autorités et journaux turcs, l'opération de l'année passée n'aurait pas réussi à éliminer les combattants kurdes de la zone frontalière avec l'Irak.

Cette fois-ci, après avoir obtenu le nouvel accord de Bagdad, les forces armées turques ont pénétré de 15 km en territoire irakien. L' "Opération Soleil" se déroule, selon la presse turque, sur une bande de 120 km le long de la frontière turco-irakienne, dans des régions très montagneuses.

D'après la presse européenne, plusieurs raisons ont amené le président irakien Saddam Hussein à autoriser les forces turques à franchir la frontière de son pays. Privé de la guerre avec l'Iran de plusieurs de ses débouchés, il entend rester dans les meilleurs termes avec son voisin du Nord qui facilite l'exportation de son pétrole et l'acheminement de son ravitaillement. Sur le plan interne, la guerre, la mobilisation de l'armée aux frontières a également favorisé un réveil de l'opposition kurde auquel l'accord d'Alger de mars 1975, entre le Shah d'Iran et Saddam Hussein, avait porté un coup mortel. Mais seul aujourd'hui, le P.D.K. barzaniste continue de combattre le régime irakien les armes à la main. Donc, le régime de Hussein est "dans une telle situation de faiblesse et d'impuissance qu'il est obligé d'utiliser les forces d'un autre pays pour réprimer la rébellion kurde sur son territoire."

Au contraire de ce qui s'était passé l'année précédente, cette fois-ci, l'Iran s'oppose à l'accord irako-turc dirigé contre les combattants kurdes. Des négociations entre Téhéran et Ankara sur une éventuelle pénétration de l'armée turque dans les régions frontalières de l'Iran se sont soldées par un échec.

Le ministre iranien des Affaires étrangères a condamné le 19 octobre l'accord de "lutte coordonnée" entre l'Irak et la Turquie, estimant qu'il "met en danger la sécurité de la totalité de la région."

"Nous disons en guise d'avertissement que ce genre de mouvement aggravera la crise dans cette région sensible du monde" déclare un communiqué du ministère iranien des Affaires étrangères.

Téhéran soutient, en effet, activement le Parti démocratique kurde irakien (PDK) dirigé par Massoud Barzani. A la différence de l'Union patriotique du Kurdistan (PUK), menée par Jalal Talabani, plus enclin à la collaboration, le PDK est un adversaire déclaré du régime de Bagdad. Par contre, le PUK de Talabani négocie depuis plusieurs mois avec le gouvernement de Bagdad un accord qui permettrait son ralliement, le président Saddam Hussein faisant lui aussi des concessions. Aussi Saddam Hussein, irrité par le soutien iranien au PUK, appuie-t-il les Kurdes d'Iran ralliés sous les bannières du Parti démocratique (PDK) iranien de M. Ghassemlou et du Komala (communistes kurdes).

Devant l'opposition de Téhéran, le régime turc n'a pas hésité à contredire les manchettes triomphalistes de la presse turque annonçant la pénétration de l'armée turque en territoire irakien, alors qu'effecti-

vement l' "Opération Soleil" se poursuivait des deux côtés de la frontière turco-irakienne.

En effet, l'opération de ratissage déclenchée au Kurdistan de Turquie en août s'est déjà transformée en un bain de sang. En raison du fait que l'armée régulière turque reste impuissante devant les combattants kurdes qui connaissent parfaitement les régions montagneuses, les généraux turcs se sont eux-mêmes mobilisés et se sont rendus dans la région de l'opération pour inciter la population kurde à dénoncer les "pesmerge".

Au cours d'un voyage de cinq jours dans le Kurdistan de Turquie, s'achevant le 5 octobre, le général-président Kenan Evren s'est efforcé de convaincre la population de la région que le gouvernement turc ne resterait pas sans réagir devant la recrudescence des activités des "séparatistes", sans toutefois prononcer le mot "Kurde". Il a déclaré que le gouvernement turc ne laisserait pas "la population à la merci de bandes d'aventuriers armés".

Au cours de ce même voyage, le général-président, se félicitant du "comportement loyaliste" des habitants de la région, a lancé l'idée de distribuer des armes à des paysans "soigneusement choisis" pour chasser les militants "séparatistes" des villages. Mais les commandants de l'Armée ont jugé très dangereuse cette idée surgie à l'improviste, parce que les armes distribuées pourraient être transmises par les "élus" aux militants kurdes. Sur ce, il n'en fut plus question.

Au lieu de cela, il fut décidé:

- d'intensifier les razzias dans les villages kurdes,
- d'évacuer les villages frontaliers kurdes et de déplacer les habitants vers les régions occidentales,
- d'abattre sans avertissement tout ce qui a l'air "séparatiste",

- de miner les zones frontalières pour empêcher d'éventuels passages de l'Irak et de l'Iran vers la Turquie.

Ces mesures exceptionnelles ont aussitôt été mises à exécution par les troupes de commandos.

Le 12 octobre, deux militants armés ont été tués lors d'un accrochage avec les forces de l'ordre dans le département d'Adiyaman. Le lendemain, deux autres militants, qui refusaient de se rendre, ont été tués à Erzurum. Le même jour, à Adana, un autre accrochage opposait les forces de l'ordre à deux maquisards, dont l'un a été tué.

Au cours de l'opération de ratissage, écrivait le 12 octobre le journal allemand *Tageszeitung*, les villages de Pervari, Genzag et Zorova, dans la province de Hakkari, ont été bombardés suite au refus de la tribu kurde des Jirki, établie dans cette région, de collaborer avec les militaires. D'après le journal turc *Hürriyet* on recherche les cinq chefs de la tribu qui se sont enfuis dans les montagnes, accompagnés, semble-t-il, de leurs gens. Selon l'organisation kurde Komkar, dans le village de Esgrik, à proximité de Hakkari, un camp de prisonniers aurait été aménagé où des gens sont amenés par hélicoptère.

Pourtant, malgré cette mobilisation exceptionnelle de l'Armée turque, la résistance kurde se poursuit. Les combattants kurdes avaient déjà tué deux soldats le 1er septembre à Semdinli. Le 15 septembre, l'armée a riposté à cette attaque en fusillant 3 militants kurdes à Pervari.

La résistance kurde n'a pas tardé à riposter et a tué un capitaine et un soldat le 3 octobre à Semdinli.

Une semaine plus tard, le 11 octobre, l'Armée turque a perdu un officier et 8 soldats. Le 27 octobre, trois soldats étaient tués à Sirkak.

Il ressort d'une déclaration faite le 12 octobre par le premier ministre Ozal que, jusqu'alors, 1.415 "séparatistes" auraient été appréhendés, mais que 696 d'entre-eux auraient ensuite été relâchés par manque de preuve. Mais compte tenu de l'envergure de l'opération, le chiffre exact doit être beaucoup plus élevé.

Ce qui d'ores et déjà paraît assez clair, c'est que, en dépit des moyens mis en œuvre, l'Armée n'a pas réussi à mettre fin à la résistance dans le Kurdistan de Turquie.



INFO-TÜRK

bulletin mensuel • monthly bulletin • maandlijks bulletin



Mesut Barzani

"Apoculara destek olma; eli kanlı hainleri teslim et..."



YATAKLIK YAPTILAR Mehmetlik, Güneydoğu Anadolu Bölgesi'nin u-sur kesiminde kahır bururun sağlanması için başlatılan operasyonu başarıyla sürdürüyor. Çukurca'nın Işıklar Köyü'nde

Apoculara yataklık eden Nasullah Özdemir ve Hacı Akat ile Hizbül İslam Örgütü'ne mensup Mehmet Kuri dünkü operasyon sonucu ele geçirildi. (Telefoto: Hürriyet - Mustafa BOZDEMİR - HAKKARİ)

Barzani uyarıldı

- Gözü dönmüş azgın teroristlerin, Barzanicilerin etkin olduğu, Kuzey Irak'taki dağılık tampon bölgede yuvalandıklarının tespit edilmesi üzerine, Mesut Barzani kesin bir dille uyarıldı.
- Teslimi istenen hainlerin isimleri tek tek verildi. Uyarılara uymaması halinde, Barzani'nin "dünyayı başına yıkması olacağı" da belirtildi.

(Yazısı 9. sayfada)

HAKKARİ (İbha) Mehmetlik Güneydoğu Anadolu Bölgesi'nde teroristlerin, Barzanicilerin etkin olduğu, Kuzey Irak'taki dağılık tampon bölgede yuvalandıklarının tespit edilmesi üzerine, Mesut Barzani kesin bir dille uyarıldı. Uyarılara uymaması halinde, Barzani'nin "dünyayı başına yıkması olacağı" da belirtildi.

U-sur kesiminde kahır bururun sağlanması için başlatılan operasyonu başarıyla sürdürüyor. Çukurca'nın Işıklar Köyü'nde

Türk milisleri birimleri, gözü dönmüş azgın teroristlerin, Barzanicilerin etkin olduğu Kuzey Irak'taki dağılık tampon bölgede yuvalandıklarının tespit edilmesi üzerine, Mesut Barzani kesin bir dille uyarıldı.

Hain avı büyüyor

- Hakkârî yöresinde süren operasyonlarda 40 kadar hain yakalandı
- Ele geçirilen teroristlerin, 8 erimizin şehit edildiği olaylarla ilgili oldukları belirtildi.
- Van'ın Çatak ilçesindeki operasyondan dönüştü havaalanı bir helikopterimiz, teknik arıza sonucu düştü; Komando Astaubay Çavuş Nejat Dağlı şehit oldu.

Çankaya'da, Irak ziyareti görüşüldü

● Cumhurbaşkanı Evren, Dışişleri Bakanı Halefoğlu ve Genelkurmay Başkanı Org. Öztoran'ın Bağdat ziyareti, iki tarafça da tam "anlaşışla" noktalandı.

● Irak toprakları üzerinde kendilerine rahatça üsler tesis edilebilmesi ayrıntılı tedbirler, işte şimdi boylarının ölçüsünü alacaklar.

OKTAY ÖZESKİCI (Hürriyet-İbha) - Hakkârî, Sirt ve Adıyaman çevresini hedef seçerek saldıran geçen pusuya düştürdükleri erlerimiz şehit eden teroristleri yakalamak için güvenlik kuvvetlerinin yaptıkları operasyonlar devam ediyor. Beytüşşebap ve Çukurca civarında yapılan operasyonlarda ele geçen 40'a yakın şüpheli şahıs daha. Hakkârî'de sorguya çekiliyor. Aralarında 8 güvenlik görevlisini katleden öldüren katillerin de bulunduğu teroristlerin ilk sorgulamalarında, bunların İran'da eğitim aldıkları, Irak sınırından sızdıkları ve hedef seçilen bölgeye gönderildikleri ortaya çıktı.

HELİKOPTER KAZASI Genelkurmay Sıkıyönetim Anırtınasın Dairesi Basın ve Halkla İlişkiler Şubesi'nden bu konuda yapılan açıklama şöyle: "18 Ekim 1984 günü Van İli Çatak İlçesi bölgesinde sürdürülen bir operasyondan dönmek üzere havaalanına helikopterlerden biri kalkış anında teknik bir arıza sebebiyle savrulmuş ve düşmüştür. Kazanın komando Astaubay Çavuş Nejat Dağlı şehit olmuştur. Helikopterde bulunan diğer personel hafif yaralı olup tedavileri yapılmıştır. Şehit Astaubay Çavuş Nejat Dağlı'nın cenazesi 16 Ekim 1984 günü Diyarbakır'da, Balıkesir'de gönderilmiş olup, bilahare memleketi olan İrlanda'ya yapılacak askeri törenle toprağa verilecektir."

ÇUKURCA OPERASYONU Komando birliklerinin Çukurca'nın Işıklar Köyü'nde düzenledikleri operasyonda Hizbül İslam örgütünden Mehmet Kart, kimi olaylara katılan ve teroristen barındırılan şahısları yakalamak için büyük çabalar yapılmaktadır. Bu da, bizim bir

Boylarının ölçüsünü alacaklar

DİŞİŞLERİ Bakanı Halefoğlu ile Genelkurmay 2. Başkanı Org. Öztoran'ın Bağdat'a yaptıkları kısa ziyaretin tam anlaşışla noktalandığı rahatsız söylenebilir. İşte şimdi Irak toprakları üzerinde kendilerine rahat üsler tesis edilebilmesi ayrıntılı tedbirler, işte şimdi boylarının ölçüsünü alacaklar. Türk Silahlı Kuvvetleri, geçen yıl da olduğu gibi bu eskiya gruplarını inleme kadar izleyecek ve kaynaklarını kurulu güçlerinde buluncaktır. Güneyde yuvalandıkları iyice belirginleşen tedbir gruplarının zaman zaman Irak topraklarını da 5-10 kilometre kovalama yapıyorlar. Ama zannediyoruz Halefoğlu ile Öztoran'ın ziyareti

ancak memnuniyet duyacaktır. Türkiye ve Irak arasında yer değiştiren ayrıkçı-etalik grupların pasifize edilmelerinden sonra, bunların arasında bir tarafta bazı güçler rahatsız olacaktırlar. Türk-Irak anlaşma çalışmaları, bir etnik grubu karşı "yok etme" hareketlerinden bile söz edilebilecektir. Ama bu suretle tahmin edilebilir. Yapılacak tedbirler kimseyi kolay aksatacaktır.

Türk güvenlik güçleri, Irak içerisinde yuvalandıkları iyice belirginleşen tedbir gruplarının zaman zaman Irak topraklarını da 5-10 kilometre kovalama yapıyorlar. Ama zannediyoruz Halefoğlu ile Öztoran'ın ziyareti

retinden sonra ortaya son derece meşru ve büyük bir operasyon çıkacak tedbirler açılacak ve Irak topraklarının denetlenmesine öncelik verilecektir. Türk güvenlik güçlerinin hem Irak'ta hem de Türkiye'ye basıncı olan, Irak-Iran savarından yararlanarak faaliyet gösteren grupları cezalandırması muhtemeldir. Irak'ta çok memnun edecektir Halefoğlu ve Öztoran, Bağdat'ta görüşülen Irak güvenlik yetkililerinden bu itibarla açılacak anlaşmaların, Bağdat'ta var olan güçleri mutabakat, Türk ordusunun yapacağı görüşmelere karşı bazı ülkelerde kasıtlı olarak yapılacak destlinler de temliyle bırakacaktır. Güneydoğu operasyonu ve Bağdat'ta iki Türk yetkilisinin yaptığı ziyaret hakkında bugün TBMM'de yapılacak görüşmeler ve hükümetin verdiği bilgi de konuşulmuştur. Halefoğlu ve Öztoran'ın Bağdat'ta görüşülen Irak güvenlik yetkililerinden bu itibarla açılacak anlaşmaların, Bağdat'ta var olan güçleri mutabakat, Türk ordusunun yapacağı görüşmelere karşı bazı ülkelerde kasıtlı olarak yapılacak destlinler de temliyle bırakacaktır.

şünmektedir. Bağdat da Ankara gibi bu grupların süper güçleri elinde tuttuğu, yarın bu amaç için nasıl kullanılabilir oldukları bilinmemektedir. Tedbirler karşı yapılacak olan büyük operasyon için bölge yeni birliklerin sürülmesi de beklenmektedir. Komando, paragraf ve Jandarma birlikleri, bölgedeki mevcurlarıyla tedbirler aradıkları cesazı verecek, onların ardında yer alan ülkelere de Türkiye'nin ve Irak'ın bu konuda ne kadar kararlı ve uyum içinde oldukları görülecektir.

Ankara'da devletin kilit görevlikler için büyük çabalar yapılmaktadır. Bu da, bizim bir

olayın en yakından izleyen güvenlikleri rahatsızlatmaktadır. Türkiye'nin karşı karşıya olduğu "sürgün" hakkında bilgi alan Güneydoğu'daki ayrıkçı tedbir gruplarının Türk topraklarındaki faaliyetlerini izleyen Saddam Hüseyin'in de "Bizim de sorunumuz bu" dediği anlaşılabilir. Türkiye'nin sadece Bağdat merkezinde değil, tüm dünyada, tedbirler içinde bulduğumuz, tedbirler içinde kendilerine ana üs olarak Irak'ta değil, Irak'ın seçmiş oldukları anlaşılması da yol açmıştır. Şimdi tedbir gruplarına karşı hazırlanan yeni stratejinin bir bölümü rahatsız uyulanabilecektir.

Hürriyet

TÜRKİYE
TÜRKLERİNDİR

GÜNLÜK MUSTAKİL SİYASİ GAZETE

Kurucusu: SEDAT SIMAVI (1896 - 1953)

21 Ekim 1984 Pazar

Meclis Başkanı Rafsancani "tuhaf" konuştu

İran'ın garip kaygısı

● Dışişleri Bakanlığı Sözcü Vekili Yalın Eralp, "Türkiye'nin tutumuna ilişkin olarak İran tarafında bazı kaygılar bulunduğu" belirtti. Eralp, "Türkiye'nin İran-İrak savaşındaki tutumu bellidir. Heyetimizin İran'a gidisinde verilecek bilgiler İran'ı tatmin edecektir." dedi.

İRAN Meclis Başkanı Rafsancani, Türkiye'nin Güneydoğu illerinde yapılan operasyonları üzerine yaptığı konuşmada, "Türk Devleti'ni Irak halkının isteklerinin karşısına dikilmemesi konusunda uyarıyoruz" derken, Dışişleri Bakanlığı Sözcü Vekili Yalın Eralp, "Türkiye'nin İran - Irak savaşındaki tutumu bellidir. Eğer bu tür kaygılar var ise heyetimizin İran'a gidisinde, verilecek bilgiler, İran'ı tatmin etmiş olacaktır" dedi. İran Resmî Haber Ajansı (İRNA) ise "Türk birliklerinin ayrılışını terorisleri takip amacıyla Irak topraklarına girmesi halinde bunun Saddam yönetimine yardım anlamına geleceği" yorumunda yorum yaptı. Dışişleri kaynakları bu yorumla ilgili olarak da, "Operasyonun tek amacı Türkiye'nin sınır güvenliğinin sağlanmasıdır. Şu veya bu ülkeye destek vermekle ilgili yoktur" dediler. Güneydoğu'da Türk "askeri operasyonu" nun amacının Türkiye'nin kendi sınırları içinde

güvenliğini sağlamaya yönelik olduğunu vurgulayan kaynaklar, "Kaldı ki, hareket sınırlarımız dışına taşmış değil" diye eklediler. Ankara'daki diplomatik gözlemciler, Türkiye'nin 1983 Mayıs ayında sınır bölgesinde, 3 Türk askerinin öldürülmesi üzerine Bağdat'ın da onayını alarak giriştiği sınırlı askeri hareket sırasında da, benzer suçlamalara hedef olduğunu hatırlattılar.

İran Meclis Başkanı ve Ayetullah Humeyni'nin Yüksek Savunma Konseyi'ndeki temsilcisi Hocatülislam Haşimi Rafsancani, Tahran'da dün cuma namazı dolayısıyla yaptığı konuşmada, "İrak'ın toprak bütünlüğünün görmezlikten gelinmesine izin vermeyeceklerini" söyledi.

İran İslam Cumhuriyeti'nin, "İrak halkını" desteklediğini bildiren Rafsancani, şu iddiaları ileri sürdü:

"İrak, petrol alanlarını, NATO üyesi bir ülkenin yardımıyla korumak istiyor. Bizim için bu sorun önemlidir."

● İran Meclis Başkanı Rafsancani, "İrak'ın toprak bütünlüğünün görmezlikten gelinmesine izin vermeyeceklerini" belirterek "İrak, petrol alanlarını, NATO üyesi bir ülkenin yardımıyla korumak istiyor. Türk Devleti'ni, Irak halkının isteklerinin karşısına dikilmemesi konusunda uyarıyoruz" dedi



Rafsancani

"İran'dan ne istiyoruz?..."

İRAN-İrak savaşı ne zaman Türkiye'nin çıkarlarını önemli biçimde tehdit eder bir hal alırsa sesimizi yükseltip iki ülkeden bazı isteklerde bulduk. Tankerlerimiz Basra Körfezi'nde bombalandığı zaman da böyle oldu. Türkiye'deki tedhiş grupları iki komşumuzda üslandıkları zaman da aynı şey oluyor.

İrak'a da, İran'a da açıkça şunları söylüyoruz:

"Ülkeleriniz içindeki Kürtlerle ilişkilerinizi bizi ilgilendirmez. Ancak bu topluluklar yeter ki, Türkiye'ye yönelik ve güvenliğimize hanel getirecek işlere bulaşmamış olsunlar. Aksine hareket ederlerse bizi karşılarında bulurlar."

Her iki ülke ile ilişkilerimizi ne kadar özen gösterdiğimizizi, herkes biliyor. Aralarındaki savaşın sona ermesini arzuluyoruz, ama hiçbirine farklı muamele yapmıyoruz. Bu dürüst tutumumuza, gölge düşürmüyoruz. İşte bundan dolayıdır ki, Halefoğlu ile Öztoran'un Bağdat'a yaptıkları ziyareti şimdi İçişleri Bakan'ının Tahran'a yapacağı ziyaret izleyecek.

Tahran'a Türk heyeti, herhalde eli, Türk istihbarat servisinin topladığı çeşitli bilgilerle dolu olarak gidecek. İran'a Güneydoğu hududumuzda, üç

ülke arasında cereyan eden, güvenliğimizi ciddi olarak ilgilendiren olaylar hakkında geniş bilgi vereceğiz. Ondan sonra da İran'a, "Aynı şeyleri Irak'a da söyledik. Şimdi sizden de işbirliği istiyoruz. İmkânlarınızı kullanın" diyeceğiz.

Ankara-Bağdat arasında bu konuda sağlanan uyumun Tahran'ı endişeye sevk etmiş olması da mümkün. Önce bu endişe ortadan kaldırılsın. Türkiye'nin sürdürdü geldiği politikasında hiçbir değişiklik olmadığı anlatılacak. Sonra İran'a, "Türkiye-İrak-İran hudut bölgesinde gidis gelişler oluyor. Bunlar, Türkiye'den kaçan tedhişçi grupların desteklenmesine yardım ediyor... Bunlara yer vermeyin. Türkiye'ye yönelik bir şey olduğu takdirde öneleyin" diyeceğiz.

Türk hududunda Irak'ın fazla gücü yok. Kuvvetlerini daha ziyade Güney'e kaydırıyor. Onun için bu bölgede "gerile" Türk Silahlı Kuvvetleri, eşkiya kovalayacak, cezalandırarak. Gerektiği kadar Irak topraklarına girecek. Bu hususta Irak Hükümeti'nin muvafakatinin alındığı açık. Bu, Irak'ın da çıkarına; çünkü Türkiye'den kaçanları destekleyen Mesut Barzani taraftarları, Saddam Hüseyin'i de yılmak istiyorlar.

Türk kuvvetleri, bu mutabakattan henüz yararlanmıyor. Ama planlar hazır. Şartlar neyi, ne zaman gerektirirse o yapılacak.

İran ile ilgili durum daha farklı.

Türk-İran hududu büyük kesimiyle disiplinli bir hudut. İki taraf da bu ortamın bozulmamasına özen gösteriyor. Ama sorun daha ziyade İran'dan Irak'a geçen Barzani yanlısı grupların tutumundan çıkıyor.

İran, geçenlerde bir operasyon yaptı. Humeyni'ye karşı olan Kürt gruplarını cezalandırdı. Ama Barzani'yi, Saddam'a karşı olduğu için destekliyor. En azından onlara göz yumuyor. Bu tutum, bizi ilgilendirmez. İran'ın iç işi. Ama aynı gruplar, Türkiye'den kaçanlara destek olursa, iş değişir. İran'ın bu konudaki Türk isteklerini yerine getirebilecek, kendi yanlısı gruplara yardım bulabilecek gücü var. İşte onun için Türkiye, Tahran'dan farklı istekte bulunuyor.

İçişleri Bakanı Ali Tanrıyar ile birlikte Tahran'a gidecek olan heyet, İran yetkililerine: "Al bütün istihbaratı. Gücün de var. Türkiye'yi rahatsız eden hareketleri önle..." diyecek. Türkiye'nin tutumu çok açık ve çok dürüst.

Tahran, Huzur Operasyonu'na destek vermiyor

İran, karşı

çıkırtı

Barzani: Türkiye'ye karşı

değiliz



Mesud Barzani

İrak Kürtlerinin liderlerinden Mesud Barzani'nin Almanya'daki temsilciliğinden yapılan ve BBC'de yayınlanan açıklamada, "Türkiye'ye karşı faaliyetlerle ilişkimiz yok" deniliyor

Haber 8. Sayfada

LONDRA, NURİ ÇOLAKOĞLU

İRAK Hükümeti'yle çatışma halinde olan gruplardan "Kürdistan Demokrat Partisi" lideri Mesud Barzani, Türkiye'deki olaylarla bir ilgilerinin olmadığını açıkladı. BBC'den yayınlanan açıklamanın KDP'nin Batı Almanya'daki temsilciliğinden yapıldığı belirtildi.

İrak Kürdistan Demokrat Partisi, kendisine bağlı kuvvetlerin Irak'ın Zaho, Amadea ve Seran bölgelerinde konuşlandırıldığını açıklarken, "Türkiye toprakları içinde ya da Türkiye'ye karşı faaliyetlerle hiçbir ilişkimiz yoktur" diyor. Barzani'nin belirttiğine göre, Irak Kürdistan Demokrat Partisi, faaliyetlerini sadece Irak'ta Kürtlerin yaşadığı bölgelerde sürdürüyor.

Bu arada Barzani, Türk Silahlı Kuvvetleri'nin Irak sınırları içinde kendilerine karşı bir harekette bulunduğu takdirde buna karşı koyacakları tehdidini de savuruyor, "Direnenek, topraklarımızı ve halkımızı koruyacağız" diyor. Irak'la Türkiye'nin ortaklaşa bölge halkına karşı "baskı" yaptığını iddia ederek, Birleşmiş Milletleri bu duruma müdahaleye çağırıyor.

Sınır boylarında "yasak bölgeler" ilân edilecek

- Düşünülen önlemler arasında sınır boylarının gece aydınlatılması, gündüz havadan denetlenmesi, hassas noktaların mayınlanması da yer alıyor

MİLLİYET HABER MERKEZİ

DOĞU ve Güneydoğu Anadolu bölgelerinde ayrılıkçı terorist gruplara karşı başlatılan operasyon, sert koşullarına ve yağın karlara rağmen başarıyla ve halkın desteği ile sürdürülüyor. Bu arada, eşkiyanın çoğu idam hükmü giymiş elebaşları aranıyor.

Bu arada, operasyon sona erdikten sonra alınacak ekonomik, sosyal ve güvenlik önlemlerinin de tamamlanma aşamasında olduğu bildirildi.

Buna göre, gerekli görüldüğü hallerde yasak bölgeler kurulacak, bazı stratejik geçitlerin sızmalara karşı mayınlanması da gidilecek, bölgenin havadan denetimi, geceleri sınır boylarının aydınlatılması sağlanacak.

- İran Dışişleri Bakanlığı bir bildiri yayınlarak, Türkiye'nin Irak sınırında sürdürdüğü operasyonu Irak halkını küçültücü bir davranış olarak nitelendirdi

- İran resmi haber ajansı İRANA tarafından açıklanan bildiri de Tahran Hükümeti'nin, Türkiye ile Irak arasında varılan anlaşmaya kesinlikle karşı çıktığı, Türkiye'ye benzer bir anlaşma yapılmasının söz konusu olmadığını ifade edildi

- Diplomatik gözlemler, bu açıklamanın İran'ın kendi silahlı kuvvetleriyle ülkenin batısında sürdürdüğü operasyonlarla çeliştiğini belirttiler

DIŞ HABERLER SERVİSİ

İRAN, Türkiye'nin ayrılıkçı teroristlere karşı Irak sınırında sürdürdüğü harekâtı kınayarak, girişimin "Irak halkını küçültücü bir davranış" olduğunu ileri sürdü.

Tahran'da yayınlanan Dışişleri Bakanlığı bildirisinde, Türkiye'yle, Irak arasında varılan anlaşmaya, İran'ın kesinlikle karşı çıktığı ve Tahran'ın, Ankara'ya benzer bir anlaşma yapmasında söz konusu olmadığını kaydetti.

İran resmî haber ajansı İRANA tarafından basına dağıtılan Dışişleri Bakanlığı bildirisinde,

Kuzey Irak'ta güçlenen ayrılıkçılar üzerinde bir etkinlik gösteremeyen Bağdat yönetiminin, olası gelişmeleri önlemek amacıyla, "Başka bir ülkenin silahlı kuvvetlerini kullandığı" iddia edildi.

rek, Türkiye'nin başlattığı operasyonun "Bölgedeki gerilimi artıracak ve güvenliği tehlikeye düşürecek" ileri sürüldü.

Bildiri de daha sonra, Tahran'ın "uluslararası bağımsızlığına saygı duyulması" görüşünde olduğu kaydedilerek, "Irak halkının, yabancı güçlerin kendi üzerlerinde küçültücü girişimlerde bulunmasına ve bir başka ülke topraklarında yerleşerek, Saddam Hüseyin yönetimine yardımcı olmasına izin vermeyeceği" iddia edildi.

Tahran'daki diplomatik gözlemler ise, İran'ın son açıklamasının ayrılıkçı güçlere karşı, kendi silahlı kuvvetleri tarafından, ülkenin batısında sürdürülen operasyonlarla çeliştiğini belirttiler. Aynı kaynaklar, İran ordu birliklerinin yanı sıra Devrim Muhafızları'nın, Batı İran'da, özellikle Mahabat bölgesinde üslenmiş bulunan ayrılıkçı güçlere karşı uzun bir süredir devam eden harekâtının geçtiğimiz hafta içerisinde sona erdiği ve "ayaklanmanın bastırıldığı" yolundaki Tahran'ın açıklamasına karşın, gerginliğin hâlâ sürdüğünü ifade ettiler. Diplomatik kaynaklar, İran'ın, Türkiye'nin sürdürdüğü operasyona karşı çıkmasının asıl nedeninin ayrılıkçı hareketlerin desteklenmesi yönündeki eğilimi değil, Irak'taki benzeri baş kaldırmaların giderek büyüyerek Saddam Hüseyin yönetimi için tehlike oluşturmaya başlamasının Türkiye tarafından gerçekleştirilen harekâtle önlenmesi olduğunu vurguladılar.

Başbakan dün
Kahramanmaraş ve
Gaziantep'te konuştu

Özal: "Semdinli olaylarını İran'la konuşacağız"

"Irak sınırında mayın filân yok. Yasak bölge
ilânı da yok. Sadece emniyet tedbirleri
aldık. Kuleler
konuldu. Herkesin
yaptığı gibi...."

- Başbakan, Doğu bölge-
sindeki operasyonlarla
ilgili olarak bazı gazete-
lerin yayınlarından şikâyet etti
- "Bazı resimler, dışarıda
sanki "Türkiye'de de-
mokrasi yok" dedirt-
mek için çekiliyor. O re-
simleri verenler hakkın-
da tahkikatın olması lâ-
zım"

Nazmi BILGIN bildiriyor
GAZİANTEP, KAHRAMA-
NARAŞ (Tercüman)-
Güney gezisini sürdüren
Başbakan Turgut Özal, dün
Gaziantep ve Kahraman-
maraş'ta halka hitap etti.
Özal, Adana'dan Gazian-
tep'e gelirken yolda gazeteci-
lerin sorularını cevaplandı-
rırken, "Semdinli'de olan hâ-
diselerden bir kısmında
İran'dan geldiği bilgisi
var. Bu konuyu Irak'la ko-
nuşacağımız gibi İran'la da
konuşacağız" dedi. Özal bir
soruyu cevaplandırırken de,
"Türkiye'de demokrasinin
sağlam temellere oturmasını
arzu etmeyenler var gibi"
diye konuştu.

Özal, bir gazetecinin son
günlerde demokrasi konusuna
önem vererek bu konuda
açıklamalarda bulunmasının
sebebini sorması üzerine şu
karşılığını verdi:

Özal, bu arada bir "tam-
pon bölge"nin düşünülmedi-
ğini de kaydetti.

İran'da yapılacak görüş-
melerin niteliğini ve Rafsan-
cani'nin demecini soran bir
gazeteciye de Başbakan
Özal, "İran'da huduttaki hâ-
diseler konuşulacak. Irak'la
konuştuğumuz gibi konuşu-
lacak. O bakımdan heyetin o
maksatla gittiğini kendile-
rine bildirdik. (Buyursunlar)
dediler. Gayet memnun ol-
duklarını bildirdiler. Bu
şekildedir" dedi.

Rafsancani'nin Irak'ta
yapılacak harekâtın o
ülkenin toprak bütünlüğünü
zedeleyici olduğu yolundaki
görüşleriyle ilgili bir soruyu
cevaplandırırken de Özal
kendilerine herhangi bir
resmî bilginin gelmediğini
belirterek, "Toprak bütünlü-
ğü meselesi değil. Kesin su-
rette değil. Ama harp halin-
dedirler" şeklinde konuştu.

Özal bir başka soru üzerine
de Tanrıyar'ın İran'a çok
daha önceden davet edildiğini
ve bu hâdiseler olunca
heyete başka kişilerin de ilâ-
ve edildiğini kaydetti. Özal,
"Semdinli'de olan hâdiseler-
"Onem vermemin sebebi,
maalesef bazı basım organları
nımlar yayınlarmı demokrasi
ilkeleri ile bağdaştır görmedi-
ğim içindir. Onun için ağırlık
verdim. Örnek vermek iste-
miyorum. Resimler var. Ya-
yımlar var. Herkes kendine
düşeni anlar. Bir taraftan de-
mokrasi havâriligi yapı-
yoruz. Hem de yayına baktı-
ğımız zaman demokrasi ile

Tercüman
22 EKİM 1984 PAZARTESİ

bağdaştır görmüyorum. Yani
Türkiye'de demokrasinin
sağlam temellere oturmasını
arzu etmeyenler var gibi geli-
yor. Misal vereyim: Bir gazete-
temiz, hudutta 60 köy boşal-
tılacak diye haber yayılıyor.
Bu haber, bizim bildiğimize
göre, (Bizim Radyo)'nun
yayınlarda var. Öyle bir
şey yok. Katıyen böyle bir
şey yok. Bu nasıl yazılır?
Buna benzer fotoğraflar var.
O fotoğraflar, dışarıda (Tür-
kiye'de demokrasi yok) de-
dirtmek için sanki çekiliyor.
Bunlar tabii yanlış. O fotoğ-
rafları verenler hakkında da
bazı tahkikatın olması
lâzım."

Özal, Irak sınırının mayın-
lanıp mayınlanmayacağı
şeklindeki bir soruyu cevap-
landırırken de, "Mayın filân
yok. Yasak bölge ilânı da
yok. Yasak bölgeler sadece
belirli yerlerde olur. Yâni
hudut boyunca yasak bölge
olması mümkün değil. Sade-
ce emniyet tedbirleri aldık.
Kuleler konuldu. Herkesin
yaptığı gibi. Ama zor bir ar-
zidir. Kolay kolay da söyle-
diğimiz engellerin kurulması
kolay değildir" şeklinde ko-
nuştular.

**TANRIYAR, BİR HEYETLE
DÜN İRAN'A GİTTİ
Eşkiyaya
karşı İran'a
işbirliği teklif
ediyoruz**

ANKARA, (Tercüman)- İç-
işleri Bakanı Ali Tanrıyar
bugün İran'a gidecek. Tan-
rıyar, Tahran'da yapacağı
görüşmeler sırasında, Tür-
kiye'de faaliyet gösterip
İran'a kaçan teröristlerin ia-
desi konusunda işbirliği iste-
yecek.

Genelkurmay İkinci Baş-
kanı Orgeneral Necdet Öz-
Genelkurmay İkinci Baş-
kanı Orgeneral Necdet Öz-

**80 kişi
gözaltında**

Operasyonlarda 20 yıl
önce üç jandarma erini
şehit eden bir kişi de
yakalandı

HUZUR

**OPERASYONU
DEVAM EDİYOR**

Gözaltına alınanlardan
4'ünün 8 erin şehit edil-
mesi olayına adlarının
karıştığı belirlendi

HAKKARI, POZANTI,
(Akajans)-Bastıran kış
şartlarına rağmen, Güneydo-
ğu Anadolu'da "Güneş" kod
adı ile bilinen huzur operas-
yonu ağırlığı Hakkari'de ol-
mak üzere sürdürülüyor.

Cizre ile Çukurca arasında,
Irak sınır boyunda eşkiyanın
saklanması muhtemel yerler,
12.5 saat boyunca didik di-
dik aranırken, şüpheli şahıs-
lar da sorgulanıyor. Bu ope-
rasyon sırasında Çukurca'ya
bağlı Derecik gecidinde, 20
yıl evvel üç jandarma erini
öldüren bir şahıs yakalandı.
Şüpheli şahıs, son olaylarla
ilgili olarak sorgusu yapılr-
ken, bundan 20 yıl önce üç
jandarma erini öldürdüğünü
itiraf etti.

**GÜNEYDOĞU'DA
DURUM**

Ayrıca operasyonlarda 80
kişi gözaltına alındı. Dür.
12.5 saat süren operasyon
sonucu yakalanan 80 kişi
arasında Çukurca'da 8 erin
şehit edilmesi olayına adı ka-
rıştığı belirlenen 4 kişinin de
bulunduğu bildirildi.

**OLDURULEN İKİ
TERÖRİST**

Öte yandan üç gün önce
Çatışmada öldürülen iki te-
röristin "Sarı" kod adı ile ta-
nınan Kastamonu doğumlu
Zafer Kandemir ile "Dayı"
kod adı ile tanınan Tarsus
1940 doğumlu, polislikten
atılma Abdülkadir Yılmaz
oldukları anlaşıldı.

torun ve Emniyet Genel Mü-
dürü Saffet Arkan Bedük ile
birlikte bugün Tahran'a gi-
decek olan İçişleri Bakanı Ali
Tanrıyar eşkiyanın barın-
dikları yerlere ve sınırı geçiş
bölgelerine ilişkin Türkiye'nin
elinde bulunan istihbâ-
ratı ayrıntılı bir şekilde İran-
lı yetkililere aktaracak. Tan-
rıyar, bu şakilere karşı
Türkiye ile İran'ın ortak ha-
reket etmesini ve işbirliği
yapılmasını isteyecek.



Kalıntılar da temizleniyor Güneydoğu Anadolu bölgesinde artık huzur var. Bölgede sürdürülen Uçar Birlik Operasyonu ile son kalıntıları da temizlenir. Ken, durumlarından şüphelenilen bazı kişiler de kimlik belirlenmesi yapıldıktan sonra haklarında tutuklama kararı yoksa serbest bırakılmakta... (TUNCA BENGİN—ÇUKURCA)

● Irak ve İran sınır çizgimize karayolu ağı döşenecek Güneydoğu'da huzur geri geldi

GÜNEYDOĞU Anadolu bölgesinin sınır kesimlerinde 70 gün önce başlatılan operasyonla kalıcı huzur sağlandı. Yurttaşlar, günlük yaşantılarına dönerken, Silahlı Kuvvetlerimiz duydukları şükranı dile getirmedi edemiyorlar.

"Huzur" ve "Güneş" hareketlerinden sonra başlatılan "Uçar Birlik Harekâtı" başarılı bir şekilde devam ediyor. Şüpheli görülen noktalara baskınlar düzenleniyor. Operasyonun halen sürdürüldüğü Beyüşşebab yakınlarından Uludere'ye kadar olan sınır çizgisinde bir karayolu ağı döşenecek Yetkililer,

● Hakkâri Valisi Atasoy, ilde gıda ve giyecek tüketiminin azaldığını belirterek, buna da kaçakçılarının gıda ve giyecek maddelerini İran ve Irak'a kaçırılmalarının neden olduğunu söyledi

● Güvenlik kuvvetleri, bir terorist, Beyrut'tan getirdiği kaçak altınlarla birlikte gele geçirdi

Tunca BENGİN - Atilla KORKMAZ HAKKÂRİ

önümüzdeki bahar aylarında döşenecek karayolu ağının sınır güvenliği açısından etkili olacağını belirttiler
Hakkâri Valisi Erdoğan Atasoy

başta kent merkezi ile ilçelerinde sürdürülen operasyonla gıda ve giyecek sarfiyatının büyük ölçüde azaldığına dikkati çekerek, bunun başlıca nedeninin sınır kaçakçılığı-

nin önlenmesi olduğunu söyledi. Vali Atasoy, Türk sınırları içerisinde İran ve Irak'a gerek gıda, gerekse de giyecek kaçakçılığının önlenmesinden sonra bu sarfiyatın azalmış gibi görüldüğünü, ancak bölge için yeterli olduğunu belirterek, "Öyle ki, bazı tüccarlar bize telefon açmakta, Hakkâri'ye gönderdikleri malın büyük ölçüde azaldığını belirterek nedenini sormaktadırlar" dedi.

Beyrut'tan Türkiye'ye kaçak altın getiren militan yakalandı

Güvenlik kuvvetlerince Şanlıurfa'nın Ceylanpınar ilçesinde yapılan bir operasyonda hakkında giyabi tutuklama kararı bulunan bir ayrılıkçı terorist 1 kilo 800 gram kaçak altınla yakalandı.

Öğrenildiğine göre, bir kuyumcunun ihbarı üzerine güvenlik kuvvetleri Yeni Mahalle'ye baskın düzenledi. Baskında daha önce örgüt üyeliği suçundan 3.5 yıl hapis yatan ve hakkında giyabi tutuklama kararı bulunan 20 yaşındaki Ekrem Aslan yakalandı. Aramada ayrıca Beyrut'tan yurda kaçak olarak sokulduğu belirlenen 1 kilo 800 gram külçe altın bulundu. Uzun süreden beri aranan sanığa yataklık yaptığı gerekçesiyle yengesi Vesile Aslan da göz altına alındı. Yakalanan örgüt elemanının Diyarbakır Askeri Savcılığı'na getirildiği, hakkındaki giyabi tutuklama kararının vicakiye çevrildiği belirtildi.

● Sınır anlaşması konusunda...

Irak'ın tek taraflı açıklaması, tepki yarattı

DIŞ HABERLER SERVİSİ

IRAK'ın sınır bölgelerindeki ayrılıkçı terorist eylemlerle ortak mücadele konusunda Türkiye'yle vardığı anlaşmayı "tek yanlı" açıklaması, Ankara'da tepkiyle karşılandı.

Irak Enformasyon Bakanı Mustafa Casım, dün Bağdat'ta düzenlediği basın toplantısında, anlaşmanın taraflara ortak sınırın onar kilometre içerisinde operasyon yapma hakkını verdiğini söyledi. Dışişleri Bakanı Vahit Halefoğlu'nun 15 Ekim'de Bağdat'a yaptığı ziyaret sırasında imzalanan anlaşmanın, operasyonların süresini en fazla üç gün olarak belirlediğini kaydeden Casım, "Askeri hareketler ancak

● Uluslararası hukuk kurallarına göre, ikili anlaşmaların aynı anda açıklanması gerekiyor

acil güvenlik gerektiren durumlarda yapılabilir" dedi.

Irak Enformasyon Bakanı, anlaşmayla, Türkiye ve Irak'ın terorist eylemler konusunda sürekli bir haber alışverişinde bulunmalarının da karar altına alındığını belirtirken, ortak operasyonlar konusunda bir bilgi vermedi

Irak'ın anlaşmayı "tek yanlı" olarak açıklaması, Ankara'da tepkiyle karşılandı.

Uluslararası hukuk kurallarına göre, benzer konularda bir açıklama yapılabilmesi için taraf-

ların ayrı bir karar almaları ve açıklamanın "iki ülke başkentinde aynı anda yapılması" gerektiğini söyleyen Dışişleri Bakanlığı yetkilileri, Bağdat'ın hareketinin "şok" etkisi yarattığını söylediler. Dışişleri Bakanlığı'na yakın kaynaklar ise, Türkiye'nin aynı konuda bir anlaşma sağlamak amacıyla, İran'da yaptığı girişimlerin sonuçsuz kalması üzerine Bağdat'ın bu yola başvurduğunu kaydederek, "Irak'ın tavır, tam anlamıyla İran'ın 'nasırına basmak' sayılır" şeklinde konuştular.

Tercüman
28 EKİM 1984 CUMA

Irak Kültür ve Enformasyon Bakanı
Lâtif Jassem, sınır güvenliği için
anlaşma sağlandığını açıkladı

Acil durumlarda Irak sınırına 10 km. girilebilecek

● Jassem'in AP Ajansı tarafından verilen açıklamasına göre, iki ülke güvenlik

kuvvetleri takip amacıyla
3 gün süre için
birbirlerinin sınırını
geçebilecekler

HABERİ 10. SAYFADA

**Acil
durumlarda
Irak
sınırına 10 km.
girilebilecek**

**Hamaney'in
Evren'e mesajı:**

**«İran,
Türkiye'ye
yönelik
tedhişe izin
vermeyecek»**

**“İran Türkiye'ye yönelik
tedhişe izin vermeyecek”**

ANKARA, (Tercüman)-
İran, Türkiye'yi hedef alan
tedhiş faaliyetlerine izin
vermeyeceğini ve sözlerinin geç-
tiği grupları da bu yonde teş-
vik edeceğini Ankara'ya bil-
dirdi. İran'ın bu görüşünün,
Tahran'da görüşmeler yapan
İçişleri Bakanı Ali Tanrıyar
başkanlığındaki heyete en
yüksek seviyedeki İranlı yo-
neticiler tarafından iletildiği
belirtildi.

Alınan bilgiye göre, İran
Cumhurbaşkanı Hamaney
de Cumhurbaşkanı Kenan
Evren'e gönderdiği cevabı
mesajda, İran'ın tedhişe kar-

şı olduğunu, Türkiye'ye yö-
nelik tedhişe izin verme-
diğini ve vermeyeceğini bil-
dirdi.

Yetkililer, İçişleri Bakanı
Ali Tanrıyar başkanlığında-
ki heyetin Tahran ziyareti-
nin amacının İran yöneti-
minde görülen yanlış anla-
maları düzeltmek olduğunu
belirterek, “Heyet bu yanlış
anlamaları düzeltmek için
İranlı yöneticilere geniş izah-
at vermiştir. Ümit ediyoruz
ki, İran yöneticilerine verilen
bu izahat yanlış anlamaları
gidermiştir” dediler.

Türkiye'nin gerek İran ge-
rekse Irak'la olan iyi seviye-
deki siyasi ve ekonomik iliş-
kilerini devam ettirmek iste-
diğini söyleyen yetkililer,
“İran ve Irak'ın toprak bü-
tünlüğüne de önem veriyor-
uz” şeklinde konuştular.

BAGDAT, (AP)-Türkiye ve
Irak hükümetleri arasın-
da sınır güvenliği anlaşması
sağlandığı, Irak Kültür ve
Enformasyon Bakanı Latif
Nyasef Jassem tarafından
dün resmen açıklandı.

Anlaşmaya göre, Türk ve
Irak silahlı kuvvetleri her iki
ülkenin sınırından 10 km. de-
rinliğinde bir güvenlik hat-
tında birlikte hareket edebi-
lecekler. Jassem, açıklama-
sında anlaşmanın her iki ül-
ke askerlerine “çok acil du-
rumlarda” eşkiyayı takip
amacıyla en fazla üç gün
süre için birbirlerinin sınırını
geçme izni tanıdığını belirtti.

Bilindiği gibi Irak ile Tür-
kiye arasındaki anlaşmaya
geçen hafta Dışişleri Bakanı
Vahit Halefoğlu'nun Bağ-
dat'a yaptığı ziyaret sırasın-
da varılmıştı.

Ankara Dışişleri yetkilileri
ise bu mutabakat ile ilgili bir
açıklama yapmadılar.

● İranlı yetkililer, İçişleri
Bakanı Tanrıyar'a söz-
lerinin geçtiği grupları,
Türkiye'ye karşı tedhi-
şe izin vermemeleri için
teşvik edeceklerini de
bildirdi



İbret tablosu Güneydoğu Anadolu'da sürdürülen operasyonlar sırasında evvelki gece ölü olarak ele geçirilen ayrılıkçı teröristin cesedi Genelkurmay Sıkıyönetim Koordinasyon Dairesi, bölgedeki operasyonların devam ettiğini bildiriyor.

Hadlerini bilmiyorlar

3 erimizi şehit ettiler

Operasyonlar için, soru önergesi verdiler

Hain, cezasını buldu

● Federal Alman Parlamentosu, bugün Türkiye'nin iç işlerini ilgilendiren Doğu olaylarını görüşme kararı aldı

● Genelkurmay Sıkıyönetim Koordinasyon Dairesi, güvenlik güçleriyle çatışmaya giren ayrılıkçı teröristlerin 3 erimizi şehit ettiklerini, bir millîtanın ölü ele geçirildiğini açıkladı

ANKARA, ÖZEL

GÜVENLİK kuvvetleri ile teröristler arasında dün gece çıkan silahlı çatışmada üç er şehit oldu. Çatışmada bir terörist ölü olarak ele geçirildi.

Genelkurmay Sıkıyönetim Koordinasyon Dairesi Basın ve Halkla İlişkiler Şubesi'nden bu konuda yapılan açıklama şöyle: "24 Ekim 1984 günü saat 23.30 sıralarında bir operasyonda millet ve devlet düşmanı teröristlerle çıkan çatışmada üç er şehit olmuş, teröristlerden biri ölü olarak ele geçirilmiştir. Bölgedeki gerekli operasyona devam edilmektedir.

Şehit olan erlerin isimleri şöyledir:

● Jandarma er Mustafa Dağ, Talip oğlu, 1964 doğumlu, Ankara-Elmadag,

● Jandarma er Kemal İzgi, Kasım oğlu, 1961 doğumlu, Kars-Göle,

● Jandarma er İbrahim Bozbeş, Hüsnü oğlu, 1964 doğumlu, Kütahya-Domaniç."

BONN- MİLLİYET BÜROSU

GÜNEYDOĞU Anadolu Bölgesi'nde terörist ayrılıkçılara karşı girişilen harekât konusunda bu sabah Federal Almanya Parlamentosu'nda görüşme açılacağı öğrenildi.

Parlamentonun Yeşiller Grubu tarafından Meclis Başkanlığı'na getirilen konunun bu sabah görüşüleceği belirtildi.

Genellikle Türkiye aleyhindeki tutumları ile tanınan Yeşiller Grubu sözcülerinin, konuyu olumsuz yönden ele alıp, Almanya'nın, Türkiye'ye yardımını engellemeye çalışacakları bildiriliyor

Bonn Büyükelçimiz Oktay İşcen, Yeşiller'in bu tutumunu, "Türkiye'nin içişlerine bir müdahale" olarak değerlendirdi.

Ote yandan Almanya'da, Türkiye aleyhtarı faaliyetlerini sürdüren ayrılıkçı teröristler, dün de Köln'deki ünlü Dome Katedrali'ni işgal ettiler.

Bu da, Fransız küstahlığı

Terörist Aslan için saygı duruşu

● Komünist Grup Başkanı Senatör Helene Luc'un girişimi üzerine, dün idam edilen Hıdır Aslan için Fransız senatörleri bir dakikalık saygı duruşunda bulundular

PARİS, AA

FRANSA Senatosu, Komünist Grup Başkanı Bayan Helene Luc'un girişimi üzerine, dün sabah Burdur'da idam edilen terörist Hıdır Aslan için bu dakikalık saygı duruşu yaptı.

Helene Luc, senatoda yaptığı konuşmada, "Hıdır Aslan'ın idam edilmesinin insan haklarına indirilen tamiri imkânsız bir yara olduğunu" iddia etti.

Yasadışı "Dev-Yol" örgütü üyesi terörist Hıdır Aslan, çeşitli tarihlerde yaptığı eylemlerle, silahlı halk ayaklanması yoluyla iktidarı ele geçirerek, Marksist-Leninist bir devlet düzeni kurulmasını amaçladığı gerekçesiyle idam cezasına çarptırılmıştı.

Hafız Esad, Barzani ile görüştü

SAM, AA

SURİYE Devlet Başkanı Hafız Esad'ın, dün Mesut Barzani başkanlığında, Irak'taki rejime muhalif, "Irak Ulusal Demokratik Cephesi"nden bir heyeti kabul ettiği bildirildi.

Suriye resmî kaynaklarının açıklamasına göre, heyette ayrıca, Sosyalist Partisi'nin Genel Sekreteri, Resul mamand ve Irak Komünist Partisi Siyasi Büro üyelerinden Fahri Kerim de bulunuyor.

Görüşmede, Arap dünyasında meydana gelen olaylar ve özellikle Irak'taki duruma değinildiği belirtildi.

DOSSIER

LES KURDES, UNE NATION SANS ETAT VICTIME D'UN ETHNOCIDE

Une dépêche A.F.P. en date du 23 juillet 1984 paraît dans la presse : « Les cinq techniciens européens détenus en Irak depuis décembre par le Parti démocratique du Kurdistan d'Irak (P.D.K.I.) - trois Français employés de Thomson, un Autrichien et un Allemand de l'Ouest employé du consortium italo-allemand Gimod - ont été libérés a annoncé ce lundi matin 23 juillet la radio autrichienne ». Perplexité chez beaucoup. Au fait où est le Kurdistan et qui sont les Kurdes ?

Nation d'environ 20 millions d'habitants vivant au cœur du Moyen-Orient, les Kurdes n'ont pas d'Etat. Ils ont été les témoins de la naissance et de la chute des empires les plus puissants du monde : assyrien, perse, grec, romain, arabe, mongol et turc. Le territoire de ces oubliés de l'histoire est aujourd'hui divisé entre la Turquie, l'Irak et la Syrie. On trouve également des enclaves de peuplement kurde au Liban et en U.R.S.S.

Le Kurdistan : territoire et ressources

Territoire de 500 000 km² grand comme la France - le Kurdistan est délimité géographiquement à l'ouest par les chaînes du Taurus oriental, à l'est par le Zagros iranien, au nord par le mont Ararat (où se serait posée l'arche de Noé) et au sud par les plaines de Mésopotamie. C'est essentiellement un pays de montagnes. Le Tigre et l'Euphrate y coulent. Quelques villes d'importance réelle seulement : Diyarbakir et Erzurum (au Kurdistan de Turquie), Kermanschach et Sanandaj (au Kurdistan d'Irak), Sulaymaniya et Kirkouk (au Kurdistan d'Irak). Si les trois quarts de la population vivent aujourd'hui d'agriculture et d'élevage, le sous-sol du Kurdistan recèle des richesses considérables. Qu'il s'agisse de gisements de cuivre, de chrome, de fer, de houille, de plomb, d'or ou d'argent, ils sont le plus souvent inexploités. L'extraction du chrome à Maden (Kurdistan de Turquie) assure à la Turquie le second rang de producteur mondial. Les ressources pétrolières sont très importantes. Les gisements de la région de Kirkouk sont situés au Kurdistan d'Irak, ceux de Kermanschach et de Hamadan au Kurdistan d'Irak, les puits de Batman et de Gawran au Kurdistan de Turquie. Globalement donc un potentiel minier et énergétique considérable, très peu exploité et dont bénéficie peu le Kurdistan. En effet, par la volonté politique des divers gouvernements de la région, les différentes parties du Kurdistan ont été maintenues dans un état de sous-développement total.

Population

Quant à la population et à sa répartition géographique, il est difficile d'avoir recours à des statistiques officielles, soit elles sont inexistantes, soit délibérément falsifiées par les gouvernements centraux. De plus, la précarité de la situation des Kurdes, notamment en Turquie et en Iran, ne les incite pas toujours à se déclarer comme tels. Ceci dit, la population kurde est globalement estimée à environ 20 millions de personnes qui se répartissent ainsi : Turquie, 10 millions ; Iran, 6 millions ; Irak, 3,5 millions ; Syrie, un demi-million ; Liban, 80 000, et U.R.S.S. 100 000.

Langue

Les Kurdes parlent une langue indo-européenne issue de la branche « zend » du groupe iranien alors que le persan, proche du kurde, provient de la branche « pahléwi ». Deux dialectes prédomi-

nent : le kurmanci, parlé par les Kurdes de Turquie, d'U.R.S.S., de Syrie et des parties septentrionales du Kurdistan d'Irak et d'Irak, et le sorani, utilisé par les Kurdes du sud du Kurdistan d'Irak. Ces deux dialectes sont écrits. Pour des raisons historiques les Kurdes d'Irak et d'Irak se servent, comme dans le passé, de l'alphabet arabe pour transcrire leur langue. Les Kurdes de Syrie et de Turquie pratiquent, eux, depuis une quarantaine d'années, un alphabet phonétique simplifié en caractères latins mis au point par des intellectuels kurdes.

Littérature

La langue et le génie kurde ont donné naissance à une littérature savante de qualité ainsi qu'à une poésie populaire faite de chants d'amour et d'épopées. En raison du partage du Kurdistan beaucoup de Kurdes ont écrit dans la langue de leur pays de résidence. Ainsi le « prince des poètes arabes » est le Kurde Ahmed Shawki, mort en Egypte. L'un des plus grands poètes persans Djami est Kurde ainsi que le poète turc Fizioui. Mais, dès le IX^e siècle on trouve un poète kurde, Babarouk Hamadi, qui écrit dans sa langue. L'âge classique de la littérature kurde commence au XV^e siècle. En la personne de Ehedé Khana (1650-1706) qui rédigea une œuvre poétique de 2 700 vers - Memozin - les Kurdes ont trouvé le chantre d'un nationalisme à naître. Ecoutez-le :

*« Je m'en remets à la sagesse de Dieu
Les Kurdes, dans l'Etat du monde
Pour quelles raisons restent-ils privés
de leur droit ?
Ces Turcs, ces Persans les assiègent
Des quatre côtés à la fois
Et les deux camps font du peuple kurde
Une cible pour la flèche du destin »*

Fort judicieusement il les incite à s'unir car, elles les pourrout.

*« Dominer le Turc, l'Arabe et le Persan
Constituer un Etat idéal
Porter à la perfection les sciences et les arts
Se faire aimer par le monde entier... »*

Religion

La religion originelle des Kurdes était le Zoroastrisme. Mais depuis la conquête arabe au VII^e siècle ils sont, dans leur quasi-totalité, musulmans sunnites, bien qu'il y ait aussi un très faible pourcentage de Kurdes chrétiens (Assyriens), juifs et yézédis.

Spécificité culturelle : L'unité de base constituée par la tribu, tout en ayant perdu de son importance, demeure néanmoins un élément-clé dans plusieurs régions du Kurdistan. La figure du grand propriétaire terrien - « l'agha » - dont peut dépendre la population de plusieurs villages kurdes, fait encore partie de la réalité quotidienne du Kurdistan de Turquie. Il est à noter que les femmes kurdes n'ont jamais été voilées et ont toujours bénéficié d'un statut de relative égalité par rapport aux hommes. Elles ont toujours occupé une place économique réelle dans la société kurde. Seule la valeur décidait. On a vu des femmes chefs de tribus.



Le Kurdistan, un territoire grand comme la France

Les Kurdes et leur histoire

Les Kurdes estiment être les descendants des Mèdes qui s'emparèrent de Ninive en 612 av. J.C. et mirent fin à l'empire assyrien avant d'être vaincus eux-mêmes par les Perses en 550 av. J.C. A partir du XI^e siècle de nombreuses principautés kurdes font leur apparition, suite à l'affaiblissement du pouvoir central des califes. En 1514, à la bataille de Tchaldiran, les Turcs et les Kurdes unis battent le shah de Perse Ismaïl. Cette victoire est suivie de la signature d'un pacte kurdo-ottoman qui consacre les droits héréditaires des princes kurdes sur leurs principautés en échange de quoi ils s'engagent à ne pas se soulever contre la Sublime Porte et à ne pas modifier les frontières de leurs Etats. C'est l'époque de cours kurdes fastueuses. Ceci durera jusqu'au XIX^e siècle lorsque le sultan va décider de soumettre les principautés kurdes. Diverses révoltes dirigées par des chefs traditionnels vont éclater tout au long du XIX^e siècle. En 1908 la révolution jeune turque instaure un régime constitutionnel. Avec l'émergence du concept de nationalité dans l'Europe exsangue de 1918 et l'effondrement de l'empire ottoman, les Kurdes peuvent espérer un moment accéder à la reconnaissance étatique. En effet, le président W. Wilson, au point 12 de son « Programme pour la paix du monde », déclare que les minorités non turques de l'empire ottoman doivent pouvoir bénéficier « d'un développement autonome ». Le traité de Sèvres signé entre les alliés et le gouvernement turc, le 10 août 1920, prévoit, en sa section III - Kurdistan -, l'octroi « d'une

autonomie locale pour les régions où domine l'élément kurde ». Ce traité très injuste pour la Turquie, jugé aujourd'hui « inique » par certains, eu égard aux aspirations nationales kurdes est cependant, encore à ce jour, la seule reconnaissance en droit international du fait kurde. Il demeurera lettre morte, la victoire de Mustapha Kemal dans la guerre d'indépendance ayant modifié les données du problème. Le traité de Lausanne, signé le 24 juin 1923 et négocié peu de temps après la victoire kémaliste, constitue la consécration politique et diplomatique sur la scène internationale du nouveau gouvernement turc. Si ce traité rétablit la Turquie dans sa dignité, il occulte totalement le fait kurde. Les droits des minorités que le gouvernement turc s'engage à respecter (section III, article 37-44) ne concerne que les minorités non musulmanes. Le traité de Lausanne entérine la division du Kurdistan et de son peuple entre quatre entités politiques de poids : la Turquie, l'Iran, l'Irak (nouvellement créé auquel sera adjoint, par la volonté de la Grande-Bretagne, en juin 1926, le vilayet de Mossoul - peuplé majoritairement de Kurdes et riche en pétrole) et la Syrie. Mais il ne reconnaît aucune existence aux Kurdes. A partir de 1925, dans ce contexte d'un Kurdistan éclaté, un mouvement national kurde va naître. Au fil des ans et au gré des fluctuations politiques, son centre se déplacera d'un pays à l'autre. Mis à part l'éphémère république de Mahabad (1945-46) il n'a à son actif aucun territoire kurde souverain.

Le mouvement national kurde

TURQUIE

Pour Ismet Inönü, chef de la délégation turque à la conférence de Lausanne et Premier ministre jusqu'en 1937, « la Turquie appartient à deux nations : turque et kurde ». Selon ses propres termes « ces deux peuples ont les mêmes droits et les mêmes devoirs ». Jusqu'en mars 1924 soixante-douze députés du Kurdistan siègent à la Grande Assemblée Nationale. A partir de 1924 on assiste à un revirement total. Dans la construction de cette Turquie moderne que veut Mustapha Kemal il n'y a de place que pour les Turcs. Les Arméniens ont été massacrés. Les Kurdes doivent disparaître. Le but est clair. Les moyens seront variés : extermination physique (de 1925 à 1939), négation de l'existence même des Kurdes, politique d'ethnocide et « turquification ».

Extermination physique : De 1925 à 1939 le Kurdistan de Turquie est le théâtre d'événements sanglants. Qu'il s'agisse de la grande insurrection menée par Cheikh Said en 1925-26, du mouvement plus nettement nationaliste de la région du mont Ararat en 1930 ou encore du soulèvement de Dersim à partir de 1936, ce ne sont que scènes d'horreurs décrites ainsi par un témoin * : « Le Kurdistan fut dévasté par le fer et par le feu. Les hommes furent torturés et tués, les villages incendiés, les récoltes détruites, les femmes et les enfants enlevés et assassinés. Mustapha Kemal envoya des tribunaux militaires spéciaux dits « d'indépendance », lesquels pendirent, bannirent et incarcérèrent des millions de personnes avec une célérité toute militaire ». Tel président du tribunal d'indépendance de Diyarbakir pourra se glorifier d'avoir « fleuri les potences de grappes de rebelles ». A Van, une centaine d'intellectuels seront jetés dans le lac après avoir été cousus dans des sacs **. Il y a volonté délibérée d'exterminer. Nous n'en voulons pour preuve que la loi n° 1850 intitulée « loi statuant que tout acte commis dans les régions révoltées ne sera pas considéré illégal » publiée au Journal Officiel turc en date du 29 juillet 1931, qui soustrait les auteurs de méfaits et de crimes commis au Kurdistan à toute poursuite judiciaire. Génocide organisé interrompu par la seconde guerre mondiale ou volontairement écrasé définitivement le nationaliste kurde ? Il est difficile de se prononcer. Selon certaines estimations, au cours de cette période, 1,5 millions de Kurdes auraient été déportés ou massacrés. De 1925 à 1965 le Kurdistan est déclaré zone interdite aux étrangers.

Négation de l'existence même des Kurdes : Du jour au lendemain, en 1924, le terme même de Kurdistan, terme géographique désignant depuis le XII^e siècle le pays kurde, disparaît du vocabulaire officiel. Il est remplacé par Anatolie Orientale ou provinces de l'Est. Les Kurdes deviennent des « Turcs des montagnes » qui « auraient oublié leur langue ». Mots tabous en 1924, ils le sont encore aujourd'hui soixante ans plus tard.

Ethnocide. Par un décret-loi en date du 3 mars 1924, toutes les écoles et publications kurdes sont interdites. L'usage de la langue est prohibé. Les bibliothèques sont expurgées des livres kurdes. Les écrits en langue kurde sont l'objet d'autodafés.

« Turquification » : assimilation forcée : Le « Kurdistan » n'existe plus, les « Kurdes » non plus. L'administration se chargera d'affubler de noms purement turcs ces habitants de l'Est. L'histoire officielle sera réécrite pour priver les

Kurdes de leur passé. Ils doivent être dépossédés de leur mémoire collective. Les noms de villes et de villages seront transformés. On modifie la composition ethnique de certaines parties du Kurdistan. On « turquifie » à outrance. Le 5 mai 1932 est promulguée la « loi de déportation et de dispersion des Turcs montagnards ». Ses buts : « augmenter en Anatolie Orientale la densité des populations ayant une culture turque » et déporter vers les provinces turcophones « les populations qui doivent être assimilées à la culture turque ». Cette loi fera, des années plus tard, des adeptes en Syrie et en Irak.

Le point aujourd'hui : Les grandes lignes d'une politique qui va s'avérer durable sont donc jetées. Les années passent, les gouvernements changent, la manière d'aborder la question kurde vane peu.

Un exemple parmi d'autres : en juin 1971 le Parti Ouvrier de Turquie représenté au Parlement est dissous par la Cour constitutionnelle d'Ankara pour avoir affirmé lors de son congrès l'existence du peuple kurde dans l'est de la Turquie. Lorsque l'armée prend le pouvoir en 1980 elle invoque la nécessité de mater le mouvement national kurde. A ce jour les Kurdes ne jouissent toujours d'aucun droit propre. Ismet Inönü disait en 1930 « La seule nation turque est en droit de revendiquer des droits ethniques et raciaux dans ce pays. Aucun autre élément n'a ce droit ». Un de ses ministres estimait pour sa part que « ceux qui ne sont pas de pure origine turque n'ont qu'un seul droit dans ce pays : le droit d'être serviteurs, le droit d'être esclaves ». Comme en écho à ces propos, le 24 novembre 1976, alors que le Kurdistan venait d'être frappé par un tremblement de terre, un commandant militaire de Diyarbakir s'exclamait : « Laissons-les donc mourir. Après tout ce ne sont que des Kurdes ».

Depuis le coup d'Etat militaire de septembre 1980, Diyarbakir est devenu pour beaucoup de Kurdes, séparatistes ou simples nationalistes, synonyme de torture, humiliation ou mort. Après le coup d'Etat, sur la foi d'informations fournies par les services de renseignement MIT, nombre de villages furent perquisitionnés avec force brutalité. Le cinéaste Yilmaz Guney a évoqué cela dans « Yol ». Depuis 1980, dans la prison ultra-moderne de Diyarbakir, deux mille cinq cents Kurdes, et condamnés, en majorité inculpés, sont soumis quotidiennement aux brimades et à la torture. En début d'année, onze détenus Kurdes se sont laissés mourir de faim dans l'espoir que leurs co-détenus puissent jouir de certains droits. La justice militaire a monté de gigantesques procès où tout Kurde est suspecté de « kurdisme » aux termes d'une « loi 105 » de 1960 ou d'activités séparatistes. En mai 1983, plusieurs milliers d'hommes appartenant à un corps de gendarmes spéciale usaient d'un droit de suite pour pourchasser des nationalistes kurdes en territoire irakien.

La Turquie est signataire de la Convention européenne des droits de l'homme et des accords d'Helsinki. Or, dix millions de personnes y sont privées du droit culturel le plus élémentaire : celui de parler sa langue. Elles sont l'objet de violences physiques, leur existence en tant que Kurdes est niée pour la simple raison que la Turquie vit, depuis 1924, sur un mythe. Il n'y aurait que des Turcs en Turquie. Seul signe d'espoir : 90 % des Kurdes de Turquie parlent encore leur langue. Mais ils sont aussi analphabètes à 77 %.



Dans la montagne du Kurdistan
(Les photos de ce reportage proviennent des archives de l'Institut kurde de Paris)

IRAN

La seconde guerre mondiale allait donner l'occasion aux Kurdes de fonder le seul Etat kurde indépendant des temps modernes : la République de Mahabad. En 1941 les armées britanniques et soviétiques entrèrent en Iran au nom des alliés pour éviter que les sympathies de Reza Shah ne se transforment en alliance militaire. Les Kurdes de la région de Mahabad prirent dès 1942 leur destin en mains. En septembre la première organisation politique voyait le jour : Komala. Avec la création en août 1945 du Parti Démocratique du Kurdistan, la future république allait disposer d'une véritable force politique cohérente. Le programme du parti prévoyait notamment que « le peuple kurde en Iran devait lui-même gérer ses affaires locales et jouir du droit à l'autonomie à l'intérieur des frontières de l'Iran - qu'il devait avoir le droit d'étudier dans sa langue maternelle et que la langue de l'administration dans le territoire kurde devait être le kurde - que les fonctionnaires de l'Etat devaient être choisis parmi la population locale ».

Le 22 janvier 1946 la première république kurde était proclamée. Qazi Mohammed, un des fondateurs du P.D.K.I., personnalité politique et religieuse respectée de la ville de Mahabad, était élu président. Son existence serait éphémère : moins d'un an. Néanmoins, plusieurs publications en kurde virent le jour ; la langue kurde devint langue officielle dans l'administration et dans l'enseignement. Pour Archie Roosevelt Jr qui eut l'occasion de se rendre sur place « il s'agissait d'une entreprise viable et populaire ». Mahabad était devenu le centre du mouvement national kurde : des Kurdes d'Irak, de Turquie et de Syrie s'y rendaient.

Mustapha Barzani qui, avec ses hommes avait gagné le Kurdistan d'Iran, assumait le commandement des forces armées.

Les Soviétiques avaient vu avec bienveillance et quelque peu encouragé la naissance des républiques d'Azerbaïdjan et de Mahabad. Mais, lorsque aux termes des accords signés entre les alliés et le gouvernement de Téhéran les troupes soviétiques et britanniques durent quitter l'Iran, les Soviétiques n'étaient pas prêts à défendre par la force l'existence de ces républiques. Sans ce soutien, la république kurde était condamnée. Le 15 décembre 1946 l'armée iranienne entra à Mahabad. Qazi Mohammed, Sadr Qazi, son frère, et Seif Qazi, son cousin, furent pendus sur la place de Mahabad le 31 mars 1947. Mustapha Barzani et ses hommes, après une dure retraite, gagneront l'URSS. La république kurde de Mahabad avait vécu. Son souvenir est encore cher au cœur des Kurdes d'aujourd'hui.

Sous le régime du shah, les Kurdes ne jouiront d'aucun droit. La SAVAK (police secrète) sera très active au Kurdistan. Des centaines de Kurdes seront emprisonnés pour avoir manifesté des aspirations nationalistes. Le soutien que le shah apporta entre 1974 et 1975 aux Kurdes d'Irak n'était, nous le verrons, que purement tactique.

Aujourd'hui le Kurdistan est en guerre (cf interview de Jalil Gadani). La principale force politique, le P.D.K.I., dont le secrétaire général est un économiste libéral, le Dr Ghassemlou, réclame la démocratie pour l'Iran, l'autonomie pour le Kurdistan. C'est un langage que l'ayatollah Khomeiny ne saurait comprendre. Les armes parlent à la place. Les peshmargas (combattants de la mort) du P.D.K.I. et les forces du Komala et des Moudjahidin combattent l'armée de Téhéran. Si, dans l'avenir, cette dernière n'était plus engagée sur le front irakien,

* HC Armstrong « Le loup gris », cité par Noureddine Zaza - Ma vie de Kurde
** Lucien Rambout, « Les Kurdes et le droit »

DOSSIER

la situation pourrait devenir très critique pour les Kurdes, les intentions de Téhéran ne pouvant faire de doute. L'ayatollah Mousavi Ardebili ne déclarait-il pas il y a un an « Nous avons l'intention de résoudre le problème kurde une fois pour toutes » ?

IRAK

L'Irak (vilayet de Bagdad et de Bassorah) est né des décombres de l'empire ottoman. En 1925 la S.D.N. confie au nouvel Etat, pour une période de vingt-cinq ans, le vilayet de Mossoul (en majorité peuplé de Kurdes) que la Grande-Bretagne, puissance mandataire, savait niche en pétrole. La S.D.N. recommande qu'il soit tenu compte « des vœux émis par les Kurdes qui demandent que des fonctionnaires de race kurde soient désignés pour l'administration de leur pays, pour l'exercice de la justice et pour l'instruction dans les écoles et que la langue kurde soit la langue officielle dans tous ces services ». Des droits culturels seront effectivement accordés par la Grande-Bretagne aux Kurdes. En 1927 on découvre du pétrole près de Kirkouk. Ce gisement s'avère être le plus important du monde. Des intérêts britanniques, américains, français et hollandais s'en partagent l'exploitation. Aucun mouvement kurde ne saurait espérer bénéficier d'un soutien occidental. En 1930 l'Irak devient indépendant, mais la Grande-Bretagne y conserve des bases aériennes et une mission militaire auprès des forces armées irakiennes. Son influence sera réelle jusqu'en 1958. Entre 1923 et 1945 des révoltes éclatent en divers points du Kurdistan. Elles seront toutes écrasées grâce à l'intervention de la Royal Air Force britannique. Après un ultime combat, Mustapha Barzani et ses hommes rejoindront en 1945 la République de Mahabad. Le mouvement national kurde privé de son principal leader, demeurera dans la clandestinité jusqu'à la chute de la monarchie en 1958.

Les Kurdes et la République. Lorsque le général Kassem prend le pouvoir le 14 juillet 1958, abolit la monarchie et proclame la république, les Kurdes ne peuvent que s'en féliciter. La constitution provisoire promulguée le 27 juillet rétablit les libertés démocratiques et énonce en son article 3 « La société irakienne est fondée sur la coopération totale entre tous les citoyens, sur le respect de leurs droits et de leurs libertés. Les Arabes et les Kurdes sont associés dans cette nation, la constitution garantit leurs droits nationaux au sein de l'entité irakienne ». Le P.D.K., constitué en 1946, à l'exemple du P.D.K. d'Iran est légalisé. Mustapha Barzani rentre de onze ans d'exil en URSS et est accueilli en héros. La publication de 14 journaux kurdes est autorisée. Mais ce libéralisme sera de courte durée. Les relations entre Kassem et les Kurdes se détérioreront vite

La guerre de 1961 à 1970. Le bombardement de Barzan par les troupes irakiennes le 11 septembre 1961 marquera le début d'une guerre qui ne cessera que temporairement en 1970. Le mouvement national kurde s'engage dans une guerre de libération qui a notamment pour objectif l'autonomie du Kurdistan irakien dans le cadre de la république. Le mouvement est solidement structuré par le P.D.K. (présidé par Barzani) sur le plan politique, militaire et administratif. Une armée révolutionnaire du Kurdistan verra le jour dont les effectifs seront de l'ordre de 20 000 personnes après la chute de Kassem. Elle contrôlera un territoire propre de 1964 à 1975 et établira son administration. Entre 1961 et 1968 la lutte armée menée par les Kurdes entraînera la chute de Kassem et de trois autres régimes avant que la tendance actuelle du Baas ne prenne le pouvoir en juillet 1968. Les pertes furent importantes de part et d'autre. En 1970 le gouvernement baasiste cherche à terminer la guerre. Les deux parties signeront un accord en quinze points.

L'accord du 11 mars 1970. Il reconnaît le caractère bi-national de l'Irak. Il est prévu (article 2) que « Les frères kurdes seront associés au pouvoir sans distinction entre un Kurde et un non-Kurde ». Les droits culturels et linguistiques kurdes sont réaffirmés sans la moindre ambiguïté. Tout un programme de réhabilitation (suite à la guerre) et de développement économique est prévu pour le Kurdistan. Mais c'est incontestablement l'article 14 qui, aux yeux des Kurdes, revêt le plus d'importance. Il prévoit en ces termes la création d'une région autonome « le gouvernement travaillera à développer cette unification administrative, il s'emploiera à laisser au peuple kurde le soin d'exercer lui-même de plus en plus largement ses droits nationaux, lui garantissant ainsi la jouissance de l'autonomie interne ». La délimitation de cette région autonome doit se faire sur la base d'un recensement qui déterminera les territoires à majorité kurde. Une période de quatre ans est prévue pour la mise en application de cet accord. Le recensement, décisif pour la région de Kirkouk, n'aura jamais lieu.

Le 11 mars 1974 le gouvernement irakien publiait unilatéralement une « loi sur l'autonomie du Kurdistan ». Estimant que les clauses de l'accord de 1970 n'ont pas été respectées, la direction du P.D.K. la rejette. C'est à nouveau la guerre de mars 1974 à mars 1975. Bagdad y engage pratiquement la totalité de ses forces. Cette guerre sera particulièrement violente et meurtrière. Selon un communiqué du haut commandement irakien les forces gouvernementales ont eu 1 640 hommes tués, dont 66 officiers et 7 903 blessés dont 88 officiers. Parmi les Kurdes la population civile servira souvent de cible. En avril 1972 a été signé un traité d'amitié



Un village kurde

(François Guenet)

et de coopération irako-soviétique. Ne pouvant donc espérer le moindre soutien de la part de l'URSS, Mustapha Barzani va se tourner vers le Shah d'Iran qui, pour des raisons personnelles, est prêt à jouer momentanément la carte kurde. Cette alliance sera fatale au mouvement national kurde d'Irak. Les Kurdes bénéficieront d'un soutien militaire iranien et d'une aide financière américaine, la C.I.A. se chargeant de l'exécution. Comme le révélera le rapport Pike - dû à une commission d'enquête de la Chambre des représentants - Henry Kissinger n'y voit « qu'un instrument qui sert à dissuader l'Irak de tout aventurisme international » et le Shah conçoit sa politique « d'aide » aux Kurdes comme « une carte à jouer dans le différend l'opposant à son voisin ». Avec la signature le 6 mars 1975 de l'Accord d'Alger entre Saddam Hussein et le Shah d'Iran, les Kurdes auront la révélation brutale du cynisme de leurs alliés. Aux termes de cet accord signé sur leur dos, le Shah s'engage à fermer ses frontières avec le Kurdistan irakien, et à empêcher l'infiltration « d'éléments subversifs » ; en échange l'Irak accepte une modification du tracé de sa frontière avec l'Iran près d'Abadan, seul objectif réel poursuivi par le Shah.

Effondrement du mouvement national kurde. L'armée kurde rendue très dépendante du soutien iranien ne pouvait survivre à l'Accord d'Alger. Lors d'une réunion du bureau politique du P.D.K.I., dans la nuit du 18 au 19 mars, Mustapha Barzani fait part de sa décision de ne pas continuer le combat et de gagner l'Iran. C'est l'effondrement du mouvement national kurde en Irak dont les effets se font encore sentir aujourd'hui. En choisissant l'alliance avec le Shah puis la retraite vers l'Iran le général Barzani, dont la figure légendaire avait valeur de symbole pour le peuple kurde, a commis, semble-t-il, deux erreurs majeures.

Politique d'arabisation. Peu après l'Accord d'Alger et pendant environ un an le gouvernement irakien va procéder à une politique d'arabisation des régions kurdes, des zones pétrolières et frontalières : Kirkouk, Khanaqin, Sindjar. Une centaine de milliers de Kurdes, peut-être davantage furent déportés vers le Sud, d'autres déplacés dans la « région autonome » rétrécie allouée par le gouvernement aux Kurdes. Des fonctionnaires kurdes étaient remplacés par des fonctionnaires arabes. Des villes et des villages du Kurdistan voyaient leurs noms arabisés. Kirkouk devint El Taamin.

Le point aujourd'hui. La région autonome est rétrécie. Cependant, il est indéniable que les Kurdes irakiens jouissent de droits culturels. Le mouvement national kurde est sorti très divisé de la défaite. Les deux principales forces politiques sont l'U.P.K. (Union Patriotique du Kurdistan) dirigée par Jalal Talabani et le P.D.K.I. (Parti démocratique du Kurdistan d'Irak), à la tête duquel se trouvent Massoud et Idnass Barzani (les fils de Mustapha Barzani), qui bénéficie du soutien de Téhéran où réside d'ailleurs l'un de ses dirigeants. Chacune de ces forces contrôle un territoire. Le Parti Socialiste Unifié du Kurdistan d'Irak, dirigé par Raffoul Mamend constitue la troisième composante politique. De plus, le P.C. irakien est à majorité kurde. Le P.D.K.I., le P.S.U.K.I. et le P.C. ont constitué un front uni.

Des pourparlers sont en cours depuis plusieurs mois entre le gouvernement de Bagdad et des représentants de l'U.P.K. mais semblent stagner. Les Kurdes d'Irak ne peuvent se permettre de perdre de vue que, dans l'éventualité où la guerre du Golfe prendrait fin, l'armée irakienne serait à nouveau disponible pour une autre mission. Peut-être pourront-ils un jour s'exprimer démocratiquement. Tout comme les autres irakiens ils n'ont pas part, depuis 1958, à aucun scrutin électoral pour la simple raison qu'il n'y a pas eu d'élections.

SYRIE

Les Kurdes de Syrie, au nombre de 500 000 environ ne jouissent d'aucun droit. En 1957 le Parti démocratique kurde de Syrie avait été fondé par Noureddine Zaza. Son objectif : obtenir la reconnaissance de droits culturels et linguistiques. Très vite ses dirigeants seront emprisonnés et ses membres poursuivis. Son fondateur se souvient avoir exposé ainsi à l'un de ses géoliers sa démarche : « Dès 1955, les autontés, dominées ou influencées par le chauvinisme baasiste, sont allées jusqu'à faire briser les disques de musique kurde dans les cafés-restaurants des régions kurdes et à condamner à des peines de prison des Kurdes trouvés en possession de livres écrits en leur langue. L'Union de l'Egypte et de la Syrie, loin de barrer la route à cette politique de génocide culturel en instaura une plus raciste, plus fasciste et plus tyrannique encore. Aujourd'hui, il n'y a plus d'officiers kurdes dans l'armée, plus de fonc-



Un paysan kurde

(Christian Hroou)

tionnaires de haut rang dans l'administration, plus d'instituteurs et de policiers kurdes dans les régions kurdes. Nous n'osons plus parler librement notre langue. L'avenir nous paraît très sombre et nous force à nous unir. Voilà pourquoi nous avons fondé le P.D.K.S. ».

Propos plus que suspects dans un pays qui, pour faire face « au danger kurde » va lancer en 1962 un plan d'arabisation de la Djézireh (province en majorité peuplée de Kurdes). Ce plan dit de « la ceinture arabe » prévoit d'expulser toute la population kurde établie en Djézireh, le long de la frontière turque et de la remplacer par des arabes. La « ceinture » devait avoir 350 km de long et une dizaine de kilomètre de profondeur. Le plan a été rebaptisé « plan pour l'établissement de fermes modèles d'Etat dans la province de Djézireh ». Il a été par la suite étendu à la province de Kurd-Dagh. Il semble qu'il ait été partiellement mené à bien. Beaucoup de paysans durent quitter leurs terres pour Damas, la Turquie ou le Liban. En 1975, quarante « villages modernes ont été construits par l'Etat dans la zone de la « ceinture » et 7 000 familles arabes y ont été installées. La ville de Denk a été officiellement rebaptisée Al-Malikyyeh. 120 000 Kurdes ont été privés de la nationalité syrienne suite au recensement de 1962. Ils ont perdu tous leurs droits sauf celui de faire leur service militaire.

Un ouvrage publié en novembre 1963 à Damas, sous le titre « Une étude sur la province de Djézireh, du point de vue national, social et politique » résume dramatiquement la place que la Syrie est prête à accorder aux Kurdes. Son auteur, Mohamed Talab Hilal, chef de la police politique de cette région, qui deviendra ministre du ravitaillement estime « qu'il faut prendre toutes les mesures propres à mettre définitivement un terme à la question kurde ». Il s'emploie à prouver que les Kurdes « ne constituent pas une nation ». Il s'exprime ainsi : « Voilà ce qu'est le peuple kurde, un peuple qui n'a ni histoire ni civilisation, ni langue, ni origine ethnique... Il n'a que les qualités de la force, de la puissance destructrice et de la violence. » Il précise sa pensée au chapitre IV « On ne pourra exterminer le parti démocratique qu'en exterminant les Kurdes dans leur ensemble dans la région, d'une façon ou d'une autre ». Il propose un plan en douze points pour « venir à bout des Kurdes » qui va du transfert de population, à la privation de toute instruction, de tout emploi en passant par « le déclenchement d'une vaste campagne anti-kurde ». Il conclut avec modestie « Ces propositions ne sont pas suffisantes mais nous avons voulu tirer parti de notre expérience, avec l'espoir qu'elles seront le début et les prémices d'un plan intégral et radical ».

La Syrie vit sur une fiction tous les citoyens syriens seraient arabes. Dans un tel contexte il n'y a pas plus de place pour les Kurdes que pour les Juifs

U.R.S.S.

La population kurde vivant en Union Soviétique peut être estimée à 300 000 personnes environ réparties entre les républiques d'Arménie, d'Azerbaïdjan, de Géorgie, de Kazakhstan, de Kirghizie et de Turkménie. Les Kurdes d'Arménie, de Géorgie et dans une moindre mesure ceux du Kazakhstan et de Kirghizie bénéficient de leurs droits culturels. La langue et la littérature kurde sont enseignées dans les écoles. Un journal hebdomadaire paraît à Eviran depuis 1930. Radio-Evran diffuse des émissions en langue kurde. Des Kurdologues procèdent à des recherches dans les domaines historique, linguistique et littéraire. Reconnus en tant que nationalité les Kurdes soviétiques ont le privilège de voir leurs droits respectés, ce qui n'est pas toujours le cas pour d'autres nationalités.



Visages de l'avenir kurde

(Jean Bertolino)

Primauté des intérêts d'Etat

L'histoire s'est chargée d'apprendre aux Kurdes qu'il y a toujours primauté des intérêts d'Etat. S'ils devaient être tentés, dans l'avenir, de s'en remettre tant soit peu à « l'étranger » nous souhaitons qu'ils aient en mémoire ce qui suit. L'agence Tass en date du 15 juin 1963 s'exprimait ainsi : « Le gouvernement irakien mène au Kurdistan une politique d'extermination de masse, une politique de génocide contraire aux droits élémentaires de l'homme et à la Charte de Nations Unies... Les massacres sanglants des patnotes irakiens et l'extermination de la pacifique population kurde soulèvent la colère et l'indignation des peuples de l'Union soviétique ». Ceci n'allait nullement empêcher le gouvernement soviétique de signer en avril 1972 un traité d'amitié et de coopération avec l'Irak et de livrer des armes qui serviraient à écraser ces mêmes Kurdes.

Le rapport Pike - dû à une commission d'enquête de la Chambre des Représentants des Etats-Unis - analysant le soutien qu'apportèrent entre 1974 et 1975 les Etats-Unis (plus exactement la C.I.A.) aux Kurdes d'Irak ne laisse substituer aucun doute non plus. On peut y lire « Tant le président et le Dr Kissinger que le chef d'Etat étranger (le Shah) ne désiraient pas que nos clients (les Kurdes) puissent obtenir la victoire. Ils voulaient que les insurgés fussent à même de soutenir un degré d'hostilité juste assez élevé pour saper les ressources de l'Etat voisin ».

Droits des minorités

Il est des minorités relativement privilégiées, celles dont on parle et les autres, parmi lesquelles les Kurdes font figure

de symbole à nos yeux. De manière générale la situation des minorités est souvent très difficile et ceci s'avère particulièrement vrai dans le Tiers Monde. Le fait d'avoir subi la colonisation ou l'oppression ne met hélas pas à l'abn des excès. Au nom de la non-ingérence dans les affaires intérieures des Etats la communauté internationale s'achète trop souvent à bon compte une bonne conscience. Toutes les minorités devraient pour le moins voir leur droit à l'identité et leurs droits culturels les plus élémentaires reconnus. Si la communauté internationale veut agir de manière constructive elle devrait y être incitée par l'article 18 de la Commission des Droits de l'Homme aux termes duquel : « Certains groupes ethniques ne sont bien traités par les nations dominantes que dans la mesure où ils rejettent leur culture, leur langue maternelle, leur histoire et leur littérature, dans la mesure où ils sont assimilés. Nous devons encourager les groupes ethniques à s'opposer à l'assimilation, à développer et à enrichir leur langue maternelle, leur littérature et leur culture. Car ce n'est qu'ainsi que la culture mondiale se développe, s'enrichit et rend service à l'humanité ».

Une constatation dépourvue de tout esprit partisan s'impose : il est anormal qu'un peuple de 20 millions d'habitants ne dispose pas d'un Etat propre. Mais il faut admettre qu'il ne paraît guère réaliste aujourd'hui d'envisager la création d'un Kurdistan indépendant. Seule une évolution imprévisible de la guerre du Golfe qui reposerait l'intégrité territoriale de l'Irak et de l'Iran pourrait éventuellement fournir aux Kurdes une nou-

velle chance historique. Encore faut-il être très prudent et ne pas perdre de vue que l'on s'est toujours efforcé, depuis la décolonisation, de ne pas remettre en question les frontières des Etats existants, quand bien même ces frontières ne sont que des vestiges de partages entre grandes puissances. Dans le cas des Kurdes il y a urgence. Même si on ne peut parler de génocide, ils sont trop souvent l'objet de mauvais traitements physiques en raison de leur seule appartenance ethnique. Ceci ne saurait être toléré de la part d'Etats « civilisés ». De plus, ils sont bel et bien les victimes d'un ethnocide. A la lumière du cas kurde il nous paraît urgent que des mesures soient prises au niveau international pour assurer le sauvetage du patrimoine culturel des peuples sans Etat et des minorités ethniques. Trop d'Etats vivent sur une fiction : l'homogénéité de leur population. Aux Kurdes nous ne pouvons que souhaiter de surmonter leurs divisions internes faute de quoi ils risquent d'être encore longtemps manipulés par les Etats voisins ou les grandes puissances au gré de fluctuations politiques qui leur échappent.

Claude MEYER.

BIBLIOGRAPHIE

- Les Kurdes et le Kurdistan, ouvrage collectif - Petite collection Maspéro 1981
- Gérard Chaliand, Anthologie de la poésie populaire kurde - Stock plus, 1980
- Gérard Chaliand, Les faubourgs de l'histoire - Calmann-Lévy, 1984
- Basile Nikitine, Les Kurdes, rééd. Editions Aujourd'hui, 1975
- Noureddine Zaza, Ma vie de Kurde, Pierre Marcel Favre, 1982.

Interview :

KENDAL NEZAN : POUR UNE LARGE AUTONOMIE

Nous avons interrogé le directeur de l'Institut kurde de Paris, M Kendal Nezan, dans le cadre de cette enquête

● **dv :** Vous êtes depuis février 1983 directeur de l'Institut kurde de Paris*. Pouvez-vous nous définir les objectifs de l'Institut et nous dresser un premier bilan de son action ?

● **Kendal Nezan :** Les objectifs de l'Institut se définissent comme suit : - essayer de rassembler la mémoire dispersée du peuple kurde, - donner une impulsion au renouveau de la culture kurde en publiant les œuvres d'auteurs kurdes contemporains qui ne peuvent, pour des raisons politiques, les faire publier dans les pays où ils vivent, - amorcer un dialogue entre les Kurdes et le monde occidental, - fournir à la communauté immigrée kurde qui compte environ 600 000 personnes en Europe occidentale (dont 35 000 en France) des produits culturels (livres, cassettes de musique, cassettes vidéo). A ce jour nous disposons à l'Institut d'un centre de documentation qui comprend une bibliothèque regroupant 2 500 ouvrages spécialisés, un fonds de documentation photographique, des diapositives, des reportages. Nous essayons aussi de collecter des archives sonores (chants, recueils de folklore, contes et légendes). Nous avons réuni jusqu'à présent 200 heures de musique et de contes. Au niveau de l'expression culturelle kurde nous publions une revue bi-annuelle (en kurde) qui est, à l'heure actuelle, l'unique moyen d'expression des écrivains kurdes en exil mais aussi de ceux vivant dans les diverses parties du Kurdistan. Ceci leur permet d'avoir des échanges par delà les frontières. Notre département Recherche publie une revue en arabe, en persan et en turc. Il y aura bientôt une édition en français et en anglais. En ce qui concerne le dialogue avec le monde occidental nous avons organisé une exposition de peintres kurdes et une exposition de photos. Nous avons aussi participé à la semaine internationale des langues et de la culture au Grand Palais. Notre action doit être tous azimuts. Des expositions auront lieu en Grèce, en Belgique et en Suède. Dans ce même effort de dialogue, l'information me paraît fondamentale. Pour cela nous publions un bulletin en sept langues qui est diffusé en Europe, en Asie et en Amérique Latine. Nous avons noué des contacts avec divers centres de recherches allant du Japon au Canada, et espérons que, dans l'avenir, ceci débouchera sur des projets concrets. Il y a beaucoup à faire dans ce domaine. Les recherches en sciences sociales sont, en ce qui concerne les Kurdes, au niveau embryonnaire. Pensez que, dans un pays comme la France, très intéressé par le Moyen-Orient, il n'existe pas un seul poste de recherche au C.N.R.S. sur l'histoire, la sociologie, l'ethnologie ou la musicologie kurde. On retrouve le même phénomène dans les autres pays d'Europe et aux Etats-Unis. Il y a là une anomalie à nos yeux.

En ce qui concerne l'animation socio-culturelle de la communauté immigrée kurde nous éditons des cassettes de musique, nous avons réalisé un film vidéo, nous publions un magazine d'information en kurde et en allemand (400 000 kurdes vivent en Allemagne fédérale). Nous organisons aussi des cours intensifs de français. Nous fournissons aussi une assistance juridique et sociale à ceux qui en ont besoin.

A part cela, dans le cadre de la mise en valeur du patrimoine culturel kurde nous avons entrepris l'élaboration d'un grand dictionnaire kurde-français qui sera également un outil de dialogue avec le monde occidental. A ce jour nous avons inventorié plus de 50 000 mots kurdes. Au niveau de leur traduction en français nous en sommes à la lettre D. Il faut vous dire que le dernier dictionnaire kurde-français datait de 1879. Une équipe permanente de trois personnes travaille sur ce dictionnaire. Mais à chaque réunion du dictionnaire nous faisons appel à des spécialistes qui peuvent aussi bien être bergers qu'écrivains. C'est une œuvre collective. Nous avons ainsi reçu d'un Kurde de Syrie des photos de plantes de sa région avec leur nom en kurde. A lui seul ce travail justifierait l'existence de l'Institut. La communauté kurde sait pertinemment que ce n'est pas l'Institut qui va libérer le peuple kurde mais elle a conscience que, quelque part dans le monde il existe une institution culturelle kurde libre et indépendante dont la tâche principale est d'essayer de préserver son identité culturelle, d'exhumer son patrimoine pour le faire connaître aux Kurdes et au monde.

● **dv :** Qu'en est-il des droits culturels des Kurdes dans les différents pays ?

● **K. N. :** En Turquie l'existence même des Kurdes est niée. Le fait de se dire Kurde est suffisant pour aller passer entre sept et quinze ans en prison. Je viens de préparer un document pour la Commission des droits de l'homme ; on y trouve le cas d'un maire de la plus grande ville du Kurdistan qui a été condamné à 31 ans de prison (d'abord à 24 puis à 7 ans) pour avoir parlé kurde avec ses administrés. Il est accusé d'activités séparatistes. De même un sociologue turc a été condamné à 25 ans de prison pour ses écrits sociologiques sur les Kurdes. Il n'avait mené aucune action politique, n'appartenait à aucun parti politique. En Turquie on assiste à un génocide culturel généralisé, systématisé, mené à l'aide de tous les moyens dont dispose un Etat moderne. Une politique d'Etat utilise des moyens considérables pour déraciner, détruire l'identité culturelle kurde et la remplacer par la culture turque. A l'heure actuelle on tente encore de modifier la composition ethnique de la région kurde. Une douzaine d'émetteurs de radio sont implantés au Kurdistan pour diffuser largement la culture turque. On assiste à une entreprise systématique d'acculturation de la part des autorités turques.

En Iran le mot « kurde » n'est pas interdit mais aucun droit spécifique n'est reconnu aux Kurdes. Il n'y a ni écoles ni publications. Il existe cependant des émissions à la radio, tantôt de propagande, tantôt de musique. Depuis août 1979 l'Etat iranien mène une guerre contre les Kurdes. En août 1979 Khomeiny déclarait que les Kurdes étaient des enfants de Satan et qu'il fallait les exterminer pour le salut de la nation musulmane d'Iran (dans leur quasi-totalité les Kurdes sont musulmans sunnites et non chites comme les Iraniens). A l'heure actuelle 120 000 soldats iraniens sont mobilisés sur le front du Kurdistan. Il y a guerre contre les Kurdes mais leur existence n'est pas niée.

En Syrie, les Kurdes ne jouissent d'aucun droit culturel ; il n'y a pas d'écoles, pas d'émissions de radio. Aucune publi-

cation n'est autorisée. C'est d'ailleurs la situation qui prévaut depuis que la Syrie est un pays indépendant. Cependant, ces dernières années le régime qui est très minoritaire ferme les yeux sur des choses comme la célébration du nouvel an kurde ou des manifestations folkloriques.

En Irak, depuis l'époque du mandat britannique, les Kurdes se sont vu reconnaître certains droits culturels mais pas dans l'ensemble du Kurdistan, dans quelques provinces seulement. Au fil des ans le territoire sur lequel ces droits sont reconnus rétrécit. Néanmoins il existe des écoles où l'enseignement est donné en kurde, des publications littéraires, des émissions en langue kurde à la radio. Pour les besoins de la propagande, l'Etat ne répugne pas à mettre en avant l'existence d'une région autonome ou encore les droits spécifiques dont jouissent les Kurdes. Malgré tout le fait kurde est reconnu.

Dans le contexte soviétique la communauté kurde vivant en U.R.S.S. (numériquement peu importante) n'est pas discriminée et voit ses droits culturels respectés.

● **dv :** Dans ce contexte global comment voyez-vous l'avenir du peuple kurde ?

● **K. N. :** Il y a eu, dans le passé, de multiples tentatives d'extermination ; il y a eu la tentation d'une solution à

l'arménienne, notamment en Turquie. Une chose est certaine : ce n'est plus possible, notamment en raison du poids démographique de la population kurde, de l'émergence d'élites modernistes, de l'implantation d'une diaspora kurde en Europe occidentale. Quels que soient les moyens utilisés pour étouffer sa voix, le peuple kurde survivra. Voici déjà un premier élément acquis. Ensuite, une certitude commence à se faire jour : disons chez certains progressistes démocrates turcs, arabes ou persans, à savoir la nécessité de trouver tôt ou tard une solution honorable à la question kurde. Il faut que le peuple kurde puisse bénéficier d'une assez large autonomie culturelle, administrative, économique et politique sur son propre territoire. A une époque où des populations de quelques milliers d'habitants ont des structures étatiques on ne peut plus demander à un peuple de 20 millions d'habitants d'être privé de ses droits élémentaires. Concrètement comment cela va-t-il se traduire ? Il n'est pas possible de donner une réponse à l'heure actuelle. Je ne sais pas s'il y aura des autonomies en Iran, en Turquie ou en Irak ou encore un système fédéral.

La seule voie du salut pour l'ensemble des peuples de la région qui n'arrêtent pas de se ruiner en dépenses militaires serait une entente sur une base d'égalité qui reconnaîtrait le droit de chacun



Un passé glorieux derrière lui

(Jean Bertolino)



La cérémonie du thé au Kurdistan

(Jean Bertolino)

Seule une coopération entre les divers Etats pourrait leur permettre de s'attaquer au véritable problème de la région : le développement économique, social et culturel. On pourrait peut-être un jour envisager une solution confédérale. La démocratisation des structures de ces pays constitue l'objectif principal. Sans cette démocratisation, les droits élémentaires des Kurdes ne sauraient être garantis.

Ceci dit, je suis optimiste parce que le peuple kurde n'a pas fini d'étonner les observateurs par sa grande vitalité. C'est un peuple combatif qui, malgré ses querelles, ses erreurs, ses clivages, ses divisions reste debout et se bat. Tôt ou tard il parviendra, grâce à sa combativité et aux prix élevés qu'il paie pour sa liberté, à avoir sa place au soleil.

● **ddv**: Il se bat déjà depuis longtemps. Comment expliquez-vous qu'un peuple de 20 millions d'habitants ne soit pas parvenu à se constituer en Etat ?

● **K. N.** : C'est la malchance historique et aussi la situation géographique qui en sont la cause. Par malchance historique je veux dire que les Kurdes ont laissé passer plusieurs occasions historiques par leur extrême naïveté, par leur croyance à des valeurs d'une époque totalement révolue. Les Kurdes, même maintenant, dans les profondeurs de l'âme populaire croient à un certain nombre de valeurs chevaleresques, à l'honneur, à la parole donnée, au sens de la solidarité. Ainsi les grands seigneurs kurdes ont apporté leur soutien à Mustapha Kemal lorsque celui-ci le leur a demandé, sans engagement véritable de sa part quant à l'avenir. Peu de temps après, les Kurdes se retrouvaient dans un Etat ultra-nationaliste où il n'y avait plus de place pour eux. Nous émergeons à peine de ce Moyen-Age. Le monde actuel est géré par un système de valeurs totalement différent. Faute de s'adapter on risque d'être continuellement écrasé par les dures réalités du monde moderne. La malchance historique c'est cela.

Quant à la situation géographique, les Kurdes se sont retrouvés dans une région extrêmement névralgique, à la frontière méridionale de l'Union Soviétique qui, dès les années vingt, devenait l'adversaire principal de l'Occident. Les Kurdes se sont de plus trouvés à proximité de riches gisements de pétrole du Golfe, artère vitale de l'Occident. Dans cette région, les grandes puissances, tout comme hier les puissances coloniales, ne sauraient tolérer le moindre changement au niveau des frontières. Tout le monde tient au statu quo. Les Kurdes ont à la fois la malchance d'être entourés par trois grandes entités, les Arabes, les Persans et les Turcs, et de se trouver dans une situation géographique véritablement

impossible. A ma connaissance il n'existe plus de peuple numériquement aussi important qui ne dispose d'un Etat. Des justes kurdes ont fait une étude d'où il ressort que sur les 154 Etats membres de l'O.N.U., plus des deux tiers ont une population moins importante que celle du Kurdistan. De plus, les Kurdes ont tous les attributs d'un peuple qui a droit à l'autodétermination (histoire millénaire, culture millénaire, territoire).

● **ddv**: Les divisions internes au mouvement national kurde n'ont-elles pas également leur part de responsabilité ?

● **K. N.** : Les Kurdes n'ont pas toujours été unis, c'est certain. En fait, le problème n'est pas aussi grave qu'on pourrait l'imaginer, notamment si on compare la situation des Kurdes à celle d'autres mouvements de libération nationale. Ainsi pour une population de 6 millions de Kurdes d'Iran il n'y a que deux organisations politiques, le P.D.K.I qui représente d'après les résultats des élections organisées en 1980, plus de

80% de la population, qui a une idéologie nationaliste et une organisation d'extrême gauche le Komala. Ce n'est pas beaucoup. En Irak, où les divisions qui résultent de la défaite de 1975 nous paraissent plus graves il y a en fait trois organisations politiques. Si vous comparez cela à la situation politique qui prévaut au Salvador, la division des Kurdes se trouve relativisée.

De plus, jusqu'en 1975, il y avait un consensus général de la part des Kurdes, et pas seulement des Kurdes d'Irak, autour de la personne de Barzani. Il était né dans une prison ottomane, sa famille avait derrière elle un passé de lutte contre l'empire ottoman. Il s'est battu pour obtenir des droits pour les Kurdes dès les années trente, même si ses conceptions n'étaient pas toujours modernistes. Ceci, sa participation à la république de Mahabad, et sa retraite en direction de l'U.R.S.S. alors qu'il était poursuivi par les armées turque, irakienne, iranienne, parvinrent à créer un mythe. A son retour c'était un personnage mythique, non seulement pour les Kurdes mais aussi pour l'ensemble des Irakiens. Un grand leader c'est aussi celui qui arrive à enflammer l'imagination, qui a une dimension mythique. Tel était le cas de Barzani.

● **ddv**: Dans quel pays du Proche-Orient la situation des Kurdes vous paraît-elle aujourd'hui la plus critique ?

● **K. N.** : C'est en Turquie que la situation est la plus dramatique. Le gouvernement emploie une vaste gamme de moyens pour étouffer politiquement la voix des Kurdes, mais aussi pour détruire systématiquement cette entité culturelle. Mais la Turquie, en tant que poste avancé de l'O.T.A.N. bénéficie aussi d'un silence plus ou moins complice de la part de ses alliés occidentaux. Avec des forces militaires qui regroupent 700 000 personnes et ne coûtent pas cher, la Turquie est considérée comme un allié sûr qui a les mains libres à l'intérieur de son territoire. Le degré d'évolution sociale et culturelle du peuple turc est tel qu'il mériterait un régime véritablement démocratique comparable à celui de l'Espagne. Mais l'existence de la question kurde fait que l'armée justifie son exist-

ence par ce danger séparatiste, beaucoup plus que par le danger communiste. En fait les deux tiers de l'armée sont stationnés au Kurdistan. Une part considérable du budget de l'Etat est affectée à l'armée, des dépenses totalement improductives dans un pays pauvre. Et ceci, d'un point de vue occidental, pour des résultats totalement hypothétiques. En effet, dans tout conflit le moral de la population constitue le facteur principal. Si cette politique vis-à-vis des Kurdes devait se poursuivre, en cas de conflit entre la Turquie et l'Union Soviétique, il ne faudrait pas s'attendre à ce que la population kurde manifeste la moindre sympathie pour le régime turc et son armée. Il s'agirait d'une forteresse minée de l'intérieur. Or, mis à part le gouvernement suédois, aucun gouvernement occidental n'a, à ce jour, pris la défense explicite du peuple kurde. Nous espérons que, dans l'avenir, des voix s'élèveront pour dire bien haut que ce que subit la population kurde en Turquie est totalement inadmissible au regard de l'ensemble des traités internationaux signés par ce pays, notamment la Convention européenne des droits de l'homme et les accords d'Helsinki. L'O.T.A.N. ne devrait pas tolérer en son sein un Etat qui viole de cette manière les droits les plus élémentaires des minorités, sous peine de perdre toute crédibilité.

● **ddv**: Que proposez-vous aujourd'hui au niveau de l'action ?

● **K. N.** : Il faut mener une action sur deux terrains différents mais complémentaires. Avant tout sauvegarder, malgré la conjoncture difficile la culture kurde qui est une culture millénaire. Ensuite, mener une action de sensibilisation de l'opinion au niveau international. Nous avons besoin du soutien d'associations, de syndicats, de l'opinion publique en général pour amener les gouvernements alliés de ces Etats qui oppriment les Kurdes à faire pression sur eux, pour qu'ils abandonnent leur politique d'ethnocide.

Propos recueillis par Claude MEYER

* Institut kurde, 106 rue La Fayette 75010 Paris

SEVICES ET TORTURES : UN RAPPORT A L'ONU

● Aujourd'hui 3 500 hommes et femmes sont emprisonnés dans la prison de Diyarbakir surnommée « Diyarbakir-La torture ». Dans tout le Kurdistan 10 000 personnes sont dans les cachots. Leur vie est en danger.

● Cemal Kilic, Esref Anyik, Mahmut Zengin, Ali Ere, Mazlum Dogan, Onder Dermirkol, Tahir Sahin, Asker Demir, Necmi Oner, Bedri Can, Esref Milli, Ali Eraslan, Necmettin Bayulken, Yilmaz Demir, et Remzi Ayturk ont péri sous la torture.

● Afin de briser le silence et alerter l'opinion publique sur l'ampleur de la torture et les conditions de leur détention, les détenus de la prison de Diyarbakir ont entrepris à plusieurs reprises une grève de la faim illimitée au cours desquelles Kemal Pir, Hayri Durmus, Akif Yilmaz Bedrettin Kavak, Ali Cicek, Cemal Arat et Orhan Keskin sont morts.

● M. Ismail Besirici est emprisonné et torturé pour avoir publié dans le cadre universitaire, des recherches sociologiques sur le peuple kurde. M. Rusen Esref, avocat et propriétaire de la revue Rizgan emprisonné, dont l'état de santé est des plus inquiétants. Son seul tort fut d'écrire une revue qui mettait en évidence la politique d'assimilation et de génocide culturel du peuple kurde, par l'état turc.

● M. Mumtaz Kotan, avocat emprisonné malgré toute absence de délit

pour avoir affirmé lors d'un procès en 1971, l'existence de peuple kurde et avoir dénoncé la politique raciste de l'idéologie officielle, soutenue par le procureur.

● M. Mehdi Zana, maire de Diyarbakir, emprisonné pour avoir parlé kurde avec ses administrés. Terriblement torturé M. Zana restera mutilé pour la vie.

● M. Nurettin Yilmaz député de Mardin emprisonné pour avoir parlé, lors des conférences internationales, du malheur du peuple kurde.

● Des membres de l'Association Culturelle Anti-colonialiste, de l'Association Culturelle du Peuple Révolutionnaire et de l'Association Culturelle des Démocrates Révolutionnaires emprisonnés pour avoir critiqué le système d'exploitation, d'oppression et du génocide, exercé sur le peuple kurde par la République de Turquie.

● « Actuellement, les 3/4 de l'armée turque se trouvent au Kurdistan de Turquie, encerclant villages et villes. Des unités de commandos appuyées par des chars font irruption chaque jour dans les villages ».

Pendant ces opérations, réalisées souvent le matin très tôt ou le soir très tard, ils réunissent tous les habitants sur place et les font déshabiller. Ensuite, les maisons sont fouillées une par une. La nourriture est jetée par terre, les lits et

les couvertures sont mis en mille morceaux, les armoires et les malles sont cassées, les objets éparpillés dans la maison, certains objets de valeur sont confisqués. Après la fouille, la torture sur les habitants commence. Les hommes, nus, devront monter de force sur le dos des femmes nues et faire le tour de la place. Ceux qui essayeront de s'y opposer seront battus jusqu'à la perte de connaissance. Il arrive parfois que quelques femmes se fassent violer aux yeux de tous ou soient obligées de tenir le sexe des hommes et de faire des choses en dehors de toute moralité. Ensuite, les habitants sont interrogés dans l'immeuble de l'école. On les force à dénoncer leur père, leurs enfants ou leurs voisins. Ils seront battus pendant des heures pour qu'ils disent « heureux celui qui se dit turc ». Pour terminer, les habitants âgés de 15 à 40 ans seront attachés les uns aux autres par une corde pour être amenés dans les casernes militaires et aux commissariats où ils seront pendus au moins 10 jours, battus et torturés. Avant d'être libérés, certains d'entre-eux seront contraints de signer des dépositions où ils s'accuseront de tel ou tel crime. »

Extrait du rapport adressé à l'ONU par Maitre Serafettin Kaya, avocat au barreau de Diyarbakir. Actuellement réfugié en RFA.

Interview :

JALIL GADANI : RESISTER A KHOMEINY

Jalil Gadani, membre du bureau politique du P.D.K.I (Parti Démocratique du Kurdistan d'Iran) et représentant à l'étranger de cette formation dirigée par le Dr Ghassemlou a bien voulu répondre à nos questions.

● **d.v.** : Des membres de votre formation luttent depuis cinq ans les armes à la main contre le régime de l'ayathollah Khomeiny. Pouvez-vous nous dresser un tableau de la situation sur le terrain aujourd'hui ?

● **Jalil Gadani** : Cela fait effectivement cinq ans que le gouvernement de Khomeiny a déclenché une guerre totale au Kurdistan. Au cours des deux dernières années nous avons eu à faire face à plusieurs offensives très importantes auxquelles ont participé des forces terrestres et aériennes, Téhéran alignant jusqu'à 150 000 hommes. Les villes de Paveh, Sanandaj, Nagadeh, Saqez et Mahabad ont tour à tour été attaquées. Depuis 1980 ces offensives ont fait plus de 25 000 victimes civiles parmi les habitants du Kurdistan. Aujourd'hui nous disposons de 12 000 peshmergas (combattants de la mort), mais nous avons déjà perdu au cours de cette guerre plus de 2 500 combattants. Au cours des six derniers mois 250 civils kurdes ont été condamnés à mort par le gouvernement. Nombre de personnes âgées, de femmes et d'enfants ont fui devant les combats ; les réfugiés sont environ 50 000 aujourd'hui, ce qui crée une situation très difficile. Nos forces mènent une lutte de guérilla à laquelle coopèrent les forces du Komala et des Moudjahidin. Nous ne contrôlons plus totalement de jour les grands axes de circulation, mais nos combattants ont acquis une grande mobilité ce qui leur permet d'accroître leur activité. Khomeiny cherche à remporter une victoire sur le front du Kurdistan pour cacher sa faiblesse dans la guerre du Golfe. De plus il a déclaré récemment, comme l'avait déjà fait le président du parlement iranien, qu'il incombe en premier lieu aux forces de Téhéran d'écraser le peuple kurde, la lutte contre l'Irak ne passant qu'au second plan. A l'occasion de la visite à Téhéran du Premier Ministre turc il a répété que son gouvernement ne donnerait jamais l'autonomie aux Kurdes. Nous sommes convaincus que le gouvernement de Téhéran et celui d'Ankara ont un objectif commun : l'écrasement des Kurdes. Cependant, malgré les forces considérables qui nous sont opposées, nous contrôlons un « territoire libre » de 40 000 km² (sur les 125 000 km² du Kurdistan iranien). Suite aux politiques délibérées menées tant par le Shah que par Khomeiny le Kurdistan est une zone particulièrement déshéolée. Il n'y a pas une seule usine. De plus Téhéran impose un blocus à notre région. La population vit essentiellement de l'agriculture et de l'élevage de moutons et de chèvres. Elle est à 90 % analphabète. En plus de la lutte armée nous gérons la vie quotidienne de la « zone libre ». Nous avons créé des écoles où l'enseignement est donné en kurde grâce à des professeurs que nous avons formés. Nous tentons d'alphabetiser les gens. Nous avons publié des ouvrages en kurde. Depuis quatre ans nous disposons d'un émetteur de radio qui nous permet de diffuser des programmes deux fois par jour en langue kurde, en persan et en azerbaïdjanais. Nous avons mis en place notre propre juridiction dans la plupart des villages. Nous avons aussi procédé à la distribution de 7 000 ha de terres.

Nous devons aussi résoudre le difficile problème des prisonniers. Nous avons déjà exprimé le souhait et je le formule

à nouveau ici de procéder, sous l'égide d'une organisation humanitaire, à un échange de prisonniers avec le gouvernement de Téhéran. Mais jusqu'à présent Téhéran s'y est toujours refusé parce qu'il a condamné d'avance ses hommes à vaincre ou à mourir, la mort devant leur ouvrir les portes du paradis... Il nous est arrivé de libérer unilatéralement des prisonniers. De toute manière nous respectons les lois de la guerre. Ceux que nous faisons prisonniers sont bien traités comme à la prison. Nous constatons sur place en 1983 une mission de la F.I.D.H. Par contre nos camarades qui sont faits prisonniers sont torturés dans les prisons du gouvernement.

● **d.v.** : Quels rapports entretenez-vous avec les autres formations qui luttent au Kurdistan contre les forces gouvernementales ?

● **J. G.** : Nous représentons de loin la force politique et militaire la plus importante. A ce titre nous avons pris en charge le gouvernement de la région. Je vous rappelle que lors des élections au premier parlement de la république dite islamique le P.D.K.I. a obtenu au Kurdistan environ 80 % des suffrages. Par la suite nos élus n'ont jamais pu siéger, Khomeiny ayant choisi la voie de la guerre.

Sur le terrain les Moudjahidin du peuple (leur chef Massoud Radjavi est réfugié en France) qui disposent d'environ un millier de combattants luttent à nos côtés ainsi que le Komala, d'obédience marxiste qui mobilise entre 1 500 et 2 000 combattants. Bien que leurs options politiques soient très différentes des nôtres ces deux formations luttent aux côtés de nos peshmergas qui sont environ 12 000.

● **d.v.** : Quel est votre objectif politique ?

● **J. G.** : Notre parti a été fondé le 16 août 1945 avec comme objectif la démocratie pour l'Iran et l'autonomie pour le Kurdistan. Nous nous sommes toujours tenus à cette ligne. Aujourd'hui ce slogan me paraît traduire les aspirations de tout le peuple iranien. A plus long terme nous souhaitons voir l'instauration en Iran d'un système socialiste mais qui devra être démocratique. Pour nous il ne saurait y avoir de socialisme sans démocratie. La démocratie est un principe chez nous. Ainsi notre parti fonctionne de façon tout à fait démocratique. Notre Comité Central se réunit

régulièrement tous les quatre mois et notre Bureau politique une fois par semaine. Nos décisions sont publiées et diffusées sur les ondes.

● **d.v.** : Comment espérez-vous réaliser votre objectif ?

● **J. G.** : Lors de notre dernier congrès (en janvier) nous avons décidé de lutter politiquement et militairement jusqu'à la chute du régime de Khomeiny. Nous espérons que d'autres régions se rallieront à la lutte armée. Nous mettons beaucoup d'espoir dans l'effondrement du régime. Militairement, dans la guerre qui l'oppose à l'Irak le régime est dans l'impasse. Les jeunes ne sont plus prêts à mourir pour Khomeiny ; l'Etat a du mal à recruter des militaires. La guerre lui sert avant tout à cacher les crimes perpétrés à l'intérieur du pays. D'un point de vue économique l'Irak ne peut compter que sur son pétrole. Politiquement le régime est totalement isolé. Il ne jouit plus de la confiance du peuple. Je ne pense pas qu'il soit soutenu aujourd'hui par plus de 10 % de la population. A terme les choses vont bouger. Peu à peu, il y aura des manifestations, mais la répression rend tout difficile.

● **d.v.** : Votre formation fait partie du Conseil National de la Résistance Iranienne. Vos alliés sont-ils d'accord avec votre projet d'avenir concernant le Kurdistan ?

● **J. G.** : Oui tout à fait. Après quelques mois de négociations le C.N.R.I. a adopté en novembre 1983 un projet d'autonomie pour le Kurdistan d'Iran. Même M. Bani Sadr, ancien chef de l'Etat iranien y a souscrit.

● **d.v.** : Je crois savoir que vous entretenez des liens assez étroits avec l'Union Patriotique du Kurdistan d'Irak (dirigée par Jalal Talabani). Pouvez-vous nous en parler ?

● **J. G.** : Nous avons déclaré dans le programme de notre parti qu'il était de notre devoir d'apporter notre aide aux Kurdes d'autres pays qui luttent contre des régimes fascistes. Nous attendons la même chose en retour. Nous entretenons des liens d'amitié avec l'U.P.K. L'an dernier ils ont participé à nos côtés à la lutte contre Khomeiny. Dans la mesure de nos possibilités nous devons les aider à obtenir l'autonomie du Kurdistan d'Irak. Des pourparlers sont en cours depuis neuf mois entre eux et le gouvernement de Bagdad. Cependant ces négociations ont peu progressé ces derniers temps. J'espère que le gouvernement irakien comprendra qu'il est de

son intérêt de signer un accord. L'U.P.K., tout comme notre parti a pour seul objectif l'autonomie du Kurdistan. Ce n'est pas le cas des fils de Barzani qui, de Téhéran, luttent contre nous, contre l'U.P.K. et se comportent toujours comme des chefs de tribus. Eux, ce sont des traîtres. Mais le peuple kurde a appris à connaître ses amis et ses ennemis.

● **d.v.** : Bénéficiez-vous du soutien du gouvernement irakien ou d'autres gouvernements étrangers ?

● **J. G.** : Nous transitons par le territoire irakien pour rejoindre notre Kurdistan lorsque nous nous déplaçons. Mais nous ne recevons aucune aide du gouvernement irakien, d'ailleurs nous ne le souhaitons pas. Nous menons notre lutte contre Khomeiny, le gouvernement de Bagdad mène sa guerre. Nous avons préservé jusqu'à présent notre indépendance et il n'est pas question qu'il en soit autrement dans l'avenir. Nous comptons uniquement sur notre peuple. C'est lui seul qui peut remporter la victoire dans la guerre que nous menons contre Téhéran. Il n'y a que dans le domaine médical que nous bénéficions d'une aide extérieure. Ainsi, pour parler de la France des missions de l'Aide Médicale Internationale et de Médecins du Monde travaillent régulièrement sur notre territoire. En ce qui concerne notre approvisionnement en matériel militaire, l'essentiel est récupéré sur l'ennemi lors d'affrontements. Ainsi au cours des six derniers mois nous avons saisi 835 fusils, 35 fusils anti-tanks, 38 mitrailleuses, 10 canons et 35 000 cartouches.

(Propos recueillis par
Claude MEYER)

● L'Aide Médicale Internationale envoie régulièrement au Kurdistan depuis quatre ans des équipes composées en principe d'un chirurgien orthopédiste, d'une infirmière et d'un anesthésiste. Odile Loth, infirmière, de retour d'une mission de sept mois sur place nous a confié comment, au gré des combats l'hôpital de l'A.M.I. avait dû être déplacé du Kurdistan iranien au Kurdistan irakien. Installé aujourd'hui à quelques kilomètres de Qata-Diza ville commerçante kurde d'environ 50 000 habitants, il dispose de 40 lits. On y fait essentiellement de la chirurgie de guerre. 80 % des hospitalisés étant des peshmergas. Il n'est pas rare que certains fassent cinq jours de voyage à pied et à dos de mule avant d'arriver à l'hôpital. Depuis septembre fonctionne, sous l'égide de Médecins du Monde une école de secourisme qui a pour tâche de former des peshmergas et dont les équipes européennes attendent beaucoup.

LE MALHEUR D'ETRE KURDE

La Turquie vient de conclure un accord avec le gouvernement d'Irak pour faire intervenir ses forces armées en territoire irakien contre les combattants Kurdes. En réalité il s'agit, comprenons bien le sens des mots, d'une « action coordonnée ». Cette coordination aurait même bientôt cette singularité d'englober l'Iran.

Ainsi l'Iran et l'Irak qui s'entretue follement, unirait en quelque sorte leurs efforts pour taper sur les Kurdes, pour les anéantir si possible.

L'accord turco-irakien prévoit, que l'armée turque peut pénétrer de 15 km en profondeur en territoire irakien. Selon la presse, des troupes turques ont déjà pénétré de 15 km le territoire irakien avec l'accord du Gouvernement de Bagdad, et ont capturé des rebelles kurdes.

L'armée aurait franchi la frontière irakienne le long d'un front de 120 km, de la ville turque d'Uludere à l'ouest jusqu'à Semdinli à l'est.

Dans cette région montagneuse et

peu peuplée, les rebelles kurdes peuvent facilement trouver refuge et éventuellement dresser des embuscades.

Les attaques de séparatistes kurdes dans le sud-est de la Turquie ont fait des dizaines de morts parmi les forces armées depuis le 15 août dernier. Selon Ankara, ces militants séparatistes trouveraient refuge dans les camps du Parti démocratique du Kurdistan d'Irak.

Les Kurdes sont dispersés dans cinq pays : la Turquie, l'Irak, l'Iran, la Syrie et l'URSS.

Au croisement des trois grands courants culturels arabe, turc et persan, quelque vingt millions de Kurdes – 10 millions en Turquie, 6 millions en Iran, 3 millions en Irak, environ 600.000 en Syrie et 200.000 en URSS – vivent réfugiés dans les montagnes ou isolés dans les vallées sans pouvoir créer leur propre Etat.

Pourtant, la nation kurde existe avec sa langue, ses traditions, une culture

plus que millénaire. Peuple indo-européen semi-nomade venu de Russie méridionale, les Kurdes ont su conserver leur identité même après leur islamisation – ils sont en majorité sunnites – que ce soit au sein de l'empire arabe ou sous la domination ottomane aux XVIe et XVIIe siècles.

Après l'effondrement de l'empire ottoman, lors des traités de Versailles puis de Sèvres en 1919 et 1920, la Grande-Bretagne a été tentée par la création d'un « Etat tampon » kurde entre les trois grandes nations turque, persane et arabe, mais l'Etat du Kurdistan n'a jamais vu le jour.

Dès lors, les Kurdes sont restés dispersés. Après l'échec de la « République du Kurdistan » fondée en 1946 en Iran par les Kurdes irakiens, et qui devait servir de noyau à la future unité kurde, la rébellion, conduite en Irak de 1950 à 1975 par le général Mustapha Barzani, a fini par être écrasée dans le sang. Elle survit, moribonde, si l'on peut dire.

S.B.

L'Humanité

19. 11. 1984

TURQUIE

Ratissage dans le Kurdistan

En Turquie, on assassine, on condamne à de lourdes peines de prison, on torture, on exécute. Ce mois d'octobre aura vu le bourreau officier deux fois : des militants du mouvement Dev Yol, Ilyas Has et Hidir Aslan, ont été pendus dans les cours des prisons après que le général Evren, dictateur et président de la république autoproclamé, eut refusé la grâce.

Mais, en Turquie, c'est aussi la guerre menée par les généraux d'Ankara contre le peuple kurde. Tous les moyens sont bons.

Les généraux ont imposé le dernier couvre-feu total dans deux villes du Kurdistan : Beytussebab et Uluderé (dans le sud-est du pays), pour « une opération de recherche dans la

région ». Cette opération vise en fait à traquer les militants kurdes, notamment ceux du Parti des Travailleurs (PKK) qui, à plusieurs reprises, ont réussi ces derniers temps des actions

d'éclat contre les forces militaires de la dictature.

Un couvre-feu de durée indéterminée a également été imposé à Sirnak, une ville de la province de Siirt, également dans le Kurdistan.

C'est après une visite dans les « provinces d'Anatolie orientale » (terme employé par la dictature, car le mot Kurdistan est interdit en Turquie) que le général Evren avait prononcé un très violent discours annonçant la future exécution de traîtres.

« Traître », dans la bouche du général, auteur principal du coup d'Etat de septembre 1980, tout ce qui ressemble de près ou de loin à une opposition est notamment tout ce qui est « marxiste » ou « communiste ». C'est après ce violent réquisitoire que Hidir Aslan, jeune ouvrier de 29 ans, a été exécuté.

Turquie : la démocratie de la potence

Après le vote du Parlement, Ilyas Has a été exécuté
Il faut sauver Hidir Aslan, condamné avec lui

Ilyas Has, un opposant à la dictature turque, âgé de 29 ans, a été pendu, hier matin, dans la prison de Buca à Izmir. Son exécution a été décidée « dans le respect des règles démocratiques », telles que les entendent le général Evren, président de la République depuis le coup d'Etat militaire de septembre 1980, et ses amis de Washington ou de la droite européenne.

Jeudi dernier, le Parlement d'Ankara avait ratifié cette condamnation à mort et celle de Hidir Aslan, militant, lui aussi, du mouvement « Dev Yol ». Une seconde pendaison est donc prévue. La grâce éventuelle du général Evren ne sera accordée que si la pression internationale s'accroît.

Pour l'heure, le dictateur qui est rentré, vendredi, d'une visite de cinq jours en Anatolie, a annoncé que l'Etat turc « peut venir à bout des criminels en restant dans le cadre démocratique ».

Sa méthode est simple : interdire toute opposition, qualifier de criminels les démocrates, les syndicalistes, les patriotes kurdes, les militants de la paix, tous coupables, selon lui, de vouloir instaurer un régime « marxiste-léniniste ». Les députés, élus selon les règles de la dictature, sont là pour légaliser les décisions des tribunaux militaires. Leur demandera-t-on bientôt d'approuver les tortures ?

Après Ilyas Has, le 26^e démocrate pendu depuis le coup d'Etat, après son camarade qui attend la mort dans une cellule de la prison d'Izmir, cinq mille autres détenus, parmi cent mille prisonniers politiques, peuvent à tout moment subir les effets de cette démocratie « en voie de restauration », comme l'ont prétendu Mme Veil et les siens devant l'assemblée de Strasbourg pour rouvrir les portes des instances européennes aux généraux d'Ankara.

Depuis seize mois, les militaires turcs n'avaient réussi à exécuter aucune de leurs victimes. L'élection

fabriquée d'un Parlement à leur botte avait donc, entre autres buts, celui d'officialiser la terreur.

La pendaison d'Izmir n'a pas entamé la quiétude de celles et de ceux qui, à la radio et à la télévision françaises, font l'information. Aucun des habitués pétitionnaires de la vraie droite et de la fausse gauche n'a adressé le moindre télégramme à l'ambassade de Turquie pour essayer de sauver Ilyas Has qui est mort, aussi, à cause de ce silence.

Un appel du comité des libertés

Le Comité de défense des libertés et des droits de l'homme, que préside Georges Marchais, a lancé, hier, un appel en faveur des démocrates turcs et kurdes. « Le drame que vivent depuis quatre ans les peuples de Turquie n'est plus supportable. Il faut sauver les condamnés à mort et obtenir la libération des prisonniers. Il faut que cessent les crimes, les tortures et la répression », déclare-t-il notamment.

Le Comité « lance un appel pressant pour que s'exprime avec force ces exigences de liberté par l'envoi de télégrammes, pétitions, motions à l'ambassade de Turquie, 16, avenue de Lamballe, 75007 Paris. »



Treize organisations de travailleurs turcs et kurdes en France avaient appelé, samedi, à une manifestation à Paris pour exiger le respect des libertés démocratiques dans leur pays. Guy Poussy, membre du comité central, Charles Lederman, sénateur, et Christiane Schwartzbard, conseillère de Paris, représentaient le PCF. Des délégations de la CGT et de la Ligue des droits de l'homme étaient présentes. (Photo Jean Texier.)

DELEGATION DU PCF EN TURQUIE

Sauver Hidir Aslan

André Lajoinie et des parlementaires communistes à Ankara

Envoié spécial : JACQUES DIMET

ANKARA, 12 octobre. — « Exécuter Hidir Aslan, ce serait faire preuve d'une barbarie extrême. » Par ces mots, André Lajoinie a commenté, ce matin, le sens de la démarche des communistes français à Ankara. Ce matin, André Lajoinie, secrétaire du Comité central du PCF et président du groupe communiste à l'Assemblée nationale, Louis Odru, député de Seine-Saint-Denis, membre de la commission des Affaires étrangères, Charles Lederman, sénateur du Val-de-Marne, et Pierre Laurent, secrétaire national de l'UEC, membre du Bureau national du MJCF, se sont rendus chez le premier ministre, M. Turgut Ozal, afin de demander la vie sauve pour Hidir Aslan.

Hidir, vingt-neuf ans, comme Ulyas Has, exécuté dimanche dernier, est membre de l'organisation « Dev Yol ». On lui reproche des faits survenus en 1981, avant le coup d'Etat militaire : une grève ouvrière violemment réprimée, où neuf personnes dont trois policiers trouvèrent la mort au cours des affrontements. La justice turque n'a jamais pu prouver que Hidir Aslan était responsable de la mort des policiers.

Un homme détient, seul, aujourd'hui, le droit de vie ou de mort sur Hidir Aslan : le général Evren qui peut, s'il le veut, le gracier. Mais le général-président le veut-il ? Dans un violent discours prononcé la semaine dernière à Mus, après un séjour dans les « Provinces orientales » (que le pouvoir ne veut pas nommer Kurdistan), Evren a réaffirmé la nécessité d'appliquer la peine à ceux qu'il nomme les « terroristes ».

Le lendemain, le Parlement a ratifié la peine de mort pour Aslan ; le jeudi, celle d'Ilyas Has qui devait être exécuté dimanche matin après la parution d'une édition spéciale du journal officiel annonçant le refus de la grâce du général Evren. La presse turque n'a pas craint de présenter le cadavre du supplicié, dans son cercueil ouvert.

A la présidence du conseil — véritable forteresse — la délégation du PCF a été accueillie par des fonctionnaires surpris. Arrivée du chef du secrétariat privé du ministre des Affaires étrangères qui fait monter la délégation dans un bureau et prend note de la déclaration d'André Lajoinie, dont nous publions ci-dessous le texte intégral.

Un autre fonctionnaire, premier secrétaire auprès du premier ministre, et chargé des questions parlementaires européennes, affirme que l'on pourra avoir plus tard une rencontre avec un conseiller du président Evren. Il doit nous rappeler à l'hôtel.

« Impossible »

En début d'après-midi, ne voyant rien venir, la délégation se rend devant la présidence de la République. Attente de trois quarts d'heure devant l'immense parc où réside le général Evren. Un membre de l'entourage du président arrive. Charles Lederman, le seul autorisé à rentrer dans le poste de garde, explique la demande des communistes français : intervenir sur les droits de l'homme. Le conseiller a un cri du cœur : « Impossible ! » Puis, avec morgue, il déclare : « Les problèmes dont vous voulez nous entretenir n'ont pas d'importance en Turquie. » Exit les droits de l'homme...

Du haut de la colline où perche le général, Ankara s'offre à nos yeux. Deux millions d'habitants dans cette ville quadrillée par l'armée. Le taxi nous conduit au Parlement. Nous sommes amenés dans l'enceinte. Rendez-vous est pris avec le vice-président de la commission des Affaires étrangères.

Pourquoi le Parlement ? Parce qu'il dispose de ce pouvoir exceptionnel de ratification des peines de mort. Trente-sept dossiers pratiquement tous politiques sont entre les mains de ces députés élus au terme d'une consultation organisée par la dictature. Tout ce qui peut être fait pour sauver une vie doit être fait. Devant le portail gardé par des soldats (le Parlement se trouve au milieu d'un parc où sont situés d'autres bâtiments administratifs), nous sommes photographiés sous toutes les coutures par un représentant des services de sécurité.

Au Parlement

17 heures. Salle de la commission des Affaires étrangères, dont le président passe nous voir quelques minutes avant de céder la place au vice-

président, Bulent Akarcali. Grand, moustachu, tirant sur le blond, il s'exprime en très bon français. Il a fait ses études en Belgique.

André Lajoinie exprime le sens de notre démarche. L'émotion soulevée en France par les milliers de prisonniers d'opinion qui risquent la peine de mort. La France, rappelle-t-il, est le pays de la Déclaration des droits de l'homme. « Nous faisons, dit-il, partie de la même alliance ; la situation, en plus, nous interpelle. »

Bulent Akarcali se pose bien des questions. « Depuis Platon, dit-il, on n'a pas réussi à définir la liberté. C'est une notion vague » ; même s'il est vrai — il en conviendra dans la discussion — que « subsistent des problèmes », il y a, selon lui, une manipulation de l'information sur la Turquie. On ne parle que du négatif et pas du positif. Les condamnés à mort sont des « terroristes », responsables, selon lui, de la vague de violence politique qui fit des milliers de victimes à la fin des années 70.

Avoués

Cela dit, il y a des problèmes. « Oui, confirme-t-il, il y a eu des tortures en prison » ; mais, justement, il dirige la toute nouvelle commission d'enquête sur le sort des prisonniers et il se rendra sur place. « Oui, c'est vrai, le procès des membres du Comité de la paix, ce n'est pas bien. » Mais, sur l'exécution des prisonniers, l'intransigeance sera totale.

André Lajoinie précise : « Il faut sauver les vies humaines. » Charles Lederman insiste sur les libertés qui ne sont pas respectées. « Lorsqu'il y a des milliers de prisonniers politiques, lorsqu'on maintient en prison des gens pendant quatre ans et qu'on est obligé de les libérer parce qu'ils sont inno-

cents, lorsqu'une loi martiale existe depuis quatre ans, ce n'est donc plus quelque chose de temporaire, cela devient du définitif. »

M. Akarcali n'est plus si sûr de lui. Il a beau dire que les dossiers sont disponibles — « Vous verrez, ce sont des terroristes » —, qu'il donnera toute l'information, mais, mis au pied du mur, il se dérobe. « Je suis prêt, lui ai-je indiqué, quand vous le voulez, à venir avec vous dans une prison où se trouvent les détenus politiques. » Réponse : « Non, vous aurez mon rapport quand il sera publié. »

« Je suis prêt, ai-je ajouté, à prendre connaissance du dossier de Hidir Aslan (le démocrate exécuté dimanche) puisque les dossiers sont disponibles. » « Je ne l'ai pas », répond-il. « Qui peut l'avoir ? » « Je n'en sais rien. »

M. Akarcali a ratifié la peine de mort pour H. Aslan. « Les dossiers sont ouverts quelque part sans doute, mais pas chez le président de la commission qui s'occupe d'enquêter sur le sort des prisonniers politiques... »

La nuit est tombée sur Ankara ; les montagnes disparaissent à l'horizon. Hier, la presse a annoncé que les partisans kurdes — ici on dit les « terroristes » — ont abattu deux soldats turcs dans les provinces orientales. Là-bas, c'est la guerre. Et, à la prison de Mamak, à Ankara, il y a des prisonniers politiques qui attendent, depuis quatre ans, d'être jugés. Certains n'avaient pas dix-sept ans quand ils ont été arrêtés. A Istanbul, mercredi, on a fait traduire vingt-trois intellectuels enchaînés devant le tribunal militaire parce qu'ils étaient mem-

bres du Mouvement de la paix. Certains, les cheveux blancs, dépassent la soixantaine. Leur procès a été renvoyé au 30 octobre. Ils resteront encore en prison où ils sont depuis près d'un an.

« Nous sommes des amis du peuple turc, a souligné Louis Odru, héritier d'une grande civilisation. C'est parce que nous venons en amis qu'il faut sauver ces vies humaines. »

A Ankara, le PCF et ses élus ont porté témoignage de leur solidarité.

J. D.

● UNE DÉLÉGATION DE L'ASSOCIATION FRANCE-TURQUIE a remis hier à l'ambassade d'Ankara à Paris une motion de protestation contre les condamnations à mort et la répression.

L'Humanité

15.10.1984

DELEGATION DU PCF EN TURQUIE

Le régime d'Ankara en accusation

« Nous souhaitons un large mouvement de solidarité avec les démocrates turcs et de pression sur les autorités »
déclare André Lajoinie

Envoyé spécial : JACQUES DIMET

« Il faut que le mur du silence, qui entoure la Turquie, soit brisé. » De retour, samedi après-midi, d'Ankara, la délégation des parlementaires communistes français (André Lajoinie, secrétaire du Comité central du PCF, président du groupe communiste à l'Assemblée nationale ; Louis Odru, député de Seine-Saint-Denis, membre de la commission des affaires étrangères ; M^e Charles Lederman, sénateur du Val-de-Marne), qu'accompagnait Pierre Laurent, du bureau national de la Jeunesse communiste, s'est adressée à la presse française.

« Nous sommes intervenus, a notamment déclaré André Lajoinie, à trois niveaux du pouvoir en Turquie, pour tenter de sauver Hidir Aslan » (1). Chez le premier ministre turc, à la présidence de la République et au Parlement, « nous avons été fermes et avons dit ce qu'il fallait dire », a précisé le président du groupe communiste à l'Assemblée nationale. « La discussion, a-t-il souligné, a même été violente avec un représentant du général Evren et au Parlement ». « Mais, a-t-il poursuivi, nous avons mis en accusation le régime d'Ankara ».

« En effet, au cours de la discussion avec un représentant du Parlement (2), celui-ci a fini par reconnaître que « les condamnations à mort étaient motivées par un choix politique », ce qui est inadmissible. Nous avons senti leur embarras et leurs difficultés car, enfin, leur avons-nous dit, vous êtes membres de l'Alliance atlantique et du Conseil de l'Europe, ce qui implique un certain nombre de devoirs ».

« Nous pouvons faire pression sur les autorités turques ; nous souhaitons, a conclu le dirigeant communiste, qu'il y ait en France, et plus lar-

gement en Europe, un mouvement de solidarité avec les démocrates turcs et de pression sur les autorités. » Ce mouvement est possible, a réaffirmé André Lajoinie, en rappelant que, récemment, les députés « Verts » ouest-allemands à l'Assemblée européenne avaient tenté de manifester à Ankara en s'enchaînant publiquement.

Le mur du silence doit effectivement être vaincu. Le Parlement turc dispose du droit de ratifier les peines de mort : trente-sept dossiers sont entre ses mains.

L'accusation de « terroriste », qui revient périodiquement, ne tient pas. Samedi matin, alors que nous quittions Ankara, la presse turque annonçait l'arrestation, jeudi à Istanbul, de seize « terroristes » appartenant à deux groupes distincts se réclamant du « marxisme-léninisme ». Or, le communiqué officiel précisait que, durant

L'opération, les « forces de sécurité » avaient saisi « deux machines à écrire, un grand nombre de communiqués imprimés et de brochures prêts à être distribués, un bâton de dynamite, un masque et un grand nombre de publications interdites ». Ces « terroristes » ne sont en fait rien d'autre que des résistants à l'oppression. Parmi eux : un fonctionnaire, deux étudiants, deux chômeurs et onze ouvriers.

Qui peut croire, ou laisser croire aujourd'hui, que les militaires turcs ont ramené l'ordre après la vague de violences politiques (déclenchée par l'extrême droite) à la fin des années soixante-dix ? La force armée a tout simplement terminé le travail commencé par les extrémistes de droite.

La répression fonctionne en cercles concentriques : premier objectif, détruire le mouvement ouvrier et, en premier lieu, le mouvement syndical ; d'où l'arrestation des dirigeants de la DISK et la chasse à ses militants ; procès collectifs de membres d'organisations se réclamant de la classe ouvrière, comme celui de tous les habitants du village de Fatsa, accusés de s'être autogérés ; traque sans merci aux militants du Parti communiste de Turquie.

Deuxième objectif : empêcher l'alliance entre le mouvement ouvrier

et les intellectuels, d'où les procès systématiques faits aux intellectuels membres du comité de paix ou à ceux qui ont simplement signé des pétitions.

Troisième objectif : faire peur ; on présente donc les opposants comme des terroristes.

Samedi, un des plus grands journaux turcs, le *Milliyet*, publiait en première page deux grandes photos en couleur représentant les corps criblés de balles de deux jeunes gens (l'un avait vingt ans, l'autre dix-sept), présentés évidemment comme des terroristes ; le journal précisait qu'il s'agis-

sait de militants du Parti des travailleurs kurdes (PKK). Le fait national kurde, une réalité qu'on ne veut pas reconnaître non plus à Ankara.

Le général Evren avait promis en 1980 de ramener l'ordre : les arrestations n'ont pas cessé, la guerre a repris au Kurdistan. Il faut que les médias s'ouvrent. La dictature en Turquie, c'est une dictature en Europe, dans un pays qui siège à la même assemblée que la France : l'assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe.

(1) Hidir Aslan, 29 ans, a vu sa condamnation à mort ratifiée par le Parlement, seule une décision du général Evren peut désormais le sauver de la potence.

(2) - L'Humanité - du samedi 13 octobre



La délégation parlementaire française à Ankara, vendredi, devant la résidence du premier ministre turc

DECLARATION DU PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS

Un crime révoltant

LE Parti communiste français exprime son émotion et sa colère à l'annonce de la pendaison de Hidir Aslan, ce jeune démocrate turc de 29 ans, qui a été exécuté comme l'a été il y a quelques jours Ilyas Has, parce qu'il luttait pour la liberté dans son pays.

La dictature turque vient de sévir à nouveau, c'est un crime révoltant.

Hidir Aslan aurait pu être sauvé. Nous le disons avec gravité, les dirigeants politiques qui se sont tus, les moyens d'information portent une lourde responsabilité. Le silence quasi général qui a été décidé n'a pas favorisé le vaste mouvement de solidarité qui aurait pu contribuer à sauver Hidir Aslan

et les condamnés à mort exécutés en Turquie.

Tous ceux qui parlent, à droite et à gauche, des droits de l'homme et qui ne se sont pas mobilisés pour sauver le jeune démocrate turc ont-ils la conscience en paix en pensant à Hidir Aslan ? En ce qui nous concerne, nous trouvons dans cette horrible nouvelle une détermination renforcée à mener le combat pour la liberté et les droits de l'homme en Turquie comme partout ailleurs.

Dans ce pays, vingt-cinq condamnés ont déjà été exécutés et cent trente sont morts sous la torture. Cent mille prisonniers politiques croupissent dans les geôles et cinq mille d'entre eux risquent d'être condamnés à mort. Deux cents hommes et femmes sont

d'ores et déjà condamnés à être pendus. Ils attendent leur exécution d'un moment à l'autre.

En Turquie, pays européen, membre de l'Alliance Atlantique, associé à la Communauté économique européenne, siégeant au Conseil de l'Europe, on arrête, on torture, on pend.

La France, comme tous les Etats membres de l'Alliance, a un devoir à assumer à l'égard de ces populations martyrs. Les autorités politiques et morales de notre pays doivent user de leur influence et multiplier les initiatives pour faire cesser les crimes de cette dictature sanglante.

Nous appelons tous ceux et toutes celles qui sont sincèrement attachés au respect des droits de l'homme, à conjuguer leurs efforts

dans la diversité de leur opinion politique, philosophique ou religieuse pour sauver les condamnés à mort et exiger la libération des prisonniers politiques.

Nous les appelons à exiger des grands moyens d'information que le silence soit rompu sur les crimes abominables qui se commettent en Turquie, pour que l'opinion publique française soit informée et puisse se mobiliser dans un nécessaire mouvement de solidarité.

Le Parti communiste français prendra de nouvelles initiatives en direction des autorités du pays pour que la France intervienne sans retard auprès des autorités turques.

Paris, le 25 octobre 1984

Ils l'ont pendu !

Hidir Aslan, vingt-neuf ans, rebelle à la dictature est mort hier à l'aube

L'aube venait de se lever dans la cour de la prison de Burdur (province d'Isparta, à l'ouest de la Turquie). La potence était prête. Il était 6 h 30, hier, lorsque les bourreaux ont pendu Hidir Aslan. Condamné à mort par un tribunal militaire d'Izmir, sa peine avait été ratifiée par le « Parlement », le 3 octobre dernier. Curieux « parlementaires » que ceux qui disposent de l'étrange pouvoir de décider de la vie ou de la mort des opposants.

Le général Evren a pris le pouvoir le 12 septembre 1980. Depuis, il s'est auto-proclamé président de la République. Il a refusé la grâce de Hidir Aslan samedi dernier. Le jeune militant de Dev-Yol (il avait vingt-neuf ans) pouvait alors être pendu à n'importe quel instant.

Jusqu'au bout, les avocats de Hidir Aslan se sont battus. Après le rejet de la grâce, ils ont présenté un ultime recours demandant un nouveau procès. Les juges militaires ont refusé de surseoir à l'exécution. C'était mercredi soir. Il ne restait à Hidir que quelques heures à vivre. Quelques heures que la plupart des grands médias français n'ont pas mises à profit pour tenter de le sauver. La presse, hier matin, à l'exception de *l'Humanité*, n'a rien dit de la scandaleuse décision des juges militaires.

Comme le dit le Bureau politique du PCF, « *Hidir Aslan aurait pu être sauvé* ». Mais il aurait fallu pour cela que le mur du silence soit brisé. Or la quasi-totalité des dirigeants français se sont tus. Les télé, les radios, à quelques exceptions près, les journaux n'ont rien dit. Pis même, des jeunes communistes se sont fait copieusement matraquer l'autre samedi parce qu'ils demandaient la vie sauve pour Hidir.

L'annonce de l'exécution du jeune militant a suscité une large émotion. Hier soir, des centaines de démocrates répondant à l'appel de l'Association France-Turquie se sont réunis devant l'ambassade d'Ankara. Ils ont crié la colère du peuple français. La solidarité doit aujourd'hui s'amplifier. Les chiffres que nous publions sur la répression dans ce pays européen sont révélateurs.

Il faut savoir que 19 % des prisonniers politiques ont moins de vingt-deux ans ; plus de la moitié a moins de trente ans. C'est la jeunesse turque qu'on assassine, les forces vives de cette nation qui sont vouées à la prison ou à la potence : les militants ouvriers, les syndicalistes, les intellectuels.

Hidir Aslan était le 27^e pendu pour raison politique depuis le coup d'Etat. Le deuxième en ce mois d'octobre.

Faisons en sorte qu'il soit le dernier.

JACQUES DIMET

« C'est bien un processus d'ordre démocratique »

Propos d'honorables parlementaires de droite

Jacques Baumel, député RPR des Hauts-de-Seine, de retour d'un voyage en Turquie avec une délégation du Conseil de l'Europe, confie au « Monde » (le 4 mai dernier) : « A-t-on le droit devant cette évolution démocratique, de refuser à la Turquie de continuer à faire partie de l'Europe ? »...

Quatre jours plus tard, les élus de droite votaient la réintégration des « élus » turcs au sein de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe (21 pays en sont membres).

Jean-Marie Caro, député UDF du

Bas-Rhin, membre de cette Assemblée, affirme le 10 mai : « Un processus est engagé. Appelez-le comme vous voulez, mais c'est bien un processus d'ordre démocratique. »

A l'Assemblée européenne, lorsque le groupe communiste dépose en novembre 1981 (un an après le coup d'Etat), une résolution visant à supprimer l'aide de la CEE à la Turquie aussi longtemps que les droits civils et démocratiques ne seront pas rétablis, tous les députés UDF et RPR présents ont voté contre.



HIDIR ASLAN avait vingt-neuf ans. Il était militant du mouvement « *la Voie révolutionnaire* » (Dev-Yol), tout comme İlyas Has, vingt-neuf ans également, exécuté le 7 octobre dernier. A Gültete, dans les environs d'Izmir, les travailleurs de l'usine Taris étaient en grève, en avril 1980 (soit cinq mois avant le coup d'Etat). Les groupes fascistes (les trop célèbres « Loups gris ») ont commis des centaines d'assassinats de militants de gauche à la fin des années soixante-dix) et la police réprime les travailleurs. Six ouvriers et trois policiers trouvent la mort au cours des affrontements. C'est pour ces faits que Hidir Aslan — emprisonné pendant quatre ans — a été condamné à mort. Mais le procureur militaire, n'a jamais rien pu prouver contre lui. L'accusation s'est muée en « tentative de changement par la violence de l'ordre constitutionnel ».

EMOTION HIER SOIR A PARIS

La police charge les manifestants devant l'ambassade et la Maison de la radio

Compte rendu :
CHRISTIAN FERRAND

Plusieurs centaines de personnes se sont rassemblées hier à proximité de l'ambassade de Turquie à Paris pour manifester leur indignation et leur colère après la pendaison de Hidir Aslan. Le PCF, le MJCF, le PSU, la JOC, la CGT, l'Association des juristes démocrates et le Comité des organisations turques en France s'étaient joints à l'appel lancé par l'association France-Turquie.

« Evren a monté la potence, ceux qui se sont tus ont livré la corde », affirmait un calicot des jeunes communistes. Un slogan vite repris par l'ensemble des manifestants aux cris de « Evren assassin, la tête complée ».

Une délégation a demandé à être reçue par l'ambassade. Les forces de police ont répondu par une première charge, distribuant les coups de matraque à tout va. Un responsable des policiers affirmant : « Nous avons reçu des ordres de la préfecture (de

police) ». Les manifestants ont alors décidé de se rendre en cortège à la Maison de la radio toute proche. Un barrage établi à proximité de cette dernière leur en a interdit jusqu'à l'approche. Là encore, aux slogans « On pend en Turquie, on matraque à Paris », les policiers ont répondu par une nouvelle charge encore plus violente que la première, molestant plusieurs personnes dont Gisèle Moreau, membre du secrétariat du Parti communiste français.

Parmi les personnalités présentes Maxime Gremetz et Gisèle Moreau, membres du secrétariat du PCF ; Henn Costat, Jean-Pierre Page et Jacques Denis, membres du Comité central ; James Marson, sénateur, maire de La Courneuve ; Leo Figueres et Bernard Callabug, qui conduisaient une délégation de la Jeunesse communiste ; Régis Piquemal, président de l'UNEF ; Pierre Laurent, secrétaire de l'UEC, et Frédéric Weil, président de l'association France-Turquie.

Dès le premier jour l'action des communistes

DES l'annonce du coup d'Etat militaire en septembre 1980 le PCF a exprimé son indignation. *L'Humanité* de 13 septembre titrait « *l'armée prend le pouvoir* ». *L'atlantisme veut en finir avec le mouvement populaire*. *Le Figaro* du même jour justifiait le coup d'Etat par ce titre « *la rançon de l'anarchie* ». *Pans-Match* du 26 septembre osait écrire « *en Turquie les choses ne se passent pas comme ailleurs* ». *l'armée représente le suprême recours du peuple* ».

Dans *l'Humanité* du 13 septembre 1980 Yves Moreau écrivait que la Turquie était « *un pays où les combattants de la liberté ont un besoin pressant de notre solidarité* ».

En 1984 le PCF est intervenu à de nombreuses reprises contre les atteintes aux droits de l'homme dans ce pays membre de l'Alliance atlantique.

Quelques exemples fin mars 1984 Maurice Martin député communiste à l'Assemblée européenne se rend à Ankara pour enquêter sur le sort des prisonniers politiques. Refus des autorités militaires de lui faire visiter la prison de Mamak ou des milliers de détenus politiques sont incarcérés.

En mai des marcheurs de la liberté, Turcs et Kurdes partent de Dusseldorf, Paris et Genève pour Strasbourg afin d'empêcher la réintégration de la Turquie à l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe. Yilmaz Güneç, le cinéaste récemment décédé, avait été reçu par Théo Vial-Massat député communiste.

Plus près de nous, le 20 septembre dernier, le PCF soutient la manifestation contre la torture en Turquie et au Kurdistan organisée par treize associations de travailleurs turcs et kurdes interdite par la préfecture de police.

Une autre manifestation des travailleurs immigrés turcs, le 6 octobre sur les mêmes thèmes, reçoit également le soutien du PCF représenté par des parlementaires. A l'annonce samedi dernier du rejet de la grâce de Hidir Aslan par Evren les jeunes communistes ont organisé une manifestation pacifique place de l'Opéra à Paris. Répression policière extrêmement brutale.

André Lajoinie a demandé à Laurent Fabius si il existait des manifestations pour la défense des libertés et des droits de l'homme que le gouvernement ne tolérerait pas et réprimait.

Guy Ducloux vice-président de l'Assemblée nationale a demandé à François Mitterrand et à Mgr Lustiger d'intervenir pour sauver Hidir Aslan. Maxime Gremetz a interpellé M. Pierre Pflimlin président de l'Assemblée européenne.

Enfin le PCF a dépêché une délégation parlementaire — dirigée par le président du groupe à l'Assemblée André Lajoinie — à Ankara avec mission de tout faire pour sauver Hidir Aslan.

Il reste des centaines de démocrates à sauver. Vingt-huit peuvent être pendus dans les jours qui viennent. Le PCF continue et continuera d'affirmer sa solidarité aux victimes de l'oppression.

26. 10. 1984

ORGANE CENTRAL DU PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS
L'Humanité

La première dépêche de l'AFP annonçant la mort de Hidir Aslan

ANKARA, 25 OCT (AFP) — L'EXTRÉMISTE DE GAUCHE, HIDIR ASLAN, 26 ANS, A ÉTÉ
 PENDU JEUDI MATIN DANS LA PRISON CIVILE DE BURDUR (OUEST DE LA TURQUIE). A
 ANNONCÉ L'AGENCE SEMI-OFFICIELLE ANATOLIE
 LE MILITANT DE DEV-YOL (« LA VOIE RÉVOLUTIONNAIRE », LA PRINCIPALE
 ORGANISATION CLANDESTINE DE L'EXTRÊME GAUCHE TURQUE) EST LE 27ÈME EXTRÉMISTE
 EXÉCUTÉ DEPUIS LE COUP D'ÉTAT MILITAIRE DE SEPTEMBRE 1980

Le silence a tué

La plupart des organes
de presse sont restés muets

Quand on m'a demandé de faire une revue de presse sur l'exécution de Hidir Aslan, je ne m'attendais certes pas à trouver des pages entières sur l'événement. Encore moins des éditoriaux en première page : les commentateurs vedettes de notre « grande presse » ont d'autres chats à fouetter et n'usent pas leur encre et leur précieux talent à de pareils détails, on le sait.

Je ne m'attendais pas non plus à un tel vide, à un silence si profond, à pareille indifférence. Rien, pas un mot dans la presse de droite : « Figaro », « Aurore », « Quotidien de Paris ». Pas un mot non plus dans « le Matin ». Une brève, hâtive, dans « Libération », un encadré reprenant l'AFP en dernière page du « Monde ». C'est tout.

Côté radios-télévisions ce n'est guère mieux. Certes, on a parlé de Hidir Aslan. Mais en quels termes ! La plupart des bulletins de la matinée se contentaient de reprendre sèchement la première information de l'AFP : « L'extrémiste de gauche Hidir Aslan a été pendu... »

Une formulation qui revient à justifier le meurtre. Un « extrémiste », n'est-ce pas, cela veut tout dire et permet d'imaginer tout ce qu'on veut.

Or il n'y a rien à imaginer. Hidir appartenant, certes, à une organisation, Dev-Yol, située à l'extrême gauche de l'échiquier politique turc d'avant le coup d'Etat, mais il n'a été condamné ni pour meurtre ni pour attentat. Aucune preuve n'a pu être produite contre lui et le motif de sa mort est celui, vague, qu'invoquent les généraux turcs face à n'importe quel opposant, qu'il soit syndicaliste,

comme les dirigeants de la Disk ou diplomate, comme le président du Comité turc de paix : « Tentative de changement de l'ordre constitutionnel en Turquie ».

La formulation partielle de l'AFP est d'autant plus grave que, constituant la source d'information la plus communément utilisée de toute la presse française, écrite et audiovisuelle, on est sûr de la retrouver un peu partout, reproduite sans autre forme de procès. Insidieusement, l'idée que peut-être, après tout, cet « extrémiste » dangereux méritait son sort se répand. Nos médias ont alors beau jeu de se taire, de ne rien tenter pour sauver de la mort un « extrémiste ». Car ils n'ont rien tenté. Le silence le plus complet a plané depuis trois semaines.

Tout le monde savait, comme nous, que la peine inique frappant Hidir Aslan risquait, d'un jour à l'autre, d'être exécutée. Tout le monde savait, comme nous, que le général Evren avait décidé, délibérément, de « faire quelques exemples ». « Si on ne les pend plus, avait-il dit le jour même où la condamnation de Hidir était soumise au Sénat pour ratification, le terrorisme reprendra. » Tous les journaux avaient été informés des démarches entreprises par notre parti pour le sauver ; la presse avait même été invitée à suivre la délégation conduite, en Turquie, il y a quinze jours, par André Lajoinie. Silence.

Le silence peut tuer. Il a tué Hidir Aslan. Le général Evren aurait pu reculer devant une mobilisation de l'opinion dans notre pays. Il aurait pu gracier Hidir Aslan si un semblant d'émotion, de réprobation s'était manifesté. Mais la presse française a l'émotion sélective. Le martyr des opposants turcs l'indifférence. Elle préfère gloser sur « la démocratisation » du régime en regrettant du bout des

lèvres que les pendaisons ne collent pas vraiment avec cette thèse. Et se livrer à une comptabilité macabre des pendus d'Ankara pour savoir si on pend autant « d'extrémistes de droite que de gauche ».

Attitude révoltante. Que dire quand un journal comme « le Monde » s'étonne après cela « de l'indifférence ave, laquelle l'opinion publique française, si sensible à ce qui se passe en d'autres endroits, accueille de telles nouvelles » ?

A qui la faute ?

FRANÇOISE GERMAIN-ROBIN

La « démocratisation » : des dizaines de milliers de condamnés

Les élections parlementaires de novembre 1983 devaient montrer, selon les généraux turcs, la réalité du processus de « démocratisation » en Turquie. On peut en juger aujourd'hui, après quatre ans de dictature, par les chiffres qui ont été publiés par le collectif turc d'édition et de diffusion qui a son siège à Bruxelles.

Ces chiffres sont publiés à partir de données officielles : 178 565 personnes ont été placées en garde à vue par les forces de sécurité pour « instruction préparatoire ». Parmi elles, 64.505 ont fait l'objet d'un mandat d'arrêt et ont été gardées en détention préventive, certaines depuis quatre ans.

Au 21 septembre dernier, 41.724 personnes avaient été condamnées pour motif politique dont 326 à mort (147 depuis le début de l'année 1984

d'après des calculs faits par « l'Humanité »), 27 sentences ont été exécutées (dont en ce mois d'octobre celles d'Ilyas Has et de Hidir Aslan).

Autre chiffre accablant pour la dictature : les procureurs militaires ont requis la peine de mort contre 6.584 personnes dont 231 cette année — qui devait être celle de la « démocratisation ».

Le Parlement turc — « élu » dans les conditions que l'on sait — détient l'exorbitant pouvoir de ratifier les peines de mort 28 cas seraient actuellement sur le bureau de la présidence de cette « assemblée ». D'un jour à l'autre, le Parlement peut dire « oui ». Et il ne faut malheureusement pas compter sur Evren pour gracier les condamnés. Sauf si la pression internationale est assez forte pour le faire céder.

LES RÉACTIONS

Suspension de séance

Après la nouvelle de la pendaison de Hidir Aslan, Guy Ducoloné, vice-président de l'Assemblée nationale et député communiste, a demandé une suspension de séance après avoir déclaré : « Il faut aujourd'hui condamner et surtout empêcher d'autres crimes. Il faut que l'Assemblée nationale dise sa réprobation, que le gouvernement intervienne avec vigueur auprès du gouvernement turc, membre de l'OTAN, et qui siège aux côtés de la France à l'Assemblée consultative du Conseil de l'Europe. » Les députés ont suspendu leurs travaux pendant cinq minutes.

demande « à toutes les autorités morales et politiques françaises d'exprimer leur indignation devant la barbarie de cette dictature ».

Le Sénat, de son côté, a observé une minute de silence « en témoignage d'indignation », à l'initiative de Hélène Luc, présidente du groupe communiste. Cela n'a pas empêché un sénateur du Bas-Rhin, M. Hoefel, d'intervenir un peu plus tard pour affirmer que la majorité sénatoriale (de droite) ne saurait approuver le terme de « fascisme » appliqué au gouvernement de l'État turc, qui, a-t-il dit, « est notre allié et auquel nous sommes associés dans le cadre des institutions européennes ».

Le gouvernement français « ne peut que déplorer cette exécution alors qu'avec d'autres pays occidentaux il avait fait des démarches », a indiqué un porte-parole du ministère des Relations extérieures. Le communiqué officiel observe que la peine capitale a été appliquée « pour la deuxième fois en quelques semaines, à l'issue d'un procès politique ».

L'association France-Turquie, qui appelait à manifester hier soir devant l'ambassade de Turquie, souligne que « le seul crime » de Hidir Aslan est d'avoir été « épris de liberté », elle

26. 10. 1984

LE MATIN



A Ankara, contrôles permanents contre le terrorisme

TURQUIE : HIDIR ASLAN PENDU A L'AUBE

Militant d'une organisation d'extrême gauche, Aslan, 26 ans, avait été condamné à mort pour « tentative de changement de l'ordre constitutionnel ». De nombreux autres condamnés sont eux aussi menacés d'être exécutés

« **S**i nous ne les pendons plus, cela encouragera les terroristes », déclarait il y a trois semaines le général-président turc Kenan Evren. Quelques jours plus tard, le 7 octobre, un extrémiste de gauche, Ilyas Has, vingt-neuf ans, était pendu à Izmir. Hier, c'est un autre extrémiste de gauche, Hidir Aslan, vingt-six ans, qui a été exécuté, par pendaison, dans la prison civile de Burdur, à l'ouest du pays.

Comme Has, Aslan militait au sein de Dev Yol, la principale organisation de l'extrême-gauche turque. Mais si Has avait été reconnu coupable de meurtre, Aslan avait été, lui, condamné à mort « pour tentative de changement par la violence de l'ordre constitutionnel ». Son groupe de militants avait été impliqué dans un affrontement avec les forces de l'ordre en février 1980 à Izmir, au cours duquel trois policiers avaient été tués.

Vendredi dernier, le général Evren avait refusé la grâce d'Aslan dont la pendaison a été, début octobre, la première à être entérinée par l'Assemblée nationale issue des élections législatives de novembre 1983 qui devaient marquer le « retour de la démocratie » en Turquie. L'exécution d'Aslan et celle

de Has ont mis fin à la parenthèse de seize mois pendant laquelle aucune exécution capitale n'a eu lieu en Turquie.

Depuis le coup d'Etat militaire de septembre 1980, vingt « gauchistes » et sept extrémistes de droite ont été exécutés par la justice militaire. Depuis quatre ans, deux cents peines de mort ont été prononcées mais reste à attendre l'achèvement de ces procès où la peine capitale a été demandée. Quant au Parlement turc, il doit donner son feu vert à plus de vingt condamnations à mort.

La France qui, avec d'autres pays occidentaux, avait entrepris des démarches en faveur d'Aslan, a officiellement « déploré » son exécution, a indiqué hier le porte-parole du Quai-d'Orsay. Le Sénat a observé une minute de silence « en témoignage d'indignation » à l'initiative d'Hélène Luc, la présidente du groupe communiste. Le PCF, qui a participé à une manifestation hier soir devant l'ambassade de Turquie a exprimé « son émotion et sa colère à l'annonce de la pendaison d'Aslan.

« Aslan aurait pu être sauvé, ajoute le PCF. Nous le disons avec gravité, les dirigeants politiques qui se sont tus, les moyens d'information portent une lourde responsa-

*Peine de mort
requisse contre
12 militants
séparatistes du
PS kurde*

bilité. Le silence quasi général qui a été décidé n'a pas favorisé le vaste mouvement de solidarité qui aurait pu contribuer à sauver Hidir Aslan et les condamnés à mort exécutés en Turquie. »

« Tous ceux qui parlent, à droite et à gauche, poursuit le PCF, des droits de l'homme et qui ne se sont pas mobilisés pour sauver le jeune démocrate turc ont-ils la conscience en paix en pensant à Hidir Aslan ? En ce qui nous concerne, nous trouvons dans cette horrible nouvelle, une détermination renforcée à mener le combat pour la liberté et les droits de l'homme en Turquie comme partout ailleurs. »

« En Turquie, pays européen, membre de l'Alliance atlantique, associé à la Communauté économique européenne, siégeant au Conseil de l'Europe, on arrête, on torture, on pend. La France, comme tous les Etats mem-

bres de l'Alliance a un devoir à assumer à l'égard de ces populations martyres. Les autorités politiques et morales de notre pays doivent user de leur influence et multiplier les initiatives pour faire cesser les crimes de cette dictature sanglante », poursuit le parti communiste.

Le Parti socialiste est lui aussi profondément « indigné » et estime que l'exécution d'Aslan « marque les limites du discours affiché du gouvernement turc sur sa volonté de revenir à un régime plus démocratique ». Emprionnements à tour de bras et sans procès, tortures, disparitions mystérieuses : le dernier rapport d'Amnesty International est éloquent sur la Turquie, qui, membre de l'OTAN, est loin de pratiquer la démocratie à l'occidentale. D'ailleurs, quatre pays européens dont la France ont saisi, en 1982, la Cour européenne des droits de l'homme pour lui demander si le gouvernement d'Ankara respectait bien la déclaration européenne des droits de l'homme qu'il a ratifiée. L'enquête est en cours... Hier, un procureur militaire turc a requis la peine de mort contre 12 militants séparatistes du Parti socialiste kurde.

TURQUIE: pendaison d'un militant d'extrême-gauche

CORDE

Condamné à mort depuis trois ans, un militant de l'organisation Dev Yol a été pendu hier matin. Cette exécution est la deuxième depuis la reprise au début du mois, de l'offensive militaire contre les séparatistes kurdes.

Ankara (de notre correspondant). Hidir Aslan, 26 ans, a été pendu hier matin comme prévu. Le militant de Dev Yol (la voie révolutionnaire), la principale organisation clandestine de l'extrême gauche turque, est mort à 6h30 en présence de ses avocats, à la prison de Burdur, à cent kilomètres au nord de la côte méditerranéenne.

Aslan, d'origine kurde, avait été condamné à mort en juillet 1981 pour « tentative de renversement par la violence de l'ordre constitutionnel, afin d'établir un régime marxiste-léniniste », un « crime » passible, selon le code pénal, de la peine capitale. Issu d'une famille de fermiers de Tunceli, à 600 km d'Ankara, comptant sept enfants, il avait rejoint Dev Yol dès son entrée à l'université d'Ankara. Traqué par la police et l'extrême droite, il avait laissé tomber les études pour s'enfuir à Izmir, la grande ville sur la mer Egée. C'était en 1980. Là, comme partout ailleurs, « loups gris » et militants d'extrême gauche se livraient une bataille féroce

pour le contrôle des quartiers, des universités, des coopératives, des administrations. Le 16 février, barricadés depuis une semaine dans leur bastion de Guitepe, un quartier populaire d'Izmir, les militants de Dev Yol tentent d'empêcher la police de déloger. Dans la fusillade qui suit, trois policiers sont tués. Sur les 88 « révolutionnaires » arrêtés après ces affrontements, trois, dont Aslan, sont condamnés à mort et cinq à la prison à vie. Il n'a cependant jamais été établi que le jeune militant ait lui-même tué un de ces policiers.

Hidir Aslan est le 27ème « extrémiste » pendu depuis le coup d'Etat militaire de septembre 1980 (vingt de gauche et sept de droite). Alors qu'aucune exécution n'était intervenue depuis seize mois, période correspondant à la mise en place d'un régime civil à Ankara, Ilyas Has, un autre militant de Dev Yol de 29 ans, a été pendu le 7 octobre à Izmir. Ce retour soudain de la corde a coïncidé comme par hasard avec l'offensive hardie des séparatistes kurdes

dans l'est du pays, qui a fait plus de 20 morts dans les rangs de l'armée. Le 3 octobre, lors de sa tournée dans la région, le président Evren, dont trois membres de l'escorte avaient été tués dans une embuscade, sortait de ses gonds pour justifier l'exemplarité de la peine de mort : « Nous allons capturer ces terroristes, les passer en jugement. Ne pas les exécuter et nourrir toute leur vie ces traîtres qui ont tiré sur nos soldats, pourriez-vous accepter cela ? » « Non, non », a crié la foule empressée. « Il est hors de question d'abolir la peine de mort », a tonné le général.

La démonstration n'a pas tardé. Le même jour, dans l'après-midi, soit quelques heures seulement après le discours d'Evren, l'assemblée se saisissait du dossier de la condamnation d'Hidir Aslan sur laquelle elle doit se prononcer, en vertu de la constitution. Bien que les députés du Centre populiste (opposition du Parti gauche) votent contre, arguant du fait que le militant n'a pas été con-

vaincu de meurtre, l'exécution est entérinée. Le lendemain, le parlement ratifie la condamnation d'Ilyas Has. Dès son retour à Ankara le 5 Evren refuse de le gracier. L'ordre d'exécution de Has est immédiatement publié au journal officiel, dont une édition spéciale a même été imprimée pour accélérer encore la procédure. Vingt-quatre heures plus tard, Ilyas Has est pendu. Hidir Aslan ne devra qu'à ses avocats qui ont introduit un recours désespéré invoquant son « état mental » d'avoir vécu jusqu'à hier 6h30.

La campagne lancée par les communistes français en faveur du « jeu ne démocrate » Hidir Aslan n'a pas eu la moindre répercussion en Turquie, bien qu'André Lajoignie se soit personnellement déplacé à Ankara le 12 octobre avec une délégation pour tenter d'obtenir sa grâce. Les interventions de la France et d'autres pays européens ont également été vaines. Le Turquois, dernier pays européen à appliquer la peine capitale, compte encore environ 200 condam-

nés à mort, alors que les grands procès de masse entamés après le coup d'Etat ne sont pas terminés. Vingt d'entre eux, dont les dossiers sont déposés à l'assemblée, s'attendent quasiment à être exécutés d'un jour à l'autre.

« La France, a déclaré le porte-parole du ministère des Relations extérieures, observe que la peine capitale vient d'être appliquée en Turquie pour la seconde fois en quelques semaines à l'issue d'un procès politique. Elle ne peut que déplorer cette exécution, alors qu'avec d'autres pays occidentaux, elle avait entrepris des démarches ».

Par ailleurs, le sénat a observé jeudi matin une minute de silence « en témoignage d'indignation » devant l'exécution du jeune Turc Hidir Aslan, à l'initiative de Mme Helene Luc, présidente du groupe communiste.

Dix-huit heures pour la démocratie

Trente-cinq intellectuels français appellent à monter une « garde démocratique » devant l'ambassade de la dictature le 6 novembre

L'exécution de Hidir Aslan en cette aube de jeudi a soulevé en partie le voile du silence qui entoure la Turquie. Légèrement seulement car pour la masse de la presse française, Hidir avait sans doute le tort d'être turc et donc de s'être rebellé contre un Etat membre de l'Alliance atlantique. Autrement dit du « monde libre ». Et à cela il ne faut manifestement pas toucher.

La répression en Turquie continue. Il ne se passe pas de jour sans que l'on prenne connaissance de nouveaux procès ou de faits de guerre dans les provinces d'Anatolie orientale (terme employé par le gouvernement d'Ankara qui se refuse à appeler le Kurdistan par son nom).

Hier, le tribunal militaire de la garnison Mamak à Ankara a entendu, à titre de témoins, des signataires non inculpés de la pétition « pour le plein fonctionnement de la démocratie », adressée en mai dernier au général Evren.

Les témoins ont tous affirmé qu'ils avaient volontairement signé ce texte sans être soumis à aucune pression. L'accusation affirme en effet que 56 des 1.260 signataires sont les « organisateurs » de la pétition et sont donc coupables d'une infraction à la loi martiale. Le procès des 56 reprendra le 23 novembre.

Jeudi matin, les combattants kurdes ont attaqué un poste des forces de sécurité turque à la limite des provinces de Siirtit et d'Uludere. Cette région est ratisée depuis deux mois par l'armée de la dictature.

En France, trente-cinq intellectuels appellent à monter « une garde démocratique de dix-huit heures devant l'ambassade de Turquie » le 6 novembre.

A Ankara, le ministère turc des Affaires étrangères a estimé hier que « les campagnes lancées contre la Turquie » après l'exécution de Ilyas Has et de Hidir Aslan s'inspiraient de « motifs politiques ». Pour les dictateurs d'Ankara « personne en Turquie n'est assassiné pour ses convictions politiques » mais pour avoir participé à des « actions terroristes »...

Manifestation ce soir à Paris

Quatorze organisations de travail-

leurs turcs et du Kurdistan de Turquie en France appellent à manifester ce soir à 18 h 30 de la gare Saint-Lazare au consulat de Turquie (boulevard Malesherbes) pour « l'arrêt des tortures et des condamnations à mort, pour l'amnistie générale ». Le PCF soutient cette initiative.

A l'Assemblée européenne

A l'Assemblée européenne, réunie à Strasbourg, les présidents des groupes communiste, socialiste et « Arc en ciel » (écologistes, pacifistes, régionalistes) ont adressé au président de l'Assemblée, Pierre Pflimlin, à l'initiative du député PCF Francis Wurtz, une lettre lui demandant d'exprimer aux autorités turques « l'indignation la plus totale » du parlement. Ils demandent également à P. Pflimlin d'intervenir auprès du Conseil des ministres des Dix afin d'empêcher la reprise de l'accord d'association CEE-Turquie.

Le Conseil de l'Europe « regrette » l'exécution du militant de gauche turc. Son secrétaire général, l'Espagnol Marcelino Oreja, et le président de l'Assemblée parlementaire des « 21 », l'Allemand Karl Ahrens, déclarent « s'attendre » à ce que tous les pays membres « s'alignent progressivement » sur le principe de l'abolition de la peine de mort...

La J.C. : « Briser le mur du silence »

Josiane Voyant, secrétaire nationale du Mouvement de la Jeunesse communiste, appelle « tous les jeunes à exprimer leur dégoût, leur horreur » devant « ce crime atroce commis envers un jeune démocrate de 29 ans qui était innocent », et les invite à « se rassembler et agir pour sauver de la potence » les autres condamnés à mort. Dénonçant la discrétion de la presse française qui « était au courant du meurtre qui se préparait », et rappelant les initiatives prises par la JC pour sauver Hidir, Josiane Voyant déclare : « Le combat, nous allons le poursuivre et l'amplifier pour faire voler en éclats le mur du silence qui entoure cette dictature sanguinaire. »

CGT : Soixante-dix-neuf syndicalistes turcs menacés de pendaison

Le bureau confédéral de la CGT relève que, « malgré la mise en liberté des dirigeants de la Disk (centrale syndicale turque interdite), les militaires intensifient la répression et persistent en réclamant la peine de mort pour 79 militants syndicaux ». Le syndicat français « appelle ses organisations, ses militants, ses syndiqués, ainsi que les travailleurs à poursuivre et amplifier leur solidarité active à l'égard des travailleurs et du peuple turcs ». Thérèse Poupon, secrétaire confédérale, participait, jeudi, à la manifestation devant l'ambassade de Turquie.

Question au Sénat

Charles Lederman, sénateur du Val-de-Marne, a posé hier une question à Claude Cheysson. Le parlementaire communiste (qui faisait partie de la délégation conduite par André Lajoinie à Ankara) a rappelé que « sur tous les détenus des tortures sont exercées » et que « certaines prisons, certains commissariats sont réputés être de véritables laboratoires à tortures ». Charles Lederman a également protesté contre les violences et brutalités commises par la police française lors des manifestations de protestation contre la répression en Turquie. Devant le silence des médias, le sénateur communiste a indiqué : « Il n'est pas possible que les journalistes qui, à juste titre ont, à propos de l'arrestation de leur confrère Abouchar, mis en avant leur souci d'informer librement et complètement, continuent de rester en retrait à propos des crimes perpétrés en Turquie. »

29. 10. 1984

TURQUIE

Pas de répit dans la répression

Trente-cinq opposants arrêtés samedi

Les généraux turcs au pouvoir ne s'accordent aucun répit dans leur chasse aux opposants. Ils ont annoncé, samedi, l'arrestation de trente-cinq militants d'un groupe d'extrême gauche par la police à Istanbul. Plusieurs centaines de personnes ont manifesté samedi devant le consulat de Turquie à Paris pour l'amnistie générale en faveur des dizaines de milliers de prisonniers politiques.

La police turque les traite de terroristes. Et l'agence France-Presse, hélas ! reprend une fois de plus cette terminologie dans sa dépêche. Ils seraient responsables d'attentats commis le mois dernier à Istanbul contre des immeubles appartenant au « parti de la mère patrie », le parti des généraux au pouvoir. Hidir Aslan, exécuté jeudi dernier, avait lui aussi été accusé de terrorisme. Il avait été condamné à mort au terme d'une parodie de procès et sans qu'aucune preuve de ses prétendus agissements criminels n'ait pu être apportée.

Les trente-cinq militants, dont neuf femmes, du mouvement « Dev Sol » (gauche révolutionnaire), arrêtés samedi, risquent fort de faire les frais du même scénario. Pour le président-dictateur-général de la Turquie, Evren, mérite les pires châtiments tout citoyen ayant eu le front de déclarer, d'une façon ou d'une autre, son opposition au régime, à la véritable guerre que celui-ci mène contre le peuple.

Les 1.256 intellectuels, qui ont voulu s'adresser à Evren en signant une pétition réclamant le respect des libertés civiles élémentaires, en savent quelque chose. Cinquante-six ont été choisis entre tous et inculpés d'infraction à la loi martiale, toujours en vigueur sur la plus grande partie du territoire. Leur procès doit reprendre le 26 novembre. Il pourrait durer de longs mois. Aucun des inculpés n'a cependant été emprisonné.

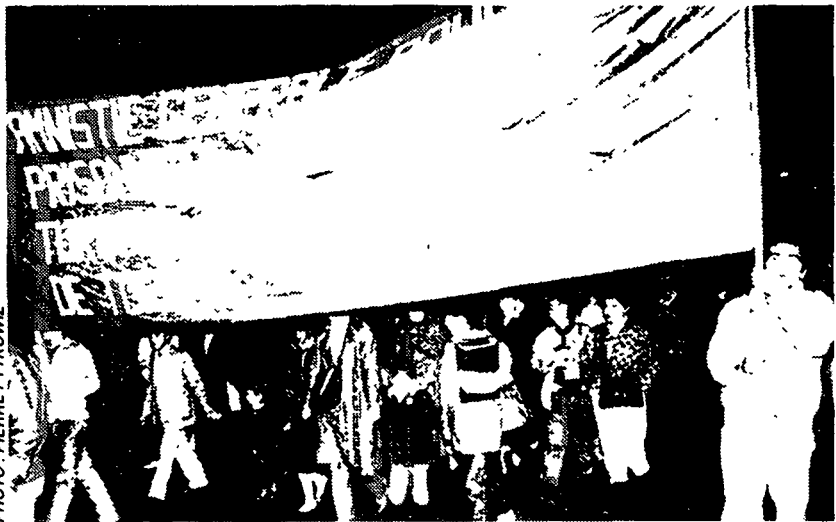
Contrairement à ce que certaines

bonnes âmes, à Paris, s'emploient à faire croire, tout en faisant mine de le regretter, la pression de l'opinion publique internationale sur la dictature n'est pas inefficace. Ce n'est, en effet, pas un hasard si les dirigeants de la centrale syndicale, la DISK — dont le procès, commencé il y a quatre ans, n'est toujours pas terminé — ont tous été libérés à la fin du mois d'août dernier. Hidir Aslan aurait-il été exécuté si, en France — comme dans la plupart des « démocraties occidentales d'ailleurs —, les communistes ne s'étaient retrouvés pratiquement seuls pour organiser la protestation ?

Il est encore temps d'élargir les rangs des défenseurs des droits de l'homme en Turquie. Temps et urgent. Deux cents condamnés à mort, pour la plupart des opposants de gauche, peuvent à tout moment être livrés aux bourreaux.

Monter la garde le 6 novembre

« Nous appelons tous ceux qui ont mission d'informer à dire vite et fort la vérité sur ce qui se passe en Turquie », déclarent trente-quatre intellectuels français (voir « l'Huma » de samedi 27 octobre). Dans un appel aux intellectuels, aux démocrates de France, ils « invitent à participer à la garde démocratique de 18 heures que nous monterons le mardi 6 novembre devant l'ambassade de Turquie à Paris ».



La manifestation, samedi soir, devant le consulat de Turquie, à l'appel de 14 organisations de travailleurs turcs et du Kurdistan.

TURQUIE



PIERRE TROVEL

La flamme de la solidarité

Des centaines de personnes ont répondu, hier, à l'appel lancé par 35 intellectuels français, en montant, de l'aube à la nuit, une garde démocratique devant l'ambassade de Turquie à Paris. Autour d'un tableau du peintre Alain Hoger, intellectuels, élus, syndicalistes, journalistes et représentants de la direction du PCF, de la CGT, se sont succédé de dix minutes en dix minutes pour que cessent les atteintes aux droits de l'homme en Turquie. A la tombée du jour, 200 flambeaux, symbolisant les vies des 200 condamnés à mort de Turquie, ont été allumés et sont passés de main en main, réunissant dans une veille de solidarité démocrates français, turcs, kurdes et immigrés.

(Page 8.)

DROITS DE L'HOMME

Flambeaux de la liberté devant l'ambassade de Turquie

Des centaines de démocrates
ont monté la garde, hier

Il faisait encore nuit, hier matin, lorsque les premières délégations, répondant à l'appel des trente-cinq intellectuels pour la défense des démocrates turcs, ont commencé à monter la « garde démocratique » près de l'ambassade de Turquie à Paris.

« Rompre le silence, c'est aider à rompre les cordes qui assassinent les démocrates turcs et les chaînes qui entravent le peuple turc. » Cet extrait de la lettre apportée par les travailleurs CGT d'Alsthom-Atlantique aux « dix-huit heures pour les droits de l'homme en Turquie » symbolise la démarche des centaines de personnes qui se sont succédé hier autour d'un tableau d'Alain Hoger, intitulé « Ils vivront ». Des syndicalistes militants de la CGT, des élus communistes de la région parisienne, des jeunes du Mouvement de la jeunesse communiste, des étudiants, des travailleurs émigrés, ainsi que de nombreux Parisiens venus à titre individuel, se sont relayés durant toute la journée. Une délégation du PCF, conduite par Maxime Gremetz, secrétaire du Comité central, a pris son tour de garde dans la matinée. Claude Cabanes, rédacteur en chef, et des journalistes de « l'Humanité » et de l'« Humanité Dimanche » se sont, eux aussi, retrouvés sur le quai Kennedy pour apporter leur soutien aux victimes de la dicta-



PIERRE TROVEL

La dictature défilée à la porte de son ambassade, hier soir, à Paris. Deux cents personnes — autant que de condamnés à mort actuellement menacés d'exécution en Turquie — ont brandi les flambeaux de la liberté. Parmi eux, au premier plan sur notre photo, le frère de Hidir Aslan, le dernier jeune opposant au régime d'Evren exécuté il y a deux semaines.

ture d'Ankara. Enfin, les organisations démocratiques et de nombreuses personnalités turques et du Kurdistan de Turquie ont participé, tout au long de la journée, à la garde.

A 18 heures, une délégation du Bureau politique du PCF, composée de Paul Laurent, Charles Fiterman, Madeleine Vincent, Guy Hermier et Claude Poperen, a pris son tour de garde en compagnie de Aydin Aslan, le frère de Hidir, pendu par la junte d'Ankara le 25 octobre. Dès la nuit tombante, deux cents torches ont été allumées symbolisant la vie des deux cents condamnés à mort qui se trouvent actuellement dans les prisons de la dictature. Les flambeaux de la liberté portés par deux cents personnalités françaises, dont les trente-cinq intellectuels qui avaient appelé à la manifestation, ont été remis à deux cents personnalités turques et du Kurdistan de Turquie. Ces derniers ont, à leur tour, passé la relève aux centaines de Parisiens qui ont tenu à participer à la manifestation.

Durant la journée, plusieurs milliers de personnes ont manifesté leur solidarité en signant les cahiers mis à leur disposition. Parmi les intellectuels présents hier devant l'ambassade de Turquie, on relevait les noms des philosophes Etienne Balibar, Lucien Sève et Georges Labica, du peintre Boris Taslitzki.



JOEL LUMIEN

Jean-Charles Nègre, Maxime Gremetz, Jacques Denis, Henri Costa (de gauche à droite) montant hier la « garde démocratique » au nom du PCF devant l'ambassade de Turquie.



JOEL LUMIEN

La garde des travailleurs immigrés et la Régie Renault.

8. 11. 1984

DROITS DE L'HOMME



Aydin Aslan montant la garde devant l'ambassade de Turquie entre Paul Laurent et Madeleine Vincent. Sur la gauche, on reconnaît Guy Hermier et Claude Poperen.

Aydin Aslan à « l'Humanité »

Son frère Hidir a été pendu
le 25 octobre par la dictature turque

Aydin Aslan, frère de Hidir Aslan, ce jeune militant progressiste turc, pendu le 25 octobre dernier dans la prison de Burdur, nous a rendu visite hier à « l'Humanité ». Grave et ému, aydin a remercié notre journal et les communistes français des efforts déployés pour tenter de sauver son frère de la potence. au cours d'une réception organisée en son honneur, Roland Leroy lui a dit la solidarité renouvelée des communistes.

« En vous accueillant, nous rendons hommage au sacrifice de votre frère. un frère ne se remplace pas, même quand on en trouve des millions d'autres. et nous agissons pour que des millions de frères se serrent autour de vous. »

Aydin Aslan, fils d'une famille d'agriculteurs kurdes de six enfants, dont Hidir était le cadet, nous a longuement parlé, hier, de son frère. Dès l'adolescence, il s'était enflammé pour des idéaux de justice et de liberté. Ces mêmes idéaux pour lesquels il est mort.

Devenu ouvrier à l'usine Taris, à Izmir, Hidir milite, revendique ses droits d'homme et de travailleur.

« Un jour, raconte Aydin, après les événements de Taris, nous l'avons vu à la télévision. Il était prisonnier et présenté comme un meneur de la grève. »

« C'était en février 1980. Les ouvriers de l'usine Taris s'étaient mis en grève contre des licenciements massifs. le mouvement avait gagné toute la ville. Au cours d'une manifestation, trois policiers avaient été tués et des dizaines d'ouvriers et d'ouvrières arrêtés. »

« Quand nous avons pu enfin le voir six mois plus tard, Hidir nous a dit qu'il avait été sans arrêt torturé. Il avait le tympan crevé et deux dents cassées. »

« Nous sommes allés voir le procureur qui nous a affirmé que mon frère ne risquait pas la mort. Et puis il y a

eu le coup d'Etat. J'ai cherché à revoir le procureur. Il m'a dit que les choses ne dépendaient plus de lui. Il avait reçu des ordres. Il fallait trois victimes pour compenser la mort des trois policiers. Mon frère était l'une des trois. »

Rien pourtant ne prouvait qu'il était coupable. « A partir de ce moment, mon frère a été persuadé qu'il serait condamné à mort. Il répétait dans toutes ses lettres « C'est une machination ». « Mais jamais il ne s'est laissé abattre. Il écrivait des poèmes. Il participait aux luttes des prisonniers. Il s'est même fiancé, en prison, avec une jeune fille, ouvrière de la même usine, et prisonnière comme lui. Elle s'appelle Emel. Elle a été condamnée à dix ans. »

Les conditions de détention ?

« Il était dans une cellule individuelle dans la prison de Budja à Izmir, où il avait été transféré après un an de prison militaire. Des canalisations ouvertes par terre, un lit de bois et un matelas de mousse d'un centimètre d'épaisseur. La nuit, il fallait se battre avec les rats qui infestaient la prison. » Les visites ? Autorisées une fois par an par le gouverneur de l'Etat de siège. « Pendant tout le procès, on l'a réveillé chaque nuit à minuit pour l'amener dans une bibliothèque où des hommes en civil l'interrogeaient et le torturaient pour le faire avouer. »

L'exécution d'Hidir elle-même s'est déroulée en violation flagrante de la loi qui stipule que l'avocat doit être présent. Quand le dernier recours en grâce a été refusé, le mercredi 24, le ministre de la Justice a fait savoir que l'exécution n'aurait lieu que le 26. L'avocat s'est malgré tout rendu immédiatement à la prison de Burdur. « Quand il est arrivé, raconte Aydin, le matin du 25, Hidir venait d'être pendu. Son corps était encore accroché au gibet. Le procureur lui a raconté les derniers instants d'Hidir. Il avait demandé à écrire une lettre ». On y lit cette phrase : « Je meurs la tête haute. Je vous demande de ne pas avoir de peine pour moi, mais de garder votre peine pour la transformer un jour en révolte. »

Aydin me montre d'autres lettres d'Hidir. Des lettres d'espoir et de fierté. « J'éprouve le bonheur d'un homme qui, au XX^e siècle, a pris sa place aux côtés des justes. » Hidir aimait la vie, au point de faire, en prison et présentant sa mort, ce geste d'espoir : se fiancer. Quand j'ai demandé à Aydin comment avaient réagi ses parents à la mort de leur fils, il m'a dit : « Vous savez, mon père a déjà eu tant de peines et de douleur. »

FRANÇOISE GERMAIN-ROBIN

LA VIE OUVRIERE
19 NOV. 1984



JUSQU'AU CRIME!

OZGUN KEMAL
syndiqué à la C.G.T.
victime de la violence patronale
le 10 novembre 1984



Photo GAUTIER

LE CHAGRIN ET LA COLÈRE

Ils s'appellent Muslum, Huseyin ou Claude. Dans leurs yeux, l'incompréhension, l'incrédulité. Trois jours après le meurtre d'Epône le choc et les nuits sans sommeil marquent durement les visages. Leur camarade, leur collègue de travail, Ozgun Kemal est mort. Fauché à l'aube de sa vie. A l'hôpital, leur copain Aslan se bat contre la mort. Pourquoi ? Oui, pourquoi ?

D'une voix douce chargée d'émotion ils racontent : la vie quotidienne chez Pirault et Fils, les brimades les injures les coups, les menaces de mort.

Traités de « chiens », traités comme des chiens, ils ont voulu défendre leur dignité d'homme, leurs droits de travailleurs comme des travailleurs. Ils racontent la mise sur pied du syndicat la grève pour obtenir simplement leur dû : un salaire pour un travail... Ils racontent la signature d'un protocole d'accord à la sous-préfecture... et le patron qui renie sa signature... et encore, et toujours, la violence et les menaces. Ils racontent enfin ce samedi noir de novembre où, mains nues, mais forts d'une décision collective ils se présentent à l'usine d'Epône pour entamer une grève de la faim. En face, les fusils crachent pour tuer. Et ils tuent.

Au milieu des clameurs qui, autour d'eux, crient à la violence réciproque ou à la récupération, leurs voix prennent une force particulière. Elles parlent d'un patron

qui, lorsqu'il entend les mots « droit » et « loi », voit rouge et sort son fusil.

« Je travaille chez Pirault depuis un an, raconte Huseyin. En douze mois, je n'ai touché qu'une seule fois mon salaire régulièrement. C'était le 5 janvier dernier. Les autres fois, soit j'étais payé en retard, parfois avec des chèques sans provision, soit je touchais des acomptes sans papier ni fiche de paie... et puis il y avait tout le reste : l'absence de sécurité sur les chantiers, les toilettes dans la boue, pas d'endroit propre pour manger. Comme des esclaves... vraiment, c'est comme cela qu'on était traité... »

Du mois de juillet à la signature du protocole d'accord, le 14 octobre, la majorité des salariés n'ont rien touché. Chaque vendredi, ils se présentaient au bureau, à la fin de la journée du travail, vers 18 heures, et attendaient... Jusqu'à 21 heures, 22 heures parfois. Rien, rien, sinon des injures et des provocations. « Le patron venait nous voir et il nous disait : « Je n'ai pas d'argent, même pour acheter des

cigarettes... », et il nous demandait des cigarettes. Il montrait nos vêtements et nous disait : « Vous n'avez pas d'argent ? Alors, avec quoi vous achetez cela ? » Nous, nous restions calmes et nous lui demandions : « Pourquoi vous nous faites cela ? Vous nous dites de venir et vous nous faites attendre des heures pour rien. » Et il nous répondait : « La porte est ouverte, pourquoi vous restez ici ?... »

LA LOI ?... QUELLE LOI ?

Souvent, le lundi suivant, Huseyin, qui est délégué syndical, se faisait apostropher sur le chantier : « Pourquoi tu montes tes camarades contre moi ? Si toi tu as besoin d'argent, je peux t'en donner... Et il me montrait un billet de 200 F... qu'il remettait dans sa poche. »

Claude, chef d'équipe, a aussi de l'expérience en la matière. Il se rappelle un certain 20 juillet 1984, où il décida de réclamer son salaire de juin : « J'ai à peine eu le temps de réaliser ce qui se passait que j'étais

dehors. Le père Pirault, d'un côté, un de ses fils de l'autre... ils m'ont pris chacun par un bras et je me suis fait proprement éjecter... mes papiers n'ont même pas touché terre ! »

Quelques jours plus tard, parce qu'il réclamait toujours et son salaire et ses congés, Claude était informé, par lettre recommandée, que son poste de chef d'équipe était supprimé et qu'il devait réintégrer l'atelier pour prendre un travail en équipe de nuit... La loi ? Quelle loi ?

Après plusieurs mois de salaires « non payés et de « chèques en bois », les dettes se sont accumulées. « En rentrant de vacances, raconte Selim, j'ai emprunté 5.000 F à des copains. J'ai envoyé 1.000 F à la famille et j'ai vécu avec le reste pendant trois mois. Aujourd'hui, je dois 2.800 F de loyer au foyer. Et je n'ai toujours pas pu rembourser les amis. D'ailleurs, à la fin, ils ne me croyaient plus quand je leur demandais de m'aider. C'est difficile de croire qu'on travaille sans toucher de salaire !... Depuis un moment, je

« On ne laissera pas faire, on ne laissera jamais faire :
on ne laissera pas toucher aux droits, aux libertés,
à la vie des travailleurs de notre pays. »

Gérard GAUME
Secrétaire de la CGT

voyage sans titre de transport et j'ai des problèmes avec les contrôleurs. J'essaie d'expliquer. Mais comment pourraient-ils comprendre ? »

A cette violence quotidienne qui atteint les travailleurs dans leur dignité, dans leurs droits, dans leur possibilité de vivre, s'ajoutait une autre forme de violence plus physique, qui visait à les tenir par la peur. Et cette forme de violence n'a fait qu'augmenter après l'implantation de la CGT chez Pirault.

« Le 30 octobre, raconte José, Jean-Pierre Pirault est venu me voir à l'atelier. Il tenait à la main une bombe lacrymogène et il me menaçait en disant : « Celle-là est assez grande pour endormir dix personnes ! » Le chef d'atelier qui l'accompagnait était armé d'une carabine ! Ils m'ont coincé dans l'usine pendant deux heures. »

Muslum, lui aussi, a dû faire face à des menaces « et en plus, explique-t-il, il m'a traité de chien... de chien de la CGT. Je lui ai répondu que je connaissais l'histoire et que j'avais confiance dans la CGT. Alors, il m'a dit que mon billet était prêt pour me ramener en Turquie et que, là-bas, je pourrais tâter de la prison ! »

VIOLENCES DEVANT TÉMOINS

Muslum, comme plusieurs de ses camarades et comme l'était Kémal, est kurde et réfugié politique. Dans son pays, sa vie est en danger. En France ? Après ce qui s'est passé, il ne sait plus... Aux Kurdes, Pirault imposait neuf heures et demie de travail par jour et parfois, selon son bon vouloir, les faisait travailler le samedi matin. L'un de ses jeux favoris consistait à « monter » les travailleurs les uns contre les autres, en jouant sur les différentes nationalités.

Cette violence n'avait pas pour seul cadre les murs de l'entreprise ou les chantiers. A deux reprises au moins, elle a éclaté publiquement devant témoins et pas n'importe quels témoins : la police et le sous-préfet. La première fois, c'était début octobre. Face à l'impossibilité d'obtenir leur salaire par la négociation, et cela malgré les mises en demeure faites par l'inspection du travail aux Pirault, les salariés décidaient la grève le 5 octobre. A l'occupation des locaux,



Mehmet OZGUL ne reverra plus son frère Kemal, fauché à l'aube de sa vie, derrière ces grilles à Epone, France. Victime des violences patronales.

répondent les injures, les menaces, les provocations. Le 11 octobre, une décision de justice exige l'évacuation des ateliers. Rapide pour une fois, la justice ! Le jour même, sans attendre l'application de cette décision par les forces de police, les Pirault attaquent l'usine au bulldozer et aux grenades lacrymogènes. Deux coups de feu sont tirés. Une douille est retrouvée.

La deuxième fois, c'était deux jours plus tard. Le 13 octobre. Des négociations s'ouvrent à la sous-préfecture, sous l'égide des pouvoirs publics. Le soir à la sortie de la négociation, les militants sont attaqués par la famille Pirault, renforcée de quelques individus, dont le vider d'un dancing du coin. Sous les bombes lacrymogènes, les menaces de coups et les injures, les militants se réfugient dans la sous-préfecture. Tout cela s'est passé en présence du sous-préfet et du commissaire de police de Mantes. C'était un mois avant le meurtre.

Malgré cela, un protocole d'accord est signé le 14 octobre. La direction s'engageait, entre autres : à assurer le maintien des emplois, à appliquer les lois sociales et la convention collective, à respecter la dignité de chaque salarié, à procéder à l'établissement d'un programme en matière d'hygiène et sécurité, à effectuer le

paiement des salaires à date fixe, à régler le solde des arriérés de salaires pour le 30 octobre.

DES PME, LABORATOIRES DU CNPF

Le 16 octobre le travail reprend. Le 24, quinze salariés reçoivent leur lettre de licenciement. Le 31, le solde des arriérés de salaire n'est pas versé. Du 2 au 9 novembre, de nombreuses démarches sont effectuées auprès des pouvoirs publics, des dossiers déposés aux prud'hommes. Le 10 novembre, la grève de la faim est décidée par quarante salariés. Vers 18 heures, ils arrivent à l'usine. Les coups de feu, la panique, la mort.

Kémal Ozgul ne reverra jamais sa fiancée qui vit en Allemagne. Il attendait de toucher ses arriérés de salaire pour se marier. Il avait juste vingt ans et toute la vie devant lui. Un patron français a réussi ce que les militaires turcs ont raté. Le tuer.

Les Pirault sont-ils un cas ? Combien de petites entreprises où chaque jour les travailleurs sont confrontés au non-respect des lois, aux atteintes à leur dignité... et où ils doivent se taire. Le patron y est seul maître à bord. Les lois, il ne veut pas connaître. Comment ce genre de patron ne serait-il pas encouragé par les discours du

CNPF qui, à cor et à cri, dénoncent les protections sociales « anti-économiques » ? N'applique-t-il pas chez lui ce que le CNPF réclame ? Et d'ailleurs, a-t-on déjà vu le CNPF dénoncer ce genre de pratiques pourtant quotidiennes, tant qu'il n'y a pas de drame ?

Allons, messieurs, rentrez vos larmes de crocodile et écoutez ce qu'ont à vous dire, Muslum, Claude et Huseyin. Ecoutez ce que demandait Kémal. Ça se résume en deux mots : dignité et justice.

Y. D.



Pour ne pas oublier Kemal...

Arrêts de travail, minutes de silence, manifestations : par millions, à l'appel de la CGT les travailleurs ont dénoncé les violences patronales et racistes



PIERRE TROVEL

Pour la liberté, les droits de l'homme, des millions d'hommes et de femmes, hier, dans tout le pays.

L'émouvant hommage de Paris

Compte rendu :
GERALD ROSSI

Sur la place du Trocadero à Paris, dans la lumière du jour finissant, un immense portrait se dresse. Celui du jeune Turc Kemal Özgül assassiné samedi soir à Epône. A l'appel de la CGT d'Ile-de-France et de quelques syndicats CFDT, des 17 heures, des milliers de personnes sont rassemblées.

Sur des pancartes de carton, épingle sur les vestes ou les blousons, le visage de Kemal est là, partout, comme un rappel accusateur.

Dans le long cortège, estimé à cinquante mille personnes par la CGT, ont pris place de très nombreuses personnalités. Avant le départ, Gérard Gaume, secrétaire confédéral de la CGT, a prononcé une allocution.

« Oui, la solidarité n'est pas un vain mot entre les travailleurs, entre tous les travailleurs, entre les Français et les immigrés », a-t-il dit. Rappelant ensuite quelques-unes des atteintes aux libertés de ces derniers jours, le secrétaire de la CGT a poursuivi : « Non, le meurtre de Kemal Özgül n'a pas pour nom hasard. Le hasard est plutôt qu'un drame semblable arrive seulement maintenant. Il est bien le fruit et l'aboutissement extrême du déferlement actuel des pressions et

violences en tout genre du patronat. » Et Gérard Gaume d'ajouter : « On ne laissera pas faire, on ne laissera jamais faire et on ne touchera pas aux droits, aux libertés, à la vie des travailleurs de notre pays. Il faut les défendre, les protéger, les assurer, les faire vivre et développer. »

Dans le cortège ont pris place avec leurs banderoles de très nombreuses organisations. La CGT des grands magasins de la Samaritaine, les usines Rhône-Poulenc de Mantes-la-Jolie, la CGT-Construction avec pour mot d'ordre « Unis, solidaires, agissons ». On pouvait aussi, entre les vagues d'hommes et de femmes, de jeunes, aux visages graves, arborant l'effigie de Kemal, noter la présence de la CGT-Renault-Flins, de Talbot-Poissy, du SGEN-CFDT de Paris, de Renault-Billancourt etc.

Les organisations CFDT des services publics de la capitale, des communaux de Seine-Saint-Denis, du ministère du Travail avaient aussi appelé à manifester.

Pendant tout le déroulement, le cortège s'est grossi de délégations de très nombreuses entreprises. Les calicots, toujours plus nombreux, flottaient sur les larges avenues illuminées avec parcimonie.

En tête du défilé, observant le plus grand silence, se trouvaient les proches du jeune travailleur, dont son frère, Mehmet Özgül. Les mots n'étaient pas utiles. La peine, était partagée par chacun des participants à cet émouvant hommage.

Les personnalités présentes étaient très nombreuses. Pour le Bureau confédéral de la CGT, Gérard Gaume, Alain Obadia, René Lomet, Louis Viannet, Lydia Brovelli, Thérèse Poupon, Alphonse Veronese, Ernest Denis, Joaquin Galland. Le Parti communiste français était représenté par son secrétaire général Georges Marchais, Paul Laurent, secrétaire du Comité central, Jean-Claude Gayssot, membre du Bureau politique, Jean-Michel Catala, membre du Comité central, Henri Malberg, premier secrétaire de la fédération de Paris de nombreux élus dont Marie-Claude Beaudou, Bernard Hugo, Charles Lederman, sénateurs, le Mouvement de la jeunesse communiste par Josiane Voyant, membre de secrétariat national, Stéphane Peu, Gilles Grosgeorges, Marc Roumejon.

MEETING CE SOIR A MANTES

Un meeting de solidarité à la mémoire d'Özgül Kemal est organisé, ce soir à 20 h 30 à Mantes-la-Ville par la fédération des Yvelines du PCF. Mireille Bertrand, membre du Bureau politique, et Claude Pondemer, membre du Comité central, premier secrétaire de la fédération, y prendront la parole.

Face au crime perpétré samedi à Epône, face au risque de banalisation tant du racisme que des violences anti-syndicales, des milliers de travailleurs ont hier, de multiples façons, crié « Ça suffit ».

Que ce soit par des arrêts de travail, des minutes de silence, des rassemblements, dans des centaines d'entreprises, chantiers, établissements scolaires, ils ont dit « halte aux agressions et aux violences patronales ».

A Paris, la manifestation à laquelle appelait la CGT, devant le siège du CNPF, a vu la participation de près de 50.000 salariés. Si au plan régional et national la CFDT et la FEN n'y appelaient pas, de nombreux militants et syndicats regroupés dans ces organisations avaient tenu à être présents.

Gérard Gaume, secrétaire de la CGT, a précisé que la CGT ne laissera pas le patronat s'en prendre aux libertés. Une délégation du PCF conduite par Georges Marchais, secrétaire général, était présente.

En province, les manifestations ont souvent été communes à la CGT, à la CFDT et à la FEN, notamment à Lyon où plus de 200 entreprises étaient représentées, à Lille, Caen, Clermont-Ferrand ou Nice. La CFDT ne participait pas aux manifestations de Rouen, du Havre, d'Evreux ou de Poitiers, tandis que les appels aux manifestations ont été uniquement le fait de la CGT à Marseille (5.000 personnes), en Alsace, en Bourgogne, à Rennes, Tours ou Besançon.

De même, le mot d'ordre d'un quart d'heure d'arrêt de travail, mardi midi, avec rassemblement et minute de silence à la mémoire du militant syndicaliste abattu, a souvent été organisé par la CGT et la CFDT, voire avec la participation de FO.

Ainsi, à la gare de Lyon, à Paris, 200 cheminots ont participé à un rassemblement, et les trains sont partis avec cinq minutes de retard, alors que toutes les sirènes retentissaient à l'appel de la CGT et de la CFDT.

De même, des arrêts de travail communs ont été observés au centre de tri PTT-PLM, à Turboméca (dans les Landes) avec FO, à l'Alstom-Atlantique (en Loire-Atlantique), aux PTT de Nice, à la SEMA dans le Tarn, à la SLTI de Gannes, avec FO, à la Caisse d'assurance vieillesse de Paris. Chez Renault-Flins (CGT-CFDT-FO et CGC) tous les syndicats avaient appelé à une demi-heure d'arrêt de travail.

Dans d'autres entreprises, à l'appel de la seule CGT, les travailleurs ont souvent débrayé massivement : chez Dassault à Bordeaux et Pau, chez Pont à Mousson (Landes), chez RVI Montplaisir (Rhône), aux PTT du 12^e à Paris et dans de nombreuses autres entreprises du pays.

Par ailleurs, toute la journée, des messages d'indignation et de colère contre le crime et les violences patronales et les actes racistes, ont été reçus à « L'Humanité ».

Kemal Özgül, vingt ans, militant CGT et communiste, a été tué parce qu'il réclamait justice.

De son départ de la Turquie, écrasée par un régime militaire bafouant toute notion de droits de l'homme, à son engagement à la CGT et au PCF en passant par sa participation au film du réalisateur turc, Yilmaz Güney, « le Mur », tout rappelle que Kemal Özgül avait fait de la lutte contre toutes les oppressions (politiques et patronales), l'un des choix fondamentaux de sa jeune vie.

Il en est mort.

Sans atteindre cette extrémité, la liste est longue des violences et vexations patronales exercées à l'encontre des travailleurs, de leurs syndicats.

Des millions de salariés ont manifesté hier pour que soient respectés dans ce pays leur dignité, les libertés et les droits de l'homme. Ce que réclamait Kemal Özgül...



PIERRE TROVEL

Parmi les manifestants, de gauche à droite, Charles Lederman, sénateur, Jean-Claude Gayssot, membre du Bureau politique du PCF, Georges Marchais, secrétaire général et Paul Laurent secrétaire du Comité central.

Toujours l'émotion et la colère...

● **A GENNEVILLIERS** (Hauts-de-Seine) plus de 500 personnes, venues notamment des entreprises, se sont rassemblées devant la mairie pour protester contre les violences patronales. Il y a eu un dépôt de gerbe à la mémoire de Kemal Ozgul.

● **LE LIVRE PARISIEN CGT** avait appelé à manifester avec force contre « cette agression criminelle qui s'inscrit dans un climat de campagne contre les libertés syndicales et la présence des travailleurs immigrés dans notre pays ».

● **DANS DE NOMBREUSES MAIRIES**, les élus communistes ont été à l'origine de manifestations diverses (rassemblements, minute de silence, dépôt de gerbe) à la mémoire du jeune syndicaliste abattu.

● **A L'UNIVERSITE DE VILLE-TANEUSE** (Seine-Saint-Denis), les étudiants communistes ont dessiné à la peinture la silhouette d'un corps ensanglanté avec cette inscription : « Kemal Ozgul, assassiné par son patron parce qu'il réclamait son dû : cinq mois de salaire. »

● **EDITIONS MESSIDOR** : repondant à l'appel de la CGT, le personnel a participé hier à un rassemblement dans l'entreprise.

● **JOURNALISTES** : L'USNJ (Syndicat national de journalistes CFDT, CGT) a « invité toutes les rédactions à faire largement écho aux manifestations et actions organisées le 13 novembre en exigeant qu'elles figurent en bonne place dans les « menus ».

● **LE SNE-SUP (FEN)** (Syndicat national de l'enseignement supérieur) avait exprimé « son inquiétude devant l'utilisation de la violence par un patronat de choc soutenu et inspiré par la droite dans son refus de reconnaître le fait syndical ».

● **LE SNETP-CGT** (Syndicat national de l'enseignement technique et professionnel) appelait à toutes les actions de la CGT.

● **LES SECTIONS DEPARTEMENTALES DU SNI-PEGC** (instituteurs et professeurs de collège) des Yvelines, Hauts-de-Seine, Seine-Saint-Denis, appelaient hier leurs militants à participer à la manifestation place du Trocadéro.

● **LE SYNDICAT DE LA MAGISTRATURE** estime que Kemal Ozgul est « une nouvelle victime de la tension développée par ceux qui veulent faire dévier les vrais problèmes de fond de notre société sur les immigrés et les syndicalistes ».

L'hommage de Peugeot Sochaux...

Un rassemblement a eu lieu, hier, à l'appel de la CGT autour de la plaque qui commémore la mort de deux ouvriers de l'usine lors du mouvement de mai-juin 1968. La fédération du PCF, ses élus et Guy Poussy, membre du Comité central, participaient à cette manifestation au cours de laquelle une gerbe a été déposée en hommage « A Kemal Ozgul victime de la violence de classe ».

Foudroyé à 20 ans

Kemal Ozgul est né un jour d'été de 1964, sous l'ardent soleil qui inondait Kurecik, un petit village de l'est de la Turquie. Une zone montagneuse, la plus pauvre du pays, le Kurdistan. Il a vu le jour à la porte de la « Gece Kondu » de ses parents, ces maisons d'une seule pièce, aux murs de terre, bâties en une seule nuit, sur un terrain communal, à l'abri des regards de la police. Quand on ne possède pas de terre, édifier quatre murs permet, ici, d'être moins facilement expulsé du village par les autorités.

Hasan, le père, fait brouter quelques moutons sur les terrains des propriétaires. Husne, la mère, travaille aux champs.

Kemal a grandi ici, entouré de ses deux sœurs de 22 et 17 ans et de deux frères de 26 et 16 ans.

Sur les rochers, il a appris à jouer du saz, sorte de guitare typiquement turque, découpée dans du bois d'olivier.

Kemal est allé à l'école primaire du village jusqu'à douze ans. Ses études s'arrêtent là. Pour qu'il entre au collège il aurait fallu que son père débourse 16 000 liras afin de lui procurer les fournitures nécessaires, l'uniforme de l'école et de couvrir les frais d'inscription. Impossible. C'était plus d'un mois de revenus.

Kemal fabrique alors un chariot de bois et avec l'un de ses frères va vendre dans les rues des petits pains, des jus de fruits ou des cigarettes. Ils font cela sur les trottoirs de Malatya, la préfecture de région, puis en 1977 à Istanbul où ils vendent mieux.

La moitié de leurs gains est systématiquement envoyée aux parents. Cela ne suffit pas cependant.

Le frère de Kemal part alors travailler en RFA. La famille se disperse mais les parents reçoivent un peu plus d'argent.

Le choc arrive avec le coup d'Etat militaire en septembre 1980. Le père de Kemal et l'une de ses sœurs sont arrêtés et accusés d'activités révolutionnaires.

La répression s'abat sur le pays et les familles. Fin 1981, Kemal va rejoindre son frère à Stuttgart. Il y restera deux mois avant d'arriver en France, le 11 janvier 1982. Il est hébergé chez des amis dans les Yvelines. Il demande, et obtient le statut de re-

fugié politique mais, durant un an, pointera à l'ANPE.

Au début de 1983 Kemal trouve enfin du travail dans l'entreprise de construction Pirault et Fils d'Épône dans les Yvelines. Il envoie régulièrement de l'argent à son père qui a pu sortir des geôles militaires.

Kemal commence à parler un meilleur français. Il lit, souvent se réunit avec d'autres ouvriers et n'hésite pas à jouer de son saz.

Cette année, il prend plusieurs décisions.

En juin 1984, il se fiance officiellement avec Selver, une amie d'enfance, une fille brune de dix-huit ans. Tous deux fixent la date de leur mariage : le 1^{er} janvier 1985.

En août, Kemal prend sa carte à la CGT.

Il a des amis, des projets, du travail mais, comme plus de quarante de ses compagnons, plus de salaires depuis juin.

Durant trois jours en octobre, avec les autres ouvriers, Kemal occupe l'entreprise pour exiger son dû. Chaque soir il joue sur son saz.

En novembre il adhère au Parti communiste français. Avec plusieurs de ses camarades, il s'empresse d'aller régler ses cotisations dès que leur patron octroie 200 ou 300 francs en guise de dépannage.

Kemal prend des nouvelles de sa famille, restée en Turquie. Il apprend que son cousin, Mehmet Ozgul vient d'être condamné à mort par le tribunal militaire de Diyarbakir.

Son père, sa mère dont il était le fils préféré, s'échinent et vieillissent sur les pentes rocailleuses du Kurdistan.

Samedi dernier, avec plusieurs de ses camarades, Kemal retourne dans son entreprise pour que le patron verse les salaires en retard depuis cinq mois.

Il ne fait ni beau, ni mauvais.

A 18 heures, Kemal s'écroule, foudroyé par une balle, dans le ventre. Il ne bougera jamais plus, mais, pour ceux qui le veulent, Kemal, 20 ans, ouvrier turc assassiné, peut à nouveau s'animer.

Il a été figurant dans le film « le Mur » tourné par Yulmaz Guney il y a deux ans.

Il est sur le mur dans la scène où les travailleurs font la fête.

JEAN SANTON

FUNERAILLES DE KEMAL OZGUL

La délégation est rentrée de Turquie

Une délégation du Bureau confédéral de la CGT comprenant Gérard Allezard et Johannès Galland a accueilli, hier, à Orly, les observateurs qui avaient accompagné en Turquie, à la demande du syndicat, le corps de Kemal Ozgul, assassiné par un vigile de l'entreprise Pirault. Charles Lederman, avocat de la partie civile, et des représentants du syndicat CGT de l'aéroport étaient également présents lors de l'arrivée de Jean Santon, journaliste à « l'Humanité » (1), Jean Benoit, collaborateur du « Monde », Evelyne Mayer-Minville et l'Association des juristes démocrates, Anne Brelon, de la Ligue des droits de l'homme et Aslan, cousin de Kemal.

Evelyne Mayer-Minville a précisé que c'est à la fin des obsèques du jeune militant turc de la CGT que l'ensemble de ceux qui avaient accompagné son corps ont été emmenés dans les locaux de la police de Malakaya où ils ont été interrogés trois heures durant : « Les autorités locales ont cherché à savoir qui nous avait parlé, qui nous avait reçu, qui nous avait hébergé ». Par la suite, les témoins ont été conduits dans un hôtel de la ville. Ils ont regagné Istanbul mardi.

Le caractère policier du régime militaire en Turquie a été

souligné par l'ensemble des observateurs. Jean Benoit, collaborateur du « Monde » a raconté combien il avait été « impressionné » par « les pistolets-mitrailleurs, gros modèle, braqués sur le foule » qui assistait aux funérailles de Kemal : « Dix-huit soldats en treillis encerclaient la foule de toutes parts. Au milieu, il y avait les tombes, le cercueil, la famille. Lors de l'ensevelissement, sont restés là quatre hommes de troupe en uniforme vert de gris avec leurs pistolets-mitrailleurs pointés à hauteur d'hommes. »

Aslan, le cousin de Kemal, a précisé que le départ inattendu de la délégation emmenée par la police avait empêché les villageois d'observer comme ils l'auraient voulu les coutumes habituelles qui président aux cérémonies des funérailles, notamment le repas. Il a raconté que des policiers en uniforme et en civil avaient abondamment photographié et filmé la foule présente aux obsèques.

Meeet Ozgül, le frère de Kemal, a décidé de prolonger pendant une quinzaine de jours son séjour en Turquie « pour des raisons familiales ».

FLORIANE BENOIT

(1) Nous publierons prochainement ses notes de voyage

PREMIERES IMPRESSIONS

Au pays des mitraillettes

Lorsqu'il débarqué à l'aéroport d'Istanbul, samedi dernier, des dizaines de mitraillettes étaient braquées sur sa dépouille. Sur moi aussi. Une, deux, trois fois vous êtes fouillé au corps avant de vous rendre au dépôt où transite le cercueil. Là, l'un des corps des ouvriers turcs assassinés à Châteaubriand et ramenés avec celui de Kemal fut saisi à bout de bras par une cinquantaine de ses amis. La scène s'est déroulée en pleine nuit, sous la lumière crue d'un projecteur d'une équipe de télévision. A deux mètres de là, une vingtaine de policiers en civil ricanait. A cinq mètres du corps, derrière les barbelés, des militaires continuaient, en plaisantant, à s'exercer au tir sur des mannequins de chiffon.

C'est au bout de ce pays où il ne faut pas parler dans la rue, où le mot de « Kurdistan » est interdit, où les taxis gardent la lumière intérieure allumée pour que les militaires puissent voir les passagers, que Kemal a été enterré par sa famille. A 1.800 mètres, le petit village perché au milieu d'un paysage lunaire, s'est empli, lundi dernier, des habitants de toute la région. A pied, sur des mulets, les femmes couvertes de foulards, les hommes aux vêtements troués avaient fait plusieurs dizaines de kilomètres pour participer à la cérémonie.

C'est en camion militaire que les « autres » sont venus. Ils étaient plusieurs dizaines, en tenue kaki ou en

treillis de commando portant un béret bleu, à pointer leurs fusils sur la foule. Le doigt sur la détente, ils ont précipité une cérémonie d'importance pour tous les gens de la région. Les femmes criaient et pleuraient, les hommes ont ouvert le cercueil avant de le mettre en terre. Les militaires gloussaient ouvertement de plaisir. Ils ont poussé la foule, ils l'ont injuriée.

Kemal a été mis en terre, lundi dernier à 11 heures du matin. Il était en joue !

JEAN SANTON

23. 11. 1984

Un cercueil mis en joue

Comme il le voulait, Kemal Ozgöl a été enterré, lundi dernier, chez lui, par sa famille, dans son village, sur sa montagne du Kurdistan.

Le village a pourtant déjà durement payé le prix de la dictature. Le temps, la neige et la pluie ont peu à peu effacé les traces des tombes du petit cimetière de Kurecik. Les pierres blanches, arra-

PAR JEAN SANTON

Le même jour, à l'autre bout de la Turquie, un commerçant était arrêté par la police militaire, dans une rue d'Istanbul. L'armée avait découvert dans son échoppe quatre photos du cinéaste Yilmaz Güney.

Dans « le Mur », un des films du cinéaste maudit par la dictature, Kemal avait justement été figurant. Poussé par la misère et la répression, Kemal était venu travailler en France. Il avait obtenu le statut de réfugié politique avant d'adhérer à la CGT ainsi qu'au Parti communiste français.

Il y a moins de quinze jours, un vigile de l'entreprise Pirault, à Epône, abattait Kemal de plusieurs coups de fusil.

Même mort, cet ouvrier de vingt ans a fait peur aux autorités turques. Plusieurs dizaines de militaires avaient, pendant les obsèques, la mitraillette pointée sur son cercueil, le doigt sur la détente. Amené en fourgon cellulaire, le corps fut porté à bout de bras par une foule de femmes et d'hommes descendus des montagnes environnantes. Ils étaient près de huit cents à crier, pleurer et tenter de toucher le cercueil en bois.

Sans ménagement, les militaires, en tenue de commando, poussaient la foule, lui interdisant de pénétrer dans la maison du défunt.

Sous un pluie d'injures et de menaces, ils ont refoulé les villageois vers le trou creusé au flanc de la montagne.

Les femmes, couvertes de foulard, se sont massées sur une butte de terre pendant que les hommes accomplissaient les prières rituelles. Sans ménagement, des militaires fendaient les groupes en pleurs. A quelques mètres de là, des gradés ricanaient ostensiblement. L'émotion et la tension étaient à leur comble.

chées à la montagne et disposées en ovale sur l'herbe desséchée, sont éparpillées. Cinq des dix-sept emplacements encore visibles ont la dimension d'un corps d'enfant. Trois tombes sont mieux entretenues. C'était des morts naturelles, les autres, toutes les autres sont le fruit de la dictature.

Aujourd'hui, elles côtoient Kemal, le premier réfugié politique assassiné qui ait pu être enterré dans son pays depuis le coup d'Etat militaire de 1980.

Pour que le père et la mère de Kemal voient une dernière fois le visage de leur fils, par une ouverture pratiquée dans le cercueil, il aura fallu que son frère et son cousin accomplissent un périple odieux et périlleux à travers le pays.

A Istanbul, Ankara, Malatya, partout l'armée est omniprésente. Tenue verte, casque blanc sur lequel est inscrit « Kaziz », les militaires pointent leurs mitraillettes sur la population. Le coup mortel peut venir du toit de l'aéroport, de l'entrée d'un bureau de poste, d'un muret qui encercle une mosquée ou de ces innombrables policiers en civil.

Ils sont près des téléphones d'hôtel, dans les halls de tous les lieux publics et, plus nombreux encore, dans les rues : partout pour faire peur.

A Malatya, importante base de l'OTAN, même dans le souk, la population préfère lire les journaux à l'abri des regards. « Kurdistan », « révolution », « communiste » ou « syndicat » sont des mots à ne pas employer dans la rue ou dans un taxi.

Kemal, pour la dernière fois, a franchi tout cela. Il n'aura pas eu à prendre garde de ne pas hausser les épaules devant l'un des innombrables portraits du dictateur, affichés même sur ces carioles tirées par des ânes qu'on croise sur les routes.

Non, lundi, c'est la dictature qui a eu peur d'un des opposants assassinés, cette fois, à des milliers de kilomètres.

JEAN SANTON

LES OBSEQUES DE KEMAL ÖZGÜL EN TURQUIE

Ils étaient prêts à tirer sur le mort et sa famille !

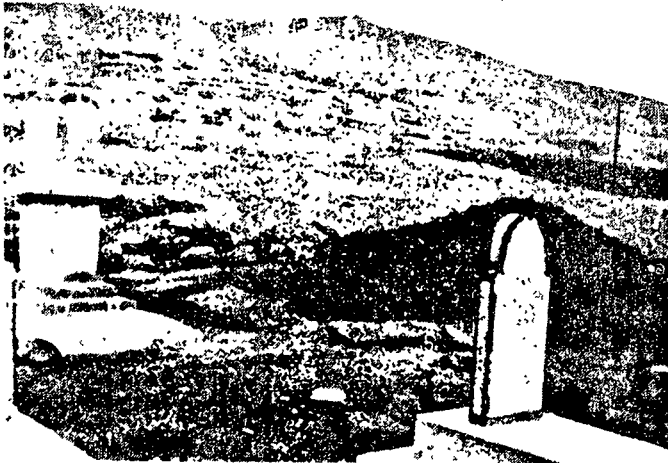
Nous avons suivi le périple odieux qu'a dû franchir à travers le pays soumis à la dictature, Mehmet qui voulait enterrer son frère dans leur village natal

Reportage de Jean SANTON

Mehmet, le frère de Kemal, pleure.

Il est 15 heures, ce 17 novembre, lorsque dans un épais brouillard le DC 9 de la Turkish Airlines atterrit à Istanbul. Après sept longues années passées en RFA, le retour est tragique. Un furtif regard lui permet d'apercevoir le cercueil de Kemal qui est sorti de la soute de l'avion sous deux canons d'une automitrailleuse.

Kemal est mort, huit jours plus tôt, assassiné de plusieurs balles dans le ventre par un vigile de l'entreprise Pirault d'Épône, où il était ouvrier. Il voulait être enterré dans son village natal.



C'est dans ce trou, au flanc de la montagne, que Kemal Özgül, ouvrier de 20 ans, membre du PCF, de la CGT et assassiné par un vigile de l'entreprise Pirault à Épône (Yvelines), est enterré depuis le 19 novembre 1984.

DE Kemal, dans l'aéroport, on ne voit plus que son portrait que Mehmet brandit devant lui, comme le veut la tradition. Une dizaine de militaires en tenue kaki pointent leurs armes sur nous (voir encadré) et nous suivent.

Cinq ou six coups de flash de photographes puis de l'un des soldats intime à Mehmet l'ordre de ranger le portrait de son frère, avant de le saisir par le bras et de le conduire dans un petit autocar.

Nous les suivons et nous nous éloignons de l'aéroport.

La nuit tombe. Les innombrables taxis orange allument leurs phares blancs. Des miradors braquent leurs projecteurs. Les petits autocars, les

taxis, ont tous leur lumière intérieure allumée. C'est une obligation depuis le coup d'état militaire. Il fait froid.

Mehmet ne pleure plus maintenant, mais la lividité de son visage annonce que la peur remplace peu à peu la tristesse.

Le dépôt est un hangar immense. La faible lumière permet d'apercevoir le cercueil de Kemal, coincé entre des balles de chiffons, des poutrelles en fer et des bidons d'essence.

Mehmet est interrogé par un policier en civil. Son cousin Aslan aussi, comme nous-mêmes.

Attente au milieu des mitraillettes

« Vous êtes journaliste au Figaro,

d'Aurore ? » me demande l'homme, au chapeau qui descend jusque sur le col de son imperméable. Il est 18 heures et nous attendons une partie de la nuit, appuyés sur la barrière en fer qui donne sur le hangar. Derrière nous des barbelés brillent à la lueur de quelques phares. On aperçoit des militaires qui s'exercent au tir sur des mannequins de chiffon. Devant nous un soldat nous garde en joue. A gauche trois voitures sont stationnées, emplies de policiers en civil. A droite, dans un fourgon, d'autres portent le casque et, à la main, une matraque en bois.

Les familles des ouvriers assassinés à Châteaubriant et rapatriés avec Kemal attendent à nos côtés. Soudain un cercueil est libéré. Une trentaine d'hommes s'en emparent dans les cris et les pleurs. Porté à bout de bras, le catafalque recouvert de toile de jute, ondule pendant quelques mètres sous la lumière crue du projecteur d'une équipe de télévision.

Mehmet regarde et pleure. Deux sentinelles regardent et rient. Un peu plus tard nous repartirons, sans Kemal. Les autorités turques affirment que la mort est naturelle et qu'il faut pratiquer une nouvelle autopsie...

Dans le froid nous traversons la ville et sommes invités à boire du thé chez quelqu'un de la famille qui habite dans un quartier où les rues ne sont pas éclairées.

La pâleur du visage qui, à nouveau, a pris le dessus sur les pleurs de Mehmet, s'efface lorsqu'il retrouve plusieurs de ses parents. A deux heures du matin nous devons le quitter et nous rendre à l'hôtel Olcay. Il nous a été désigné par la police.

Dimanche matin, après une mauvaise nuit, le cousin de Kemal nous confirme qu'il doit rester sans arrêt avec nous, tandis que Mehmet s'occupe des démarches auprès des autorités. A observer les gens, nous comprenons qu'il est recommandé de ne parler à personne. En Turquie, il faut se méfier du chauffeur de taxi, de l'ami rencontré dans la rue, ne surtout pas employer des mots « Kurdistan » ou « communiste ». Le pays connaît une inflation de

53 % Ici le SMIC est à 16.000 liras, ce qui n'assure même pas les calories suffisantes pour la survie. Des cirqueurs de chaussures en guenilles ont posé leur petit établi en cuivre à l'entrée de l'hôtel Sheraton, débordant de lumière.

C'est à 19 heures que nous rejoignons Mehmet à l'aéroport. Nous sommes fouillés au corps à trois reprises. Il est livide.

Enfin l'avion dans lequel un imposant portrait du dictateur est affiché, décolle pour Malatya.

« N'ayez pas peur », avertit le cousin de Mehmet, en nous expliquant que de nombreux membres de la famille de Kemal doivent nous accueillir. Quelques heures plus tôt, en regardant les principaux journaux, nous avons relevé l'importante campagne « antifrançaise » qui est menée par les autorités. Sur la première page d'un journal, un dessin représente le portrait de Hitler accroché à la tour Eiffel. En atterrissant à 20 h 30, Mehmet fond en larmes.

Il a ressorti le portrait de son frère et nous le suivons au milieu d'une haie de soldats en armes au regard méprisant. Nous sommes en pleine base de l'OTAN.

L'entrée au Kurdistan

Au bout des pistes et des installations militaires une soixantaine de personnes nous accueillent. Mehmet et sa mère se tombent dans les bras. Une des ses sœurs est là aussi. Tous les autres sont des hommes du village où Kemal est né : Harunusagi.

Ils ont pu venir dans quatre petits cars. Il y a quelques heures à peine, l'armée ne concédait la présence que d'un seul car. Nous laissons Mehmet effondré et grimpons dans l'un des véhicules ou nous croisons le regard des hommes qui nous sonde.

Dans la nuit glaciale, notre petite caravane s'enfonce dans la montagne. A la lueur des phares nous prenons les pierres blanches pour de la neige. Durant une heure et demie nous traversons un véritable désert. Aucune lueur d'habitation mais, en revanche, nous doublons trois fois les girophares bleus d'une voiture de police.

La route s'arrête soudain et nous gravissons un sentier de pierre raviné par d'anciens torrents et abimé par le passage des muets.

Nous pénétrons au Kurdistan. Ici l'armée est en état d'alerte permanent. J'offre une cigarette à un homme qui me demande mon âge. Il me donne une poignée de petites baies sauvages au goût de pomme.

Il est minuit, ce dimanche soir, lorsque sous le ciel d'une pureté extraordinaire, nous arrivons au village.

Furtivement nous apercevons Mehmet au loin. Il s'effondre dans les bras de son père, aux cheveux et à la barbe blanche usé par les trois ans qu'il a passé en prison récemment.

Nous gravissons quelques marches d'un escalier de bois vermoulu et, à la lueur d'une lampe à gaz, nous nous asseyons sur des tapis multicolores au fond d'une pièce.

Une femme allume un petit poêle avec un mélange de bois et de

crottes de mouton.

Nous sommes dans la pièce la plus chaude, la plus confortable du village.

Une vingtaine d'hommes y pénétrèrent alors et s'asseoient en face de nous. Certains d'entre eux fument des cigarettes. D'autres font glisser entre leurs doigts un petit chapelet. Tous nous regardent. Tous se taisent.

Ce silence durera près d'un quart d'heure.

Le corps de Kemal a été gardé à l'aéroport par les militaires mais son souvenir nous revient en plein cœur, durant ce long silence d'accueil et de recueillement.

Enfin, passé ce temps suspendu, chacun commence peu à peu à parler et apprendre l'autre. Des mots, des sourires, qui prendront fin à deux heures du matin.

Trois heures après, lundi 19 novembre à cinq heures du matin, le jour se lève avec nous.

Village sous surveillance

Du pas de la porte de notre chambre nous apercevons un camion militaire qui, à 200 mètres de nous, est rempli de soldats qui ont surveillé toute la nuit les allées et venues. Ici pas d'eau, pas d'électricité, pas d'arbres et, un peu plus loin, de la neige sur les rochers.

Un paysage lunaire. Il y a l'école ou Kemal est allé jusqu'à douze ans. A côté, bâtie avec des pierres, la « maison où les femmes accouchent ». Sur le flanc de la montagne pelée, trois autres bâtisses abritent les villageois qui, déjà, se divisent entre femmes et hommes.

Dans le petit cimetière dont trois tombes seulement possèdent des stèles, un trou s'apprête à recevoir le corps de Kemal.

A côté, des pierres blanches, disposées en losange sur l'herbe desséchée, marquent l'emplacement de morts dues à la répression.

Ce sont ces mêmes pierres blanches que les militaires ont trouvées dans le camion qu'ils avaient laissé une nuit entière dans le village, peu après le coup d'Etat, en exigeant qu'il soit rempli des armes qui y étaient cachées. Ici, tous les villages ont rempli ces camions de pierres.

En contrebas nous discernons l'école de Kurecik. C'est ici que tous les trois mois des enfants, des hommes de la région sont rassemblés par les militaires et torturés.

Les soldats, les moutons et surtout les villageois sont sur ces montagnes, à 1.500 m d'altitude, les seules choses qui bougent.

Toutes les trois s'animent encore plus lorsque, dans un fourgon militaire, le corps de Kemal arrive au village, ce lundi 19 novembre à 11 heures du matin.

A pied le plus souvent, mais aussi sur des mulets, des ânes, des charrettes, près de 800 personnes sont venues des quatre points cardinaux. Tous se précipitent, tous portent le cercueil recouvert de toile de jute brune. Mehmet est au milieu des cris

A la demande de la CGT quatre Français ont suivi Mehmet, le frère de Kemal, et son cousin, Aslan, pour observer et témoigner du déroulement des obsèques. Il s'agit de Anne Bruslon de la Ligue des droits de l'homme, Evelyne Mayer-Minville de l'Association des juristes démocrates, de Jean Benoît, collaborateur du journal « le Monde », et Jean Santon, journaliste de « l'Humanité ».



Un enterrement sous la menace des mitraillettes

Kemal Ozgül repose dans son village natal au Kurdistan

Cette photo a été prise clandestinement, le 19 novembre à 11 h 15, lors des obsèques de Kemal Ozgül, dans son village natal du Kurdistan, dans l'est de la Turquie. Agé de vingt ans, travailleur immigré, assassiné dans l'entreprise Pirault à Epône (Yvelines), Kemal a été enterré sous la menace des mitraillettes. Parmi les villageois en deuil, quatre Français, dont Jean Santon, journaliste de « l'Humanité ». Ils ont accompagné Mehmet, le frère de Kemal, qui ramenait le corps de son frère dans son pays. (Page 11.)

et des pleurs de femmes qui se frappent la poitrine et la tête couverte d'un foulard. Les larmes ne cessent de ruisseler sur les joues. Chacun cherche à toucher maintenant le bois du cercueil. L'émotion est intense et... dangereuse.

Les soldats sur les tombes

En tenue de combat, couteau à la ceinture, béret bleu et arme pointée sur la foule, une vingtaine d'hommes nous encerclent. Ils interdisent tout mouvement vers les maisons.

La cérémonie doit avoir lieu en terrain découvert. Une trentaine de militaires en kaki, mitraillette au poing, suivent l'opération de près. Les gradés ricanent. Ils comptent le temps et bousculent, pressent la foule pour qu'elle rejoigne le petit cimetière. Les femmes s'agrippent aux mottes de terre qu'il a fallu enlever pour faire la place au corps de Kemal. Les hommes accomplissent à genoux les rites coutumiers. Ils ont à peine le temps

d'ouvrir le cercueil et d'y déposer deux draps blancs.

Mehmet est fou de douleur, entraîné, presque porté par la foule, qui crie sa peine lorsque trois femmes posent sur le cercueil deux autres couvertures, les plus belles du village. Les fusils pointés, les militaires rient sans retenue. La police photographie tous les présents. Les chauffeurs des camions klaxonnent impudiquement pour faire accélérer ces obsèques qui les gênent.

Kemal est cependant enterré, par les siens, avec les siens. Il est, depuis le coup d'Etat, le premier réfugié politique assassiné qui a pu être enterré dans son pays. Des femmes s'éloignent pour préparer le repas mortuaire, les villageois défilent devant la famille pour serrer les mains, mais soudain des militaires nous arrêtent ainsi que Mehmet en larmes et son cousin.

Des centaines d'yeux nous voient obligés de nous tasser à sept dans une voiture et, encadrés par deux véhicules militaires, les mitraillettes pointées sur nous, partir rapidement du village.

Pendant ce nouveau trajet à travers ce, bout du monde, Mehmet, une fois encore, oublie ses larmes pour devenir blême. Dans les bureaux du quatrième étage du centre régional de la police, à Malatya, Mehmet n'a pas été torturé physiquement. Il l'a été mentalement. Je n'ai jamais vu un homme aussi

Dix-huit ouvriers turcs de l'entreprise Pirault à Epône (Yvelines), où Kemal a été assassiné le 10 novembre 1984, ont adhéré au Parti communiste français. La cellule se nomme Kemal-Ozgül.

livide. A s'en cogner contre les murs. Ils ont interrompu, pour lui, l'enterrement de son frère. Ils l'ont humilié profondément. Son visage est sans couleur avec juste deux points rouges à la place des yeux. Le faciès du directeur général de la police qui nous interroge est, lui, remplie de joie.

Pourquoi êtes-vous là ? Qui vous a reçu ? Où, dans quelle famille avez-vous dormi ? Que voulez-vous faire ?

Qui vous a parlé ?, nous demande l'homme au corps bouffi débordant d'une chemise rose pâle trop étroite.

Nous resterons durant près de trois heures dans les locaux sinistres avant de nous entendre dire que la Turquie est un beau pays, qu'il fait bon y vivre et que la police est prête à nous aider si nous le voulons.

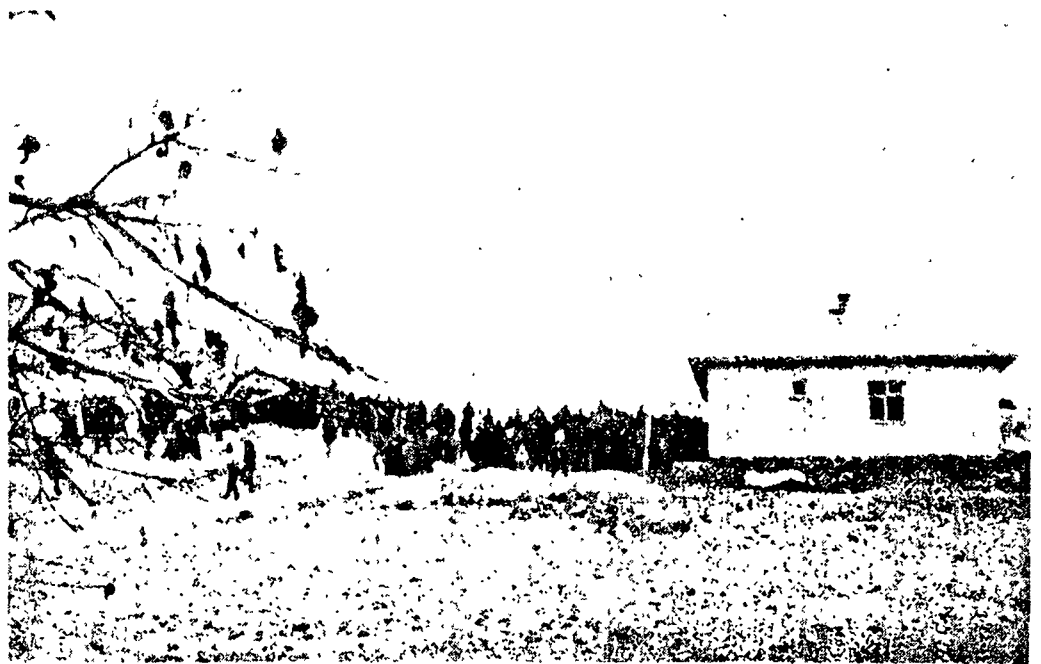
Nous ne le voulons pas plus que le fait de devoir dormir à l'hôtel Kent, où nous fûmes assignés à résidence. Mehmet a pu, lui, repartir pour son village, auprès de son frère. Sous le regard des militaires nous nous sommes donné une dernière poignée de main.

Sous leur regard, nous avons le lendemain pris l'avion, après avoir été fouillés au corps plusieurs fois.

Malatya, Ankara, Istanbul, partout des mitraillettes, des fouilles, les papiers photocopiés, les miradors. Je ne sais si, aujourd'hui, Mehmet est en train de pleurer. Ce dont je suis sûr, c'est qu'en nous quittant, il était d'une pâleur extrême.

Aujourd'hui devant l'ambassade de Turquie

Comme chaque mercredi désormais, l'Association France-Turquie organise cet après-midi de 15 heures à 16 heures sur « Garde démocratique » devant l'ambassade à l'angle de l'avenue de Lamballe et du quai Kennedy, Paris 16^e, pour exiger la libération des détenus politiques, la fin des tortures et des exécutions



L'arrivée du cercueil, porté par la foule. Le bâtiment avec une fenêtre est l'endroit où « les femmes accouchent ».

Ils mentent car, même mort, Kemal leur fait peur

Regardez bien ces deux photos. Celle de gauche est parue le 18 novembre dans un journal turc. Celle de droite était, le même jour, à la « une » de l'Humanité Dimanche. Elles représentent la même scène. Henri Krasucki, secrétaire général de la CGT, rendait un dernier hommage à Kemal Özgül, devant l'institut médico-légal de Paris.

Sous la photo de gauche la légende affirme : « Une triste cérémonie. La cérémonie a eu lieu hier à Paris. Les corps de Kemal Özgül, qui a été tué par son patron, et des deux autres Turcs qui ont été tués par un Français déséquilibré à Châteaubriant ont été envoyés en Turquie ».

Adnan Budak, notre premier consul, Ibrahim Dicleli, et les proches des victimes ont participé à la cérémonie. »

Cela est un faux. Les deux personnalités de l'ambassade de Turquie en France n'étaient pas présents. Les fleurs posées sur le catafalque sont celles des travailleurs français qui

ont répondu à l'appel de la CGT. Le syndicat avait pris toutes les précautions afin que le corps ne soit pas enlevé par les autorités turques. Ce faux est d'autant plus odieux que ce même cercueil a, durant les obsèques en Turquie, eu sans cesse les mitraillettes des militaires, pointées sur lui.

« Notre ambassadeur de Paris,



HAZIN TÖREN (Text in Turkish describing the funeral of Kemal Özgül, mentioning the CGT and the presence of Adnan Budak and Ibrahim Dicleli.)

Le Monde

2. 12. 1984

Voyage au pays de Kemal Özgül

Invité par la CGT à accompagner en Turquie, comme observateur, une délégation de la Ligue des droits de l'homme et de l'Association des juristes démocrates chargée de surveiller le déroulement des obsèques de Kemal Özgül, le jeune ouvrier cégétiste tué par un vigile à Epône, Jean Benoît a pu, non sans encombre, faire son métier de journaliste (1).

De notre envoyé spécial

Malatya (Anatolie orientale). — A quelque 200 kilomètres de la Syrie, Harunuçagi est une misérable bourgade de cent cinquante âmes, accrochée aux flancs de l'Anti-Taurus, à 1 500 mètres d'altitude. Tout autour, ce ne sont que monts désertiques, gorges et défilés sauvages où chaque rocher pourrait dissimuler un franc-tireur. Nous sommes en pays kurde, à 75 kilomètres de Malatya, la ville la plus proche, capitale de l'une des 167 provinces de Turquie.

Le village d'Harunuçagi n'a qu'un seul téléphone. Pas d'eau potable, pas d'égouts, pas d'électricité. Dans leurs maisons cubiques, pareilles à des casemates, aux épais murs de pierres et de boue séchée, les habitants s'éclairaient au pétrole ou au butane. C'est là, parmi les siens, qu'a été enterré Kemal Özgül, vingt ans, mort en France.

Un cadavre encombrant

L'avion qui avait ramené le corps à Istanbul transportait deux autres cercueils, ceux de Salih Kaynar, père de six enfants, et d'Abdullah Yuldiz, père de deux enfants. Pour ceux-là, victimes du tueur de Chateaubriant, point de cérémonie à la morgue de Paris ou à l'aéroport d'Orly. Point de fleurs ni de portraits des disparus, point de discours pour les familles — deux femmes en pleurs et des enfants — qui rejoignaient la Turquie, tout espoir perdu. Dans la froide hiérarchie du fait divers socio-politique, les morts de Chateaubriant apparaissent comme des morts ordinaires, des anonymes bousillés au petit bonheur par un jeune chômeur qui n'aimait pas les étrangers. En somme, un épisode du racisme quotidien...

Pour Kemal, c'était différent. Le caractère du meurtre d'Epône, perpétré par un vigile au cours d'une grève, avait focalisé les réactions syndicales et l'attention des médias. La CGT revendiquait le droit

de rendre hommage à l'un de ses adhérents, membre récent du PCF et victime de la « violence patronale ». Des milliers de manifestants avaient défilé dans Paris. Le président de la République puis M. Henri Krasucki étaient allés s'incliner devant la dépouille de ce jeune immigré, devenu un symbole.

Dès lors, rien d'étonnant que les autorités turques aient jugé ce cadavre encombrant. Depuis la prise de pouvoir des militaires en 1980, la grande confédération Türk-İS (Turk-İstsi sindica), devenue syndicat unique, a été mise au pas. La Disk, organisation syndicale progressiste, a été démantelée et un interminable procès a été engagé contre ses dirigeants. Plus de cinq mille prisonniers seraient actuellement passibles de la potence en Turquie (vingt-sept condamnés à mort ont été exécutés depuis septembre 1980). Parmi eux, de nombreux Kurdes, minorité ramuante d'obédience chiite, accusés de menées terroristes ou séparatistes.

Or, outre grief qui lui était fait d'avoir quitté sa patrie sans autorisation — il avait demandé en France le statut de réfugié, — Kemal Özgül réunissait tous ces handicaps : syndicaliste, communiste... et kurde. De surcroît, fils d'un paysan jadis condamné à de la prison pour attitude antigouvernementale, cousin plus ou moins proche d'un condamné à mort. C'est pourquoi la CGT craignait pour la sécurité de sa famille, et notamment de son frère Mehmet et de son cousin germain, Aslan, tous deux « Gastarbeiter » (travailleurs immigrés) à Stuttgart, venus en France pour accompagner le corps jusqu'en Cappadoce.

Curieusement, les autorités turques, affirmant n'être au courant que d'une « mort naturelle », ont tout d'abord retenu la dépouille de Kemal durant vingt-quatre heures, « pour une contre-autopsie » — thèse d'autant plus étonnante que le bruit à couru plusieurs jours de suite à Istanbul que les meurtres de Chateaubriant et d'Epône étaient l'œuvre... de terroristes arméniens ! Le corps a cependant été rapatrié ensuite au village d'Harunuçagi par la police, et ce n'est que le lundi 19 novembre que Kemal a pu être mis en terre.

Dès l'aube, quelque trois cents montagnards, des hommes aux habits sombres, des femmes coiffées du *tchartchaf* noir et vêtements d'amples jupes de cotonnade ou de pantalons bouffants, étaient descendus à pied des collines environnantes. Ils s'étaient rendus dans la demeure des Özgül. Seuls les hommes de la famille étaient là, sous la photo de Kemal mise à la place d'honneur, à côté de celle

du grand-père instituteur. Puis tout le monde s'est massé sur la petite place en terre battue. Pas un geste de colère ou de reproche vers les Français présents, ni même vers les militaires qui avaient investi les lieux. Simple-ment une peine immense dans les regards, une sorte de solidarité frileuse qui rassemblait les gens autour du père d'Özgül, un élève de moutons, âgé d'une cinquantaine d'années, mais déjà pareil à un vieillard : au cours de la nuit, sa barbe était devenue blanche. « Mon père, dit Mehmet, n'a pas compris pourquoi on a tué son fils. » La cérémonie, de rite chiite, a eu lieu en présence de l'imam avec l'appareil habituel des pleureuses s'arrachant les cheveux, le visage en sang. Parmi elles, la mère de Kemal, ses deux sœurs, Elmas, vingt-deux ans et Gülizar, seize ans, et sa fiancée, originaire de Malatya, mais résidant en Allemagne fédérale.

Tout se serait passé selon la tradition si une vingtaine de miliciens en tenue de commando — treillis léopard et bérêt bleu ciel — n'avaient encerclé l'humble cimetière, leurs pistolets-mitrailleurs braqués vers la foule. Vers midi, à peine la dernière pelletée de pierres jetée sur le cercueil, un officier pria courtoisement le frère de Kemal et son cousin Aslan de l'accompagner au quartier général de la sécurité à Malatya, ainsi que les étrangers présents. Ces derniers ont été interrogés à part, sans brutalité. Puis, Mehmet Özgül a pu regagner son village : il souhaitait rester quelque temps dans sa famille, affirmant qu'il « ne faisait pas de politique »...

Un climat passionnel

Malatya (250 000 habitants) est le siège d'une base de l'OTAN dans la vallée de l'Euphrate. C'est la ville où résidait la famille d'Ismet İnönü, numéro deux de la révolution turque après Mustafa Kemal. C'est aussi la ville de l'agresseur du pape Jean-Paul II, Ali Ağca, dont on prétend qu'il aurait rencontré au Liban Tslim Töre, lui aussi originaire de Malatya, chef de l'armée marxiste de libération du peuple turc. Bref, Malatya est une région « chaude », aux portes du Kurdistan — un mot qu'il vaut mieux ne pas prononcer dans la rue.

Ce contexte et le climat passionnel qui entoure en Turquie toute agression contre les citoyens ou les représentants de ce pays à l'étranger expliquent sans doute la nervosité d'une bureaucratie policière volontiers tatillonne.

Mais quel rapport peut-il y avoir entre « la politique » et l'incroyable misère d'un village kurde, privé d'histoire comme il est privé d'une

partie de sa population ? « Ici, dit le maire, il n'y a presque pas d'hommes valides : 50 % des gens en âge de travailler sont en Allemagne fédérale, 30 % dans d'autres villes de Turquie — Kemal était l'un des seuls jeunes de la région à résider en France — et 20 % seulement sont restés chez nous. »

Ceux-là vivent de leurs chèvres et de leurs moutons. Quant aux filles, même si elles sont instruites (il y a tout de même une école à Harunuçagi), elles ont bien du mal à s'intégrer dans les villes d'Anatolie, où les employés de bureau, le personnel des hôtels, les serveurs, sont généralement de sexe masculin. Seuls certains services publics, les banques et quelques grandes compagnies admettent l'intrusion des femmes dans le monde du travail, et l'actuel réveil de l'intégrisme musulman, observé en Turquie comme ailleurs, n'est pas fait pour changer cet ordre de choses.

Quant aux possibilités d'exil de la main-d'œuvre, féminine aussi bien que masculine, vers les pays plus développés, elles sont de plus en plus restreintes. La crise aidant, que se passera-t-il lorsque les centaines de milliers de Turcs travaillant à l'étranger rentreront dans leur pays, où le chômage frappe 20 % des actifs ? Habités aux salaires et aux avantages de l'Europe de l'Ouest, ne vont-ils pas constituer une force politique contestataire, socialement plus évoluée que les masses rurales ? « Ce pays, déclare un observateur étranger, va devenir une pou-rière. »

Le propos est peut-être un peu pessimiste, car à l'antenne de l'Office national français d'immigration à Istanbul, on constate que de plus en plus de travailleurs turcs rentrant au pays réussissent à retrouver une activité, grâce à l'aide à la réinsertion. Kemal Özgül et ses compatriotes assassinés à Chateaubriant n'ont pas eu cette chance.

JEAN BENOÎT.

(1) La délégation était composée de M^{mes} Anne Bruslon, représentant la Ligue des droits de l'homme, et Evelyne Mayer-Minville, de l'Association des juristes démocrates, qu'accompagnait M. Jean Santon, rédacteur à l'*Humanité*. Ces personnes, ainsi que notre collaborateur Jean Benoît, ont été interpellées le 19 novembre à 12 heures par les autorités turques et libérées quelques heures plus tard, après interrogatoire. Elles ont été assignées à résidence à Malatya avant de regagner Istanbul le lendemain. Il leur était reproché d'avoir séjourné vingt-quatre heures en Anatolie orientale et d'y avoir passé la nuit en montagne sans autorisation spéciale pour cette partie de la Turquie (*le Monde* du 21 novembre).

la Vie Ouvrière CGT

20. 11. 1984



Photo Delahaye-MCBS-news

OBSEQUES DE KEMAL OZGUL

AU MILIEU DES MITRAILLETES

Atmosphère de peur aux obsèques, en Turquie, de notre jeune camarade turc Kemal Ozgul tué en France par un vigile patronal.

Voilà ce qui ressort des observations et impressions ramenées par la délégation française (1) qui accompagnait le corps de notre camarade et qui a, elle-même, été l'objet d'un traitement bien spécial.

Dans le cimetière les mitraillettes foisonnaient comme arbres en forêt. « Les pistolets-mitrailleurs, gros modèle, étaient braqués sur la foule » raconte Jean Benoit, collaborateur du « Monde », et il poursuit : « Dix-huit soldats en treillis encerclaient la foule de toutes parts. Au milieu il y avait les tombes, le cercueil, la famille. Lors de l'ensevelissement sont restés là quatre hommes de troupe, en uniforme vert-gris, avec leurs pistolets-mitrailleurs pointés à hauteur d'homme ». L'ensemble de la délégation française a été interpellée par la police turque à l'issue de la cérémonie funéraire, et conduite dans les locaux de la police de Malakaya où elle a subi un interrogatoire particulièrement contraignant trois heures durant. Evelyne Mayer-Minville raconte que « les autorités locales ont cherché à savoir qui nous avait parlé, qui nous avait reçu, qui nous avait hébergé ».

La délégation est rentrée à Paris le 21 novembre, accueillie à l'aéroport d'Orly par Gérard Alezard et Johannes Galland, secrétaires de la CGT, Charles Lederman avocat de la partie civile, des représentants du syndicat CGT de l'aéroport, etc.

(1) Aslan, cousin de Kemal Ozgul — Jean Benoit, collaborateur du « Monde » — Anne Brélon, représentante de la Ligue des droits de l'homme — Evelyne Mayer-Minville, représentante de l'Association des juristes démocrates et Jean Santon, journaliste à « l'Humanité ».

UN jeune homme de vingt ans est mort. Il était beau, comme on l'est à son âge, plein de vitalité et de projets. Il avait une fiancée et devait se marier dans un mois et demi. Il avait une mère et un père, deux frères, deux sœurs et beaucoup d'amis. Il aimait jouer du saz, une sorte de guitare de son pays. Il avait aussi beaucoup de générosité et d'idéal. Il avait donc le cœur plein d'amour. C'était un garçon simple, sa vie n'était pas facile, mais il avait vingt ans. Il n'en aura jamais plus. Il s'appelait Kemal Ozgül.

Il y a beaucoup de façons de mourir à vingt ans. Même les assassinats, pour odieux qu'ils soient tous, diffèrent. Ils n'en ont pas moins des causes et des responsables. Deux paisibles travailleurs turcs immigrés viennent d'être assassinés par le racisme imbécile et bestial, exacerbé par des campagnes dégradantes et dangereuses. Osera-t-on nier le rôle coupable tenu par les forces de réaction malfaisantes qui misent sur les instincts les plus primitifs et les plus bas pour détourner le mécontentement populaire de ses véritables causes ?

KEMAL

tu es la vie

L'hommage de HENRI KRASUCKI,
secrétaire général de la CGT
à KEMAL OZGUL,
le 17 novembre 1984

Nous nous inclinons devant les victimes et nous sommes parmi les forces qui combattent résolument le racisme et ses instigateurs sans laisser taire leur responsabilité. Kemal Ozgül aurait pu mourir ainsi : il était, lui-aussi, turc. Mais ce n'est pas pour cela qu'il a été assassiné.

Il aurait pu également être pendu comme Hidir Aslan, assassiné à vingt-neuf ans par les bourreaux de la clique militaire sanglante qui règne en Turquie. Il était, lui aussi, un opposant à ce régime et réfugié politique en France. Son père et l'une de ses sœurs ont connu les prisons turques pour « activités révolutionnaires ». L'un des ses cousins, Mehmet Ozgül, vient d'être condamné à mort là-bas. De plus, il était kurde et les Kurdes en Turquie sont durement opprimés. Mais ce n'est pas non plus pour cela que Kemal a été assassiné.

Il travaillait dans une entreprise de construction à Epône dans les Yvelines, près de Paris. Pirault et Fils, c'est ainsi qu'elle se nomme. Depuis le mois de juin de cette année, avec quarante de ses compagnons, il travaillait sans recevoir son salaire. Il s'est syndiqué à la CGT pour défendre ses intérêts. Par ailleurs, il avait adhéré au Parti communiste français. En octobre, durant trois jours, avec les autres ouvriers, il occupa l'entreprise.

C'est à ce moment que le patron en fureur s'est écrié devant les grévistes : « Je vais chercher le fusil. Il va y avoir du sang. »

Le samedi 10 novembre, Kemal décida avec un certain nombre de ses camarades de se rendre à l'entreprise pour réclamer les cinq mois de salaire qui leur étaient dus. Ils envisageaient de faire une grève de la faim.

Des coups de feu en rafale les accueillirent. Trois travailleurs furent blessés dont l'un grièvement. Aujourd'hui, il va mieux. Kemal, lui, fut touché à mort.

C'est donc en tant que travailleur défendant sa dignité, en tant que militant de la CGT, agissant collectivement avec ses camarades pour leurs droits, que Kemal a été assassiné.

Ce sont les syndicalistes que visaient l'arme ou les armes du patron. Les balles auraient atteint aussi bien des Français, des Marocains, des Africains.

Il est vrai que ce n'est pas complètement un hasard. Ce patron recherchait les travailleurs immigrés de préférence licenciés de chez Talbot, les espérant plus dociles parce que plus vulnérables.

Il les traitait comme des esclaves, des sous-hommes. Les pouvoirs publics locaux savaient de quoi il était capable.

D'autres ont tiré ailleurs. D'autres ont envoyé des cogneurs. D'autres travailleurs, d'autres syndicalistes, ailleurs, ont été agressés, frappés.

Parfois sous les regards des policiers présents et passifs.

Des hypocrites ont trouvé scandaleux que les travailleurs, à l'appel de la CGT, réagissent à ce meurtre et en dénoncent les responsables : les violences antisyndicales, les campagnes contre toute action revendicative des travailleurs et leurs auteurs, quels qu'ils soient. Et d'abord les représentants d'un certain patronat et de ses organisations agissant par haine de classe.

Ils ont une lourde responsabilité, exactement comme les auteurs des campagnes racistes ont une responsabilité grave dans le meurtre des deux travailleurs turcs de Châteaubriant. Ils auraient voulu que nous pleurions, mais en silence, en cachant les véritables causes. C'est mal connaître la CGT, le monde du travail et les démocrates de ce pays.

Il est vrai qu'il y a eu des silences, des absences étranges lorsqu'il s'agit des droits de l'homme chez nous, des droits des travailleurs.

C'était un samedi. Veille du 11 novembre férié. Dès la nouvelle connue, une grande émotion s'est répandue. A l'appel de la CGT, en une journée, d'innombrables travailleurs et démocrates se sont mobilisés, et le mardi, la minute de silence, les débrayages dans de nombreuses entreprises, la manifestation à Paris et les délégations à travers le pays ont exprimé cette émotion et ce refus souvent de façon unitaire.

L'assassinat de Kemal a fait se dresser ensemble travailleurs français et travailleurs immigrés. Ils ont compris le danger. Leur hommage à Kemal fut un acte de lutte. C'était le seul hommage qui convenait.

Nous, en Kemal, nous pleurons avec infiniment de peine tout à la fois le jeune homme abattu dans la fleur de l'âge, le travailleur, le militant de la CGT plein de promesses, le démocrate turc et kurde.

Pour que sa mort n'ait pas été vaine, nous renforcerons l'unité des travailleurs français et immigrés, la fermeté dans la défense des intérêts des droits des travailleurs, des libertés syndicales pour rendre impossibles de tels crimes.

Kemal, je ne t'ai vu que mort, mais tu es la vie.

Au nom de la CGT, je te salue comme un combattant, notre frère. A ton frère Mehmet et à ton cousin, ici présents, à tes parents qui te pleurent dans le Kurdistan lointain où tu vas les rejoindre, j'exprime nos sentiments d'affection attristés.

Aux travailleurs et démocrates turcs, à la DISK, la courageuse centrale syndicale de Turquie, j'exprime notre profonde solidarité de combat.

Ce n'est pas seulement la mort qui nous unit, mais la lutte pour une vie meilleure.

La "gaffe kurde" de Claude Cheysson

Notre ministre des Relations extérieures qui pourrait quitter son fauteuil du quai d'Orsay pour se retrouver à Bruxelles, n'a pas voulu partir sans lancer un autre de ces petits mots dont il a le secret. Une dernière « gaffe » en quelque sorte. Mais de taille ! Jusqu'ici en effet, Claude Cheysson au langage typiquement anti-diplomatique, n'avait porté ombrage, par ses déclarations intempestives, qu'à sa propre crédibilité. Aujourd'hui, le choix volontairement désobligeant d'un terme a provoqué certes l'indignation du gouvernement turc, mais aussi selon toute vraisemblance, l'annulation d'un marché important pour l'économie française.

Devant l'Assemblée Nationale, en effet, le ministre français pour situer le village de la province de Malatya où a été enterré Kemal Ozgul, ouvrier turc tué dans une usine d'Epône, a employé le mot de « Kurdistan ». Une appellation interdite en Turquie. D'autant que la région revendiquée par les Kurdes englobe, on le sait, non seulement le sud-est de la Turquie, mais encore le sud-ouest de l'Azerbaïdjan, le nord-est de la Syrie, le nord de l'Irak, l'ouest de l'Iran. Tous pays qui pourraient se sentir visés de la même façon par la reconnaissance implicite à Paris des revendications kurdes.

Quoi qu'il en soit, Ankara a jugé le mot « inacceptable », même si celui-ci a été supprimé dans la transcription officielle de déclarations de Claude Cheysson. En outre la Turquie, déjà furieuse que le comité des ministres du Conseil de l'Europe ne lui ait pas attribué la vice-présidence du Conseil, estime cette fois que la mesure est comble. Et elle envisage d'annuler tout simplement l'achat d'avions au consortium européen Airbus. Sept appareils avaient été commandés en octobre dernier et sept options supplémentaires prises. Le concurrent américain Boeing doit commencer à se frotter les mains.

Espérons que le président syrien ne tiendra pas rigueur de ce « Kurdistan » à François Mitterrand qu'il reçoit aujourd'hui à Damas.

René COLLINET.

La Turquie pourrait revenir sur sa commande d'Airbus

La Turquie pourrait revenir sur sa décision d'acheter les 14 Airbus A 310-200 (7 fermes, 7 options), qu'elle a commandés en octobre dernier. Ce brusque revirement a fait l'effet d'une petite bombe ce week-end. Même s'il est à prendre avec la plus grande prudence.

Cette éventualité, évoquée par Veysel Atasoy, ministre des Transports, dans une interview accordée à un quotidien turc, ressemble plus à une saute d'humeur qu'à une véritable volte-face.

Selon lui, deux raisons justifieraient la position du gouvernement d'Ankara, la décision du comité des ministres du Conseil de l'Europe de ne pas attribuer à la Turquie la vice-présidence de ce conseil et le mot « Kurdistan », utilisé par Claude Cheysson, ministre des Relations extérieures, devant l'assemblée générale.

Le ministre avait, en effet, désigné de cette manière, mercredi dernier, la localisation de la province de Malatya, où a été enterré Kemal Ozgul, ouvrier turc tué récemment dans une usine de la région parisienne.

Une telle réaction n'est pas à négliger. Les Français avaient déjà eu beaucoup de mal à remporter la commande des

Airbus, compte tenu des relations tendues entre Paris et Ankara, à propos du problème des Arméniens.

Mais la Turquie a aussi besoin de renforcer ses liens avec l'Europe. Si, après plus d'un an de discussions serrées, elle a choisi Airbus, alors que sa compagnie nationale, Turkish Airlines, est traditionnellement cliente de Boeing, c'est, d'une part, pour se démarquer de Washington, qui avait adopté une résolution condamnant le génocide arménien et, d'autre part, pour se rapprocher de Bruxelles, dont elle espère obtenir une aide financière. Le gouvernement d'Ankara, en outre, a plusieurs projets avec les Européens, dont une centrale nucléaire avec l'Allemagne.

Restent, enfin, les problèmes de Turkish Airlines. La compagnie doit développer son réseau international sur le Moyen-Orient et sur l'Europe en particulier, et l'Airbus correspond parfaitement à son programme. Ce n'est certes pas une raison suffisante pour l'empêcher de changer brutalement d'idée, mais c'est tout de même un élément à prendre en compte. Ce que n'a pas manqué de rappeler Jean Auroux, secrétaire d'Etat aux Transports, en évoquant la qualité technique des Airbus.

AIRBUS A-310-200

La Turquie pourrait revenir sur sa commande

Il y a un mois à peine qu'était rendue officielle la commande de 14 Airbus A 310-200 — dont 7 en options — par la compagnie nationale turque, Turkish Airlines. Les quatre premiers appareils devaient être livrés à cette compagnie par le consortium européen dès le début de l'été prochain. Aujourd'hui, ce contrat pourrait être remis en question par la Turquie pour des motifs qui relèvent plus du mouvement d'humeur de la part d'Ankara que d'un choix technique ou commercial.

M. Atasoy, le ministre turc des Transports, a déclaré, en effet, que « le gouvernement turc pourrait changer d'avis » sur la commande en question, pour deux raisons.

La première tient à la décision du comité des ministres du Conseil de

l'Europe de ne pas attribuer à la Turquie la vice-présidence du Conseil. La seconde est à la charge de M. Cheysson, le ministre français des Affaires étrangères qui avait désigné — mercredi dernier devant l'Assemblée nationale — par le terme de « Kurdistan » la localisation de la province où a été enterré Kemal Ozgul, l'ouvrier turc tué récemment dans une usine de la région parisienne.

Bien que M. Jean Auroux, secrétaire d'Etat aux Transports, ait mis en avant « la qualité technique des produits conçus par Airbus Industrie » à l'issue de la publication du contrat, il faut rappeler que pour l'emporter les Français avaient dû se montrer extrêmement discrets au sein du consortium européen en raison du problème arménien qui pollue les relations franco-turques.

Tercüman



Küstah bakan görevden alınıyor

● Dışişleri Bakanlığı, Cheysson'un konuşmasını sert bir dille protesto etti.

ANKARA, (Akajans)- Fransa Dışişleri Bakanı'nın Türkiye'nin bir bölümünden "Kürdistan" diye söz etmesinin Ankara ve Paris'te Fransa Dışişleri Bakanlığı nezdinde protesto edildiği açıklandı

Dışişleri Bakanlığı Sozcülüğü'nden yapılan açıklama şöyle:

"Fransız Dış İlişkiler Bakanı geçenlerde Fransız Parlamentosunda vaki soruya cevaben, TV'de de nakledilen bir beyanda bulunmuştur. Dış İlişkiler Bakanı bu beyanında, Türkiye'nin bir parçasından (Kürdistan) diye bahsetmiş. Türk makamlarının Türkiye'ye giren yabancılar üzerinde mevzuata uygun olarak yapmış olduğu kontrolleri tezyif edici olarak nitelendirmekte beis görmemiş, hattâ, Cemal Özgül'ün cenazesi için Fransa'dan gelen Türk vatandaşlarının Türk devletine karşı bir nevi korumacılığını hedef alan ve hukukî mesnetten yoksun olduğu kadar yersiz de bulunan ifadeler de kullanmıştır. Sorumluluk duygusu taşıması gereken bir bakanın bu şekilde konuşmakta sakınca

görmemiş olması en azından hayret vericidir.

Bu beyanattan duyduğumuz infial Ankara'da Fransız Büyükelçisine, Paris'te de büyükelçimiz tarafından Fransız makamlarına iletilmiştir."

Cheysson'un yerine Fransa Dışişleri'nden sorumlu bakan yardımcısı Dumas'ın getirilmesi düşünülüyor. Yeni Dışişleri bakanının Türk düşmanı olmadığı şeklindeki görüşler Ankara'da çeşitli yorumlara yol açtı. Ankara diplomatik çevreleri böyle bir değişiklik gerçekleşmeden önce kesin bir görüş açıklamaktan kaçınmakla birlikte "Türkiye'nin son günlerdeki Avrupa kuruluşlarına karşı çıkışının çok iyi değerlendirilmesi gerektiğine" işaret etti ve "Fransa

Dışişleri bakanının değiştirilmesi ve yerine Türk düşmanı olmayan bir kişinin getirilmesi gerçekleşirse Türkiye'nin çıkarlarını ilk önce değerlendirmiş ülke Fransa olur

Ankara'da Fransa Büyükelçisi'nin bakanlığımıza verdiği meclis zabıtlarında resmen geçtiğini ifade ettiği beyanat metninde (Kürdistan'a yapılmış olan atfın çıkarılmış olduğu) görülmüştür. Ancak beyanat bu düzeltilmiş haliyle dahi kabul edilemez niteliğini korumaktadır. Bu görüşümüz Ankara'daki Fransa Büyükelçiliği'ne iletilmiştir" şeklinde konuşular.

Milliyet

Halk Gazetesi



Fransa Dışişleri Bakanı Claud Cheysson...

Mitterrand, küstah bakanını görevden alıyor

● Türkiye'nin doğusuna "Kürdistan" demişti

● Avrupa basınına göre, Fransa Dışişleri Bakanı Cheysson'a, AET'de bir görev verilecek

● Türkiye'nin Doğu bölgesi için, "Kürdistan" demişti

Mitterrand, protesto ettiğimiz Bakanı görevden alıyor

● Avrupa basını, Mitterrand'ın Cheysson'u Dışişleri Bakanlığı'ndan alarak AET'de bir göreve yerine ise Dumas'ı getireceğini öne suruyor

ANKARA, ÖZEL

TURKIYE hakkında her ağzını açışta pot kırmakla ya da hakarete varan terbiye dışı ifadeler kullanmakla tanınan Fransız Dışişleri Bakanı Claud Cheysson, Fransız Parlamentosu'ndaki bir konuşmasında, Türkiye'nin bir bölgesinden "Kürdistan" diye söz ederek bardağı iyice taşırdı. "Bu yüzden Türkiye, Fransa'yı, hem Ankara'daki Büyükelçisi hem de Paris'te Dışişleri Bakanlığı nezdinde sert şekilde protesto etti.

Olay, geçenlerde bir Fransız işverenin kurşunlarıyla hayatını kaybetmiş olan Türk işçisi Kemal Özgül ile ilgili olarak parlamentodaki bir soruya Cheysson'un yanıtı yüzünden ortaya çıktı. Cheysson, sadece yurdumuzun bir bölgesini

"Kürdistan" diye tanımlamakla yetinmedi. Dışişleri'nden yapılan açıklamaya göre Cheysson, "Türk makamlarının Türkiye'ye giren yabancılar üzerinde mevzuata uygun olarak yaptığı kontrolleri tezyif edici" diye nitelendirdi. Hatta, Kemal Özgül'ün cenazesi için Fransa'dan gelen Türklerin, Türk devletine karşı bir nevi korumacılığını hedef alan ve hukukî mesnetten yoksun olduğu kadar, yersiz de bulunan ifadeler kullandı."

Dışişleri Bakanlığı, "Sorumluluk duygusu taşıması gereken bir bakanın bu şekilde konuşmakta sakınca görmemiş olması, en azından hayret vericidir" dedi ve Türkiye'nin tepkisinin her iki başkentte de ilgililere iletildiği açıklandı

Fransa'nın Ankara Büyükelçisi tarafından Dışişleri'ne verilen konuşma metninde, "Kürdistan" sözünün meclis zabıtlarındaki metinden çıkarıldığı görüldü. Ancak Cheysson'un terbiye ve nezaket kurallarına uymayan konuşmasındaki genel hava yüzünden, Türkiye bunu "kabul edilemez" olarak görmeye devam ettiğini Büyükelçisi'ne açıkladı

Öte yandan, Avrupa basınında iki gündür yer alan haberlere göre, Mitterrand, Cheysson'u Dışişleri Bakanlığı'ndan alacak ve AET'de bir göreve nakledecek Cheysson'un yerine Dumas'ın getirileceği söyleniyor

Hürriyet

GONLÖK MÜSTAKİL SİYASİ GAZETE

Özal: Cheysson patavatsızın biri

- Başbakan, Fransa Parlamentosu'nda, "Öldürülen Türk işçisi Kürdistan'da toprağa verildi" diyecek kadar kustahlaşan Fransa Dışişleri Bakanı için "Onun sözü üzerine Airbus uçaklarının alımından vazgeçecek değiliz" dedi.
- Özal, "Yunanistan, Avrupa'nın şımarık çocuğudur. Bu defa geldi dersini aldı gitti" dedi ve Türkiye ile Yunan halkı arasında kavga düşünebileceğini, düşmanlığı Yunanlı 3-5 poltikacının körüklediğini söyledi. (11. sayfada)

M. Hüki CEVİZOĞLU

MERZİTON, (Hürriyet). Başbakan Turgut Özal, "Fransa Dışişleri Bakanı Cheysson patavatsızın biridir" dedi. Başbakan, Hürriyet'in sorularını cevaplandırırken, Fransa Dışişleri Bakanı'nın, Fransa'da öldürülen Türk işçisinin, Malatya'da toprağa verilmesini (Kürdistan'da toprağa verildi) şeklindeki tarihiz açıklaması üzerine, "Cheysson, patavatsızın biridir. Onun sözü üzerine Airbus uçaklarının alımından vazgeçememiz söz konusu olmaz. Bildiğiniz gibi, bu uçağın yapılış tarzından biri de Fransa'dır. Aynı Airbus ile ilgili görüşmeler devam ediyor sayılır. Önemli bir gelişme olursa durumu değerlendiririz" dedi.

Başbakan, Yunanistan için de, "Yunanistan 9 milyon, biz 50 milyonuz. Yunanistan'ı ufak bir devlet olarak görüyoruz. (Kömür) diyoruz, dokunmuyoruz. Geldi ki defa dersini aldı gitti. Arada" şeklinde konuş-

Özal, Yunanistan ve Limni Adası ile ilgili çeşitli soruların cevaplandırırken, özette şunları söyledi:

"Yunanistan, bağımsızlığını aldığı tarihten bu yana gelişmeler böyle olmuştur. Kendisi ni, bir nevi Avrupa'nın şımarık çocuğu olarak görüyor. Bütün bunlar, kendilerinin çıkardığı hadiselerdir. Yoksa, ne Osmanlı'nın, ne Türkiye Cumhuriyeti'nin meselesi olmamıştır. Türkiye ve Yunan halkı arasında bir kavga düşünelemez. Filanca millet, filanca millete düşmandır, diye düşünelemez. Bunu yapanlar, üç-beş poltikacıdır. Söylememelerine rağmen, biz, fiili durumun (De facto), Limni dışındaki adalarda da olduğunu tahmin ediyoruz. Bunların hepsinin oturup konuşulması lazım. Mesele sadece, adaların silahlandırılıp silahlandırılmaması değil, Ege meselesidir."

Cheysson'un gafleti tutanakta duruyor

- Fransa Dışişleri Bakanı'nın Meclis zabıtlarından çıkarılan "Kürdistan" sözü, Dışişleri Bakanlığı tutanaklarında aynen kaldı (Yazısı 11. sayfada)

Cheysson'un gafleti tutanakta duruyor

Selçuk PERİN

PARIS, (Hürriyet). Geçtiğimiz çarşamba günü Parlamento'da bir milletvekili ne cevap verirken, "Kürdistan" lafını kullanan Fransa Dışişleri Bakanı Claude Cheysson'un sözlerinin, meclis tutanaklarından çıkarılmasına karşın, cuma günü dağılan Dışişleri Bakanlığı tutanaklarında aynen durduğu görüldü.

Bu arada, Claude Cheysson'la hükümet arasında bir soğukluk ortaya çıktı. Bunun da Cheysson'un kendi başına buyruk bir politika izlemesinden kaynaklandığı belirtiliyor.

Fransa'yı uyardık

ANKARA, (Hürriyet). Fransa Dışişleri Bakanı'nın Türkiye'nin bir parçasından "Kürdistan" diye söz etmesine duyulan infial Fransa'nın Ankara'daki Büyükelçisi'ne ve Paris'teki Büyükelçiliğimizde de Fransız makamlarına bildirildi.

Dışişleri Bakanlığı Sözcülüğü'nce konuya ilişkin olarak yapılan açıklamada, şöyle denildi:

"Sorumluluk duygusu taşıması gereken bir bakanın bu şekilde konuşmakta sakınca görmemiş olması, en azından hayret vericidir."

KURDISK APPEL om hjelp til flyktninger

JOHN HARBO

Det er stort behov for medisinsk og humanitær hjelp til kurdiske flyktninger. Siden krigen mellom Iran og Irak brøt ut for fire år siden, er antallet flyktninger øket sterkt.

I Iran er det en halv million flyktninger. 600 000 kurdere er dessuten deportert — de fleste fra de kurdiske områder i den nordlige delen av Irak til den sydlige delen av landet.

Ferhad Shakely og Bakhtiar Amin, som begge er bosatt i Sverige, tok for seg kurdernes situasjon og Kurdistans historie

på et seminar ved Institutt for statsvitenskap i Oslo igår. De kommer begge fra den irakske del av Kurdistan — eller Syd-Kurdistan, som de selv foretrekker å si.

Shakely, som er forfatter, har bodd i Sverige i seks år, mens Amin, som studerer ved Universitetet i Uppsala, kom dit for drøyt fem år siden.

Antall kurdere blir av noen anslått til mellom 12 og 15 millioner. Selv mener de det er så mange som 20 millioner. Området der kurderne vil opprette sin egen stat, er idag delt mellom Tyrkia, Iran, Irak, Syria og Sovjet-Unionen, men den største kurdiske gruppen i den østlige og sydøstlige del av Tyrkia.

Kurderne blir benyttet som en brikke i krigen mellom Iran og Irak. Iran støtter kurderne i Irak og omvendt, samtidig som begge de krigførende parter slår til mot kurdiske grupper innen egne grenser. Amin sier at Irak er gått hardest frem mot kurderne i denne sammenheng. Der blir sivilbefolkningen utsatt for direkte angrep. Iran har rettet sine angrep mer mot militære og økonomiske mål. Sivilbefolkningen er blitt advart på forhånd.

Når det gjelder Tyrkia har den tyrkiske hær siden midten av august gjennomført en ny offensiv mot kurderne og denne har ifølge de to først og fremst vært rettet mot sivilbefolkningen. Den tyrkiske hær er også etter avtale med Irak gått inn i områder på iraksk side av grensen.

Det finnes områder som de kurdiske opprørsstyrkene kontrollerer, spesielt i grenseområdet mellom Irak og Iran. Men Shakely påpeker at det er mindre områder som skifter fra tid til annen. Det er også områder hvor myndighetene har kontroll om dagen, mens geriljaen kan operere om nettene.

De siste tre til fire år er det kommet ca. 10 000 kurdere til forskjellige land i Vest-Europa. I Sverige er det idag mellom fem og seks tusen kurdere. Halvparten er kommet de siste fire år.

Under oppholdet i Oslo har de to møtt representanter for utenrikskomiteen i Stortinget. Shakely forteller at de der ba om at flere kurdiske flyktninger må få oppholdstillatelse i Norge. De ba også norske myndigheter ta opp overgrep mot den kurdiske befolkning i internasjonale organisasjoner. Det ble lovet at man på norsk side vil se på dette uten at det ble avgitt noen konkrete løfter, forteller han.

Shakely sier at kurdernes situasjon er vanskelig fordi deres område idag er delt mellom fem land. De forhåpninger han selv har, knytter seg til støtte fra de demokratiske land i verden. Supermaktstøtte ønsker han ikke. Han setter dessuten sin lit til at Amnesty International og andre internasjonale organisasjoner i større utstrekning skal rette oppmerksomheten mot de overgrep som begås mot kurderne.

UNIVERSITAS NYHETER NOV. - 1984

Kjemper for Kurdistan

– Kurdernes frigjøring må være folkets eget verk. Men skal målet om et eget selvstendig Kurdistan nås, må de ideologiske motsetningene begraves og de kurdiske organisasjonene samles i en front. Supermaktbindinger må unngås.

Slik skisserer den kurdiske forfatteren og litteraturforskeren Ferhad Shakely vilkårene for framgang i den kurdiske nasjonal- og frigjøringskampen. Sammen med Bakhtiar Amin, som studerer statsvitenskap, holdt han en gjesteforelesning med den kurdiske nasjonalkampen som tema på Blindern nylig. Begge er tilknyttet universitetet i Uppsala.

Dystert

Men de to irakske kurderne ville være de første til å innrømme at selvstendighetskampen har dystre utsikter.

I Iran, Irak og Tyrkia er kurderebefolkningen direkte eksistensstruet.

Likevel, er ikke den kurdiske motstandskampen knekket. I Iran og Irak drives en væpnet kamp i relativt betydelig omfang, men hvor de irakske kurderne besitter de viktigste base-

Shakely og Amin er ikke enig i at all organisert motstand i Tyrkia er knust, slik det er blitt hevdet. – Geriljaen er svak, men fortsatt i live, mener de to

– Kurderne er ikke bare en uskyldig tredjepart i konfliktene mellom statene i området, men en brikke i et spill både på regionalt og globalt nivå, sier Shakely.

Iran og Irak er i krig med hverandre, og hvert av landene forfølger og terroriserer sine «egne» kurdere. Samtidig støtter Khomeini irakske kurdere, mens Irak oppmuntrer kurdergeriljaen i Iran.

Taktikken er å svekke motparten. Samtidig har Tyrkia og Irak inngått en avtale som tillater tyrkiske soldater å ta seg inn på iraksk område i jakten på kurdiske geriljasoldater.

Stormaktene, i første rekke USA, Sovjet, Frankrike og Storbritannia, har gjennom historien hele tiden ofret kurdernes sak til

fordel for økonomiske, strategiske og militære hensyn.

Illustrere

Kurdernes kamp for et selvstendig Kurdistan og mot undertrykkelse går langt tilbake i tid. Det er få folk som bedre kan illustrere motsetningen mellom stat og nasjonalitet.

Foruten Tyrkia, Iran og Irak, finnes det betydelige kurdiske befolkningsgrupper i Syria og de transkaukiske sovjetrepublikkene. Det nøyaktige folketal er ikke kjent – men kurderne selv opererer med 20 – 25 millioner kurdere fordelt på de fem land.

Truet av folkemord

- I inneværende muslimske år skal kurderproblemet få sin «endelige løsning», forkynner ayatollah Khomeini og trapper opp prestestyrets «hellige krig» mot iranske kurdere.
- Den kurdiske motstandskampen skal knuses for godt, lover general Kenan Evren og lanserer en storstilt militær terroraksjon i tyrkiske Kurdistan.



Av SVERRE STRANDHAGEN

Et regelrett folkemord truer nå den kurdiske befolkningen. Iran, Irak og Tyrkia fører nå hver sin «private» krig mot det kurdiske folk. I tillegg har kurdere kommet mellom dobbelt ild som følge av krigen mellom Iran og Irak.

Samordne

Samtidig forsøker statene å samordne sine bestrebelser på å knekke den kurdiske motstandskampen. Tyrkiske tropper har for eksempel beveget seg langt inn på iraksk område i klappjakten på «kurdiske opprørere».

Både tyrkiske og iranske myndigheter har dessuten igangsatt massedeporasjoner av kurdere for å isolere kurdergeriljaen. Grenseområdene er omdannet til militærsoner. De kurdiske flyktningene i Iran kjemper nå for livet - både mot Khomeinis Phantom-jagere og mot vinterkulda som nå setter inn i høylandet hvor de befinner seg.

I Irak er en tredel av det kurdiske området blitt evakuert. Fra 1975 til i dag har 600 000 kurdere blitt deportert til Sør-Irak. 2000 kurdiske landsbyer er blitt jevnet med jorda. Regimets bestrebelser på å assimilere den kurdiske befolkningen og å lamme geriljaen har likevel ikke lyktes.

Siden ayatollah Khomeini kom til makta i Iran (1979) har 100 000 iranske kurdere blitt tvangsflyttet. 25 000 flyktninger i høylandet i nord befinner seg i en desperat situasjon, som følge av krigen mellom Iran og Irak.

Teheran hevder nå å ha knekket ryggraden på den kurdiske geriljaen, etter en tre måneders offensiv. 2000 kurdiske gerilja-

soldater skal ha overgitt seg til den iranske regjeringshæren til nå i år.

Siden militærkuppet i Tyrkia i 1980 har kurderne blitt utsatt for en systematisk terror og undertrykkelse. Minst 30 000 kurdere, sannsynligvis langt flere, har blitt sperret inne i tyrkiske fengsler. Tallet på døds ofre er ukjent, men stort. To tredeler av den tyrkiske hæren har blitt stasjonert i de kurdiske områdene for å holde kurderne i sjakk. De fleste meldingene går ut på at motstandskampen i tyrkisk Kurdistan er fullstendig lammet. Flere bølger av sultestreiker i fengsler over hele Tyrkia det siste året tyder på at motstandsviljen ikke er knekket.

Formålet med den nye «opprenskingsaksjonen», som ble satt i gang 15. august, er etter alt å dømme å hindre at kurderuroen i nabolandene skal spre seg til Tyrkia.

Den lille kurdiske jenta fra landsbyen Gevas, er bosatt midt i sentrum for den tyrkiske masseterroraksjonen som nå ruller over de kurdiske områdene i Tyrkia.
(Foto: Sverre Strandhagen)

7. 11. 1984

Norges Røde Kors er nå i ferd med å koordinere den første større hjelpesending til iranske kurdere i Iran. Utenlandssjef Sverre Kilde i Norges Røde Kors har nylig kommet tilbake fra en reise i grenseområdene mot Irak og kan bekrefte at prøvesendingen på seks tonn klær og medisinsk utstyr kom raskt fram og ble distribuert.

— I løpet av november vil vi sammen med Røde Kors-foreninger i Norden, Europa og Canada sende 20 tonn hjelpeforsyninger til en verdi av tre millioner kroner til området, sier han.

— Det befinner seg i dag om lag 25000 iranske kurdiske flyktninger i grenseområdene Shahidan, Surdash og Shifter. Flyktningene lever under svært kummerlige forhold, og sykdomsfrekvensen er meget høy spesielt hos barn. Mageinfeksjoner og hudsykdommer er meget utbredt, understreker Kilde.

Øverst på behovslisten står utstyr til et operasjonsrom til sykestua i Surdash, og ikke minst medikamenter. Hjelpe-sendingen vil også omfatte ulltepper og vintertøy til barn og voksne.

Aftenposten

9. 11. 1984

Røde Kors-hjelp til kurdiske flyktninger

JOHN HARBO

Norges Røde Kors har sendt seks tonn medisinsk utstyr og klær til kurdiske flyktninger fra Iran som befinner seg i Irak. Senere denne måned skal det sendes ytterligere 20 tonn.

Utenlandssjef Sverre Kilde i Norges Røde Kors er nettopp kommet tilbake fra et besøk i grenseområdene mot Iran. Han forteller at det er omkring 25 000 flyktninger i området — de aller fleste er kurdere. De er kommet fra Iran i løpet av det siste året. Kurderne frykter at Iran skal iverksette en operasjon for å tømme et område på sin side av grensen for innbyggere. Det vil berøre ialt 60 landsbyer hvor det bor omkring 15 000 menneker. — Disse vil trolig forsøke å ta seg over grensen til Irak fremfor å bli deportert til andre steder i Iran, sier Kilde i en samtale med Aftenposten.

Området Sverre Kilde besøkte kontrolleres av kurderne selv. Den viktige organisasjonen er

Kurdistan kommunistpart, Kumala, men det er en kurdisk hjelpekomité som har mottatt og fordelt hjelpeforsyningene, forteller han. Spørsmålet om bistand fra Røde Kors ble først tatt opp av en representant for hjelpekomitéen som er bosatt i Sverige.

Kilde opplyser at situasjonen for flyktningene er meget vanskelig. De oppholder seg i nesten 2000 meters høyde og i løpet av et par uker ventes den første sneen. Når den neste forsendelsen med 20 tonn er fremme, vil trolig behovet for medisiner og klær være dekket til et stykke ut i 1985. Det kan imidlertid bli aktuelt å sende en lege fra Norge for å se på situasjonen blant flyktningene. Det er ni lokale leger i området og disse har for-søkt å lære opp førstehjelpere.

Ifølge Kilde kan det by på problemer å få innreisevisum for en norsk lege. Selv hadde han til å begynne med visse visumproblemer.

Hjelpearbeidet blant de kurdiske flyktningene skjer i samarbeide med andre Røde Kors-foreninger i Europa og Canada. Forrige gang Norges Røde Kors

var engasjert i Irak var i 1974—75 da forsyninger til kurderne der ble fraktet inn via Iran. Også i Iran er det idag kurdiske flyktninger, som er hjemløse i sitt eget land. Disse regner Kilde det er små muligheter for å hjelpe i dagens situasjon.

På en pressekonferanse i Oslo igår la flere kurdiske og tyrkiske grupper frem et åpent brev som er sendt til den norske regjering, med bønn om støtte til kurderne sak. Brevet, som også er undertegnet av Solidaritetskomitéen for kurderne, anklager Tyrkia for å ha planer om et folkemord mot kurdere. Regjeringen blir bedt om å ta kurderne sak opp i NATO. Europarådet, FN og andre internasjonale fora og «fordømme de tyrkiske myndighetenes aggresjonspolitik i Midt-Østen».

Det bor idag kurdere i Tyrkia, Iran, Irak, Syria og Sovjet-Unionen. Siden midten av august har tyrkiske myndigheter slått til mot kurdere både på tyrkisk og iransk område. I brevet til regjeringen heter det at 80 000 kurdere er deportert til Syd-Tyrkia mens mange er flyktet over grensen til Irak.

- Kurderne skal knekkes

— Tyrkias viktigste mål er å knekke kurderne i Irak og Iran. Dette er hovedgrunnen til at en større militæraksjon nå er satt i gang fra den tyrkiske regjeringens side.

Av ARNE FOSS

Det var Baran Ararat fra Kurdistans demokratiske arbeider-

forening som sa dette på en pressekonferanse i Oslo i går. Sammen med andre kurdiske og tyrkiske foreninger i Norge har partiet sendt et brev til den norske regjering. Norge må protestere mot den terror som det kurdiske folket utsettes for i Midtøsten i dag, heter det i brevet og det påpekes at Tyrkia er Norges allierte i NATO.

Kurder-offensiv i Irak?

Bagdad, 12. november.

(UPI) Kurdiske opprørsstyrker i den oljerike nordlige delen av Irak truer med å gjenoppta kampene mot regjeringsstyrkene. Forhandlinger med regjeringen, som har vart i nesten et år, er brutt sammen.

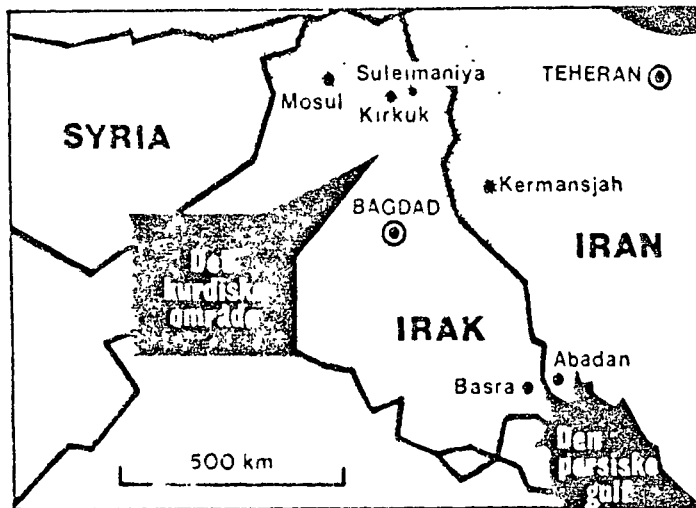
Iraks president Saddam Hussein har forgjeves gjort forsøk på å gjenoppta forhandlingene med Kurdistans patriotiske union (PUK) samt fornye våpenhvilen i de kurdiske områder. Dette er bekreftet både av kilder blant opprørerne og vestlige og arabiske diplomater.

PUK, som ledes av Jalal Talabani, er den ene av to større kurdiske organisasjoner i den nordlige delen av Irak. Talabani selv er vendt tilbake til sitt tilholdssted i fjellene i Suleimaniya-provinsen.

Det er meldt at opprørerne nå er i ferd med å omgruppere sine styrker for å gjenoppta kamphandlingene. Kampene stanset i desember ifjor da opprørerne innledet forhandlinger med sentralregjeringen. Ifølge opprørskilder var hensikten med samtalen å sikre de anslagsvis tre millioner kurderne i Irak øket selvstyre og en større andel av landets oljerikdommer.

Situasjonen er i ferd med å bli svært alvorlig for regjeringen, fremholder en vestlig diplomat. Irak forsøker å gjenoppta forhandlingene, sier en kurdiske kilder, som antyder at Talabani forsøker å vinne tid for nye handlingsbryter ut.

Militære ekspediter opplyser at Talabanis PUK og Kurdistans demokratiske parti (KDP) tvinger Irak til å holde fire divisjoner med 10000 man-



des av Massoud Barzani, støttes av Iran.

Det bor mellom 7 og 16 millioner kurder i fjellområdene som strekker seg fra det østlige Tyrkia, gjennom Nordøst-Syria og Irak inn i det nordvestlige Iran og Sovjet-Unionen. I oktober kunngjorde Tyrkia og Irak en avtale for å slå ned kurdiske opprørere som har sine baser i Irak. Personer, som kommer fra grensområdet mellom Irak og Tyrkia, forteller imidlertid at situasjonen i den nordlige del av Irak forverres raskt og at det nesten daglig er sammenstøt.

Talabanis Pesh Merga-styrker, som anslås til 5800 mann, skal nå ha gjenopptatt samarbeidet med Barzanis 4000 mann. Barzani har vært motstander av forhandlingene med myndighetene.

— Vi forsøker å gjenoprette

aksjonsgrupper, deriblant KDP, sier en PUK-talsmann, som opplyser at sammenstøtene mellom de to organisasjoner er stanset.

Diplomater i Bagdad mener forhandlingene brøt sammen fordi de støtte på motstand innen Iraks regjerende Baath-parti. Talabani og regjeringen kunne ikke bli enige om kurdiske kandidater til valget på ny nasjonalforsamling i april i år. Baath-partiet fryktet at kurderne, som ikke kontrolleres av partiet, skulle bli en opposisjon mot regjeringen. Det tolereres ikke i Irak. Opprørerne og regjeringen var også uenige om hvor store kurdiske områder som skulle få indre selvstyre.

Hvis det hadde lyktes å få i stand en avtale, ville det betydd at 2500 fengslede kurdere ville fått amnesti mens 600 000 kurdere, som er deportert, ville fått

To aksjoner

Tyrkiske militære satte i høst i gang to militære aksjoner. Den ene var rettet mot kurderne i eget land, den andre mot kurderne i Irak. Tyrkia fikk tillatelse fra Irak til å rykke over grensa. Det skjedde etter heftige protester fra Iran.

— Vi vet ikke så mye om det som til nå har skjedd i Irak, bare at de tyrkiske soldatene fortsatt er der. Men i Tyrkia er landsbyer bombet og sivile drept, og langs grensa mot Irak er det etablert en 20 kilometer bred militærsoner. Den omfatter flere hundre kurdiske landsbyer, sa Ararat.

«Het saboteursnest van Iran»

Koerdistan

Regelmatig worden berichten door- gestuurd over de Iraaks-Iraanse oor- log en de daarmee gepaard gaande onveiligheid in de Perzische Golf. Minder bekend is dat Teheran sinds vijf jaar een bloedige oorlog uitvecht in Koerdistan. In cijfers uitgedrukt: niettegenstaande de Golfoorlog het gros van het Perzisch leger opeist zijn permanent **250.000** Iraanse man- schappen in Koerdistan gelegerd. Dit leger bestaat uit geregelde soldaten maar vooral uit **pasdars**: de in Koer- distan gehate Revolutionaire Wach- ten van Khomeiny. Twee artilleriedi- visies werden begin dit jaar naar Iraans-Koerdistan gezonden: **Qods** («Jeruzalem») en **Djoundoulah** («Sol- daten van God»). Tegenover deze overweldigende troepenmacht staan **12.000 pesjmergas** (letterlijk vertaald: «zij die gaan sterven») van de Koerdis- che Democratische Partij van Iran en nog eens **800 guerrilleros** van de mar- xistische Komala-partij. Het Koer- disch verzet controleert een bevrijde zone van **40.000 km²** (op **125.000 km²**) en heeft daar zoals in Eritrea een uitgebreid net opgebouwd van scholen, hospitalen, drukkerijen enz.

In feite is Koerdistan het enige deel van Iran waar een enigszins belangrij- ke verzetshaard tegen het Khomeiny- regime kon standhouden. Nochtans hebben de Iraanse Koerden een zeer belangrijke rol gespeeld in de opposi- tiebeweging tegen de sjah-dynastie. Maar kort na de terugkeer van ayatol- lah Khomeiny bleek snel dat er bin- nen de fundamentalistische opvattin- gen van de mollahs geen plaats was voor religieus pluralisme – de Koer- den zijn overwegend sunnitische mos- lims, terwijl de Iraanse regering in handen is van de sjiietische secte – of voor autonomie voor de Koerden. Khomeiny schold de Koerdische lei- ders, naargelang de context, uit voor saboteurs van de revolutie, handlan- gers van Moskou, agenten van het zionisme, lakeien van de Verenigde Staten of vijfde colonne van Bagdad. De Nieuwe had een gesprek met dr. **Abdoul Rahman Qassemilou**, de voor- zitter van de in 1945 opgerichte **Koer- dische Democratische Partij** in Iran (KDPI).

Vijf jaar geleden, in 1979, had U een gesprek met Mark Kravetz van de Franse krant Libération. U was toen zeer optimistisch wat betreft

de militaire situatie. Toch is die situatie sindsdien nauwelijks veran- derd: het leger en de pasdars con- troleren de steden, het verzet is baas in de bergen. Maar vooruit- gang werd er niet geboekt.

U weet dat een revolutionair altijd optimistisch moet zijn, anders kunnen we er beter mee ophouden. Maar ik heb mijn pesjmergas altijd gezegd dat de strijd lang kon duren. En dat geldt nog steeds. Het regime van Khomei- ny is nu al vijf jaar met ons in oorlog. Vijf jaar geleden, kort na mijn ont- moeting met Mark Kravetz, waren wij in staat om de Koerdische steden te heroveren op het Iraanse leger. Dat is toen ook gebeurd, mijn opti- misme was toen dus wel gerechtvaardigd. We hebben toen gedurende zes maanden met de ayatollahs onder- handeld, zonder resultaat. Het werd meer en meer duidelijk dat er binnen het kader van de islamitische repu- bliek geen plaats was voor onze ver- zuchtingen.

Democratie en autonomie

Legt U nog eens die verzuchtingen uit.

Ons programma behelst, in een notedop, het volgende: wij willen de- mocratie in Iran en autonomie voor Koerdistan. Khomeiny en de andere ayatollahs accepteren noch democra- tie, noch autonomie. Sinds ons vijfde congres van drie jaar geleden zijn we heel duidelijk: het regime van Kho- meiny moet gewapenderhand omver- worpen worden. Maar om verder te gaan over de militaire situatie: we hebben uiteindelijk de steden verla- ten om voordehandliggende redenen. Onze aanwezigheid daar was voor Teheran een voorwendsel om die te bombarderen, te verwoesten. De bur- gerbevolking werd teveel het slachtof- fer daarvan. Maar voor het overige hebben we na vijf jaar onophoudelij- ke oorlog zeer goed stand gehouden. Overdag controleert het Iraanse leger de voornaamste verbindingswegen, vanaf vijf uur 's avonds zijn wij de baas. We kunnen alle Koerdische ste- den binnen als we dat willen, onze pesjmergas zijn overal.

Tot vijf jaar geleden vochten jullie in de eerste gelederen tegen de sjah.

Nu voeren jullie oorlog tegen de bondgenoten van toen. Had U toen niet kunnen voorzien dat de islami- tische fundamentalisten binnen hun ideologie geen plaats hadden voor het Koerdische nationale en democratische streven?

Toen we tegen de sjah stredden zijn we er niet in geslaagd een ernstig nationaal democratisch front uit te bouwen. Indien dat wel was gebeurd, zou Khomeiny nu wellicht niet de lakens uitdelen in Teheran. Hij heeft geprofiteerd van de verdeeldheid bin- nen de oppositie, om alle macht naar zich toe te trekken. De opstand tegen de sjah was geen islamitische revolu- tie, en als hij nu het tegendeel be- weert, dan liegt hij. Hij heeft zich gewoon meester gemaakt van de macht in naam van de islam. De ayatollahs waren het beste georgani- seerd. Maar de situatie verandert snel. Wij zijn ervan overtuigd dat we het regime binnen onafzienbare tijd zware slagen kunnen toebrengen. Wij zijn trouwens de enige échte oppositie die heeft standgehouden tegen het militaire geweld en de repressie van het regime. Khomeiny heeft stap voor stap alle andere opposanten vernie- tigd. Maar we zijn er ons tevens nederig van bewust dat wij op ons eentje niet in staat zijn om het huidige regime door een ander te vervangen, wij alleen zijn geen volwaardig alter- natief. Wij zoeken daarom bondgeno- ten bij andere partijen in Iran, en daarom zijn we toegetreden tot de Nationale Raad van het Verzet waar- binnen ook de **Moudjahidin van het Volk** actief zijn. Die raad moet overi- gens volgens ons nog uitgebreid wor- den, en dat moet mogelijk zijn. Vol- gens ons is minstens 90% van de bevolking Khomeiny meer dan beu.

Iraans-Irakse oorlog

Dat zegt U en dat proberen velen ons te laten geloven, maar als we in het westen beelden zien van mani- festaties in Teheran lijkt het ons toch dat de ayatollahs hun laatste woordje niet gezegd hebben.

De laatste manifestatie die door het regime werd ingericht telde maar **20.000** betogers. Voorheen kon Kho- meiny honderdduizenden, nee, mil-

joenen mensen mobiliseren. Bij zijn terugkeer uit het buitenland stond bijna iedereen achter hem. Nu steunt hij nog op een minderheid van, dat is waar, eenvoudige, diepgelovige mensen. Vooral de middenklassen, die aanvankelijk achter de ayatollahs stonden, hebben zich nu van hem afgekeerd. In Koerdistan heeft Khomeiny uiteraard helemaal geen aanhangers.

Iraans Koerdistan grenst aan Iraaks Koerdistan. Welke implicaties heeft de Iraans-Iraakse oorlog voor de Koerden?

Sinds twee jaar probeert Iran het slagveld te verleggen van het zuiden naar het noorden. Dat is logisch, want de oorlog tegen de Koerden is in Iran geen populaire oorlog. De regering van Teheran kan deze oorlog maar moeilijk verkopen aan het Iraanse volk. Iran heeft er dus belang bij de oorlog in het noordelijke grensgebied te voeren; daar is toch al een belangrijk deel van het leger permanent «geblokkeerd», en het voorwendsel van de Iraakse agressie kan gebruikt worden om tegen de Iraanse Koerden militair op te treden. Psychologisch is die strategie al volop bezig: de Koerdische verzetsstrijders worden meer en meer «huurlingen van Irak» genoemd.

Hoe ziet de situatie er aan de andere kant van de grens uit?

In Irak zijn verschillende Koerdische organisaties. De belangrijkste is de Patriottische Unie van Talabani...

Het akkoord van 1921

Een organisatie die zwaar door Damascus gesteund wordt!

...dat was vroeger wellicht het geval. Talabani is enkele maanden geleden onderhandelingen begonnen met de Iraakse regering. Tot dusver is er geen akkoord gekomen, maar de wapenstilstand blijft van kracht. Ik vind dat een goede zaak: de organisatie van Talabani vindt dat de grootste vijand van de Koerden niet de Iraakse regering is, maar Khomeiny. De pesjmergas van Talabani zijn trouwens in Iraans Koerdistan komen meevechten tegen Khomeiny. Een tweede Iraaks-Koerdische organisatie wordt geleid door de zonen van Barzani. Het gaat om een groep met een kleinere politieke basis, die echter militair sterk is omdat hij gesteund wordt door de CIA en door Khomeiny. Die groep



Gassemlou onze beste bondgenoten zijn de bergen

vecht verder tegen Bagdad. Een vrij ingewikkelde situatie dus. Wat ons betreft, wij zijn duidelijk: onze strijd situeert zich binnen de Iraanse grenzen. Wij eisen autonomie, maar we willen niet interveniëren in binnenlandse aangelegenheden van Turkije of van Irak, voor zover men bij ons tenminste niet tussenkomt.

Maar Turkije wil toch tussenkomen? Het heeft een akkoord gesloten met Teheran om Koerdische pesjmergas over de grens te achtervolgen.

Als Turkije de daad bij het woord zou voegen, wat ik niet geloof, dan zullen wij militair optreden tegen het Turkse leger.

Waarom stond Turkije op dit akkoord?

Verleden jaar is het Turkse leger tussengekomen in Iraaks Koerdistan, maar dat was in een streek waar weinig Koerdisch verzet is. Als de Turken bij ons opereren, zullen ze geconfronteerd worden met militaire weerstand. Maar ik geloof echt niet dat in Teheran rekening gehouden wordt met een eventuele Turkse interventie.

Waarom niet?

Turkije onderhoudt zeer goede economische betrekkingen met Iran. Ankara profiteert anderzijds van de Iraaks-Iraanse oorlog. Er zijn nogal wat spanningen tussen beide landen. Iran wil Turkije verder «islamiseren».

Verschillende door Teheran gesteunde fundamentalistische groepen zijn actief in Turkije, en de Turken zijn daar zeer gevoelig voor. Omgekeerd

zou een Turkse inmenging op Iraans grondgebied door Teheran niet erg op prijs gesteld worden. Er is echter nog een belangrijker reden: het gebied waar Turkije eventueel operaties zou kunnen uitvoeren, ligt in de buurt van de grens met de Sovjetunie. Ik geloof niet dat een lid van het Atlantisch pact zomaar tot voor de grenzen van de Sovjetunie kan doordringen. Bovendien is er nog altijd het akkoord van 1921, afgesloten tussen de Sovjetunie en Iran, dat bepaalt dat wanneer een vreemd leger Iran binnenvalt en de grens tussen de Sovjetunie en Iran bedreigt, de Sovjetunie het recht heeft rechtstreeks tussen te komen in Iran.

Khomeiny heeft zich toch al teveel afgezet tegen de «twee supermachten» om een akkoord van 1921 over een militaire tussenkomst van de Sovjets te aanvaarden...

Dat neemt niet weg dat de Sovjetunie dit akkoord nog als rechtsgeldig beschouwt.

Oorlog voeren kost geld. Door wie worden jullie gesteund?

Geen enkele regering steunt ons. Dit steekt schril af tegenover de steun die de Palestijnen bijvoorbeeld krijgen. Maar een staat die Koerden zou steunen zou al gauw moeilijkheden krijgen. Turkije is lid van de NATO, de andere staten zijn belangrijke olieproducenten.

Toch zijn er krachten die baat hebben bij een destabilisering van het Iraans regime. Voor hen zijn jullie toch wel potentiële bondgenoten.

Misschien. Wij hebben ons politiek afgestemd op iedereen die ons wil helpen, maar we aanvaarden geen enkele voorwaarde. Bovendien willen we niet dat de steun aan ons ten koste van de Koerden in een ander land zou gebeuren.

U doelt op Irak?

Wij onderhouden betrekkingen met Bagdad. Onze munitietoevoer, onze logistieke bevoorrading gebeurt over Irak en dat steken wij niet weg. Maar dit gebeurt niet ten koste van de Iraakse Koerden, integendeel. Ik kan u ook verzekeren dat wij uit Europese landen alleen humanitaire steun krijgen, dekens en tenten bijvoorbeeld, en door de Sovjetunie worden we helemaal niet gesteund. Weet u, onze beste bondgenoten dat zijn de bergen.

Christian DUTOIT

IL NOSTRO INVIATO FRA I CURDI IN ARMI CONTRO KHOMEINI

I figli del Feroce

Saladino

Come gli afgani, hanno un bellicoso passato raccontato anche nell'«Anabasi» di Senofonte - I guerriglieri hanno assunto il nome di Pesh Merga (che significa «davanti alla morte») - Tè e formaggio caprino divisi con cinque prigionieri appena catturati

NOSTRO INVIATO SPECIALE

DAL KURDISTAN IRANIANO — «Pesh Merga» vuol dire, in curdo, «davanti alla morte». Sono quelli che certamente la sfidano, ma con cautela, bene appostati: per l'agguato dietro un argine o una roccia: per cui la morte sembra privilegiare — sempre più nettamente — i loro nemici, i soldati e i pasdaran di Khomeini, che combattono fuori casa e vanno un po' ingenui allo sbaraglio. Insomma, se le statistiche sono oneste, dovrebbe spettare proprio a questi ultimi quella secca, funerea definizione.

Come sempre, la contabilità è incerta. Sento dire che, dalla primavera del '79 — dopo l'avvento dell'Ayatollah in Iran — i curdi ammazati (tra guerriglieri e civili) sarebbero circa 15 mila. Ma a Dastar, in territorio di frontiera iracheno dove si trova il quartier generale del PDKI (Partito Democratico del Kurdistan Iraniano), fanno lievitare la valutazione: parlano di duemilacinquecento vittime tra i loro Pesh Merga e di trentamila civili. I mujaidin, che fanno l'opposizione armata nel Kurdistan, hanno perso solo una sessantina di uomini, ma la loro decimazione — più di quarantamila — e nelle città iraniane, dove il regime è spietato. Anche il Komala, organizzazione marxista curda che rappresenta al nord il nuovo partito comunista iraniano, ha avuto i suoi lutti. Il loro capo, Ibrahim Alizadeh, mi fa sotto una tenda dei conti precisi: «Milletrecentocinquanta Pesh Merga morti in combattimento — dice —, cinquecento civili; trecento circa giustiziati in prigione. Ma il conto va aggiornato».

Quattro offensive

Da marzo ad oggi in sono state nel Kurdistan iraniano — secondo un leader del PDKI, Sayid — almeno



KURDISTAN IRANIANO — Una formazione di Pesh Merga sulle montagne di Mahabad.

quattro grosse offensive: ma le forze di Khomeini subiscono l'imprevedibilità della guerriglia, che le stanca e le martella nelle tortuosità delle montagne, e non hanno avuto finora nessuna concreta possibilità di annientare questi amici della morte. Come gli afgani, hanno un bellicoso passato. Senofonte ricorda nell'«Anabasi» che i «carduchi» (i curdi) sconfissero diecimila soldati greci: «C'è poi quel Feroce Saladino», curdo pure lui — che nel 1187 stermina i crociati e restituisce Gerusalemme all'Islam.

Con i suoi guerriglieri, il PDKI ha certo un ruolo preminente nella lotta, e uno dei suoi capi, Abdullah Hassan Zahed, posseduto da una mistica serenità sunnita, assicura che il rapporto delle vittime è di uno a venti a loro favore: e che i pasdaran di Khomeini contano già più di cinquantamila morti, i mujaidin molto me-

no numerosi ma discretamente organizzati sostengono di averne eliminati trecento in una sola settimana; e per il Komala, il rapporto oscillerebbe addirittura da trenta a cinquanta a uno. Ognuno è pronto a ricordarti che nella primavera dell'83 il regime perse circa seimila uomini (cento per chilometro) nel tentativo di riaprire la strada verso Mahabad: ma l'immaginazione postuma potrebbe aver gonfiato il bilancio.

La zona di Mahabad è probabilmente — anche per ragioni storiche — la più calda della regione. Diciamo — sostiene il comandante militare Shakra — che qui ci sono più Pesh Merga che in ogni altra parte del Kurdistan. Venticinque anni, gli occhi chiari, robusto quanto basta, la mira infallibile. Punta una cornacchia in volo e la trafigge. All'inizio di agosto, con 150 uomini che adesso mangiano riso bolli-

to, aveva attaccato e tenuto la città di Mahabad (80 mila abitanti) per 24 ore. Abbiamo combattuto strada per strada, distrutto tre basi, ucciso più di 80 pasdaran e regolari. Da parte nostra, quattro morti. Finita la battaglia abbiamo cenato dai nostri amici... Nessuna fretta, anche le guarnigioni urbane raggruppano circa 12 mila uomini. Attorno, nella campagna, il nemico ha 83 basi, con 40 od 80 soldati ciascuna».

Se vogliono sferrare attacchi massicci, le truppe di Teheran dispongono di un buon arsenale: cannoni da 105 e 125, mortai da 80 e 120, Katiusha e Dashaka. Ma hanno anche elicotteri per trasportare i contingenti nei luoghi disagiati e quand'è necessario — informa Shakra — impiegano pure carri armati Chieftain, T 55 e i più mobili Scorpion (che non ho mai visto). Ma tutto ciò pare serna a poco, se dobbiamo

credere ai desolati racconti dei prigionieri iraniani che incontriamo in zona: da cui emerge sfiducia, rassegnazione, angoscia.

Dei cinque appena catturati, con cui i Pesh Merga dividono ora te e formaggio caprino, nessuno ammette di essere un pasdaran, una fedele guardia di Khomeini arruolatosi in nome della rivoluzione islamica: pretendono tutti di essere «regolari».

Dice Farhad Sedgi, 21 anni: «Vengono nelle nostre case o ci arrestano per strada e ci mandano in guerra». Un altro, Hashemi, stessa età: «Io sono riuscito a nascondermi per un paio d'anni: poi mi hanno beccato e spedito in Kurdistan».

Si lamentano: «Dopo quattro mesi di servizio, ognuno di noi ha ricevuto soltanto 330 tumans (6 dollari circa), ma ora ci hanno promesso 1800 tumans al mese. Non abbiamo neanche i soldi per le sigarette». La condizione dei militari iraniani riflette quella dell'intero Paese che, secondo uno dei prigionieri, è disastrosa: «Tutto è razionato. Abbiamo dei buoni per il cibo ed altro, ma al mercato, nei bazar, non si trova più niente. Ci sono code chilometriche per il pane, lo zucchero, il sale...»

Il giudizio su Khomeini e il regime dei mullah? Negativo. Ma qui bisogna tener conto della loro condizione psicologica. Dopo qualche ritrosia, uno ammette di aver saputo che c'erano «esecuzioni sommarie» e che «ammazzavano giorno e notte»: «Komeini ha cambiato la nostra vita in peggio. Siamo molto più poveri che in passato. No, non è amato. Speriamo che cada. Se noi soldati non fuggiamo dalle basi, è perché teniamo le ritorsioni sulle nostre famiglie».

Faccio un salto alla prigione del PDKI, dalle parti di Daftar: 38 guardie per 70 detenuti: 28 «regolari», 25 pasdaran, 11 agenti (spie), 6 «jash». Questo è il nome af-

re trattati non diversamente dagli altri. «Hanno fatto una ragazzata — dice il comandante della prigione, Salim —, anche se poco simpatica. Ma la cosa è diversa per i 'jash' che hanno commesso dei crimini: uno è stato giustiziato».

Considerato il vasto impiego che il regime di Teheran fa dei minorenni, non è poi una grande sorpresa incontrare anche qui tre bambini di 12 anni, tutti della città di Sirdacht. «I governativi — dice Salim — li mandavano in mezzo a noi per spiarci e avvelenarci il ran-cio». Si sentono importanti quando li faccio fotografare e pare non soffrano la nostalgia di casa: «Li terremo ancora un poco, perché imparino la lezione, poi li rimanderemo dalle loro mamme», dice il capo.

Terra di nessuno

Daftar, dove c'è il quartier generale del PDKI, non è geograficamente nel Kurdistan iraniano: è in Iraq, ma in una zona di confine, praticamente evacuata nel '75, che forse non è improprio chiamare «terra di nessuno». E' uno sconfinamento che non preoccupa il governo di Bagdad, dato che il nemico da combattere è lo stesso, il regime di Teheran. Per questo l'«ospitalità» è stata tacitamente estesa anche ad altre forze antikhomeiniste, come i mujaidin e come il Komala, il quale — per la sua matrice duramente marxista — non avrebbe mai potuto in altre circostanze operare in suolo iracheno, per quanto periferico fosse.

Daftar non è che un mucchietto di case e di tende, con un giro di montagne intorno. Una di quelle case, tutte in muratura e tutte a un piano — come usano i curdi — è l'alloggio del dott. Abduraham Ghasseini, il leader del Partito Democratico del Kurdistan Iraniano, assente in questi giorni. Il solo privilegio della sua abitazione è

una doccia privata, per primitiva che sia. Le sue veci, al momento, le fa Abdullah Hassan Zadeh (già citato), che chiamano Mamustà (Maestro) per la sua leadership spirituale. Tutti gli altri sono «kak» (fratelli): una fratellanza non intesa in senso francescano, ma nata dalla consanguineità rivoluzionaria. E così anch'io sono diventato «kak» Ettore.

«Il nostro partito — mi dice Mamustà — fu fondato nel maggio del 1945. Il 22 gennaio del '46 venne proclamato lo Stato della Repubblica del Kurdistan', più noto come 'La Repubblica di Mahabad'. E' vero, durò solo 11 mesi, ma durante questo periodo facemmo grandi passi: nella cultura, nella lingua, sul piano sociale. Ci fu anche un avvenimento sensazionale per un Paese del Medio Oriente: una legge — nostra — che sanciva la parità di diritto tra uomo e donna. Era troppo! I nostri leaders vennero impiccati il 30 marzo del '47».

Ripercorriamo insieme le tappe della tragedia curda, non solo in Iran. Il trattato di Sevres (1920), il trattato di Losanna (1923), con cui Gran Bretagna e Francia decidono la spartizione del territorio curdo (475 mila Kmq. una volta e mezzo l'Italia) in cinque Stati, Turchia, Iran, Iraq, Siria, Armenia (URSS); e poi, soprattutto, l'accordo di Algeri (6 marzo 1975) che Teheran e Bagdad stipularono per i propri interessi «sulla pelle, sempre, dei curdi».

I rapporti del PDKI con Khomeini si sono subito inveleniti: «Noi — racconta Mamustà Abdullah — fummo perseguitati dallo Scia dai tempi della Repubblica di Mahabad. Nel '68 fummo sbaragliati, dopo una resistenza armata di diciotto mesi. Eravamo soli. Prendemmo certamente parte alla Rivoluzione del '79 e quando Khomeini prese il potere gli chiedemmo — pacificamente — quei diritti all'autonomia che lo Scia ci

aveva sempre negato. Come parlare al muro. Il 19 agosto '79 dichiarò la guerra santa contro i curdi. Da oltre quattro anni, oggi noi siamo i soli a combattere».

A Daftar si respira un'aria buona. La sera si mangia in cento in un refettorio dal pavimento obliquo su cui fanno scivolare due stuoie d'incenerata e i piatti passano giù a catena. Non c'è clima di caserma. «I nostri Pesh Merga — mi fanno notare — sono un po' speciali. Hanno un concetto un po' elastico della disciplina militare. Ma quando viene il momento, allora nessuno sgarra».

Scendo con la Toyota verso sud. Nel villaggio di Gapehon c'è il gran nemico del-

l'Ayatollah, lo sceicco Ezzedin Hosein, capo spirituale della comunità sunnita di Mahabad, che lasciò l'Iran nella primavera dell'80. Sessant'anni, ascetico, la barba grigia, appena un filo di voce emesso penosamente da due corde vocali squassate, diede il suo appoggio a forze di sinistra — come il Komala — che avevano bisogno di una «copertura». Ora è fuori dalla mischia, ma il suo giudizio su Khomeini resta eguale: «Il suo regime non è islamico, non lo è mai stato. E' nemico di tutto il pensiero e di tutto ciò che l'uomo ha fatto per la cultura dell'umanità. Ma ora gli stessi sciti hanno capito che Khomeini non è l'Islam, anzi è il contrario dell'Islam».

Qual è il suo messaggio dall'esilio?

E lui, con quel penoso filo di voce: «Chiunque sostenga Khomeini è nemico dell'Umanità».

Ettore Mo

(3 - continua)

© Copyright «Corriere della Sera»

THE



TIMES

27. 11. 1984

**PRISONERS
OF CONSCIENCE**

**Turkey:
Mumtaz Kotan**

By Caroline Moorehead

A 42-year-old lawyer from Ankara, imprisoned in Diyarbakir military prison since April, 1980, is believed to have been tortured repeatedly since his arrest.

Mumtaz Kotan is a Kurd and he has been sentenced to eight years in prison to be followed by two years and eight months internal exile, on charges of belonging to the illegal Kurdish organization Rizgari. He has not been charged with any involvement in violent activities.

This is Mumtaz Kotan's second prison sentence. In 1971 he was arrested and tried for membership of a Kurdish cultural organization. In his defence speech, he upheld the Kurdish language and culture and stated that he believed Kurds were being wrongly oppressed. He was then sentenced to 16 years in prison, but released after the general amnesty of 1974.

There have been several hunger strikes at Diyarbakir military prison to protest against torture and prison conditions. In August last year, Mumtaz Kotan's health was said to have been critical because of repeated torture.



Mr Kotan: Tortured many times since arrest.

AMNESTY INTERNATIONAL
Secrétariat International
Traduction Section Française
18, rue Théodore Deck
75015 - PARIS
Tel : 557.65.65

**ACTION
URGENTE**

EXTERNE

AU 292/84

SF 84 U 800
EUR 44/44/84

TURQUIE:

Huseyin Tayfun, avocat
Gani Sungur, enseignant
Pertev Isik, comptable
Ekrem Atalay

-CRAINTE DE TORTURE-

Paris, le 30 novembre 1984

Amnesty International a appris que ces quatre hommes, tous Kurdes, ont été arrêtés à leur domicile à Diyarbakir, Turquie du sud-est, et mis en détention le 16 novembre 1984. On ne sait pas où ils se trouvent actuellement. Amnesty craint qu'ils ne soient torturés.

A la suite d'attaques de postes militaires et de police par les guerilleros kurdes dans le sud est de la Turquie au cours des derniers mois, des centaines de Kurdes ont été arrêtés et Amnesty International a été informée de très nombreux cas de torture. On ne sait pas si la détention des quatre hommes mentionnés ci-dessus est liée ou non à ces événements. Le peu d'informations reçues laisse à penser que ces hommes ont été arrêtés pour avoir exprimé leurs opinions politiques non violentes.

Tant avant qu'après le coup d'Etat militaire de septembre 1980, Amnesty International a appris que des personnes auraient été torturées, en particulier pendant la période de détention au secret. Celle-ci est maintenant de 45 jours dans toutes les provinces où la loi martiale est toujours en vigueur, parmi lesquelles Diyarbakir. Les informations reçues par Amnesty laissent à penser que la torture est très répandue et systématique. Bien que les autorités démentent que la torture soit officiellement tolérée et déclarent que toutes les plaintes concernant des tortures font l'objet d'enquêtes et que toute personne qui en est reconnue coupable est poursuivie, Amnesty a eu connaissance de nombreux cas dans lesquels aucune mesure ne semble avoir été prise par les autorités pour enquêter sur les allégations de torture.

ACTION RECOMMANDÉE: Veuillez adresser des télégrammes et/ou aérogrammes demandant à connaître les raisons de la détention de Huseyin Tayfun, Gani Sungur, Pertev Isik et Ekrem Atalay, et insistant pour qu'ils puissent entrer sans délai en contact avec leurs avocats et leurs familles.

APPELS A:

General Kaya Yazgan (télégramme à: General Yazgan, Martial Law Commander,
Martial Law Commander Diyarbakir, Turquie)
DIYARBAKIR -Turquie
Prime Minister Turgut Ozal (télégramme à: Prime Minister Turgut Ozal,
Basbakanlik ANKARA, Turquie)
ANKARA Turquie télex: 42203 SFA TR - N° appel Turquie : 060700

Copies à l'Ambassade de la République turque: 16 Avenue de Lamballe 75016 PARIS
Prière d'organiser quelques appels émanant des mêmes catégories professionnelles que celles des victimes.

PARIS, 17 nov (AFP) - M. Claude Cheysson, ministre des Relations extérieures, a prononcé samedi un vigoureux plaidoyer en faveur des droits de travailleurs immigrés en France, en même temps qu'il a réaffirmé l'engagement du gouvernement contre la peine de mort.

Lors de la séance inaugurale du congrès biennuel de la Fédération internationale des droits de l'homme (FIDH), réuni samedi et dimanche au siège de l'UNESCO à Paris, M. Cheysson a notamment déclaré à propos des travailleurs immigrés vivant également en France : "Nous veillons à ce que les droits des travailleurs migrants soient respectés. Il sont venus alors que nous avons grand besoin d'eux. Nous avons une dette à leur égard, ils ont des droits sur nous. Ils doivent savoir qu'ils seront respectés, protégés, appuyés en entreprises et dans leur famille".

Le ministre a affirmé par ailleurs : "Nous sommes fiers d'avoir éliminé la peine de mort. Nous veillons à ce que ceci ne soit pas remis en cause".

Au plan international, M. Cheysson a stigmatisé "le mode insupportable de discrimination que constitue le régime de l'apartheid en Afrique du Sud, exemple sans précédent dans l'histoire".

Il a également présenté comme "un danger réel pour la paix" le désordre économique mondial, qui, selon lui "réduit à néant les espoirs de millions d'hommes" ayant parié sur la poursuite de la croissance des pays industrialisés.

Le congrès de la FIDH, qui a pour thème les droits de l'homme et les relations nord-sud, a également entendu M. Daniel Mayer, président du conseil constitutionnel et ancien président de la Fédération, préconiser "l'instauration d'une justice pénale internationale".

Le congrès, a invité l'actuel président de la FIDH, M. Michel Blum, a été intitulé "congrès Mehdi Zana", en l'honneur de cette personnalité kurde condamnée à 24 ans de prison en Turquie.

FIDH

AFP 17137 NOV 84

Le Monde

20. 11. 1984

Au bout de la nuit

Nuit terrible, bouleversante, reflet de ce que l'homme porte en lui de plus abject, mais aussi de meilleur. Nuit de désespoir et d'espoirs, témoin de souffrances que rien ne peut justifier et contre lesquelles combattent, sans relâche, partout, des hommes de bonne volonté. En consacrant aux droits de l'homme la nuit du samedi 17 au dimanche 18 novembre, TF1 a rempli une haute mission (1).

Témoigner, encore témoigner, toujours témoigner devant l'horreur où qu'elle soit, quelles qu'en soient les formes. Tel est le premier devoir. Le second est d'agir. Le motif lancinant jusqu'aux petites heures de l'aube. Des cauchemars bien réels, faits de chair et de sang, sont venus peupler ces heures habituellement envahies de rêves ou de frayeurs imaginaires. On percevait intensément, dans le silence nocturne, les récits, les images présentés par Roger Gicquel, pour marquer le congrès de la Fédération internationale des droits de l'homme,

réuni ces derniers jours à Paris. Des hommes, des femmes, sont venus raconter. D'autres ont exprimé leur message par le chant, la musique.

Ces heures d'insomnies que nous avons vécues, que sont-elles face à cette nuit permanente d'humiliation, de dénue-ment physique et moral où sont plongées les victimes des pouvoirs totalitaires et dictatoriaux ? Ceux qui sont atteints dans leur corps par la faim, la torture, l'incarcération arbitraire ont-ils le temps de voir la lumière du jour ? Il est impossible d'établir une hiérarchie des supplices. Les moins connus ne sont pas les moins terribles.

Voici le sinistre camp de Boiro, en Guinée, que l'on a appelé le Mauthausen d'Afrique. Pendant longtemps, malgré les informations d'Amnesty international, une chape de silence, « allant même jusqu'à la censure en France », s'est abattue sur cet enfer. Le premier reportage n'a pu être ramené qu'en avril der-

nier, après la mort de Sekou Touré. Les images de ce lieu maudit défilent accompagnées du témoignage de celui qui, aujourd'hui, le fait visiter : « Boiro, dit-il d'une voix monocorde, c'était l'instrument de la suppression totale. »

En Turquie, une sorte d'« accalmie sociale » s'est installée depuis la prise de pouvoir du général Evren, « Mais au prix de cent mille prisonniers et de la pratique systématique de la torture », dit M^r Christian Rostoker, qui a mené plusieurs missions dans ce pays et en Iran. « Tortures parmi les plus terribles et les plus violentes », ajoute-t-il. Pour lutter contre le goulag soviétique, de nos jours bien connu, on a installé, là-bas, un autre bagne : « le goulag turc ». Au Kurdistan turc, les conditions de détention sont tellement effroyables qu'une dizaine de prisonniers ont choisi, un jour, de s'immoler par le feu dans leur cellule, pendant qu'au même moments, le gouvernement en

faisait disparaître dix autres au lance-flammes. Le témoignage que M^r Rostoker rapporte d'Iran est tout aussi cauchemardesque : au pays des ayatollahs, des prisonniers sont vidés de leur sang avant d'être achevés... parce qu'on a besoin de cet « or rouge » pour les blessés du front.

Et puis le Chili, le Paraguay, l'Uruguay, l'Afrique du Sud, la Pologne, la Tchécoslovaquie, l'Afghanistan, l'Éthiopie, la Chine... Jusqu'à quand ces crimes ? Jusqu'à quand les complicités des gouvernements et des raisons d'Etat ? Dans ce voyage au bout de la nuit, la parole de ceux qui agissent et qui sont venus témoigner est apparue, malgré tout, comme une faible, mais indispensable, lueur d'espoir.

ANITA RIND.

(1) Antenne 2 y consacre depuis le 27 janvier 1983 son magazine mensuel « Résistances », qu'anime Bernard Langlois.

FEDERATION INTERNATIONALE DES **DROITS** **DE L'HOMME**

LA LETTRE DE LA F.I.D.H.

Vendredi 23 novembre 84

SPECIAL CONGRES dédié à MEHDI ZANA

Présentation

Le Congrès de la FIDH vient de se dérouler les 17 et 18 novembre à l'UNESCO sur le thème :

"DROITS DE L'HOMME ET RELATIONS NORD-SUD"

Plus de 500 personnes - dont de très nombreux représentants des Ligues affiliées à la FIDH - ont assisté à chaque séance de ce Congrès qui était dédié à MEHDI ZANA, ancien Maire de Diyarbakir (capitale du Kurdistan turc) et présidé par Monsieur Yves JOUFFA (LDH)

Monsieur Claude CHEYSSON, Ministre des Relations Extérieures, a ouvert le Congrès avant que Daniel MAYER (ancien Président de la FIDH) ne fasse son premier discours public depuis qu'il est Président du Conseil Constitutionnel.

Puis, plusieurs dizaines de personnes ont développé les 4 thèmes du Congrès :

- les droits économiques et sociaux dans les pays du Tiers-Monde,
- la situation des immigrés du Tiers-Monde dans les pays développés,
- la situation des réfugiés dans les pays du Tiers-Monde,
- l'universalité des droits de l'homme.

LA LETTRE DE LA F.I.D.H. LA LETTRE DE LA F.I.D.H

Ainsi, se sont succédées les interventions de Gérard Pierre CHARLES (HAITI - FIDH), Henri ROEMER (Consul Général du Luxembourg), Breyten BREYTENBACH, Sally N'DONGO (UGTSF), Jean-Pierre COT (ancien Ministre de la Coopération), Claude HERTZ (MDM), Gaëtan de MOFFART (BELGIQUE - FIDH), Larry GOSTIN (Secrétaire Général du National Council of Civil Liberties - Londres), Henri LECLERC (Président de la Commission "Immigrés" de la LDH), Yvan HYBLER (VONS/FIDH - Tchécoslovaquie), Désiré AVRED (SOS Racisme), Michel TUBIANA (Secrétaire Général adjoint de la LDH), Louis PETTITI (ancien Bâtonnier, Président de l'Institut de formation des Droits de l'Homme du Barreau de Paris), Georges LAURY, Henriette TAVIANI (Représentante du HCR à Paris), Pierre de SENARCLENS (Professeur à l'Université de Lausanne), Victor FROSINI (ITALIE - FIDH), Jean-Jacques de FELICE (Vice-Président de la LDH).

Après que Robert BADINTER, Ministre de la Justice et Garde des Sceaux, soit intervenu sur le thème de l'Universalité des Droits de l'Homme, Maxico PACHECO GOMEZ, Vice-Président de la Commission Chilienne des Droits de l'Homme, a repris ce thème d'une actualité brûlante dans son pays.

Puis, le Congrès s'est clos sur les interventions notamment de Mike BARRY et des représentants des Ligues Argentine, Libanaise, Suisse, Tchécoslovaque et Tunisienne.

Nous reproduisons ici le discours d'inauguration du Président, Michel BLUM, le rapport d'activité du Secrétaire Général, Daniel JACOBY, ainsi qu'un portrait de MEHDI ZANA.

DISCOURS D'INAUGURATION DU CONGRES DE LA FIDH

DES 17 et 18 NOVEMBRE 84

Michel BLUM, Président

(EXTRAITS)

Il s'agit d'un Congrès de réflexion mais, qu'il soit aussi le symbole d'une protestation solennelle contre le sort qui est fait à un militant des droits de l'homme : Mehdi ZANA, Maire de Diyarbakir.

J'ai reçu, il y a quelques années dans mon bureau, un homme solide, ardent, qui venait en France pour équiper sa ville en moyens de transport en commun.

Quelques mois plus tard, il était arrêté, accusé d'avoir eu des contacts avec un groupe qui avait assassiné un policier et un procès inique, sans preuves, s'est déroulé devant une délégation de la FIDH.

LA LETTRE DE LA F.I.D.H. LA LETTRE DE LA F.I.D.H.

Le Docteur DUMONT, notre représentant, a constaté que lorsque le Tribunal s'est levé et que tous les inculpés et avocats se sont levés aussi, Mehdi ZANA, lui, est resté assis, voûté sur son banc.

Il a pu indiquer que "ses jambes étaient détruites et qu'il n'entendait plus que d'une oreille".

Aujourd'hui, il est condamné à 24 ans de prison.

Son seul crime est d'avoir voulu croire à la pérennité du peuple kurde et d'en avoir refusé l'ethnocide.

Alors, je vous le demande, cette victime, est-elle de l'Est ou de l'Ouest, du Nord ou du Sud ?

Qu'importe. Il est tout simplement un homme martyrisé pour ses convictions.

Et, c'est en souvenir de l'affection et de la confiance qu'il portait à notre organisation qu'en plaçant ce Congrès sous son égide, nous lui témoignons ainsi notre amitié et notre soutien indéfectibles.

----- PORTRAIT DE MEHDI ZANA, ancien Maire de DIYARBAKIR -----

En décembre 1977, MEHDI ZANA, tailleur de profession, était élu Maire de DIYARBAKIR, la plus grande ville kurde de TURQUIE (600 000 habitants).

Militant socialiste, élu au suffrage direct par plus de 63 % des votants, il s'était présenté comme candidat indépendant contre les représentants des principaux partis qui existaient à l'époque en TURQUIE.

Il développait une étroite coopération entre sa cité et plusieurs municipalités d'Europe occidentale, notamment françaises.

Les villes de Brest, Clermont-Ferrand, Grenoble, Nantes et Rennes l'aidaient à équiper sa ville en moyens de transport en commun en mettant à sa disposition de vieux autobus qu'il ramenait jusqu'à DIYARBAKIR.

C'est à l'occasion de ce voyage en France qu'il devait rencontrer plusieurs responsables de la FIDH.

LA LETTRE DE LA F.I.D.H. LA LETTRE DE LA F.I.D.H.

Une délégation de la FIDH enquêtant sur la situation des droits de l'homme l'a rencontré de nouveau dans sa ville en mai 1980.

Quelques semaines après le coup d'état militaire, il était arrêté et incarcéré.

Les chefs d'inculpation qui lui seront par la suite notifiés, sont alors les suivants :

1) Etre membre d'un groupe qui aurait assassiné un policier, étant précisé que l'auteur présumé de cet assassinat ne se trouvait pas parmi les personnes jugées avec lui.

2) D'avoir détenu à son domicile deux pistolets.

3) D'avoir été trouvé en possession, lorsqu'il a été arrêté, de faux papiers d'identité.

En février 1982, une délégation de la FIDH pouvait assister à son procès qui se déroulait dans l'enclos d'un camp militaire, près de la ville de DIYARBAKIR.

Parmi les membres de cette délégation, se trouvait un Expert de la FIDH qui avait déjà rencontré MEHDI ZANA à la fois lors de son passage en France et de la mission organisée par notre association en 1980.

Cette délégation n'a pu assister à l'entrée de MEHDI ZANA et de ses co-inculpés dans la salle d'audience.

Par contre, elle a pu remarquer deux choses :

- Alors que tous les co-inculpés du procès de Mehdi ZANA se tenaient le buste droit, les mains sur les genoux et face au Tribunal, ce dernier se tenait courbé sans que le Tribunal ni les nombreux militaires présents dans la salle ne lui fassent la moindre remarque.

- Lorsque le Tribunal s'est levé et que tous les inculpés et Avocats se sont levés, Mehdi ZANA est resté assis, voûté sur son banc.

Mehdi ZANA n'avait plus rien du robuste personnage d'une quarantaine d'années que la FIDH avait connu.

Il se tenait vouté, prostré, brisé, les jambes incapables de le porter.

LA LETTRE DE LA F.I.D.H. LA LETTRE DE LA F.

Il avait les tympans probablement défoncés.

Au Docteur Georges DUMONT, membre de la délégation et Président de la Compagnie des Experts à la Cour d'Appel de Paris, qui demandait l'autorisation de pouvoir examiner Mehdi ZANA, les autorités militaires répondirent que "cela n'était pas la peine", l'ancien Maire n'étant qu'un "simulateur".

Par contre, les autorités militaires turques demandèrent à plusieurs reprises à notre délégation pourquoi l'opinion internationale et notamment française, s'intéressait tellement au cas de celui "qui n'est qu'un analphabète et un ancien tailleur".

Dans un témoignage recueilli par une journaliste suédoise le 3 mai 1980, la soeur de Mehdi ZANA indique que son frère fut torturé de façon extrêmement violente à tel point qu'elle ne put le reconnaître en allant le visiter dans sa prison.

La même remarque nous fut faite par un de ses amis, Avocat, qui n'était pas son Conseil et qui a pu l'apercevoir deux fois en prison.

Mehdi ZANA aurait indiqué que "ses jambes étaient détruites", qu'il n'entendait plus que d'une oreille et qu'atteint de difficultés respiratoires (il était asthmatique), on refusait de lui donner les médicaments nécessités par son état de santé.

Le 26 octobre 1983, il était condamné à une peine de 24 ans de prison pour les faits précités.

En réalité, c'est en raison de "ses liens internationaux" de l'usage du kurde avec ses administrés pour une large part analphabètes et non turcophones que le régime militaire a condamné Mehdi ZANA.

Il faut en effet savoir que la minorité kurde vivant en Turquie représente 25 % de la population totale de ce pays.

Non seulement, la langue kurde, la musique kurde sont interdites, mais le mot "kurde" n'existe même pas en turc. On parle soit des "Turcs de la montagne" soit des "montagnards".

Quelques mois auparavant, un des plus célèbres sociologues turcs, Monsieur BESIKCI devait être condamné à une peine de 9 ans d'emprisonnement, car, déjà incarcéré une première fois, il avait écrit du fond

LA LETTRE DE LA F.I.D.H. LA LETTRE DE LA F.I.D.H.

de sa prison au Président du PEN CLUB Suisse :
"Comme par le passé, le nouveau régime turc refuse
de prendre en considération le fait kurde".

Le 18 mai 1984, Mehdi ZANA était condamné une
nouvelle fois à 7 ans de prison pour outrage à
Magistrat.

Ni ses Avocats, ni sa famille n'étaient au courant
de ce nouveau procès qui eut lieu trois semaines
après la visite d'une mission parlementaire du
Conseil de l'Europe à la prison de DIYARBAKIR, qui
rencontra Mehdi ZANA qui, leur indiqua, malgré
la présence du Commandant directeur de la prison
et de l'interprète du Ministère turc des Affaires
Etrangères qu'il avait été torturé pendant dix
sept mois et qu'à la suite de ces tortures, il
avait perdu l'usage de son oreille droite et se
trouvait dans un très mauvais état général.

Quelques mois auparavant, et afin de dénoncer les
conditions inhumaines de détention dans la prison
de DIYARBAKIR, plusieurs détenus s'étaient immolés
par le feu à l'intérieur de leur cellule.

Compte tenu des tortures qu'il a subies, de son
état de santé et des conditions extrêmement dures
de sa détention, Mehdi ZANA est aujourd'hui un
homme qui risque de mourir très rapidement alors que
son seul crime a été de vouloir s'affirmer kurde
dans la Turquie des années 1980.

C'est pourquoi la FIDH a décidé de le considérer
comme le symbole de ce Congrès en espérant que
la pression de l'opinion internationale fera
plier le régime du général EVREN.